

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

AVATARS DE LA RÉSISTANCE CONTRE L'EFFACEMENT DU PASSÉ :
(RE)CONSTRUIRE LA MÉMOIRE CAMBODGIENNE
À TRAVERS LES ARCHIVES AUDIOVISUELLES

LES JEUNES GÉNÉRATIONS CONFRONTÉES AUX SOURCES DE BOPHANA

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
DAVITH BOLIN

AVRIL 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

« Le Centre Bophana s'est lancé dans un combat primordial. La lutte contre l'oubli, ce cancer qui ronge notre esprit, les liens sociaux, la vie d'un pays. Quand on oublie son passé, on est condamné à le revivre. Les images qu'il rassemble, collecte, éclairent des zones d'ombres, stimulent notre imagination, nos questions. Sur le sens, la beauté, la crédibilité de ces images. Sur le regard qu'elles posent et qui parfois recèle autant d'informations sur le pays, les habitants filmés que sur l'état d'esprit de la personne qui filme. »

Bertrand Tavernier, réalisateur français

(Cambodge Soir, le 11 janvier 2007)

AVANT-PROPOS

Ce travail ressemble à la traversée d'un océan ; je suis parti ainsi naviguer avec mon sujet de mémoire sur les vagues de l'incertitude. Cette aventure exceptionnelle révèle cependant un lien évident avec l'histoire, ma passion, mon questionnement régulier sur le passé douloureux de mon pays et une anecdote qui me tient vraiment à cœur, puisqu'elle s'est révélée être le véritable déclencheur de mon début de recherche. Il s'agit d'une histoire familiale que j'ai découverte au cours de mon passage en tant que stagiaire en documentation audiovisuelle au Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana à Phnom Penh.

Un jour, en visualisant un numéro d'*Actualité cambodgienne* des années 1960, je suis tombé sur un document intitulé l'« *Incinération de Som Sam Al* ». Les images de ce film muet en noir et blanc montrent notamment un cortège humain, l'arrivée d'officiers militaires, des représentants de l'ambassade de France, des proches du défunt portant des vêtements blancs (signe du deuil chez les bouddhistes), une fillette blessée recouverte d'un pansement sur son corps carbonisé, etc. Cette scène m'a vraiment choqué, et m'a poussé à chercher des informations sur le défunt et la cause de son décès.

Contrairement aux autres films que j'ai l'habitude d'analyser avant d'en faire un court résumé destiné au public sur la base de données, l'« *Incinération de Som Sam Al* » est un document très complexe. J'ai donc eu recours à une référence, *Historical Dictionary of Cambodia*, et y trouve cette information : « *SOM SAM AL, cinéaste et aussi lieutenant sous le régime de Lon Nol, est assassiné avec sa famille par des Viêt-Cong* ». Encore intriguée par l'histoire, et surtout par la présence d'une des filles de Som Sam Al survivante au drame, j'ai entrepris des recherches supplémentaires sur Internet. Seule une photo du cinéaste est postée sur le site officiel de l'ancien roi Norodom Sihanouk. Et je découvre cette annonce sur le forum des anciens élèves de l'École Nationale Supérieure Louis Lumière : Som Soyanie, la fille du défunt, vit actuellement en France, et cherche depuis une vingtaine d'années des images et documents sur son père.

Depuis, je communique régulièrement par courriel avec Som Soyanie, âgée maintenant d'une quarantaine d'années. Elle me révèle que la fillette blessée dans le film est sa sœur, Som Sivanie qui s'est installée à présent aux États-Unis (Texas). Cette confidence m'a particulièrement touché, et m'a motivé pour fouiller les archives audiovisuelles du Centre Bophana. C'est ainsi que j'ai décidé de me plonger véritablement dans l'étude de la mémoire cambodgienne et des archives audiovisuelles, et de m'interroger sur la manière dont les jeunes Cambodgiens d'aujourd'hui s'approprient l'histoire récente de leur pays.

Ce travail passionnant m'a permis de faire des rencontres extraordinaires. Plusieurs personnes m'ont ainsi accompagné et soutenu durant ces années de recherche. Je tiens sincèrement à remercier toutes les personnes concernées résidant au Canada et au Cambodge qui, sans ménager leur temps et efforts, m'ont permis de réaliser cette étude.

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma vive reconnaissance envers l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) qui, grâce à son Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF), m'a aidé à financer mes dépenses dans mes études et mes séjours canadiens.

Un merci aussi tout particulier à Gaby Hsab, mon directeur de recherche. À son soutien, sa patience et ses conseils généreusement offerts tout au long de mes études à Montréal. Il a toujours été présent et m'a prodigué tous les encouragements nécessaires à la réalisation de ce mémoire.

Je remercie également les jeunes Cambodgiens d'avoir accepté de participer à ma recherche et d'avoir partagé leur vécu et leurs sentiments avec tant de générosité. Et, je suis infiniment reconnaissant à Rithy Panh, dont l'exceptionnelle générosité m'a aidé à ouvrir les portes de la collecte de données au Centre Bophana.

Je tiens à adresser toute ma gratitude aux professeurs de la Faculté de Communication de l'UQÀM qui m'ont donné des cours dont le contenu est d'une valeur inestimable pour mon travail de recherche.

Je désire aussi souligner le soutien précieux de Sylvaine Pasquier, d'Ariane Mathieu et de Nolsina Yim qui ont bien voulu lire et relire mes écrits afin d'y trouver du sens. Leur don de temps et leur relecture attentive m'ont permis d'apporter plus de qualité à mon mémoire.

En dernier lieu, et non le moindre, je souhaite remercier ma famille et celle de mon épouse. Enfin, mes remerciements vont à une personne importante de ma vie, Santepheap Lim, qui, sans jamais faillir, est restée toujours à mes côtés pour m'encourager et croire en moi. Son appui précieux m'a aidé à mener ce mémoire à terme. J'espère pouvoir un jour lui prodiguer la même aide.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iii
LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES SIGLES.....	xi
RÉSUMÉ.....	xii
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

DES VAGUES DE L'INCERTITUDE

À LA CONSTRUCTION D'UN PROJET DE RECHERCHE :

PROBLÉMATIQUE, THÉORIE ET MÉTHODE

CHAPITRE I

IDENTIFICATION D'UNE PROBLÉMATIQUE

1.1 CONTEXTE	7
1.1.1 L'aperçu géographique du Cambodge	9
1.1.2 Le découpage du Cambodge au niveau de l'administration territoriale.....	11
1.1.3 La légende lointaine du pays merveilleux	11
1.1.4 Les khmers et la société cambodgienne	25
1.2 PROBLÉMATIQUE	27
1.2.1 Problème général	28
1.2.2 Problème spécifique.....	34
1.2.3 Questions de recherche	35
1.2.4 Objectifs de recherche.....	35
1.2.5 Hypothèses de recherche.....	36

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

2.1 L'approche constructiviste.....	39
2.1.1 Le constructivisme social et la théorie de la construction sociale de la réalité.....	42
2.2 La notion de la mémoire	47

2.2.1 Comment fonctionne la mémoire ?.....	49
2.2.2 Les cadres sociaux de la mémoire	50

CHAPITRE III

NOTRE TERRAIN DE RECHERCHE

3.1 Le Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana	53
3.2 Collecter les archives.....	55
3.3 Le parcours de l'archive	56
3.4 Consulter les archives.....	57

CHAPITRE IV

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

4.1 Type de recherche	60
4.2 Choix des sujets participants à la recherche.....	61
4.3 Méthode choisie	62
4.3.1 La documentation	62
4.3.2 L'observation directe	63
4.3.3 L'entrevue semi-dirigée en groupe focus.....	66
4.4 Instruments de la collecte des données	76
4.4.1 Les archives audiovisuelles	76
4.4.2 Le guide pour l'entrevue semi-dirigée en groupe focus.....	77

DEUXIÈME PARTIE

LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

FACE AUX SOURCES DE BOPHANA

CHAPITRE V

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES

5.1 La construction du corpus et les critères de sélection des données	81
5.2 La triangulation de données	83

5.3 Méthodes d'analyse et justification de la méthode choisie.....	85
5.4 Traitement des données	86
CHAPITRE VI	
PAROLES DES JEUNES	
6.1 L'histoire contemporaine gommée en milieu scolaire.....	89
6.2 Le témoignage oral remplace l'analyse historique.....	93
6.2.1 Sangkum Reastr Niyum (1955-1970)	94
6.2.2 Kampuchea démocratique (1975-1979).....	101
6.2.3 République populaire du Kampuchéa (1979-1989).....	115
CHAPITRE VII	
LA MÉMOIRE: ENTRE SOUVENIR ET EFFACEMENT	
7.1 La société cambodgienne entre la mémoire et l'oubli.....	137
7.1.1 Le syndrome du silence.....	137
7.1.2 À chaque régime politique sa propre version de l'histoire.....	139
7.2 L'Histoire et la mémoire dans la pensée des jeunes	142
7.2.1 Qu'attendent les jeunes ? Une « vraie » version de l'Histoire?.....	142
7.2.2 Parler de l'Histoire est une affaire politique.....	144
7.2.3 « L'histoire n'est pas mon gagne-pain ! ».....	147
7.3 L'envie de mieux connaître le pays à travers les archives audiovisuelles	148
7.3.1 Changement de la perception des jeunes après le visionnage	148
7.3.2 Les archives audiovisuelles suscitent le débat.....	151
7.3.3 Le Centre Bophana devient un lieu de rencontre.....	152
CONCLUSION.....	153
Annexes	161
Annexe 1 : Formulaire de consentement (version française).....	162
Annexe 2 : Formulaire de consentement (version cambodgienne)	164
Annexe 3 : Les archives visionnées	167

Archives 1 : l'indépendance du Cambodge	167
Archives 2 : le système scolaire scientifique sous les Khmers rouges	169
Archives 3 : le Cambodge après Pol Pot.....	171
Annexe 4 : Chronologie du Cambodge	173
 BIBLIOGRAPHIE	 178

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1.1	Carte du Cambodge	8
3.1	Chaîne de l'archivage.....	56
3.2	Base de données <i>Hanuman</i>	57
9.1	Archives sur le Cambodge des années 1960	167
9.2	Archives sur le Cambodge sous les Khmers rouges	169
9.3	Archives sur le Cambodge sous l'occupation vietnamienne.....	171

LISTE DES SIGLES

ARC : Académie Royale du Cambodge

ANS : Armée Nationale Sihanoukiste

APRONUC : Autorité Provisoire des Nations Unies pour le Cambodge

ASEAN : Association des Nations d'Asie du Sud-Est

CETC : Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

CNS : Conseil National Suprême

FIAT : Fédération Internationale des Archives de Télévision

FNLPK : Front National de Libération du Peuple Khmer

FUNCINPEC : Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif

FUNK : Front d'Union Nationale du Kampuchéa

FUNSK : Front Uni National pour le Sauvetage du Kampuchéa

GRUNK : Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa

INA : Institut National de l'Audiovisuel

KGB : Comité pour la sécurité de l'État (service de renseignement de l'union soviétique)

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

ONU : Organisation des Nations Unies

PCK : Parti Communiste du Kampuchéa

PPC : Parti du Peuple Cambodgien

RPK : République Populaire du Kampuchéa

SNC : Plan de Sauvegarde, de Numérisation et de Communication

TPI : Tribunal Pénal International

TPIY : Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

Depuis le début du 20^{ème} siècle, des nouveaux moyens de communication – notamment le cinéma, la télévision et la vidéo – ont été inventés. Aujourd'hui, une quantité phénoménale d'images audiovisuelles diffusées sous différents formats et sur de multiples supports sont véhiculées quotidiennement dans la société moderne. De fait, nous amassons des archives audiovisuelles perçues comme des objets sans valeur. Cependant, ces mêmes archives offrent aux générations futures la possibilité de plonger dans le passé. Elles constituent également de nouvelles sources d'informations pour les historiens et la possibilité de reconstruire une image plus exacte des événements d'hier et de leurs acteurs. Elles peuvent donc apporter un témoignage du passé sur le plan de la mémoire sociale.

Au Cambodge, plus qu'ailleurs, cette mémoire audiovisuelle, ainsi que les racines culturelles et identitaires, relations sociales et liens symboliques existant entre les hommes systématiquement anéantis par les Khmers rouges, s'estompe en silence. Un Cambodgien né après le génocide perpétré par le régime de Pol Pot connaît plus ou moins bien l'histoire récente de son pays. Dans les manuels scolaires, l'Histoire du Cambodge s'achève en 1953, date de l'indépendance du pays. Des événements postérieurs (1953-1998) à cette date historique ne sont pas enseignés. Comment peut-on reconstruire un pays en occultant des pans essentiels de l'histoire nationale? Pour donner espoir au peuple cambodgien de se tourner vers un avenir meilleur, plus optimiste, il faudrait que la transmission de la mémoire de l'histoire nationale puisse avoir lieu, et aide ainsi à réparer les «ponts détruits» entre les générations.

Cette présente étude se focalise sur deux théories principales. Il s'agit, pour la première, de l'approche constructiviste des sociologues Peter Berger et Thomas Luckmann, et pour la seconde, de la sociologie de la *mémoire* de Maurice Halbwachs. L'objet de recherche se base sur la dynamique communicationnelle entre le chercheur et les jeunes Cambodgiens invités à une série de « groupes focus ». La rencontre se déroule dans un endroit symbolique, à Phnom Penh (capitale cambodgienne), au Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana où les archives audiovisuelles portant sur le Cambodge sont numérisées et mises à la disposition du public. L'interaction dynamique entre l'auteur de ce mémoire et les participants à sa recherche se déroule autour d'objets symboliques tels que les archives audiovisuelles. Dans le cadre de l'animation de groupe focus, ces derniers servent d'instruments à collecter les données sur le terrain. Ces archives constituent autant de réalités plus ou moins « objectives » qui sont subjectivées, tant par le chercheur que par les acteurs du groupe focus. Le résultat de l'analyse s'appuie sur la subjectivité du chercheur et celle des acteurs rencontrés. Ceci est impliqué par la récupération de la réminiscence, des réalités subjectives en jeu et des stocks de connaissances ou des représentations mémorielles partagées par le collectif qui servent à typifier la réalité.

Mots-clés : Cambodge, archives audiovisuelles, guerre, génocide, Khmers rouges, Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana, constructivisme, mémoire collective, communication, groupe focus.

INTRODUCTION

Par son passé lointain et prestigieux, le Cambodge attire la curiosité. Cependant, l'attrance qu'il suscite est attachée également à un épisode plus récent et plus sombre de son histoire. Aujourd'hui, le petit royaume apporte autant d'enseignements sur les conséquences de trente années de guerres civiles (1970-1998). L'héritage de la déchirure qu'il a subi est lourd à gérer. Il a laissé de graves séquelles dans la société. Peu de pays au monde auraient subi autant de transformations, tant sur le plan social que sur le plan culturel, que ce pays de l'Asie du Sud-Est. La société cambodgienne tente aujourd'hui de se recomposer et de s'adapter aux exigences du nouveau millénaire, mais difficilement.

En 1975, les Khmers rouges ont détruit le Cambodge par une révolution absurde et unique au monde. Le changement radical de la société et la violence inouïe avec laquelle il a été appliqué ont coûté la vie à 7 millions de Cambodgiens qui ont été littéralement asservis physiquement et mentalement par le pouvoir en place. Depuis la fin du régime des Khmers rouges en 1979, la guerre civile s'est prolongée encore pendant 20 ans. À présent, une fois la paix scellée, le pays subit encore des transformations fondamentales : telles que le déracinement de ses normes sociales et culturelles à cause des expériences communistes extrêmes, l'ouverture trop rapide au monde extérieur, l'arrivée en masse des organisations humanitaires internationales et non-gouvernementales, la politique de capitalisme «sauvage» qui ne profitera pas à la majorité de la population, etc. Encore une fois, ces changements rapides ne font qu'apporter des maux que le monde rejette sur ce pays malheureux.

Actuellement, le Cambodge ne se tient debout que grâce à une perfusion de capitaux de la part de pays donateurs. Le budget du gouvernement pour l'année 2009 s'élève à 1.88 milliards de dollars américains sur lesquels près d'un milliard est fourni par l'aide internationale. Le gouvernement court donc après le développement que les Cambodgiens réclament. Dans l'administration, la corruption ne cesse de gagner du terrain. À travers le

royaume, les paysans sans terre sont chaque jour plus nombreux, car un litige foncier oppose ces derniers à des militaires ou à des hommes proches du pouvoir central. Dans la capitale Phnom Penh, l'arrivée des nouveaux riches est de plus en plus choquante. L'injustice sociale et l'écart flagrant entre les riches et les pauvres font que la situation ressemble à celle d'avant la prise du pouvoir des Khmers rouges.

Si les survivants du génocide parlent facilement de leurs expériences douloureuses aux étrangers, ils éprouvent une certaine réticence à parler de leur vécu entre eux surtout à leurs enfants. Le régime de Pol Pot fut un tel choc que le traumatisme reste profond. Pour les Cambodgiens, la période de trois ans, huit mois et vingt jours que dura le régime communisme et le totalitarisme des Khmers rouges est synonyme de la mémoire de la souffrance. Le malaise est naturellement troublant à la lecture des écrits sur cette période : tant de blessures et tant de cicatrices ! Force est de constater que la communication est très réduite entre parents et enfants sur ce sujet. Les nouvelles générations, enfants de survivants qui n'ont pas connu les guerres civiles (1970-1998) et le génocide (1975-1979), se représentent plus ou moins bien ce qu'a été le pays de leurs pères. Les histoires de leurs parents peuvent en toucher certains, tandis que d'autres restent plus ou moins indifférents. De leur côté, les parents doivent affronter le dilemme entre oublier et se souvenir. Ni l'histoire ni la justice ne les aident à ce jour à comprendre si le régime des Khmers rouges a commis un génocide. Ces victimes sont errantes et se livrent à la pudeur face à leurs enfants, et à la volonté d'oublier face à la complexité de l'histoire récente de leur pays.

Chez les Cambodgiens, transmettre la mémoire familiale s'avère difficile. Au-delà des grands-parents, il semble que les généalogies se perdent. Les souvenirs se diluent au fil du temps. Lorsque les personnes âgées racontent leur vécu aux jeunes, elles retiennent simplement les dates des grands événements, mais pour certaines réminiscences, elles se réfèrent aux « grandes époques ». Dans l'ensemble, la référence renvoie à la vie paisible et harmonieuse dans les années 1950 et 1960. À l'époque, les institutions étaient respectées et les gens étaient solidaires. Quant à l'éducation familiale, l'enfant apprend très tôt le savoir-vivre transmis d'une génération à l'autre. Pour la progéniture, une règle élémentaire de comportement en société à assimiler est celle de se tenir tranquille. Ni curiosité ni l'esprit

critique et d'analyse ne sont guère encouragés. L'apprentissage consiste alors à écouter et à reproduire les faits, gestes et paroles des aînés sans trop poser des questions. Si ce n'est pas le cas, l'enfant est réprimandé ou peut même subir le châtement du fouet. Pour justifier des actes et comportements, les personnes âgées peinent à trouver un discours solidement construit. Ils invoquent tout simplement « *on fait comme ça puisque c'est la tradition* ».

La société cambodgienne actuelle semble avoir contracté le syndrome du silence puisque son histoire contemporaine (1953-1998) n'est pas enseignée à l'école. Les élites au pouvoir hésitent encore entre cultiver une mémoire et faire le choix de la réconciliation nationale en oubliant ce passé. La période postindépendance est l'un des principaux tabous qui pèse encore sur le pays. À l'heure actuelle, l'état de la liberté d'expression reste encore précaire. Les Cambodgiens, jeunes et âgés, s'abstiennent volontairement de donner leurs opinions sur un sujet lié au passé du pays, car il est possible que la conversation se détourne vers des sujets politiques ou vers une critique des gouvernants d'un régime donné. Tout débat dans lequel des idées divergentes émergent risque de conduire à une querelle entre amis, membres d'une même famille, voisins ou collègues de travail. Bref, le débat n'existe pas encore dans la culture cambodgienne.

Est-ce que les médias locaux sont fiables et capables de jouer un rôle qui permettrait d'aider à élucider le passé du pays ? La réponse est négative. Malgré l'émergence de nombreux titres de journaux, de chaînes de télévision et de radio depuis les élections en 1993, le paysage médiatique cambodgien reste d'opinion et maltraite la déontologie journalistique. La qualité de l'information laisse à désirer puisque la nature des messages transmis au public est purement de la propagande gouvernementale; force est de constater que la majorité des propriétaires des médias sont proches du parti au pouvoir. Quant à la voix d'opposition, le discours se contente simplement de colporter la rumeur locale. Le public cambodgien est ainsi privé de sources indépendantes pour s'informer de l'évolution de sa propre société.

La situation cambodgienne en matière de « devoir de mémoire » est alarmante. Si un travail de mémoire conséquent ne se fait pas, les nouvelles générations risquent de faire les mêmes erreurs que leurs aînés dans le passé. Si ce passé n'est pas mis en lumière, les jeunes se reposeront toujours les mêmes questions : Pourquoi en est-on arrivé là ? Comment en sortir ? Il est inacceptable de laisser les jeunes d'aujourd'hui avec un trou béant dans la mémoire collective de leur pays. Au moment où nous entamons la rédaction de ce mémoire de recherche, nous nous posons autant de questions. Si l'on ne répond pas à ces dernières, si l'on ne témoigne pas pour les futures générations, qu'advient-il alors ? Le procès des anciens dirigeants khmers rouges en cours est-il utile, alors même que les livres scolaires ne parlent ni de la guerre civile, ni du génocide ? Que vont comprendre les écoliers et les étudiants en écoutant la radio et la télévision ? Comment un peuple peut-il avancer sans connaître son histoire ?

C'est dans ce souci de connaissance du passé et de l'histoire nationale que ce travail a pu exister. Notre point de vue est alors celui d'un Cambodgien né après le génocide qui s'intéresse à la question de la mémoire et de l'Histoire en les mettant en lien avec les archives audiovisuelles. Pendant les quelques mois précédant notre départ pour étudier au Canada, nous avons eu l'opportunité de travailler en tant que documentaliste au Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana. Nos idées autour de la mémoire, l'Histoire et les archives se sont alors bousculées. Est-ce que les archives audiovisuelles contribuent à la mémoire sociale et collective du Cambodge ? Qu'est-ce que les jeunes Cambodgiens saisissent du passé à travers les archives ?

Notre travail se divise en deux parties comportant sept chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons d'abord un aperçu historique et une esquisse des politiques qui ont marqué le Cambodge dans les dernières années. Ensuite, nous nous attardons sur la problématique de l'absence de l'enseignement de l'Histoire au Cambodge et de l'intérêt des archives audiovisuelles dans la transmission de la mémoire. Parallèlement, nous mentionnons quelques facteurs permettant de dévoiler à quel point la société cambodgienne devient amnésique, incapable de faire face au passé contemporain (1953-1998). Cette description

nous conduit à connaître l'état de la question, le problème général. Enfin, la question de recherche, le problème spécifique, les objectifs et les hypothèses sont déterminés.

Le deuxième chapitre présente le cadre théorique sur lequel s'appuie cette étude. Il s'agit de l'approche constructiviste, au sein de laquelle la notion de la mémoire (qu'elle soit sociale ou collective) est recadrée.

Quant au troisième chapitre, nous y présentons le Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana. C'est l'endroit où nous avons passé notre séjour à Phnom Penh pour la collecte de données. La présentation brève de ce lieu symbolique nous permet également d'avoir une idée de la base de données dans laquelle les archives audiovisuelles numérisées portant sur le Cambodge sont répertoriées et indexées.

À partir du quatrième chapitre, nous développons la méthodologie utilisée tout au long de ce travail. Après avoir expliqué l'approche qualitative orientée vers une analyse compréhensive et interprétative, nous présentons l'instrument de collecte des données, le déroulement de la cueillette des matériaux et le mode d'analyse et d'interprétation des éléments recueillis.

Aux cinquième, sixième et septième chapitres, nous construisons l'analyse des données issues de l'entrevue semi-dirigée en groupe focus utilisée dans cette étude. Enfin, ce travail est également constitué d'une conclusion et d'une réflexion sur l'ensemble de notre démarche.

PREMIÈRE PARTIE

**DES VAGUES DE L'INCERTITUDE
À LA CONSTRUCTION D'UN PROJET DE RECHERCHE :
PROBLÉMATIQUE, THÉORIE ET MÉTHODE**

CHAPITRE 1

IDENTIFICATION D'UNE PROBLÉMATIQUE

Ce premier chapitre est consacré à la présentation du Cambodge où l'auteur de cette étude est né et où il a baigné dans la culture locale. Le « mini portrait » de sa terre natale, où émergera le travail sur le terrain, englobe l'aspect géographique et historique de ce pays en voie de développement, meurtri par plus de vingt années de guerre et par un génocide absurde. Actuellement, le Cambodge se reconstruit peu à peu, récupérant certains pans de sa mémoire. Cependant, l'enseignement d'un passé douloureux inscrit dans son histoire récente reste aujourd'hui problématique, car les jeunes nés après la période des guerres civiles (1970-1998) et le génocide (1975-1979) connaissent plus ou moins bien le passé de leur pays¹. La nation cambodgienne reste pour eux celle de la civilisation du grand passé angkorien : celle issue d'une légende, d'une apogée lointaine et prestigieuse. Ainsi, après avoir formulé le contexte de la recherche nous présentons la problématique, l'état de la question, le problème spécifique, les questions, les objectifs et les hypothèses de cette recherche.

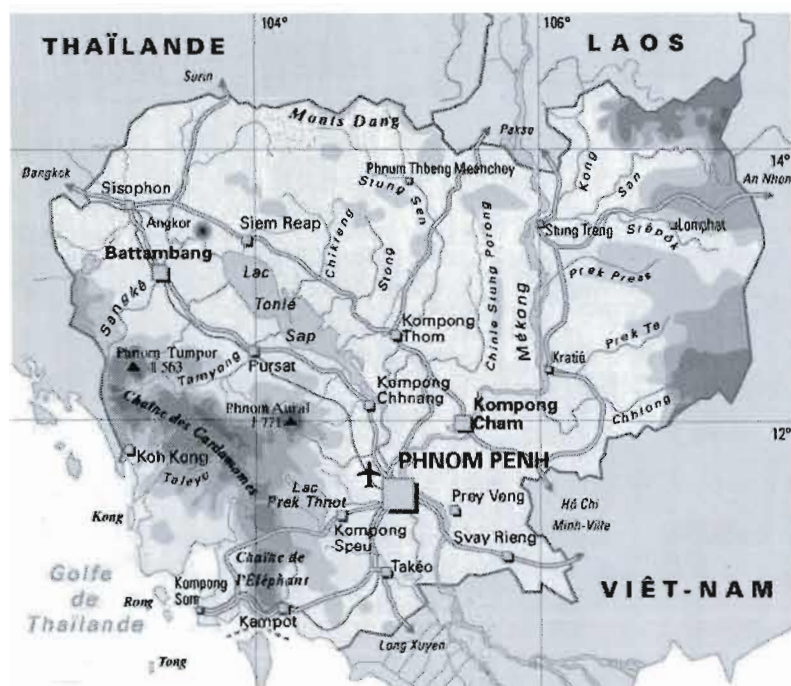
1.1 CONTEXTE

Pour mieux appréhender cette recherche portant sur la mémoire de l'histoire récente du Cambodge en lien avec les archives audiovisuelles, il faut intégrer le contexte géographique et historique qui nous aidera à comprendre l'évolution du pays à travers différentes époques. Ensuite, en ce qui concerne la constitution de la mémoire, une brève description des racines culturelles du Cambodge sera utile d'une part pour faire un portrait de cet ancien royaume et, d'autre part, pour montrer la décadence inimaginable qu'il a subie du fait des guerres civiles et du génocide : ces événements ont provoqué non seulement une perte irréversible en

¹ L'occupation vietnamienne (1979-1989) et le nouveau régime communiste imposé ne se prêtaient guère à la transmission ou à la formation de la mémoire de l'Histoire car tout était orienté par la propagande, de même que sous les Khmers rouges, mais à des fins opposées, colonisatrices d'un côté, nationalistes de l'autre.

nombre de victimes mais aussi la chute des valeurs sociales et culturelles. Tel que montrée ci-dessous, la figure 1 présente des informations récentes sur le Cambodge marquée par le tableau synoptique. Où est situé ce pays ? Qu'est-ce que la civilisation angkorienne, et comment a-t-elle permis au peuple cambodgien de constituer un empire régional ? D'où viennent les tragédies qui ont frappé le Cambodge durant plusieurs décennies dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle ? Pourquoi le passé récent n'est-il pas enseigné aux nouvelles générations ? La suite de ces questions nous permet de découvrir peu à peu le petit royaume du Cambodge.

Figure 1.1: Carte du Cambodge



Source : <http://www.khmer-network.com>

Chef de l'état	Le roi Norodom Sihamoni
Chef du gouvernement	Premier ministre Hun Sen
Nature du régime	Monarchie constitutionnelle
Superficie	181 035 Km ²
Provinces et villes	24
Climat	Tropical : chaud et humide
Température annuelle moyenne	28,5° C ou 83,3 F
Saisons	Saison sèche de 6 mois : De novembre à avril Saison de pluie de 6 mois : De mai à octobre

Population (en 2004)	13,5 millions dont près de la moitié (41%) a moins de 14 ans
Capitale	Phnom Penh
Monnaie	Riel (1 dollar U.S = 4000 riels)
Langue nationale	Khmer
Religion	Bouddhisme 95%, Islam 2%, Christianisme 2%, autres 1%

1.1.1 L'aperçu géographique du Cambodge

Le Cambodge, un pays essentiellement agricole situé en Asie du Sud-Est, partage ses frontières terrestres et maritimes avec la Thaïlande, le Laos et le Viêt Nam. Une enquête intercensitaire sur la population en 2004 montre que le taux de croissance annuel a diminué, passant de 2,5% en 1998 à 1,81% en 2004, avec une population totale de 13, 5 millions². Sur une superficie de 181 035 Km², 85% des habitants vivent dans les zones rurales. Actuellement, on estime que près de 34,7% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

La structure générale de ce pays est celle d'une cuvette presque entièrement entourée de montagnes couvertes de forêts denses. Situé entre les latitudes 10 et 14 degrés Nord, le Cambodge se situe en pleine zone tropicale au climat chaud et humide. La température annuelle s'élève en moyenne à 28,5°C. Deux saisons différentes alternent équitablement tout au long de l'année : ce sont la saison sèche (*rodov prang*) durant six mois, de novembre à avril et la saison de pluie durant six mois (*rodov vossa*), de mai à octobre.

La saison sèche est marquée par une sécheresse presque absolue. On constate d'abord quatre mois secs consécutifs (de décembre à mars) mais plutôt agréables avec un temps clair et lumineux et un vent du nord-est que les Cambodgiens appellent généralement la *saison fraîche*, « saison la plus plaisante de l'année où le thermomètre peut baisser jusqu'à 13°C »³. À partir d'avril, l'alizé, vent régulier et doux, cesse de se manifester et les rizières se dessèchent. Un temps lourd et chaud ne cesse de s'accroître, transformant les plaines d'herbe

² « Cambodia Socio-Economic Survey (2004) », Institut National de la Statistique du Cambodge, en ligne, <http://statsnis.org/SURVEYS/CSES2003-04/summary.htm>, page consultée le 24 avril 2008.

³ Delvert, Jean. *Le Cambodge*. Paris : Presses universitaires de France, 1983, p. 17.

et les rizières en chaume dessinant une immense paillasse. Durant la saison des pluies, les précipitations tombent généralement, de mai à juillet, sous forme d'orage d'après-midi au rythme irrégulier et en quantité peu abondante. Par contre, les grandes pluies se produisent avec une extrême vigueur en septembre et octobre, de copieuses averses survenant non seulement l'après-midi mais aussi le soir et la nuit. C'est la période pluvieuse, « synonyme pour les Cambodgiens de recueillement, de retraite au monastère; pendant ce temps, les mariages sont interdits »⁴.

Le Cambodge possède un système hydraulique unique au monde dominé par la vallée du Mékong (507 Km), traversant le pays du nord au sud et celle de son tributaire essentiel, le Tonlé Sap ou le Grand Lac (2 700 Km² en saison sèche). À la saison des pluies, le Mékong renverse son cours en direction sud-nord dans le Tonlé Sap. Quelques mois plus tard, la crue du fleuve au début d'octobre apporte une énorme masse d'eau s'étendant sur la plaine des Quatre Bras (Mékong inférieur et supérieur, Tonlé Sap, Bassac), nœud des grandes voies fluviales où se situe Phnom Penh, la capitale du Cambodge depuis 1866. La baisse des eaux commence à la mi-octobre. Le Tonlé Sap reprend son cours vers le sud. Peu à peu, les eaux quittent la forêt lacustre qui entoure les lacs. L'inondation est à l'origine d'une des grandes richesses du pays. D'abord, elle est une ressource halieutique en donnant des rendements de pêche élevés. L'écosystème unique au monde et hautement productif du lac Tonlé Sap assure notamment la pêche de 200 000 tonnes⁵ de poissons chaque année au Cambodge. De plus, elle a un rôle fertilisant pour la polyculture des berges et des plaines centrales. Rien d'étonnant donc à ce que la grande majorité de la population soit concentrée sur la plaine centrale, au tour du Grand Lac, et le long des voies navigables. Pour cette raison, le Cambodge est bien un « don du Mékong »⁶.

⁴ *Ibid.*, p.16-17.

⁵ « Le lac fait vivre des millions d'habitants », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en ligne, http://www.fao.org/newsroom/fr/field/2005/107684/article_107721fr.html, page consultée le 24 avril 2008.

⁶ Delvert, Jean. « Cambodge/ Cadre géographique » in *Encyclopaedia Universalis*, p. 778, Vol. 4. Paris: Encyclopaedia Universalis, 2002.

1.1.2 Le découpage du Cambodge au niveau de l'administration territoriale

Le Cambodge contemporain est constitué administrativement de 20 provinces (*khet*) et de 4 municipalités (*krong*) : Phnom Penh, Sihanouk Ville (Kompong Som), Kep et la dernière née, Païlin, créée en 1997 suite au ralliement des anciens dirigeants khmers rouges au gouvernement. Les provinces sont organisées en districts (*srok*) au nombre de 185, eux-mêmes subdivisés en 1 621 communes (*khum*), et en villages (*phum*) au nombre de 12.739⁷. Chaque village est administré à présent par un chef du village nommé par le gouvernement, responsable de la sécurité locale, des relations avec les services gouvernementaux locaux, et notamment de l'enregistrement de l'état civil. En vertu de la politique gouvernementale de décentralisation visant à renforcer les capacités des institutions locales, le Cambodge organise tous les quatre ans, depuis 2002, les élections des conseils communaux et municipaux, chacun d'entre eux comptant de 5 à 11 membres en fonction de la démographie et de la géographie⁸. Le Cambodge a adopté, en avril 2008, la loi sur la gestion administrative des conseils de municipalités, de provinces et de districts. Une date pour les premières élections du genre n'est pas encore fixée⁹.

1.1.3 La légende lointaine du pays merveilleux

Le Cambodge d'autrefois était un territoire beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui, situé dans la péninsule indochinoise entre deux mondes très anciens : l'Inde à l'Ouest et la Chine au Nord-Est. Traversé par le Mékong et un grand lac, il possédait alors les terres du Nord et celles du sud couvrant l'ensemble du delta du Mékong. Sur ce sol fertile, les Khmers vivaient depuis des temps immémoriaux. Plus tard, ils ont créé un immense empire, grande puissance de l'Asie du Sud-Est.

⁷ « L'administration territoriale du Cambodge », Gouvernement Royal du Cambodge, en ligne, <http://www.cambodia.gov.kh/unisql/egov/english/organ.admin.html>, page consultée le 24 avril 2008.

⁸ Im, Monychenda. « La naissance de l'administration communale cambodgienne ». Siksacark, N° 4, 2001, p. 17-18.

⁹ Samnang, Soun. « Draft law for public sector administrative management approved », *The Mekong Time*, N° 41, 2008, p. 4.

1.1.3.1 La préhistoire khmère, le peuple khmer et l'influence indienne

Les spécialistes savent peu de choses sur la préhistoire cambodgienne. L'étude de la civilisation néolithique dont des vestiges ont été retrouvés sur des sites tels la grotte de *Laang Spean* (Battambang), *Samrong Sen* et *Anlong Pdao* (Kompong Chnang), *Mlu Prey* (Preah Vihear), *Prék Chlong* (Kratie) et *Kbal Romeas* (Kampot) a permis de savoir un peu plus comment vivaient les ancêtres des Cambodgiens d'aujourd'hui¹⁰. On sait bien que « vers le milieu du quatrième millénaire avant notre ère, des hommes vivaient déjà au sud de la péninsule indochinoise : c'était des peuplades à la peau brune, de type mélanésien, proches parents des aborigènes vivant dans les îles des mers chaudes d'Indonésie et de Malaisie »¹¹.

Les Khmers constituent le peuple le plus ancien occupant le Cambodge actuel. Ni mongols, ni aryens, ils sont de type austro-asiatique. Leur langue fait partie de la famille môn-khmer, très répandue en Asie du Sud-Est. Les gens de cette époque fabriquaient déjà des poteries et des objets du quotidien tels des haches ou des hameçons en os. Ces hommes construisaient leurs maisons sur pilotis. Ils savaient cultiver le riz et élevaient des porcs. Ils reçurent d'ancêtres lointains des cultes et des coutumes, par exemple le respect des nagas¹², les croyances en des esprits du sol et des eaux, les *neak ta* (*les personnes anciennes*, selon l'étymologie populaire), etc.

Le peuple khmer a été beaucoup influencé par la civilisation indienne. Depuis des temps lointains, les marchands indiens sont apparus sur les côtes du Cambodge ainsi que dans les grandes îles de l'Asie du Sud-Est pour faire du commerce. L'influence indienne s'est faite pacifiquement, c'est-à-dire que la population a intégré à son mode de vie certaines pratiques, sans que cela ne leur soit imposé. Ce phénomène que l'on a appelé l'« indianisation » s'est déroulé pendant plusieurs siècles de l'ère chrétienne : l'Inde a apporté la littérature, la langue

¹⁰ Devillers, Philippe. « Cambodge/ Histoire » in *Encyclopaedia Universalis*, p. 783, Vol. 4. Paris: Encyclopaedia Universalis, 2002.

¹¹ Ponchaud, François. *Une brève histoire du Cambodge*. Phnom Penh : Centre Culturel Catholique du Cambodge (CCCC), 2006, p. 1.

¹² C'est un animal fabuleux de l'hindouisme, à corps de serpent et souvent représenté à plusieurs têtes, souvent chimériques et effrayantes. Le naga est gardien et protecteur, médiateur entre le ciel et la terre, et intercesseur entre ce monde et l'au-delà. D'autre part, cet animal mythique représente également le cycle du temps

sanskrite, les arts, le type de société, la façon de vivre, le brahmanisme et le bouddhisme. Ainsi, le Cambodge s'est peu à peu façonné en absorbant ces composants d'origine indienne¹³.

1.1.3.2 La période préangkorienne : le Nokor Phnom et le Tchenla (1^{er}-8^{ème} siècles)

-Le Nokor Phnom, le premier état cambodgien (1^{er}-6^{ème} siècles)

Au début de l'ère chrétienne les anciens Khmers avaient créé un état qui s'étendait sur la péninsule indochinoise. Cet État est connu sous le nom de Nokor Phnom (appelé Funan par les Chinois). Les informations sur le Nokor Phnom et sur les débuts de l'histoire khmère sont pour la plupart de sources chinoises. Des textes chinois racontent l'expédition de deux voyageurs venus dans le royaume vers le milieu du 3^{ème} siècle. Un de ces voyageurs cite une légende sur la fondation du Cambodge : un brahmane indien nommé Hun Tien (Kaundinya) parvient en jonque jusqu'aux rivages d'un royaume. Une princesse locale, Liv Yi (Soma), fille du roi des nagas, veut s'emparer de la jonque du brahmane mais Kaundinya prend son arc magique et tire des flèches qui percent les parois du bateau de Soma. La princesse a grand peur. Elle épouse Kaundinya qui devient ainsi le roi du pays et crée par la suite une dynastie royale. Grâce aux documents écrits, à l'étude des temples et des inscriptions et aux objets trouvés lors des fouilles, les historiens ont pu effectivement retracer les fondations de la capitale de Funan qui se trouvait à Vyadhapura (Ba Phnom) puis se serait déplacée à Angkor Borei (Takeo)¹⁴.

-Le Tchenla, l'empire khmer préangkorien (6^{ème}-8^{ème} siècles)

Les textes chinois ont cessé de parler du Funan à la fin du 6^{ème} siècle. Les historiens pensent aujourd'hui que le déclin des activités commerciale et politique du Funan s'est produit en même temps que la montée en puissance de petites principautés établies plus au nord, à l'intérieur des terres. Parmi ces principautés qui étaient vassales du Funan, il y en avait une connue sous le nom de Tchenla (appellation chinoise). À partir du milieu du 6^{ème} siècle, les rois du Tchenla vont peu à peu conquérir et assujettir le Funan. On a retrouvé des inscriptions

¹³ *Ibid.*, p. 2-3.

¹⁴ *Ibid.*, p. 4.

en Sanskrit mais aussi en Khmer qui parlent de cette période. Puis le Grand Tchenla connaît des faiblesses, des troubles et des divisions internes. Les principautés vassales se font alors la guerre pour le pouvoir. Au début du 7^{ème} siècle, le Grand Tchenla se morcelle en deux États rivaux : le Tchenla de Terre situé au Nord (dans l'actuel Laos) et le Tchenla d'Eau situé au Sud, résurgence de l'ancien Funan. Plus tard, le Tchenla d'Eau se disloque en cinq principautés et vers la fin du 8^{ème} siècle est conquis, pour environ une décennie, par les pirates javanais (Indonésiens)¹⁵.

1.1.3.3 La période angkorienne (9^{ème}-milieu du 15^{ème} siècle)

L'époque angkorienne commence en 802, année de célébration du roi Jayavarman II comme roi universel sur le mont Kulen. Celui-ci affranchit le Cambodge de la suzeraineté de Java. Cette période, représentée par la ville d'Angkor, est la plus brillante de l'histoire des Khmers. Elle dura plus de 600 ans. Pendant ce temps, l'empire khmer est, malgré tout, obscurci par quelques invasions, et de nombreux rois se succèdent. Certains, les plus grands, sont de véritables défenseurs et bâtisseurs du Cambodge. Ils ont légué à leurs descendants un riche patrimoine, de nombreux temples (de briques, de latérite et de grès), de grands bassins appelés *barays* où l'eau est stockée pour l'utilisation domestique et agricole, et aussi des routes et des ponts dont certains sont encore en service aujourd'hui. Ainsi, la civilisation angkorienne est souvent citée pour sa politique hydraulique exemplaire, qui répond à une certaine conception du monde fondée sur la notion de fécondité¹⁶.

À cette époque, le Cambodge est un grand empire qui s'étend sur la Thaïlande actuelle, sur le Sud du Laos jusqu'à la mer de Chine, à l'est, et sur une partie de la Malaisie. À partir du milieu du 13^{ème} siècle et pour des causes diverses, le Cambodge connaît un déclin. Les tribus thaïes, venus du Sud de la Chine poussées par les Mongols s'infiltrèrent progressivement dans des communautés cambodgiennes puis créèrent un état (le Siam) en cherchant à s'agrandir aux dépens du Cambodge. Après des invasions suivies de l'occupation de la capitale, de pillages des trésors, et d'enlèvements d'habitants par les Siamois, le roi Ponhea Yat abandonne Angkor en 1431. Après un bref séjour à Srey Santhor (dans la province de

¹⁵ Devillers, Philippe. *Op.Cit.*, p. 783.

¹⁶ *Ibid.*, p. 783-784.

Kampong Cham), en 1434, le roi s'installe définitivement à Chaktomuk où se trouve actuellement le Palais royal de la capitale de Phnom Penh, en face du confluent des quatre bras du Mékong¹⁷.

1.1.3.4 Entre envahisseurs et protecteurs

Depuis la fin du 15^{ème} siècle, le pays était secoué d'interminables guerres intestines entre les membres des familles royales. Les uns cherchèrent le renfort du Siam qui avait placé le pays sous sa suzeraineté. En janvier 1594, les Siamois s'emparèrent de Longvek, qui était alors la capitale du royaume khmer. Ils détruisent les palais, les temples, les archives khmères, les textes sacrés et les codes de lois et déportèrent de nouveau une partie de la population khmère. « Ils emportent aussi à Bangkok la statue du Bouddha d'émeraude, protecteur du royaume. Les Siamois agissent comme s'ils voulaient faire disparaître tout souvenir de l'ancienne splendeur khmère »¹⁸. Au début du 17^{ème} siècle, l'influence vietnamienne se fait sentir. Ainsi, le roi Chey Chetta cherche appui auprès des Nguyen, nouvelle dynastie puissante, en épousant une princesse vietnamienne de ce lignage. Les Siamois sont battus mais son beau père, le roi de Hué (capitale des Nguyen, au centre du Vietnam actuel) réclame à Chey Chetta l'autorisation de fonder des établissements vietnamiens dans la province de Prey Nokor qui deviendra plus tard Saïgon (actuellement Hôchiminh Ville). Dévasté et ruiné, le Cambodge était dans une situation grave. « Le sort du Cambodge, bloqué entre deux puissances régionales en pleine expansion, Vietnam et Siam, est scellé »¹⁹.

Convaincus que le pays serait partagé entre les deux voisins puissants dont le Mékong serait la frontière commune, les rois khmers sollicitent en 1853 l'intervention de la France, en l'occurrence de Napoléon III, mais cette tentative était alors vouée à l'échec. Il faudra dix ans pour que les Français prennent pied en Cochinchine, créant ainsi une nouvelle situation. Le roi Norodom signe le 11 août 1863 un traité de protectorat stipulant que la France accorde sa protection au Cambodge afin de lui permettre d'échapper définitivement à l'emprise

¹⁷ Ponchaud, François. *Op.Cit.*, p. 7-9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 15.

¹⁹ *Ibid.*, p. 17.

siamoise. Pour veiller à l'exécution du traité, Paris place un résident auprès du souverain cambodgien.

1.1.3.5 Le premier royaume du Cambodge sous une paix fragile (1953-1970)

Après 90 ans passés sous le protectorat français, le Cambodge obtient son indépendance le 9 novembre 1953, « sans que le sang khmer n'ait été versé »²⁰. Au cours de la croisade royale pour l'indépendance, Norodom Sihanouk a rempli toutes ses promesses et mérité les titres de « *Père de l'Indépendance* » et de « *Héros national* ». On remarque que la protection française a eu son effet : le pays connaît la paix, les monarques et le peuple ont pu respirer tranquillement après des siècles de déchirements internes. Cependant, les historiens reprochent volontiers à la France d'avoir peu modernisé le pays.

Sur le plan de l'éducation nationale, le pays n'a que des écoles primaires et secondaires. Pour accéder aux études supérieures, les étudiants cambodgiens doivent se rendre à Hanoï. Cependant, les efforts de la France sur le plan culturel sont reconnus : travaux linguistiques pour élaborer un dictionnaire français-khmer et élaboration d'œuvres de grammaire de langue khmère. L'exploration du pays par les Français a permis également la redécouverte les temples d'Angkor, qui a suscité la création de la Conservation d'Angkor, le Musée de Phnom Penh (1920) et l'Institut bouddhique.

Pendant dix-sept ans, Norodom Sihanouk dirige sans partage le pays. En abdiquant du trône en faveur de son père en 1955, il fonde son parti politique, le *Sangkum Reastr Niyum* (Société socialiste populaire). Sous sa direction, le développement du Cambodge fait de vifs progrès : construction d'un port maritime et d'un grand aéroport, extension et amélioration du réseau routier, programmes immobiliers et aménagement des villes, création d'écoles et d'universités à travers le pays, mise en place d'usines et de barrages hydro-électriques, multiplication des hôpitaux et des dispensaires. Cependant, ce développement est limité car l'écart se creuse entre d'une part la nouvelle classe citadine aisée, occidentalisée et souvent corrompue et d'autre part les paysans illettrés, asservis injustement dans la société cambodgienne des années 1960. Les inégalités sociales ne cessent de s'accroître. La

²⁰ *Ibid.*, p. 29.

corruption, le népotisme ainsi que le « système autocratique royal traditionnel »²¹ de Sihanouk incitent au mécontentement d'une partie de l'élite khmère et parmi elle, des étudiants ayant fait des études en France. Ces jeunes révolutionnaires influencés par le marxisme et le communisme commencent à diffuser leurs idées parmi la jeunesse. Ils dénoncent publiquement la société féodale de Sihanouk, même si celui-ci maintient ses positions contre les États-Unis, engagés dans la guerre du Vietnam, qui l'accusent de fermer les yeux sur les sanctuaires Viêt-Cong implantés en territoire cambodgien.

L'opposition est alors muselée. Le prince mène une brutale répression et une chasse impitoyable aux intellectuels. De ce fait, il commence à appeler publiquement « *Khmers rouges* » les membres de ce nouveau mouvement. Certains opposants sont arrêtés puis exécutés par la police de Sihanouk. Pour exposer au grand jour sa politique de fer contre une telle tentative de soulèvement, Sihanouk ordonne de filmer les exécutions des opposants, dont celle de Preap In. Le film reproduisant la scène avec force détails, est diffusé pendant un mois dans toutes les salles de cinéma, à chaque séance. En 1967, trois leaders populaires de la gauche (Khieu Samphan, Hou Yuon et Hun Nim) rejoignent dans les forêts l'organisation communiste que dirigent, depuis 1963, Saloth Sar (qui deviendra plus tard Pol Pot), Ieng Sary et Son Sen. Ainsi, le Parti communiste khmer décide de déclencher, avec l'appui des communistes vietnamiens, la lutte armée contre le régime de Sihanouk.

Des problèmes intérieurs (lutte ouverte des communistes khmers et inflation économique du pays) et extérieurs (insurrection communiste au Vietnam du Sud, intervention armée des États-Unis, révolution culturelle chinoise), mettent le prince en difficulté. Sa gestion, désordonnée et incohérente, n'a cessé de s'aggraver. Sa popularité a considérablement baissé parmi la jeunesse instruite sans emploi. Mais les masses populaires, dans les campagnes, lui vouent encore une confiance sans faille. Profitant de son absence (un repos en France), l'Assemblée nationale prononce la destitution de Sihanouk, le 18 mars 1970. Ce coup d'État, soutenu par les Américains, marque alors l'éclatement de la guerre en Indochine suite à l'appel de Sihanouk sur les ondes de Radio Pékin exhortant les paysans khmers à prendre le

²¹ *Ibid.*, p. 37.

maquis et demandant aux troupes vietnamiennes communistes de renverser les alliés des États-Unis. Depuis Pékin, Sihanouk parvint à créer un Front d'Uni National du Kampuchéa (FUNK) pour lutter contre les « traîtres » et annonce l'imminence d'un Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK). Les Vietnamiens communistes accordent immédiatement leur appui. Les « *Khmers rouges* », ennemis d'hier du prince déchu, apportent aussi leur soutien sans faille.

1.1.3.5 La République khmère de Lon Nol et la guerre civile (1970-1975)

Quelques mois après le coup d'état, le général Lon Nol proclame la République khmère. Ce nouveau régime est reconnu immédiatement par les États-Unis qui voient en lui un allié pour combattre les nord-vietnamiens et les Viêt-Cong. Le Cambodge sombre alors dans une guerre sanglante de cinq ans. Cette guerre, qui dépasse ses frontières du pays, oppose les soldats de la République khmère, soutenus par les Américains, aux Viêt-Cong du Nord-Vietnam, puis aux Khmers rouges composés de jeunes paysans raflés dans les campagnes, d'anciens cadres communistes cambodgiens formés à Hanoi et de partisans de « *Monseigneur Papa* », le prince déchu. Cette armée communiste khmère soutenue par la Chine est contrôlée par des intellectuels cambodgiens rentrés de France et qui ont pris le maquis depuis 1963.

L'appui des États-Unis ne facilite pas davantage la guerre contre les communistes. Les 257.000²² tonnes de bombes déversées sur le centre du Cambodge par les B52 américains transforment les campagnes en cratères. En dépit de ce soutien aérien, l'armée de Lon Nol essuie échec sur échec dans la lutte contre les Khmers rouges. Dès lors, elle se trouve en position d'assiégée dans les villes et sur les grands axes du pays. Des centaines de milliers de ruraux, fuyant les bombardements américains et les massacres perpétrés par les Khmers rouges, affluent dans la capitale cambodgienne. Dans les rangs du gouvernement républicain, c'est le règne de la corruption, de la répression, de la cruauté vaine et de l'incompétence. Les divers clans se disputent l'aide américaine. Le 1^{er} avril 1975, Lon Nol et certains dirigeants abandonnent la bataille et s'enfuient à l'étranger.

²² *Ibid.*, p. 46.

1.1.3.7 Le Cambodge sous la dictature des Khmers rouges (1975-1979)

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges s'emparent du pouvoir. Vers neuf heures du matin, les révolutionnaires entrent dans Phnom Penh. La ville est en liesse car les habitants sont contents que la guerre soit terminée. Les paysans déplacés par le conflit espèrent pouvoir rentrer dans leur village et tout le monde aspire à la reprise d'une vie normale. Mais cet espoir est de courte durée. Arrivés par petits groupes, « [Les soldats khmers rouges] habillés d'uniforme noir, coiffés d'une casquette noire, portent un foulard quadrillé rouge et blanc au tour du cou ; et, aux pieds, des "sandales Hô Chi Minh"²³, fabriquées en caoutchouc récupéré des pneus de voiture »²⁴ donnent l'ordre de vider la capitale sous prétexte de mettre ses habitants à l'abri des bombardements américains. En quelques heures, les 2.5 millions d'habitants de Phnom Penh sont jetés sur les routes de l'exode. Toutes les villes du pays subissent le même sort. « La faim, la soif, le désespoir, l'absence d'organisation d'accueil, le soleil à la saison la plus chaude de l'année, signèrent un véritable arrêt de mort pour des milliers de vieillards, de malades et de femmes en couches »²⁵.

Après l'évacuation des citadins et les déportations dans les campagnes, les dirigeants du nouveau régime transforment le pays en un gigantesque camp de travail forcé. Tous les individus sont affectés à des coopératives. D'immenses travaux, tels la construction de canaux et de digues, sont entrepris manuellement pour accroître la superficie cultivée en rizière. Le régime instaure également une politique d'épuration dont les ennemis principaux sont les intellectuels, les soldats du régime de Lon Nol, les anciens fonctionnaires et leur famille.

Revenu au pays en décembre 1975, Sihanouk est placé avec sa famille en résidence surveillée au palais royal de Phnom Penh. Désormais, le Cambodge est appelé le *Kampuchéa démocratique*. Le nouveau régime distingue deux catégories de la population : l'*ancien peuple* ou *peuple de base* qui était sous le contrôle des Khmers rouges depuis 1973, par

²³ Ces sandales portées par Hô Chi Minh lui-même furent ensuite adoptées par les combattants Viêt-Cong.

²⁴ Alfonso, Denise. *La digue des veuves*. Paris : Presses de la Renaissance, 2005, p. 39.

²⁵ Ponchaud, François. *Op.Cit.*, p. 50.

opposition au *nouveau peuple* ou *peuple du 17 avril* qui vient des villes et mérite d'être rééduqué. Alors, l'*Angkar* (littéralement l'*Organisation*, nom sous lequel se dissimule le Parti communiste cambodgien) lance une politique de l'« égalitarisme absolu »²⁶. Derrière cette fameuse organisation secrète se cache Pol Pot, secrétaire général du Parti Communiste du Kampuchéa (PCK.). L'idéologie des Khmers rouges se veut sans modèle mais combine en fait des idées de Staline (la gestion du Parti et la politique d'épuration) avec la révolution maoïste et le Grand Bond en avant. Il s'agit alors de créer un « homme nouveau », entièrement soumis à la collectivité, et de déraciner toute idée de profit. Il n'y avait ni monnaie, ni marché, ni école, ni hôpital moderne. L'amour, l'affection sont des sentiments qui ne doivent plus exister dans les familles. Les enfants ont le devoir de dénoncer leurs parents si ces derniers ne se conforment pas aux exigences de l'*Angkar*.

À la suite de la guerre lancée depuis décembre 1977 contre le Vietnam sous le prétexte de différend frontalier, les dignitaires du Kampuchéa démocratique procèdent à des purges massives au sein des membres du PCK et de la population générale susceptible d'avoir un lien avec les Vietnamiens. Certains chefs militaires Khmers rouges dans l'est du pays s'enfuient au Vietnam où ils reçoivent l'appui de Hanoi. Le 25 décembre 1978, 170.000 soldats vietnamiens passent à l'offensive et, en quelques jours, renversent le régime de Pol Pot. Le 7 janvier 1979, Phnom Penh, la capitale, est « libérée ». C'est une ville fantôme, vide, où la nature a repris ses droits. Quant au prince Sihanouk, il est évacué par l'avion chinois réservé spécialement pour lui. « Il se rend immédiatement à l'ONU où il se fait l'avocat du Kampuchéa démocratique et où il accuse les Vietnamiens d'avoir envahi son pays »²⁷.

En 3 ans, 8 mois et 20 jours, l'« utopie des Khmers rouges » a décimé entre 1.5 et 2 millions de personnes sur une population de 7 millions de Cambodgiens. On estime que 90% des cadres instruits ont disparu. Tous les groupes sociaux cambodgiens ont été touchés à divers degrés par les déportations massives vers les campagnes, les travaux forcés, les exécutions sommaires, et la famine. Tant de sacrifices au nom, paradoxalement, de la reconstruction du

²⁶ Mathieu, Ariane et Rigondet, Juliette. « Pol Pot, le tyran caché ». *Revue : L'Histoire*, N° 324, 2007, p. 70.

²⁷ Ponchaud, François, *Op.Cit.*, p. 58.

Cambodge glorieux de l'époque angkorienne ont conduit la population à l'année zéro. Tout ce qui constituait les racines de la culture et de l'identité du pays, les relations sociales fondamentales et les liens symboliques qui ancrèrent un être cambodgien dans son univers, a été délibérément et méthodiquement attaqué, et réduit à néant.

1.1.3.8 Le Cambodge de l'année zéro et les Accords de Paix de Paris

Repliés le long de la frontière khméro-thaïlandaise, Pol Pot et ses sbires mènent une guérilla qui se poursuivra des années, avec le soutien de la Chine, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et les pays d'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Indonésie, Brunei). À l'intérieur du pays, la vie normale reprend peu à peu. Dispersée en 1975, la population regagne ses villages et ses villes d'origine. Partout, le désastre règne : les pagodes, les écoles, les universités ont fait l'objet d'une destruction systématique. Le nouveau gouvernement sous la tutelle des Vietnamiens met alors en place une nouvelle administration. Le Cambodge change encore de nom. Désormais nommé *République populaire du Kampuchéa*, il est dirigé par Heng Samrin, Premier ministre, avec Hun Sen comme ministre des Affaires Étrangères. En 1977, ces deux anciens Khmer rouge « modérés » avaient pris la fuite, se réfugiant au Vietnam où ils ont formé une résistance avec l'appui des autorités. La monnaie, abolie en 1975, est réintroduite en février 1980. Le système scolaire et sanitaire est reconstitué. Une natalité très forte rend vie au pays. Le nouveau gouvernement signe avec le Vietnam et le Laos des traités d'amitié et de coopération en matière politique, économique et militaire. Pour assurer la sécurité du pays, les troupes de Hanoï s'installent au Cambodge durablement²⁸.

Malgré une reprise de la vie normale, la guerre civile se poursuit. À l'ouest du pays, un gouvernement de coalition unissant les trois factions cambodgiennes en lutte contre Phnom Penh est créé avec l'appui des pays occidentaux pour contrer la présence vietnamienne. Ses composantes : l'Armée Nationale Sihanoukiste (ANS), le Front National de Libération du

²⁸ Il est à noter que le Vietnam est un pays communiste et que, si le nouveau régime communiste qu'il a instauré au Cambodge est sans aucun doute moins meurtrier que celui des Khmers rouges, il place de nouveau la population cambodgienne sous un contrôle strict. Par ailleurs, durant les années d'occupation, les ressources du Cambodge (riz, poisson du Tonlé Sap, bois, etc.) étaient systématiquement pillées au profit du Vietnam.

Peuple Khmer (FNLPK) et le Kampuchéa démocratique des Khmers rouges. Le prince Sihanouk est nommé président de ce gouvernement. À Phnom Penh, devenu premier ministre le 14 janvier 1985, Hun Sen se dit prêt à négocier avec le prince Sihanouk à condition que ce dernier rompe les contacts avec des Khmers rouges. Dans son désir de mettre fin aux conflits locaux où elle est impliquée et de normaliser ses relations avec la Chine, l'URSS décide en 1986 de mettre fin au soutien financier et matériel qu'elle apporte au Vietnam dans son occupation du Cambodge. Cette raison est due au fait que l'URSS devenait elle-même incapable de financer non seulement son propre empire mais aussi ses « zones d'influence »²⁹. Comme le gouvernement de Phnom Penh paraît maîtriser le contrôle du pays, le Vietnam, sous la pression internationale, commence à envisager son retrait du Cambodge.

En décembre 1987, une rencontre organisée en France entre le prince Sihanouk et le Premier ministre Hun Sen a permis pour la première fois l'ouverture d'un dialogue pour trouver les principes d'une solution politique. Après plusieurs années de négociations, un projet de résolution du conflit est adopté. Le 23 octobre 1991, les accords de Paix sont signés à Paris par 18 chefs d'État, en présence du secrétaire général de l'ONU. Ces accords placent le Cambodge sous la tutelle d'une « *Autorité Provisoire des Nations Unies pour le Cambodge* » (APRONUC). Un contingent de 17 000 militaires et de 8 000 civils venus de 22 pays est envoyé au Cambodge pour remplir quatre missions : désarmer les hommes des quatre factions (Gouvernement de Hun Sen, ANS, FNLPK, et les Khmers rouges), superviser le Conseil National Suprême (CNS, une administration composée des quatre factions cambodgiennes), organiser des élections libres et loyales, et rapatrier les 350 000 réfugiés des camps de Thaïlande.

Les élections du 23 au 28 mai 1993 marquent un tournant historique. Malgré le retrait des Khmers rouges du processus électoral, le résultat apporte une surprise de taille. Contre toute attente, le FUNCINPEC (Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif) dirigé par Norodom Ranariddh, fils de Sihanouk, remporte la

²⁹ Mikhaïl Gorbatchev a lancé la perestroïka, une politique mise au point par les stratèges du KGB pour sortir l'URSS de l'impasse et séduire les Occidentaux. Cf. « Gorbatchev n'a pas été qu'un instrument de l'Histoire », L'Express, en ligne, http://www.lexpress.fr/informations/gorbatchev-n-a-pas-ete-qu-un-instrument-de-l-histoire_646564.html, page consultée le 16 mai 2008.

victoire avec 45,71% des voix ; le Parti du Peuple Cambodgien (PPC) de Hun Sen ne récolte que 38,2%, et les deux autres partis politiques se partagent les petites voix restantes. La défaite que subit le PPC est une humiliation cuisante. Ses partisans menacent de faire sécession avec les trois provinces cambodgiennes limitrophes du Vietnam. Le prince Sihanouk est chargé par l'Assemblée nationale d'intervenir pour trouver une solution visant à mettre en place un gouvernement légitime issu de ce scrutin onusien. Alors, Sihanouk invente une solution « à la cambodgienne ». Désormais, le Cambodge est dirigé par Norodom Ranariddh, nommé *premier Premier ministre*, et Hun Sen, nommé quant à lui *second Premier ministre*. Dans les administrations, deux ministres dirigent les ministères clefs (la Défense nationale et l'Intérieur). Le 24 septembre 1993, Sihanouk remonte sur le trône³⁰.

Quant aux Khmers rouges, selon une loi adoptée par l'Assemblée nationale, leur mouvement est déclaré « hors la loi ». L'idée d'instaurer un tribunal pour juger les chefs Khmers rouges est lancée par les deux Premiers ministres. Dans les rangs du gouvernement bicéphale, les tensions entre Norodom Ranariddh et Hun Sen se sont amplifiées à la suite des négociations secrètes entre les partisans du prince et les Khmers rouges pour renverser le PPC, adversaire commun. Les 5 et 6 juillet 1997, des combats ont lieu dans la capitale entre les soldats fidèles à l'un ou l'autre des deux Premiers ministres rivaux. Les combattants du prince sont vaincus. Norodom Ranariddh part alors pour la France puis rentre au Cambodge afin de participer aux élections et, de nouveau, collaborer avec son adversaire d'hier. Depuis sa victoire aux législatives de 1998, confirmée lors des scrutins de 2003 et de 2008, Le PPC de Hun Sen dirige sans partage le pays. Hun Sen lui-même a négocié le ralliement des principaux chefs Khmers rouges, favorisant ainsi la dissolution du mouvement, fragilisé par des dissensions internes.

Aujourd'hui, cinq dignitaires du Kampuchéa Démocratique de Pol Pot, placés en détention, attendent d'être jugés à Phnom Penh par un tribunal spécial, mis en place à cette fin. La naissance de cette juridiction nommée officiellement Chambres Extraordinaires au sein des

³⁰ Cette solution est également le fruit des pressions extérieures en ce sens de certains pays intervenant au sein de l'appareil onusien ont insisté sur le fait que le FUNCINPEC n'avait ni la capacité ni les cadres nécessaires pour gouverner le pays et qu'il fallait donc trouver un compromis avec le PPC et son appareil communiste.

Tribunaux Cambodgiens (CETC) est l'aboutissement d'un processus laborieux. Il aura fallu près de neuf ans de négociations et de marchandages divers entre le pouvoir cambodgien et le secrétariat général des Nations Unies pour y parvenir. Le coup d'envoi est donné en juin 1997 par Norodom Ranariddh et Hun Sen, alors co-Premiers ministres, qui sollicitent l'assistance de l'ONU pour traduire en justice les dirigeants khmers rouges. Au fur et à mesure des consultations, Hun Sen se crispe. Ses conceptions en matière de justice sont fort éloignées du modèle qui lui est proposé - un tribunal pénal international (TPI) comparable à ceux qui ont été créés pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Une telle juridiction échapperait totalement à son contrôle. Les difficultés surgissent : en février 1999, la Chine manifeste son opposition à la tenue d'un procès. Hun Sen en profite pour se replier sur la formule d'une Commission Vérité et Réconciliation, expérimentée en Afrique du Sud. Peu à peu, cependant, est envisagée la création d'une cour mixte, mi-cambodgienne, mi-internationale. Un plan onusien, prévoyant une majorité de magistrats étrangers, est rejeté par Phnom Penh. Les deux parties négocient fermement, les représentants du secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan se heurtant sans cesse à l'intransigeance de leurs interlocuteurs cambodgiens, au point d'arriver à une rupture. « L'indépendance et l'objectivité d'un tribunal ne pouvant être garanties », Kofi Annan jette l'éponge en février 2002, plutôt que de cautionner une justice au rabais. Le Japon s'entremet alors, avec une poignée d'États membres. L'Assemblée générale s'étant prononcée en ce sens, les tractations reprennent. Il faudra encore d'interminables discussions pour parvenir à un compromis définitif. Résultat : parrainé par les Nations Unies, ce tribunal formé de trois chambres est une cour cambodgienne, intégrant une minorité de magistrats onusiens, mais dominée par leurs homologues nationaux. Les décisions requièrent la majorité plus une voix, ce qui suppose qu'un juge international s'associe à ses pairs cambodgiens. Les deux procureurs appartiennent à l'un et l'autre composante, de même que les deux juges d'instructions. Des procédures internes sont prévues pour régler d'éventuels désaccords - qui n'ont d'ailleurs pas déjà manqué d'apparaître. Nous y reviendrons. Innovation d'importance par rapport aux juridictions sous l'égide de l'ONU, les victimes peuvent porter plainte, se constituer parties civiles. À ce titre, elles peuvent prendre part aux procédures et faire entendre leurs voix à l'égal de l'accusation et de la défense. Cette disposition a suscité des espoirs considérables au Cambodge, trop sans doute pour ne pas engendrer d'inévitables frustrations. Les audiences sont enregistrées et

retransmises à la télévision et à la radio. Reste que, outre sa complexité, ce tribunal intervient fort tard, une trentaine d'années après les faits.

1.1.4 Les khmers et la société cambodgienne

Le Cambodge a donné au monde une des plus prestigieuses civilisations. Les monuments d'Angkor sont non seulement un extraordinaire ensemble architectural, mais aussi un témoignage particulièrement émouvant de très haute spiritualité. S'ajoutent aussi des milliers de temples construits entre le 4^{ème} et le 13^{ème} siècle. Ces monuments témoignent certes de l'architecture khmère, style très spécifique inspirée à l'origine des édifices religieux hindouistes de l'Inde, mais aussi de l'existence d'une écriture originale, attestée dès le 4^{ème} siècle. Les inscriptions sur pierre, en sanskrit et en vieux khmer, sont conservées à ce jour sur des stèles de temples. Les manuscrits sur feuilles de latanier ou sur écorces de mûrier remontent au milieu du 19^{ème} siècle. « Ces documents servaient avant tout à diffuser les décrets royaux, les règlements, ou encore à détailler l'accomplissement d'un règne, ainsi qu'à préserver et transmettre les textes sacrés »³¹. Après des évolutions successives à diverses périodes, l'écriture khmère entre en littérature sous forme versifiée. Vers le 19^{ème} siècle, l'encre est introduite au Cambodge ; elle sert alors à rédiger des *Chroniques Royales* et le *Cbap* (c'est-à-dire « Loi », « Code de conduite »).

Composés généralement en vers, les *Cbaps* fournissent d'une génération à l'autre des conseils particuliers adaptés aux circonstances de la vie quotidienne cambodgienne, par exemple, *Cbap Srey* (code de conduite pour les femmes), *Cbap Pros* (code de conduite pour les hommes). Tous les *Cbaps* sont censés être appris par cœur et chantés selon des arrangements particuliers de rimes. Ces « lois » ont été d'abord enseignées dans des pagodes, et plus tard dans des écoles publiques. Le but de la création de ce « code de conduite » est de former les jeunes pour qu'ils respectent les engagements familiaux, réagissent selon certains préceptes religieux, et soient de bons citoyens.

³¹ Jarvis, Helen *et al.* *Regard sur l'édition au Cambodge*. Phnom Penh : Centre d'Études Khmères, 2006, p. 20.

La société cambodgienne est aussi une société de transmission orale. En effet, les proverbes, les maximes et surtout les contes ou *Roeung Preng* sont transmis et racontés oralement d'un individu à l'autre depuis des siècles. S'accompagnant souvent au Chapey (luth à deux cordes), des conteurs itinérants contribuent à les faire connaître. Parfois aveugles, ces artistes populaires se déplacent d'une localité à l'autre ou participent aux cérémonies religieuses célébrées dans l'enceinte des pagodes. Sinon, ils présentent leur spectacle en chantant au long des grands chemins. « Les paroles du barde sont souvent improvisées, tirées des contes populaires, parfois satiriques, elles illustrent la vie du petit peuple à la campagne »³². Les gens ont aussi appris les contes par leurs grands-parents. Certaines histoires sont écrites dès le 15^{ème} siècle sur des feuilles de palmier et reproduites d'une génération à l'autre. Les contes suscitent une attention importante dans les années 1920 et les années 1930 quand la Commission des Mœurs et Coutumes du Cambodge fondée par les Français et l'Institut Bouddhique les a recueillis à travers le pays. Rassemblés sous le titre *Brorchum Reuang Preng Khmer* (Collection des contes khmers), ils sont publiés dans les années 1960 par l'Institut bouddhique en huit volumes séparés.

Cependant, la révolution absurde des Khmers rouges juge comme ennemi tout ce qui appartient à la culture et à la tradition khmère. Par ailleurs, les Khmers rouges sont hostiles à ce qui est nouveau et importé d'Occident. Le Grand Bond en avant ultra-maoïste cambodgien ne vise rien d'autre que l'édification d'une nouvelle société khmère, « pure » et fermée sur elle-même, qui s'affirme différente des autres nations. Transformée en instrument de propagande, la littérature se caractérise par exemple par des poèmes glorifiant les combats sanglants contre l'ennemi et le développement rural. Ces récits sont dits dans des chansons révolutionnaires communistes, de style maoïste. Accusés d'impérialisme, les auteurs et les artistes authentiques sont pour la plupart exécutés. Le régime saccage systématiquement les œuvres littéraires et artistiques existantes, provoquant ainsi la disparition de la quasi-totalité des livres, des manuscrits et des peintures. La bibliothèque nationale, les archives nationales ainsi que le musée national où se trouvent conservés, respectivement, le patrimoine littéraire, les actes officiels ou encore les chefs d'œuvre de la statuaire khmère sont transformés

³² Ly, Claire. *Retour au Cambodge, le chemin de liberté d'une survivante des Khmers rouges*. Paris : Les Éditions de l'atelier, 2007, p. 49.

absurdement en porcherie et dépôt d'objets au rebut. Quant à la bibliothèque de l'Institut bouddhique, elle non plus n'est pas épargnée ; elle est complètement démolie, mais heureusement beaucoup de publications ont survécu. Selon une estimation, 80 % des livres et des manuscrits dans le pays ont été détruits pendant ce régime noir.

1.2 PROBLÉMATIQUE

À l'heure actuelle, un pays, pour continuer d'exister, ne peut ignorer ses fondements, ni résumer son expression culturelle aux vestiges du passé. Pour rester vivant, un pays doit affronter la mémoire de son passé, la diffuser et la soumettre aux débats. Au Cambodge, ce n'est pas le cas. Il est rare que les Cambodgiens parlent facilement de ce qu'a subi leur pays au cours de ces dernières décennies. Le contexte socio-politico-économique ne s'y prête guère, dès lors que le pays a émergé depuis peu d'une longue période de guerres civiles. Les séquelles du conflit armé et du génocide organisé par les Khmers rouges sont encore présentes dans la société cambodgienne actuelle. Mais de nos jours, dans le monde entier, grâce au développement technologique, il est possible d'utiliser les outils informatiques et le support médiatique pour stimuler la discussion, l'enseignement ou le débat. Comme le cas du Cambodge le montre, on peut accéder à la mémoire du passé de ce pays par l'entremise des archives audiovisuelles.

Rappelons-le, cette étude s'inscrit dans notre démarche personnelle en tant que stagiaire en documentation audiovisuelle au Centre Bophana. Quelques mois précédant notre départ pour étudier au Canada, nous avons eu l'occasion d'y explorer les archives audiovisuelles et des histoires inédites. Cette découverte nous a donné ainsi l'idée d'étudier le lien entre la mémoire, l'histoire contemporaine du Cambodge (1953-1998) et la collection de documents du centre. De plus, étant donné que nous faisons partie de la nouvelle génération, nous avons nourri une idée d'entrer en contact avec des jeunes cambodgiens pour discuter avec eux sur la manière qu'ils appréhendent l'histoire récent du pays et qu'ils perçoivent les archives audiovisuelles. En somme, c'est à travers ces faits à la fois objectif et subjectif que ce travail de recherche voit le jour.

1.2.1 Problème général

Depuis le début du 20^{ème} siècle, il existe de nouveaux moyens de communication qui créent des traces de mémoire d'un nouveau type : le cinéma, la télévision et la vidéo, etc. En nous référant à ces inventions récentes, nous parlons de communication audiovisuelle. Aujourd'hui, nous produisons quotidiennement une quantité phénoménale d'images audiovisuelles de toute nature, dans toutes sortes de formats et sur de multiples supports. Ce sont des journaux télévisés concernant des événements politiques et sociaux, des reportages, des documentaires sur les thèmes les plus divers, apportant des images de rituels, telles les cérémonies religieuses traditionnelles ou tout simplement de scènes de la vie quotidienne, captée ça et là sur le vif. Ces contenus audiovisuels, à la fois riches et variés, complètent les documents écrits ou les images fixes, mais ils ne les remplacent pas.

À ce jour, nous accumulons autant d'archives audiovisuelles qui sont perçues comme des sous-produits et des objets sans valeur. Cependant, ces archives offrent la possibilité de voir le passé. Elles constituent de nouvelles sources d'information pour ceux qui s'intéressent à l'Histoire. Elles permettent aux nouvelles générations d'explorer l'évolution de la société, de connaître les acteurs d'événements antérieurs et de témoigner des faits, même sans les avoir vécus. Dès lors qu'elles sont intériorisées comme celles du présent, les images du passé contribuent, non seulement à développer l'imagination mais aussi la réflexion et l'esprit critique.

À la façon de l'écriture, les archives audiovisuelles donnent naissance à une forme de communication entre les hommes d'époques différentes. Il s'agit là d'une communication interpersonnelle ouvrant une fenêtre à la fois sur l'histoire et ses acteurs. L'image audiovisuelle permet également à ceux qui la visionnent de se forger une approche ou une idée plus ou moins exacte des événements historiques et de leurs acteurs. Les archives audiovisuelles se constituent donc en mémoire sociale.

Une préoccupation générale survient dès lors que la survie de ces archives est menacée : peu à peu les supports se dégradent sous l'effet des conditions naturelles, d'une mauvaise conservation et du fait de la fragilité des bandes magnétiques, sans compter les cas de

dispersion, de spoliation, de déplacements volontaires ou délibérés de fonds et de collections, d'exactions à l'occasion de guerre et de stockage éparpillé et imprudent. Un autre problème est l'état du matériel capable de lire des anciens supports car, devenu techniquement obsolète, celui-ci n'est plus fabriqué par l'industrie. Comme le déclare Abdou Diouf, Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), « *la sauvegarde des archives de radio et de télévision est un enjeu mondial. Cette mémoire audiovisuelle accumulée au cours de soixante ans d'histoire de la radio et cinquante ans d'histoire de la télévision est devenue un élément majeur du patrimoine culturel de l'humanité* »³³. Compte tenu des menaces existantes, l'UNESCO a mis en place depuis 1992 un programme *Mémoire du Monde*³⁴, et ce, après avoir dressé le constat alarmant que 80% de l'ensemble du patrimoine audiovisuel – évalué alors à 200 millions d'heures – risquait de disparaître.

Avec la révolution technologique en cours dans le monde, la numérisation permet aujourd'hui de sauvegarder ce patrimoine. En 1999, l'État français a marqué sa détermination à aider à la préservation de cette mémoire du monde en instaurant, au sein de l'Institut national de l'Audiovisuel (INA), un plan de Sauvegarde, de Numérisation et de Communication (SNC). L'objectif est de sauver au plus vite 300 000 heures de radio et 200 000 heures de télévision provenant des fonds nationaux et de fonds régionaux. L'opération consiste à recopier les programmes sur des supports numériques afin d'en assurer la conservation pérenne et d'améliorer leur exploitation. Les résultats sont impressionnants : 150 000 heures de programmes télévision sont numérisées en 2004, et 80 000 heures pour ce qui est de la numérisation radio en 2005. Ces programmes sont aujourd'hui accessibles en ligne via *Inamédia* qui permet au client de consulter à distance les archives avant de lancer une commande. Par ailleurs, autour de ses archives, l'INA a créé un centre à caractère

³³ Discours d'Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie à l'ouverture de la 27^{ème} Conférence annuelle de la Fédération Internationale des Archives de Télévision (FIAT) du 15 au 19 octobre 2004 à Paris.

³⁴ Le programme *Mémoire du Monde* de l'UNESCO repose sur l'idée selon laquelle certains documents, collections ou fonds du patrimoine documentaire appartiennent au patrimoine commun de l'humanité, à l'instar des sites présentant un intérêt universel exceptionnel qui sont inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial. Ce programme lance des campagnes de sensibilisation afin d'alerter les gouvernements, le grand public et les milieux d'affaires sur la nécessité de préserver le patrimoine documentaire et de collecter les fonds en sa faveur. Il facilite l'accès sans discrimination à ce patrimoine chaque fois que cela est possible.

éducatif et culturel incarné par l'*Inathèque* pour non seulement répondre aux besoins des chercheurs mais aussi toucher le grand public en soulignant la valeur patrimoniale de ces fonds numérisés.

Dans certains pays, dont le Cambodge, la numérisation est déjà initiée et développée grâce à l'assistance technique et financière d'organismes internationaux, dont l'INA. À cause des années de guerre et de génocide, les archives audiovisuelles au Cambodge sont soit détruites, soit confisquées par des particuliers, ou encore éparpillées à l'étranger. Depuis la création, en 2007, du Centre des Ressources Audiovisuelles Bophana, à Phnom Penh, le repérage et la collecte des archives au Cambodge et à l'étranger sont en cours. Des missions de sauvegarde d'archives cambodgiennes sont également effectuées en lien avec le ministère cambodgien de la Culture et des Beaux-Arts. À ce jour, sont numérisées environ 750 heures d'archives cambodgiennes portant sur la période pré et post khmère rouge, de même que sur celle du génocide, tels des films de propagande tournés sous le régime de Pol Pot. Ces archives sont donc des éléments culturels et historiques qui constituent la mémoire sociale du peuple cambodgien.

1.2.1.1 Le Cambodge peine à promouvoir sa mémoire audiovisuelle

Le Cambodge est un pays où près de 40 % de la population a entre 15 et 25 ans. Cette tranche d'âge constitue une force importante pour le futur du pays. Or, ces générations d'après le génocide ignorent leurs racines, leur identité et plus précisément la culture du pays au moment où la société en transition d'après guerre est tiraillée entre deux modèles au pouvoir d'attraction inégal : la consommation de masse et la culture traditionnelle en voie de perte. Aujourd'hui, la mémoire patrimoniale (salles de spectacle et de cinéma, fonds d'archives, bâtiments coloniaux, etc.) et la mémoire vivante (artistes et leurs spectacles vivants) ont du mal à se faire reconnaître de leur valeur au sein du grand public.

Dans les grandes villes du pays, de nombreuses salles de spectacle et de cinéma sont remplacées par des restaurants, des salons de massage ou des stations d'essence. L'Ecole des Beaux-Arts, considérée comme un haut-lieu de la culture khmère a été vendue à des promoteurs immobiliers pour bâtir des résidences de luxe ou des appartements. Jadis tenus

pour des symboles de l'âme khmère, les artistes sont aujourd'hui expulsés vers des banlieues privées de toutes infrastructures. Les maigres subventions publiques ne leur permettent pas de produire des spectacles. Le modeste salaire qu'ils reçoivent, estimé à vingt dollars américains par mois (rémunération moyenne des petits fonctionnaires), ne saurait leur assurer une vie décente : ces défenseurs de la culture sont obligés d'exercer d'autres métiers qui ne correspondent pas à leur formation. Le documentaire *Les artistes du théâtre brûlé*³⁵ témoigne de la misère de ces artistes qui s'obstinent à préserver la culture nationale. Dans le domaine de la chanson, on ne trouve plus que des clips de karaoké à caractère industriel ; le cinéma est dominé par des plagats de films asiatiques, en particulier thaïlandais – la culture de la Thaïlande, influent voisin, présentant des analogies avec celle du Cambodge. Ainsi, le paysage audiovisuel des Cambodgiens se résume-t-il à des programmes de divertissement et de *reality shows* qui envahissent désormais la vie quotidienne.

1.2.1.2 Les élites cambodgiennes au pouvoir et la censure des images audiovisuelles

La communication naît avec les échanges entre individus. L'accélération de l'évolution technique au cours du 20^{ème} siècle permet de transmettre toutes sortes d'images et de données, qu'elles soient écrites ou sonores, d'un endroit à un autre. Marc Ferro, spécialiste de l'histoire du cinéma considère qu'« avec le développement de la télévision, l'empire de l'image n'a cessé d'accroître son territoire »³⁶. Cependant, le phénomène est plus confus et plus aléatoire aujourd'hui. L'échange n'est plus égalitaire entre les propriétaires des médias et le public. Il est profondément déséquilibré entre un spectateur perdu dans la masse et des

³⁵ Documentaire réalisé par Rithy Panh (2005) : « le Cambodge est un pays aux rêves brisés. Il n'y a plus de théâtre, plus de salle de spectacle. Les arts traditionnels et populaires sont en train de disparaître à leur tour, face à la concurrence de la télévision. Mais il existe encore des artistes. Dépositaires d'une tradition qu'ils ne peuvent transmettre, faute de structures, de soutien financier et de lieux de spectacle, ils sont condamnés à vivre dans la misère, ou à monter des spectacles exotiques pour les touristes. Au Cambodge on naît Artiste (les familles perpétuent des lignées de danseurs, de comédiens, de chanteurs), et on le reste. Ni les guerres, ni les massacres, ni la sauvagerie de l'économie "ultralibérale" ne peuvent altérer leur foi, ce qui les rend en même temps particulièrement vulnérables et lucides. Aujourd'hui ils n'ont plus la parole. L'idée centrale du film, est de rassembler des comédiens autour d'un projet emblématique de la réalité que nous vivons : quelque chose se décompose en nous, tout part en lambeaux, la dignité, l'identité [...car nous sommes en train de perdre la mémoire] ». Cf. « Synopsis : Les artistes du théâtre brûlé », AlloCiné, en ligne, http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=60591.html#, page consultée le 24 avril 2008.

³⁶ Ferro, Marc et Planchais, Jean. *Les Médias et l'Histoire*. Paris : Éditions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1997, p. 11.

émetteurs d'images puissants qui proposent moins un échange qu'ils n'imposent un message souvent essentiellement consumériste et propagandiste.

Au Cambodge, il existe sept chaînes de télévisions locales, quinze radios et plus de deux cents titres de journaux. La grande majorité des médias dépendent de groupes politiques ou d'alliés du gouvernement. Le Parti du Peuple Cambodgien (PPC) du Premier ministre Hun Sen est le premier à contrôler et à manipuler les médias en sa faveur. L'opposition est, quant à elle, présente dans la presse écrite. Selon le rapport 2003 de Reporters Sans Frontières, « l'indépendance éditoriale est donc rare. La presse doit également faire attention à ne pas briser certains tabous [...] Enfin, la Constitution prévoit toujours que les médias ne doivent pas mettre en danger "la sécurité publique et nationale" »³⁷.

Cette mainmise croissante, encore renforcée par le fait que le groupe dominant dans les médias est celui qui contrôle le pouvoir, représente un très grave danger pour le pluralisme, pour le droit d'informer et d'être informé. En d'autres termes, pour la démocratie. Dans l'actualité télévisée, on peut voir l'image des Cambodgiens mais on ne les entend pas s'exprimer puisque le commentaire en continu et la propagande absolue en faveur du pouvoir s'y superpose. La parole du citoyen est donc supprimée. Tous les soirs, la télévision et la radio retransmettent le discours intégral « passionnant et captivant » du Premier ministre. Ce monologue monotone qui dure, chaque fois deux heures, ne sert qu'à glorifier sa politique et son propre parti. En guise de complément d'information, le téléspectateur doit se contenter de petits reportages sur les politiciens proches du pouvoir se déplaçant en province pour inaugurer des écoles, des pagodes, des dispensaires, etc. Jamais on ne traite ouvertement de la question du génocide, du débat sur le passé et du jugement des anciens dirigeants khmers rouges au sein du tribunal spécial. Il n'existe pas non plus de programme sur la vie des Cambodgiens, ni sur les problèmes de la société. Cependant, il y a une abondance d'images célébrant le pouvoir et ses élites. Ainsi, entre passé et futur, la société cambodgienne, privée de points de repères, sans référents valables, est plongée dans l'incertitude.

³⁷ « Rapport annuel sur la condition de la presse au Cambodge (2003) », Reporters sans frontières (RSF), en ligne, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6337, page consultée le 27 avril 2008.

Aujourd'hui, la population cambodgienne est confrontée à de nombreux défis : la violence, l'impunité, la peur. Socialement et économiquement, le Cambodge est en pleine mutation. Mais comment un pays peut-il choisir son avenir sans connaître son passé ? Devenu une société sans mémoire, le Cambodge vit dans l'instant, perpétuellement renouvelé, avec peu de notions de son histoire et guère plus de perspectives. De ce point de vue, le patrimoine audiovisuel cambodgien des décennies récentes permet aux nouvelles générations de se constituer des repères. La mémoire consiste donc à se construire au présent. Elle est ce qui reste du regard qu'une société porte sur le monde. À un moment donné, c'est un *vécu* qui aide à décrypter le futur, une pensée en évolution. Pour qu'elle soit vivante, il faut qu'il y ait un travail de réflexion et de création. Dans ce domaine, les images audiovisuelles offrent des perspectives infinies, des points de vue enrichissants et une diversité des moyens.

1.2.1.3 Histoire contemporaine du Cambodge comme un mythe

La transmission est un véritable enjeu. Les grands conflits ont détruit les ponts entre les générations et au sein même des identités. Un Cambodgien né après le génocide connaît plus ou moins bien l'histoire de son pays. Dans les manuels scolaires, celle-ci s'achève en 1953, date de l'indépendance nationale. Les événements postérieurs à cette date historique ne figurent pas au programme des études secondaires et universitaires. Les jeunes savent, en théorie, que le Cambodge a subi une grande tragédie, mais dans les faits, ils n'en connaissent souvent pas davantage, puisque cette période n'est pas enseignée. Dans la société, on en parle peu ou mal. Des choix politiques justifient ce vide et compliquent le rapport au passé. Au nom de la réconciliation nationale, le pouvoir a en effet délibérément plongé le pays dans l'amnésie.

Les souvenirs sont donc figés dans l'inconscient collectif. Les survivants du génocide répètent souvent aux jeunes que le Cambodge était un pays merveilleux avant les Khmers rouges. Alors, ces derniers ne savent rien de plus puisqu'ils n'ont jamais rien *vu* d'autre. Dans une société qui tente de retrouver des valeurs communes, la mémoire devient un enjeu fondamental. Faute d'une transmission des valeurs culturelles, devenue quasiment inexistante, les images et les sons témoignant des faits occultés pourraient jouer un rôle

primordial, dès lorsqu'ils permettent d'acquérir des points de référence identitaires et historiques.

Au Cambodge, les personnalités politiques et historiques ont une réticence à aborder les récents épisodes de l'histoire contemporaine du pays. Et ce, à cause de leur implication personnelle, plus ou moins directe, dans ces événements. Le présent du Cambodge est toujours lié au passé tourmenté et compliqué. Pour les élites qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, le travail de mémoire n'est pas une priorité. Selon le cinéaste Rithy Panh, « le travail de mémoire ne consiste pas à se lamenter, au contraire, c'est une manière de sortir, de retrouver ce qu'on était avant. Aujourd'hui ces repères nous manquent vraiment. Dans le dénuement, la mémoire n'est pas essentielle. Quand on a de quoi manger, quand on revit, ce manque de mémoire se fait sentir, le passé nous pose des questions »³⁸. Pour retrouver son identité, se reconstruire, il faut que la transmission fonctionne donc d'une génération à l'autre.

1.2.2 Problème spécifique

Dans le Cambodge de l'après-guerre, il est difficile de recomposer un passé commun que l'oubli, l'indifférence, la dureté du quotidien ne cessent de défaire. Cette situation est ressentie, individuellement, comme un terrible échec, comparable à ce que Kafka décrit : « C'est l'âge d'une blessure qui fait mal, pas la blessure en soi ». En cambodgien, le mot « mémoire » (*ka chōng chām*), peu être utilisé et signifie l'« action de se rappeler, de se souvenir, de ne jamais oublier, de retenir dans l'esprit ou pouvoir se rappeler sans oublier »³⁹. Dans la recherche en sciences humaines et sociales, il n'existe pas encore d'explication théorique et méthodique sur la question de la mémoire au Cambodge. À ce jour, son fonctionnement, ses cadres, sa construction, ses modes de transmission restent inconnus. La notion de « mémoire sociale » ou « mémoire collective » est encore loin d'avoir cours. D'où l'intérêt supplémentaire d'effectuer une telle recherche pour montrer que la connaissance de l'histoire d'un pays et de son identité prend sa source au sein de sa mémoire. Et les archives

³⁸ Extrait de l'interview de Rithy Panh, émission « *La marche du monde* » diffusée le 01 décembre 2006, Radio France Internationale (RFI).

³⁹ Choun, Nath. *Le dictionnaire électronique khmer*. Phnom Penh : Institut Bouddhique, 2008.

audiovisuelles offrent une alternative, qui pourrait aider les jeunes cambodgiens à s'approprier des connaissances historiques sur leur pays, connaissances jusqu'à présent absentes de l'enseignement public et que les dirigeants politiques ne sont pas prêts à affronter. Ainsi, après avoir exposé la problématique de cette recherche, il est indispensable de se pencher sur les questions générales et spécifiques qui nous guideront tout au long de cette étude.

1.2.3 Questions de recherche

1.2.3.1 Question générale

Par quel biais les jeunes Cambodgiens connaissent-ils l'histoire contemporaine de leur pays ? Que savent-ils de leur passé dans un Cambodge amnésique ? Comment les archives audiovisuelles contribuent-elles à susciter le débat autour de l'Histoire ?

1.2.3.2 Questions spécifiques

1. Que connaissent les jeunes cambodgiens du passé de leur pays à travers l'école ?
2. Qu'ont transmis les parents aux jeunes de la génération qui a suivi le génocide ?
3. Comment les jeunes Cambodgiens interprètent-ils l'histoire récente du Cambodge à travers les archives audiovisuelles ?
4. Comment les archives contribuent-elles à modifier la perception qu'ont ces jeunes de l'histoire et la mémoire ?

1.2.4 Objectifs de recherche

En effectuant cette recherche, notre objectif est de cerner la connaissance réelle de l'histoire du Cambodge que des groupes de jeunes appartenant à la tranche d'âge 18-27 ans possèdent à ce jour. Nous nous concentrerons sur l'interprétation que ces derniers ont des faits qui ont marqué l'histoire contemporaine de leur propre pays. Dans le cas de cette étude, la période retenue est celle qui s'étend de l'indépendance, en 1953, à la fin de l'occupation vietnamienne en 1989. Par ailleurs, nous tenterons d'explorer le vécu personnel des personnes cibles et de leur famille en lien avec les événements historiques de la période contemporaine étudiée. Nous utiliserons les archives audiovisuelles pour susciter la réaction de nos interlocuteurs. Ainsi, nous ciblerons certains objectifs, définis de la manière suivante :

-Décrire la parole des jeunes et leur interprétation du contenu des archives audiovisuelles sélectionnées, en lien avec les apprentissages scolaires et familiaux pour tenter de comprendre leur appréhension à l'égard de l'histoire du Cambodge.

-Explorer le vécu personnel de ces jeunes et de leurs familles respectives, en lien avec les moments historiques tels qu'ils sont montrés par ces documents audiovisuels, afin de reconstituer la mémoire des moments étudiés.

-Après le visionnement des archives choisies, décrire l'idée que les sujets participants ont du passé de leur pays, ce qui permettra de déterminer si l'activité du Centre Bophana peut avoir une influence réelle dans ce domaine.

1.2.5 Hypothèses de recherche

Pour appréhender le rôle des archives audiovisuelles dans le cadre de la transmission de la mémoire cambodgienne aux jeunes de la nouvelle génération, nous formulons quatre hypothèses :

Hypothèse 1 : les images et les sons libèrent la parole et suscitent la réflexion, et ne prennent leur sens qu'au contact du public. C'est un outil pédagogique qui pourrait engendrer des réactions, des prises de parole, et des échanges permettant ainsi la communication interpersonnelle.

Hypothèse 2 : Lorsqu'un film présente un personnage qui parle face à la caméra, plusieurs éléments de la communication non-verbale passent par l'image : décor, vêtement, coiffure, mimiques, ton de la voix, rue, ville, etc. permettant ainsi la formation d'un nouveau type de mémoire sociale qui aide à reconstituer le passé et donne des repères indispensables pour l'avenir.

Hypothèse 3 : Les images audiovisuelles servent d'instruments pédagogiques pour animer la discussion, le débat et l'enseignement de l'histoire. C'est surtout le cas des archives

audiovisuelles collectées et numérisées par le Centre Bophana. Celles-ci pourraient influencer les réflexions des jeunes Cambodgiens participant à notre étude.

Hypothèse 4 : La création du Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana témoigne d'un effort en vue de restituer sa mémoire perdue à un peuple blessé par les conflits et le massacre perpétré par les Khmers rouges. Dans ce pays en transition, il est important qu'existe un lieu où les Cambodgiens puissent venir regarder et analyser les images, s'exprimer sur ce qu'ils ont vécu ; et que ces derniers aient un instrument leur permettant de reconstruire leur histoire. Cette initiative vise à établir un point de rencontre, un pont symbolique entre les générations.

CHAPITRE 2

CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Dans l'intention de mieux comprendre le lien entre la mémoire et les archives audiovisuelles, nous avons consulté nombre d'ouvrages portant sur ce sujet. Ces écrits nous ont conduit, logiquement, à retenir l'approche constructiviste. Car les pistes de réflexion qu'elle dégage nous permettront de répondre judicieusement aux questions de recherche. Le constructivisme est en premier lieu une approche, une manière de comprendre la recherche dans son ensemble. Dans ce sens, il signifie que « Nous [les êtres humains] inventons des concepts, des modèles et des schémas de pensée pour donner un sens de notre expérience [...] Nous ne construisons pas nos interprétations de manière isolée mais dans un contexte d'une compréhension partagée »⁴⁰. C'est cette compréhension de la réalité qui nous permet d'assurer la cohérence entre notre modèle théorique et notre analyse empirique, l'explication théorique « étant une manière de rendre compte d'une certaine "compréhension" du phénomène »⁴¹, en l'occurrence la mémoire sociale et collective en lien avec les archives audiovisuelles. En deuxième lieu, à l'intérieur de l'approche constructiviste, c'est la « théorie de la construction sociale de la réalité » que nous avons choisie comme partie intégrante de notre ensemble théorique général.

Le concept central de cette école de pensée définit la réalité comme une construction sociale donnant un sens à la Nature. À l'aide de cette clef, il devient possible de décrypter la réalité perçue par les jeunes Cambodgiens, telle qu'elle s'est dévoilée tout au long de cette enquête au Centre Bophana. Cette théorie ne représente qu'une section dans notre modèle théorique

⁴⁰ Schwandt, Thomas. « Three epistemological stances for qualitative inquiry » in *Handbook of qualitative research* sous la dir. de Norman Denzin et Yvonna Lincoln. Thousand Oaks: Sage Publications, 2000, p. 197. (traduction libre)

⁴¹ Mucchielli, Alex. *Dictionnaires des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 2004, p. 31.

car cette étude se réfère également à la théorie de la mémoire définie par l'un de ses précurseurs, Maurice Halbwachs. Nous sommes conscient que cette combinaison théorique – entre la sociologie de la construction sociale de la réalité et la sociologie de la mémoire – n'a pas la prétention d'être la seule ou la meilleure pour comprendre ou interpréter la (re)construction de la mémoire cambodgienne via les archives audiovisuelles. Pour notre étude, cet ensemble théorique sert donc de schéma de compréhension d'un phénomène étudié.

2.1 L'approche constructiviste

De nos jours, le constructivisme est l'« un des paradigmes les plus en vogue dans les sciences sociales contemporaines »⁴². Cette approche théorique englobe, d'emblée, plusieurs courants de pensée reposant sur l'idée selon laquelle la « connaissance ne consiste pas en un reflet de la réalité telle qu'elle est mais en une construction de celle-ci »⁴³, autrement dit les connaissances ne sont pas données mais sont construites par leur « porteur ». En d'autres termes, nos présentations, nos connaissances, ou les structures de ces connaissances et de ces représentations que « nous mettons dans le monde ne seraient en définitive que le reflet de ce que notre équipement humain nous permet, à chaque moment, d'en construire »⁴⁴.

Durant les années 1970, au Mental Research Institute de Palo Alto, Gregory Bateson, anthropologue et psychiatre, et aussi un des pionniers de la cybernétique définissait son propos épistémologique comme une « écologie de l'esprit ». C'est dans « *Vers une écologie de l'esprit* »⁴⁵, un recueil de textes écrits sur une période de trente-cinq ans (soit tout au long de sa carrière), qu'il propose une nouvelle façon de concevoir les idées et les agrégats des

⁴² Keucheyan, Razmig. *Le constructivisme : des origines à nos jours*. Paris : Hermann, 2007, p. 9.

⁴³ M. Mutelesi, Edmund. « *Subjectivité comme auto-organisation. Une étude du constructivisme radical au départ de Husserl* » [Dissertation doctorale à l'Institut Supérieur de Philosophie, Université catholique de Louvain (Belgique)], mise en ligne par l'Université de Vienne, <http://www.univie.ac.at/constructivism/pub/mutelesi/3.html>, page consultée le 20 septembre 2009.

⁴⁴ Pépin, Yvon. « Savoirs pratiques et savoirs scolaires : une représentation constructiviste de l'éducation ». *Revue des sciences de l'éducation*, Vol. 20, N°1, 1994, p. 65.

⁴⁵ Éditions du Seuil, 1977 (tome I) et 1980 (tome II), publié originellement sous le titre *Steps to an Ecology of Mind: Collected Essays in Anthropology, Psychiatry, Evolution, and Epistemology*, University Of Chicago Press (1972).

idées désignés sous le nom générique d'« esprit ». Bateson décrit son projet comme une science qui, en tant que branche de la connaissance, n'existe pas encore. Ses intuitions seront reprises par un de ses plus brillants émules, Paul Watzlawick, lui aussi psychiatre au MRI de Palo Alto, qui apportera une contribution majeure au développement de la pensée constructiviste. Il sera le premier à en établir la filiation, remontant jusqu'à l'Antiquité (Sénèque) et passant par Giambattista Vico, Emmanuel Kant, David Hume, Edmund Husserl, Ludwig Wittgenstein, Jean Piaget, Nelson Goodman, Edgar Morin, pour n'en nommer que quelques-uns et auxquels il ajoutera « les poètes et les écrivains qui en ont toujours su long sur ce thème »⁴⁶. La pensée constructiviste réfute la causalité, la linéarité, le déterminisme, la dualité corps/esprit ; la connaissance est le produit de chaque individu posant des gestes pour organiser son monde empirique et, du même coup, ses connaissances.

Dans son ouvrage « *Entre Science et réalité. La construction sociale de quoi ?* », le philosophe des sciences Ian Hacking examine depuis les années soixante-dix la science (ses discours, ses pratiques, ses questionnements) mais aussi les modes de déploiement de la science dans nos sociétés. Dans une partie intitulée « La maison de Kant », Hacking parcourt les occurrences philosophiques les plus importantes du mot construction chez des auteurs variés. Il distingue trois grandes familles de constructivisme qui engagent chacune des considérations épistémologiques particulières : 1) **un constructivisme philosophique** (sous le nom de *constructionnalisme*⁴⁷) 2) **un constructivisme mathématique** associé à la position du mathématicien intuitionniste Jean Brouwer 3) **un constructivisme sociologique (ou social)** (sous le terme de *constructionnisme*⁴⁸). L'auteur souligne que ces trois groupes ne vivent pas dans les mêmes milieux intellectuels, et ont en partage l'héritage de la pensée Kantienne :

⁴⁶ Watzlawick, Paul. *L'invention de la réalité*. Paris : Seuil, 1988, p. 10.

⁴⁷ Il propose de réserver le terme de « constructionnalistes » à tous ceux (de Russell à Goodman – parrain du terme –, en passant par Carnap, Quine ou d'autres) qui se donnent pour tâche de montrer comment certaines entités (objets, concepts, théories, etc.) sont construites à partir d'autres matériaux ; ces auteurs n'étudient pas en général les processus historiques ou sociaux au cours desquels ces entités sont construites. Dans sa dissertation doctorale, Edmund M. Mutelesi affirme que d'autres philosophies plus continentales, comme la phénoménologie de Husserl, peuvent être rapprochées de cette forme de constructivisme philosophique.

⁴⁸ Ce *constructionnisme (social)* est développé notamment par des sociologues des sciences, comme Michel Callon, Bruno Latour et Karin Knorr Cetina.

Les constructivistes, les constructionnistes et les constructionnalistes vivent dans des milieux intellectuels différents. Pourtant, les thèmes et les attitudes qui caractérisent chacun de ces « ismes » ne sont pas tellement différents. De tous trois, nous apprenons que les choses ne sont pas ce qu'elles semblent être »⁴⁹. C'est en cela que tous ces constructivismes s'enracinent dans la vieille dichotomie de Kant, qui, toujours selon Hacking, a été le « grand pionnier de la construction.⁵⁰

Par ailleurs, il existe une quatrième branche qui cherche à s'approcher du constructivisme dans le champ de l'épistémologie. Il s'agit en effet d'**un constructivisme radical**, développé notamment par Ernst Von Glasersfeld à partir des travaux de cybernétique et de systémique. Sa position constructiviste est dite radicale car elle témoigne d'une rupture avec le constructivisme des conceptions traditionnelles selon lequel la connaissance est le produit de l'activité du sujet qui organise son monde empirique en même temps que ces connaissances. Pour Glasersfeld, son constructivisme radical porte sur connaissance et réalité. De ce fait, son approche « réaliste » vise à connaître « des objets dont on pourrait penser qu'ils possèdent, indépendamment de toute expérience, les propriétés et la structure que le sujet connaissant leur attribue »⁵¹ ; force est de constater que cette conception est reprise en France par Jean-Louis Le Moigne sous le nom d'épistémologie constructiviste. On y croise notamment les travaux de Jean Piaget et son épistémologie génétique, ou encore d'Edgar Morin et son épistémologie complexe.

Ce survol nous permet de voir que des chercheurs de tous les horizons, appartenant à des disciplines jusqu'alors fort étrangères les unes aux autres, font consensus autour d'une conception singulière, complexe et évolutive. C'est le fruit d'un décloisonnement inédit entre les sciences exactes et les sciences humaines ; de solides passerelles permettent désormais de concevoir l'humain dans une perspective infiniment plus large.

⁴⁹ Hacking, Ian. *Entre Science et réalité. La construction sociale de quoi?* Paris : La Découverte, 2001, p. 74.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 65.

⁵¹ Glasersfeld, Ernst Von. « Introduction à un constructivisme radical » in *L'invention de la réalité* sous la dir. de Paul Watzlawick. Paris : Seuil, 1988, p. 34.

2.1.1 Le constructivisme social et la théorie de la construction sociale de la réalité

Parmi les branches du constructivisme que nous mentionnions précédemment, le concept théorique de cette étude s'inscrit dans le paradigme dit du constructivisme social. Ce paradigme, servant d'ancrage à de nombreux chercheurs en sciences sociales, implique que le savoir et les significations accordées par les acteurs au monde qui les entoure ne sont pas donnés une fois pour toutes. Ils sont nécessairement négociés, en lien avec le contexte social, historique, géographique et politique dans lequel ils s'insèrent. Ce sera donc à ce moment que nous faisons appel à la théorie de la construction sociale de la réalité de Peter Berger et Thomas Luckmann comme schéma théorique de notre sujet d'étude.

En partant de la double définition du mot construction, entre construction matérielle et création mentale, Philippe Corcuff trouve la spécificité de la construction sociale de la réalité dans sa capacité à associer « deux processus : 1) un mouvement de matérialisation, d'objectivation et d'institutionnalisation, et 2) un travail mental de perception, de représentation et de typification »⁵². Aujourd'hui, dans le monde de la recherche en sciences sociales, le syntagme ne renvoie plus à un modèle théorique spécifique, que ce soit celui de Berger et Luckmann, celui de John R. Searle (*La construction de la réalité sociale*, 1998) ou d'autres. L'utilisation fréquente (voire abusive, selon certains auteurs) de l'expression permet de lui associer aujourd'hui tout un espace de recherche, des questions et des problématiques qui rassemblent des chercheurs très divers selon leurs racines et leurs préoccupations intellectuelles, ainsi que selon leurs méthodes empiriques. Le pré requis, dans le cas de toutes ces recherches, réside dans la manière de comprendre la réalité sociale : « Dans une perspective constructiviste, les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs »⁵³. L'historicité occupe ainsi un rôle majeur dans le constructivisme, car c'est sur l'histoire que la *construction* ou *reconstruction* des réalités se fonde. Trois aspects de l'histoire intéressent les constructivistes : 1) le monde social se construit à partir de *pré-constructions passées* ; (...) 2) les formes sociales passées sont reproduites, appropriées, déplacées et transformées alors que d'autres sont inventées, *dans les pratiques et les interactions (...) de la vie quotidienne* des

⁵² Corcuff, Philippe. *Les nouvelles sociologies*. Paris : Nathan, 1995, p. 79.

⁵³ *Ibid.*, p. 17.

acteurs ; et 3) cet héritage passé et ce travail quotidien *ouvrent sur un champ de possibles dans l'avenir*. (...) Dans ce processus historique, les réalités sociales sont tout à la fois *objectivées et intériorisées*⁵⁴.

En partant de ces constats, Corcuff présente plusieurs approches théoriques développées en France pendant les dernières décennies et puisant leurs racines dans le constructivisme. Les approches ne traitent pas les problèmes de construction sociale de la même manière, « selon justement qu'elles partent des structures ou des interactions »⁵⁵. Suivant notre problématique de départ, une approche orientée plutôt vers les interactions entre les individus nous semble beaucoup plus utile. Le modèle de la construction sociale de la réalité de Berger et Luckmann répond, de ce point de vue, à notre objectif de recherche, car il est associé « à un constructivisme phénoménologique, partant des individus et de leurs interactions »⁵⁶.

Dans leur ouvrage commun *La construction sociale de la réalité* (1966), Berger et Luckmann s'interrogent sur le rôle des connaissances et proposent le recours à la phénoménologie sociale d'Alfred Schütz, et notamment à son concept de « stock commun de connaissances ». C'est ainsi que les deux auteurs s'attachent à élaborer un constructivisme phénoménologique centré autour des individus et de leurs interactions afin d'expliquer la constitution de structures sociales et d'institutions. Le résultat de cette association aboutit à la construction sociale de la réalité. Celle-ci est composée de deux processus dynamiques : d'une part un mouvement de matérialisation, d'objectivation et d'institutionnalisation ; d'autre part, un travail mental de perception, de représentation et de typification. L'un et l'autre sont rendus possibles grâce aux interactions dans la vie quotidienne.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 18.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 20.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 56.

Ces processus se situent entre deux mondes : la réalité objective (ensemble d'objets, d'institutions sociales qui semblent « naturels »), et la réalité subjective (la façon dont chaque individu comprend et appréhende l'univers qui l'entoure). Entre ces deux pôles, le langage (toute forme d'expression codifiée, d'expression verbale et non-verbale) joue un rôle central, assurant cohérence et transformation ; force est de constater que le rôle du langage dans le partage des expériences renvoie à une compréhension constructiviste de la communication, perspective en concordance avec notre vision d'étude.

La théorie de la construction sociale de la réalité de Berger et Luckmann considère que l'être humain se construit lui-même à travers des interactions humaines multiples. En avançant le modèle au niveau social, les auteurs attribuent toujours le mérite de la construction de l'ordre social à l'humain. La société telle qu'ils la décrivent est autant objective et extériorisée que subjective et intériorisée. Dans le contexte de création continue balisé par ces deux conceptions de l'ordre social, la réalité se construit et se reproduit suivant des processus répétitifs autant extérieurs (typifications et institutionnalisation) qu'intériorisés par l'individu (socialisation).

Dans cet ordre social, « l'institutionnalisation se manifeste chaque fois que des classes d'acteurs effectuent une typification⁵⁷ réciproque d'actions habituelles. En d'autres termes, chacune de ces typifications est une institution »⁵⁸. Le langage permet aux expériences individuelles de devenir des typifications, dans un processus d'objectivation. Le processus de communication devient ici plus qu'une transmission d'informations ; il est le mécanisme par lequel les coutumes, les pratiques, les connaissances et les croyances se partagent à l'intérieur d'un contexte social commun. Les expériences sont ainsi rendues anonymes, pouvant être en principe doublées par toute autre expérience entrant dans la même catégorie. La typification

⁵⁷ Les typifications représentent des schémas de pensée permettant d'appréhender la réalité de la vie quotidienne ; elles se maintiennent jusqu'à un avis ultérieur et déterminent la manière d'agir de l'individu à l'intérieur d'une situation, dans des rapports d'interaction en face à face.

⁵⁸ Berger, Peter et Luckmann, Thomas. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin, 2006, p. 118.

ne se produit pas seulement par rapport à une action, mais aussi par rapport aux acteurs dans les institutions, les institutions elles-mêmes ayant le pouvoir de typifier les acteurs et les actions individuelles.

L'intervention du langage dans le processus de typification souligne son caractère social. Construit à l'intérieur d'une société, le moi individuel est compris seulement dans le contexte dans lequel il a été construit. Toutefois, l'ordre social (la société) représente une production de l'humain. Celui-ci le produit au cours de son extériorisation continue. Le processus décrit par Berger et Luckmann peut sembler tautologique, mais il rend compte de la dynamique de la construction de la réalité sociale. Dans une spirale continue, les allers-retours *symboliques* entre les structures sociales et l'individu à l'intérieur d'une société contribuent à la construction autant de nouvelles structures que de nouvelles intériorisations (individuelles) des symboles légitimant ces entités. Ainsi, à un moment donné dans le temps, l'individu subit l'influence des structures qu'il intériorise selon ses propres expériences; dans un deuxième temps, par un processus d'interactions en face-à-face et d'extériorisations collectives des expériences individuelles (qui ont subi préalablement l'influence des structures), l'individu agit d'une manière active sur l'entité plus large (la société) et contribue au changement des structures. Ces structures, ainsi changées, agissent à nouveau sur l'individu⁵⁹. Le processus recommence, avec un point de départ différent, pour refaçonner la réalité sociale. Le double déterminisme – de haut en bas et de bas en haut – représente notre manière de comprendre la construction sociale.

L'humain définit la construction du social à travers trois étapes qui se répètent à l'infini : *extériorisation, objectivation et intériorisation*. C'est d'ailleurs la répétition qui se trouve à la base des typifications et ainsi, des institutions. Ce passage de l'extériorisation à l'objectivation et à l'intériorisation permet la double compréhension du monde, en tant que réalité « objective » et « subjective », où le sens objectif est le produit d'une activité (non reconnue par les acteurs sociaux) de construction et de reconstruction.

⁵⁹ Le processus, expliqué d'une manière schématique, se produit dans la longue durée ; les changements ne sont ni réalisés, ni observables, qu'après des décennies etc.

La vision du rapport de l'*individu groupe* avec le social, imposée par ce modèle théorique, est circulaire. L'individu s'extériorise dans des pratiques ou par des connaissances qui lui permettent d'interagir avec la communauté. Il extériorise ainsi sa subjectivité en interaction avec d'autres subjectivités au niveau de la société. Pour que l'interaction soit efficace, la communauté doit posséder les capacités de « décoder » le message et disposer d'un corpus de savoirs et d'habitudes communes. Les pratiques, les connaissances et les valeurs qui se répètent et qui font partie de la tradition d'une communauté, arrivent avec le temps à être objectivées, en devenant des institutions et des rôles dominants dans la société concernée. Dans une perspective continue d'invention et de réinvention de la société, les acteurs réalisent à ce niveau une intériorisation des modèles institutionnels extérieurs par l'intermédiaire d'un processus de socialisation. Le processus recommence avec une nouvelle extériorisation d'un social reconstruit individuellement pendant le mécanisme d'intériorisation des objectivités antérieures.

Même si elle est possible et inévitable, la reconstruction sociale se fait par opposition à un effort de résistance des réalités objectivées. Pour qu'il résiste et se perpétue pendant plusieurs générations, le monde des institutions a besoin d'explications et de justifications, auxquelles les auteurs font référence en utilisant la notion de *légitimation*. La légitimation de l'ordre social vise les institutions ainsi que les rôles que les gens remplissent à l'intérieur de ces institutions. Les rôles représentent l'ordre institutionnel et ils tirent leur origine des mêmes processus que les institutions: *l'habitualisation* et *l'objectivation*. « Les institutions sont incorporées dans l'expérience individuelle au moyen des rôles [...]. En jouant des rôles, l'individu participe à un monde social. En intériorisant ces rôles, le même monde devient, pour lui, subjectivement réel »⁶⁰. Ainsi, l'ordre institutionnel n'est réel qu'à partir du moment où il est réalisé dans l'exécution de rôles.

⁶⁰ Berger, Peter et Luckmann, Thomas. *Op.Cit.*, p. 145.

Le problème de la légitimation⁶¹ se pose au moment où les objectivations institutionnelles doivent être transmises à une nouvelle génération. « La même histoire, pour ainsi dire, doit être racontée à tous les enfants [...] Ces légitimations sont apprises par la nouvelle génération au cours du processus de leur socialisation⁶² à l'intérieur de l'ordre institutionnel »⁶³. À travers le processus de socialisation, les institutions doivent proclamer leur autorité sur l'individu, les définitions institutionnelles devant être maintenues de façon à réprimer toute tentative de redéfinition. C'est pour cela que le dernier niveau de légitimation, celui des univers symboliques, a la capacité d'englober l'ordre institutionnel dans une totalité symbolique, en comprenant aussi les réalités marginales et un haut niveau d'intégration pour les significations contradictoires.

2.2 La notion de la mémoire

Considérée comme l'une des principales facultés de l'être humain, la mémoire a fait l'objet de plusieurs études scientifiques ; elle obéit à des lois complexes et à des phénomènes neurologiques encore mal connus. La science s'affaire à en établir la cartographie et le fonctionnement. Mais nous savons d'ores et déjà qu'elle n'est pas confinée à un endroit précis du cerveau humain ; elle prendrait plutôt la forme d'un réseau de connections intermittentes et interchangeable. Il n'existe pas de réservoir des souvenirs. Avec la

⁶¹ La légitimation est un processus d'explication et de justification. Elle se maintient à travers quatre différents niveaux : naissant, rudimentaire, explicite et symbolique. Grâce à ce processus, l'institution permet de maintenir l'Histoire et le contrôle social et façonne la réalisation de routines de la vie quotidienne, la division du travail ainsi que la différenciation des connaissances en fonction de celle-ci ; ceci ouvre sur des réalités qui apparaissent quasiment comme « naturelles ». Cf. Berger, Peter et Luckmann, Thomas. *Op.Cit.*, p. 171-187.

⁶² La socialisation est une étape ultérieure de l'intériorisation déterminant et permet que l'individu devienne un membre de la société. Dans l'ouvrage de Berger et Luckmann, la socialisation se maintient en deux étapes : **la socialisation primaire** (elle se situe dans la famille mettant l'enfant en contact avec ses parents, avec des autrui significatifs qui lui sont imposés. L'enfant s'approprie subjectivement l'identité objectivement attribuée, le monde social et sa place dans ce monde : bref, il intériorise ce monde à la fois subjectif et objectif) et **la socialisation secondaire** (qui est un processus postérieur, c'est-à-dire « incorporer un individu déjà socialisé dans des nouveaux secteurs du monde objectif de sa société ». Cette étape est partielle et désigne des apprentissages nécessaires pour que l'individu (avec sa socialisation primaire) puisse agir dans tel ou tel domaine qui a une régulation particulière. Les deux étapes de la socialisation montrent que l'intériorisation de l'individu s'inscrit dans la structure sociale. La réussite est une symétrie parfaite entre réalité objective et subjective.

⁶³ Berger, Peter et Luckmann, Thomas. *Op.Cit.*, p. 129.

mémoire, le sens commun nous porte à croire que nous sommes dans l'ordre du temps et non dans celui de l'espace. Mais le pouvoir associatif de la mémoire (cette faculté de ranimer des états de conscience antérieurs), est de constituer ce qui y est rattaché et ce que l'instant nous commande d'y relier. Autrement dit, la mémoire est de l'ordre de la répercussion. Le philosophe français Gaston Bachelard parle, lui, du « retentissement »⁶⁴ qui survient de surcroît, car l'âme touchée devient touchante et tout devient question d'intersubjectivité.

L'intérêt pour la mémoire en tant que préoccupation scientifique pourrait remonter essentiellement au 19^{ème} siècle. En sciences humaines, Henri Bergson (1851-1941) aborde cette question dans *Matière et mémoire* (1896), à travers le problème de la dualité corps-esprit. Dans son étude, écrit Maurice Halbwachs, Bergson distingue deux types de mémoire qui lui paraissent indépendantes. La première, appelée « mémoire-habitude », se trouve dans des mécanismes psychologiques moteurs de l'action humaine. Elle « est adaptée au présent, [et] est construite par l'intelligence pour qu'elle soit au service de l'action sur la matière et de la communication entre les hommes. Cette mémoire intellectuelle a pour ressort le langage dont les mots permettent de quadriller l'espace matériel en facilitant ainsi aussi bien l'action technique que la pensée scientifique »⁶⁵. D'ailleurs, la seconde mémoire apparaît comme « mémoire pure ». Considérée comme individuelle, elle « est tout entière faite à partir des images que nous avons saisies au cours de notre vie »⁶⁶. Bergson estime que nous ne sommes pas en mesure d'atteindre directement cette mémoire pure car les obligations rationnelles et sociales de l'attention au présent prédominent et font écran. Pour y accéder, il faut donc que l'individu s'isole des autres hommes et des exigences de l'action. Dans ce sens, se souvenir consiste alors à rechercher une réalité préexistante enfoncée dans la profondeur de la conscience individuelle.

Il fallut attendre le 20^{ème} siècle pour qu'un débat sur la scientificité de la mémoire en tant que telle voit le jour. Chacun à leur manière, Maurice Halbwachs (1877-1945) et Pierre Nora

⁶⁴ Bachelard, Gaston. *La poétique de l'espace*. Paris : Presses Universitaires de France, 2004, p. 7.

⁶⁵ Namer, Gérard. « Postface » in *Les cadres sociaux de la mémoire*, Maurice Halbwachs. Paris : Albin Michel, 1994, p. 317.

⁶⁶ *Idem*

(1931-) ont inscrit des moments forts dans l'étude de cette problématique. Le premier avait développé une méthode, et le deuxième entreprendra un chantier de la mémoire : *Les Lieux de mémoire* (1984-1992). À travers une série d'études portant sur les dynamiques de la mémoire collective, Halbwachs a fait ressortir l'idée que la mémoire ne pouvait perdurer qu'à l'intérieur d'un contexte social. Les images individuelles du passé étant provisoires, elles doivent prendre place dans des « cadres sociaux de la mémoire » partagés par la communauté pour se maintenir. Ce sociologue propose une théorie selon laquelle même les mémoires individuelles ont une dimension sociale. Selon lui, les images personnelles du passé seraient tissées pour permettre d'acquérir une compréhension du passé qui soit socialement acquise. Dans son livre *La mémoire, L'histoire, L'oubli*, Paul Ricœur fait ressortir que le pas franchi dans *La Mémoire collective* (1950) de Halbwachs consiste à désimpliquer la référence à la mémoire collective du travail même de la mémoire en train de se rappeler ses souvenirs. Le propos fondamental de Halbwachs est le suivant : pour se souvenir, on a besoin des autres. Mais il précise que c'est d'abord à partir d'une analyse subtile de l'expérience individuelle d'appartenir à un groupe, et sur la base de l'enseignement reçu des autres, que la mémoire individuelle prend possession d'elle-même⁶⁷.

2.2.1 Comment fonctionne la mémoire ?

La question, cruciale, du fonctionnement de la mémoire permet de mieux saisir toute la portée des réflexions menées par Halbwachs. S'intéressant à l'histoire d'une jeune fille trouvée dans les bois en France, en 1731, il s'interroge sur le fait que celle-ci n'a gardé aucun souvenir de son enfance. « Née chez les Esquimaux », elle aurait été transplantée plusieurs fois, dans diverses sociétés, comme esclave. Loin de se situer au niveau individuel, la mémoire dépend de l'entourage social. Lorsqu'on est privé de ce milieu, familial ou relationnel, qui constitue notre groupe social, notre société, il n'est pas facile de se souvenir. Sans la mémoire collective, nous serions incapables de nous souvenir.

De plus, Halbwachs conteste l'approche psychologique selon laquelle la mémoire est considérée comme une chose interne, isolée exclusivement chez l'individu. Son analyse

⁶⁷ Ricœur, Paul. *La mémoire, L'histoire, L'oubli*. Paris : Seuil, 2000, p. 147-148.

montre que c'est la société elle-même qui offre le cadre et le support permettant à un individu de se rappeler des événements et leurs protagonistes, les circonstances et les lieux où ces faits se sont déroulés. En somme, le processus social de la mémoire est un acte permanent de se souvenir.

2.2.2 Les cadres sociaux de la mémoire

Halbwachs explique que la mémoire est une construction sociale. L'individu a besoin de la société pour se souvenir. C'est pourquoi on peut dire qu'il y a des cadres sociaux de la mémoire. Ceux-ci sont constitués par tout ce qu'une société peut construire : rues d'une ville, monuments, œuvres d'art, langue parlée, etc. Pour se souvenir, c'est-à-dire localiser la mémoire, l'individu prend appui sur ces cadres afin de reconstituer des souvenirs oubliés. Par le biais du langage, le processus de mémorisation suscite l'interaction individuelle pour recreuser le passé, qui devient alors mémoire sociale.

La mémoire prend aussi sa source dans les groupes familiaux, dans les groupes religieux ou les classes sociales. Ces différentes composantes de la mémoire collective permettent de comprendre que toutes formes de traditions, habitudes, normes et croyances se dispersent dans les « sous-groupes », ce qui fait que la mémoire n'est pas seulement une connaissance, mais qu'elle est aussi l'identité globale d'une société. Ainsi, la mémoire consiste en un processus social par lequel le passé est reconstruit à partir de ses traces, puis conservé dans le présent. Elle désigne, de plus, le résultat de cette opération, c'est-à-dire les souvenirs qui peuvent être ou non communs aux membres du groupe. En 1925, la mémoire d'individus et de groupes sociaux a fait l'objet de la réflexion de Maurice Halbwachs dans *Les cadres sociaux de la mémoire*. La première partie du livre est consacrée aux cadres sociaux de la pensée individuelle alors que la seconde partie se destine aux cadres sociaux de la mémoire collective. Les deux volets apportent en fait une réponse critique par rapport à l'affirmation de Bergson sur les types de mémoires que nous mentionnions précédemment.

En réfutant la thèse de Bergson selon laquelle la « mémoire est une expérience vécue des images du passé enfouies dans l'individu »⁶⁸, Halbwachs explique que « toute mémoire n'est en rien un vécu, mais au contraire une reconstruction rationnelle du passé faite à partir des éléments et des mécanismes actuellement présents dans la conscience du groupe »⁶⁹. Soulignons que Halbwachs connaissait bien les travaux de Bergson qui avait été son professeur de philosophie au lycée Henri IV, et dont il avait, pendant quelques années, suivi les cours au Collège de France. Contrairement à son « maître de pensée », Halbwachs définit la mémoire comme un phénomène collectif, notion dans laquelle il englobe les « cadres sociaux de la mémoire » et à la « mémoire collective ». Ainsi, la pensée individuelle se loge dans ces cadres et participe à la mémoire collective : l'individu n'est jamais seul lorsqu'il se souvient ; il faut être engagé dans un groupe pour que la mémoire puisse s'aider de celle des autres et s'accorder avec elle. Ces deux aspects constituent les conditions nécessaires du souvenir individuel recourant à des cadres sociaux. Dans cette approche de la sociologie de la mémoire, Halbwachs démontre d'abord que la mémoire individuelle et la mémoire collective ont en commun les mêmes cadres sociaux, puisque la mémoire est une reconstruction du passé en fonction de la vision présente de la société. Les cadres sociaux de la mémoire sont ainsi les instruments qu'utilise la mémoire collective et individuelle pour recomposer une image du passé en accord, à chaque époque, avec les idées dominantes d'une société donnée.

De ce point de vue, la remémoration représente définitivement un « acte social ». La construction, de même que la transmission d'une mémoire, est modulée dans l'esprit d'Halbwachs par la morphologie du corps social à travers les institutions et les interactions entre les agents d'un groupe qui contribuent à camper un certain nombre de représentations mémorielles partagées par le collectif. Ce dont il rend compte, finalement, c'est que dans tous les cas la pensée et la mémoire s'organisent en fonction de la présence de l'autre – un individu ou un groupe. À la relecture de Halbwachs, Paul Sabourin analyse l'apport significatif de son œuvre sous l'angle de la « socialisation » et des processus qui interfèrent dans la construction d'une mémoire individuelle et collective : l'étude de ces processus sociaux, dit le sociologue, montre que « l'organisation de la mémoire est en rapport avec la

⁶⁸ Namer, Gérard, *Op.Cit.*, p. 317.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 317-318.

structuration de l'expérience sociale, et ce, à travers les modalités concrètes de l'interaction sociale et des groupes sociaux qui en découlent »⁷⁰.

⁷⁰ Sabourin, Paul. « Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs ». *Sociologie et Sociétés*, Vol. XXIX, n° 2 (automne 1997), p. 142.

CHAPITRE 3

NOTRE TERRAIN DE RECHERCHE

Dans le cadre de l'enquête préalable à la rédaction de ce mémoire, nous avons effectué un stage au Cambodge au cours de l'été 2008, en particulier au Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana, à Phnom Penh. Si nous avons pu y parvenir, c'est grâce à l'accord de Gaby Hsab, notre directeur de recherche, et grâce à la générosité du cinéaste Rithy Panh – qui nous a facilité les démarches durant notre séjour pour mieux collecter les données. Dans ce chapitre, nous présenterons le Centre Bophana, qui est devenu *de facto* notre terrain de recherche : nous y avons mené une enquête auprès de jeunes Cambodgiens et exploré les archives audiovisuelles disponibles sur la base de données publiques.

3.1 Le Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana

Le projet de Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana est le fruit de la rencontre entre deux cinéastes cambodgiens, qui partageaient les mêmes préoccupations sur le patrimoine audiovisuel du pays. Au début des années 1990, alors qu'il tourne ses premiers documentaires dans son pays natal, le réalisateur franco-cambodgien Rithy Panh constate l'état précaire de ce patrimoine en grande partie inédit. À l'époque, faute de soutien technique et financier, les archives cambodgiennes « dormaient », abandonnées à la chaleur et à la poussière, dans les locaux du département du cinéma. Elles avaient survécu, soulignons-le, aux décennies de guerre, aux coups d'État et à la folie génocidaire des Khmers rouges. Cependant, le cinéaste dressa alors un constat alarmant : si rien n'était fait, la détérioration physique de ces archives deviendrait inéluctable. Il suffisait encore d'une ou deux décennies, et la mémoire audiovisuelle du Cambodge risquait d'être réduite à néant.

Les inquiétudes de Rithy Panh concordent avec celles du réalisateur Ieu Pannakar, alors responsable de la Direction du cinéma au sein du ministère cambodgien de la Culture et de Beaux-Arts. Les deux hommes se rapprochent et se prennent à rêver d'un lieu de mémoire et de création, où le patrimoine audiovisuel retrouverait un sens et une nouvelle dynamique.

L'initiative est lancée. Elle rencontre un écho auprès des autorités cambodgiennes, qui facilitent l'hébergement du Centre de Ressources Audiovisuelles. La France apporte alors une aide décisive, technique et financière, dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux pays. De surcroît, cet engagement permet au Centre d'avoir accès aux collections des grands fonds documentaires de l'Hexagone. Ainsi le projet a-t-il pris forme en l'espace de quelques mois, promettant de doter enfin le Cambodge d'un lieu qui recueille et donne la parole à ceux qui sont restés trop longtemps silencieux. Le 12 décembre 2006, le Centre Bophana a ouvert ses portes à Phnom Penh, avec une équipe de plus de vingt employés, cambodgiens et étrangers.

Pourquoi Bophana ? Ce nom évoque l'héroïne de « Bophana, une tragédie cambodgienne », un documentaire de Rithy Panh retraçant le destin emblématique d'un couple arrêté, supplicié et exécuté par les Khmers rouges. Ainsi, comme cela est cité sur son site web (www.bophana.org), le Centre a voulu se faire le « relais du message de résistance, de courage et de dignité » que cette jeune prisonnière du centre de détention S-21 a laissé. Dans ce contexte, le projet est d'ouvrir un accès à la mémoire, en reconstituant peu à peu le patrimoine audiovisuel cambodgien. C'est par voie de cet esprit que l'on reconnaît aux archives historiques et à la culture un rôle dans l'expression de l'identité d'une nation. Les archives portent un témoignage du passé. Elles offrent un support pour libérer la parole, débattre, échanger et construire un regard de l'intérieur. Elles permettent de mieux appréhender son histoire.

À présent, le Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana est géré par deux associations qui travaillent en partenariat : l'une est française, l'Association d'aide au développement audiovisuel du Cambodge (AADAC) ; l'autre cambodgienne, l'Association pour la recherche, la production et l'archivage des documents audiovisuels (ARPAA). Le but est de

parvenir à terme à l'autonomie du Centre, autrement dit que l'équipe cambodgienne sache travailler seule à tous les niveaux. Il est à noter que les documentalistes audiovisuels locaux en poste depuis l'ouverture du Centre sont de formation universitaire. Cependant, faute d'une formation professionnelle existante, les termes mêmes d'« archives », de « mémoire » (au sens figuré de mémoire audiovisuelle) et de « patrimoine » sont des concepts nouveaux pour eux. Leur activité professionnelle de documentaliste audiovisuel semble être l'une des rares occasions d'appréhender ces différents concepts.

3.2 Collecter les archives

Le Centre Bophana est un projet pilote sur le plan de la reconstitution d'une mémoire audiovisuelle. C'est pour cette raison que le Centre essaie de récupérer le patrimoine culturel historique du Cambodge, dont une partie est disséminée hors du pays à cause de la guerre. Force est de constater que bon nombre d'archives ont subi une destruction massive et volontaire pendant la période khmère rouge (1975-1979). Depuis le démarrage du projet, une collecte est engagée au niveau mondial et se poursuit sur une longue période : patiemment, les archives dignes d'intérêt sont repérées, évaluées, visionnées, puis numérisées. La procédure a été entamée au Cambodge et en France alors que d'autres pistes de recherche sont lancées au Vietnam, aux États-Unis et en Allemagne. Le fond s'enrichit au gré des trouvailles. Par ailleurs, le Centre de Ressources Audiovisuelles bénéficie d'un accès à des bases documentaires dont les archives, anciennes ou contemporaines, proviennent de différentes sources (chaînes de télévision, stations de radio, de producteurs indépendants, d'organismes institutionnels et particuliers). Pour répondre aux normes de la Propriété Intellectuelle, des accords ont été signés avec les détenteurs de droits. Ceci facilite la consultation en toute légalité. Tous les sujets sont actuellement représentés dans une base de données : l'histoire, l'art, les traditions, la culture, la santé, ou encore l'environnement, la religion, la politique.

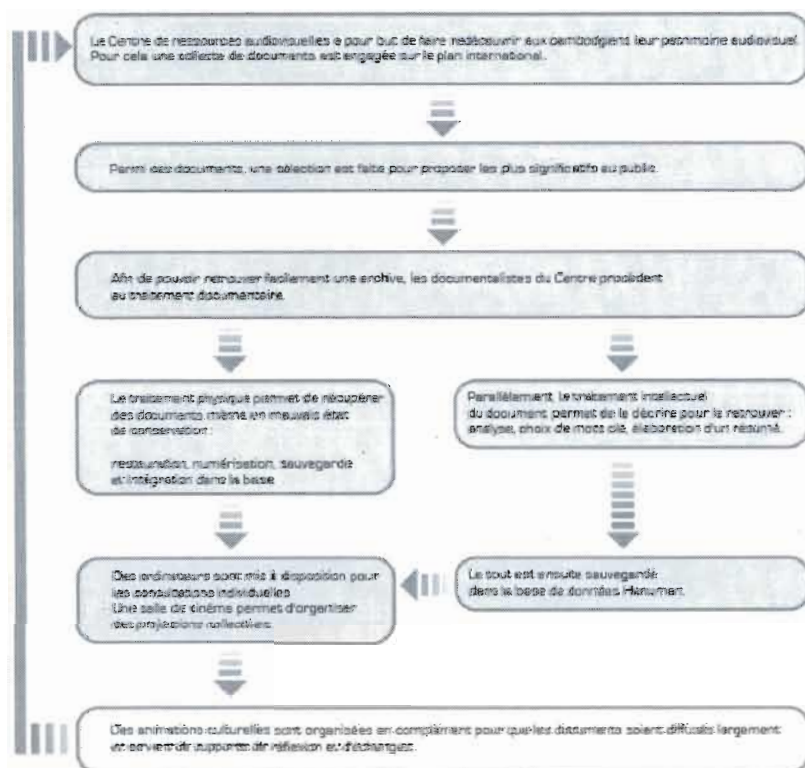
La collecte à l'étranger est une étape signifiante pour le Cambodge qui a perdu sa mémoire audiovisuelle dispersée ici et là au cours des décennies de guerre. À présent, le Centre procède à une autre mission. Il s'agit de restaurer le patrimoine audiovisuel local, principalement détenu sur des supports analogiques (bobines de 35 et 16 mm, cassettes).

Soulignons que le manque de suivi des impératifs de la conservation menace la destruction des archives due au temps, à la poussière et à la température inadéquate. Avec le soutien de la Fondation Thompson et de l'Institut national français de l'audiovisuel (INA), une aide exemplaire est offerte à la Direction cambodgienne du cinéma et de la diffusion culturelle pour procéder à la numérisation de certains de ses films et cassettes.

3.3 Le parcours de l'archive

La chaîne de l'archive est considérée à la fois comme la mise en œuvre pratique de la conservation et de la diffusion des archives audiovisuelles et comme un bilan d'expériences. L'image ci-dessous illustre les différentes étapes de travail mises en œuvre au Centre Bophana pour reconstituer, conserver et mettre à disposition du public la mémoire audiovisuelle du Cambodge. Cette procédure décrit également la politique globale de cette institution en matière de repérage et de collecte, de conservation et de diffusion du trésor audiovisuel auprès des publics.

Figure 3.1: Chaîne de l'archivage



(source: www.bophana.org)

3.4 Consulter les archives

Grâce aux archives audiovisuelles retrouvées et restaurées, un espace de mémoire a vu le jour dans l'enceinte du centre. La médiathèque que l'établissement a ouverte met à disposition tout un patrimoine lié au Cambodge et à son histoire. Le public cambodgien peut venir y consulter gratuitement le fonds thématique d'archives audiovisuelles. Il s'agit non pas d'originaux, mais de copies numériques réalisées à partir d'archives existant à travers le monde. Le Centre possède à présent des collections comptant environ 1 210 documents (vidéo, audio, photo et écrit). Ceux-ci sont répertoriés dans une base de données dénommée *Hanuman* « en référence à la puissance, à la rapidité et à l'intelligence du Dieu-Singe du Ramayana, poème épique indien »⁷¹. Cette base est disponible en trois langues (khmer, anglais et français). Elle fonctionne en gros comme le navigateur de recherche google et permet au public de naviguer et visionner les documents qu'il sélectionne. Certaines des archives sont actuellement doublées ou bien sous-titrées en cambodgien. Voici un exemple en image de la base Hanuman que nous trouvons sur le site web du Centre :

Figure 3.2: Base de données *Hanuman*

1-L'utilisateur peut taper sa requête dans la barre...

(source: www.bophana.org)

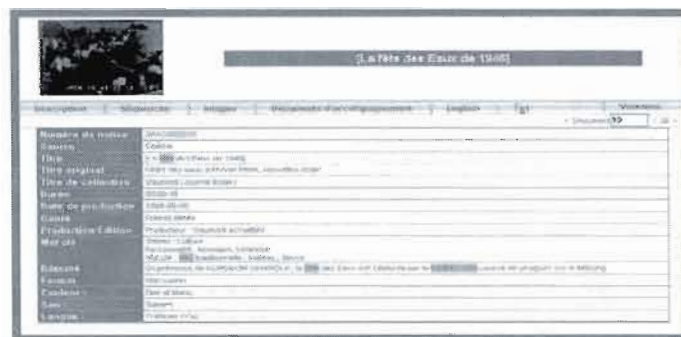
⁷¹ « Faire vivre les archives », Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana, en ligne, http://www.bophana.org/site/index.php?option=com_content&task=view&id=22&Itemid=66, page consultée le 30 avril 2008.

2-Il obtient une liste de résultats...



(source: www.bophana.org)

3-Il peut consulter les notices ...



(source: www.bophana.org)

4-Il peut visionner ou écouter les documents désirés sur son poste



(source: www.bophana.org)

Depuis son ouverture, des animations culturelles telles que des conférences, des expositions ou des projections de films sont organisées en complément par Bophana. Ces activités variées visent à sensibiliser le public au sujet de l'importance des images audiovisuelles en lien avec la mémoire du pays et à créer un « espace public » à travers des échanges de paroles. C'est dans cet espace que le public peut participer à un partage de connaissances. Une attention particulière est également portée au milieu scolaire et aux étudiants, auxquels un matériel pédagogique spécifique est destiné, conçu à partir des archives. Par cet effort éducatif, le Centre veut avant tout être un lieu où le pays puisse se réapproprier sa mémoire, son histoire et sa culture, afin de les transmettre aux nouvelles générations et de bâtir l'avenir. C'est à ce titre, en stimulant l'intérêt d'un large public pour ses fonds documentaires, que le Centre Bophana joue un rôle essentiel de relai de la mémoire cambodgienne. À terme, sur un autre plan, il abritera une formation supérieure aux métiers de l'audiovisuel et une régie d'accueil de tournage.

CHAPITRE 4

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

4.1 Type de recherche

Dans le cadre de notre recherche, nous avons procédé à un recueil de données, en adoptant une approche qualitative orientée vers une analyse compréhensive et interprétative pour la rédaction de ce mémoire. L'étude intensive d'une communauté de personnes, formée en l'occurrence par les jeunes visiteurs découvrant la médiathèque du Centre Bophana – se caractérise par une observation directe, des entrevues semi-dirigées en groupe focus, une analyse de documents et de matériaux symboliques.

Les méthodes qualitatives, comme Michelle Lessard-Hérbert et al. (1995) l'expliquent, amènent le chercheur à considérer deux niveaux de significations qu'attribuent les acteurs aux phénomènes observés : le contexte social immédiat, dans sa forme spatiotemporelle et la dimension historique⁷². Cela permet d'analyser des données descriptives, telles que des paroles et des comportements observables. Dans notre cas, il s'agit d'étudier et de comprendre dans quelle mesure l'interaction se fait entre les acteurs.

La recherche qualitative donne accès à l'univers du sens dans un contexte donné, car nous appréhendons le monde social non pas directement par nos sens mais à travers une activité qui nous permet de l'interpréter. Nous ne pouvons donc comprendre le monde réel qu'à travers la signification donnée à l'objet, et l'univers de valeurs dans lequel nous nous situons lorsque nous abordons notre sujet de recherche. L'approche retenue s'inscrit dans un cadre holistique de questions reconnues comme des réalités humaines complexes. Elle nous permet d'avoir et de garder un contact avec le sujet humain et nous ouvre la réalité de son milieu de vie, puisque le chercheur et son sujet d'étude (le sujet humain) sont en interrelation

⁷² Lessard-Hérbert, Michelle *et al.* *La recherche qualitative : fondements et pratiques*. Montréal : Éditions Nouvelles, 1995, p. 28-29.

réciroque⁷³. De ce fait, nous (égo – observateur) sommes avec Alter (acteur) et nous construisons ensemble l'objet (la réalité étudiée) qui à son tour influence l'interprétation qu'on en fait. Nous sommes dans un rapport de réciprocité, d'échange et dans un mouvement circulaire ; ce qui fait en sorte que les données que nous retiendrons de cette réalité étudiée ne seront le fruit ni de la simple relation entre eux et l'objet, ni entre nous et l'objet, ni encore de la relation sommaire entre eux et nous, mais de tout cela plus « d'une qualité émergente »⁷⁴, ce que nous avons décidé de nommer l'énergie du lieu.

4.2 Choix des sujets participants à la recherche

L'échantillon choisi est issu du jeune public dont nous désirions connaître l'opinion. Lors du processus de recrutement, la segmentation du groupe ciblé et le mode de sélection représentent une étape importante. Jean-Pierre Beaud distingue deux grandes catégories d'échantillonnage qui peuvent être appliquées dans la recherche en science sociale⁷⁵. La première, dénommée *non probabiliste*, concerne des échantillons accidentels, formés de volontaires, ou encore systématiques par choix raisonné et par quotas. Quant à la seconde, dite *probabiliste*, elle regroupe des échantillons aléatoires simples, systématiques, aréolaires, en grappes ou stratifiés. Dans le cadre de notre travail, nous avons retenu la première catégorie, car les critères de recrutement sont élaborés sur une base sélective d'une population de jeunes qui découvrent les archives audiovisuelles au Centre Bophana. De plus, la participation à notre atelier d'entrevues en groupe s'est fondée sur le volontariat, sans aucune rémunération. En résumé, quel que soit le mode de recrutement, il est clair qu'aucun parti pris ne doit intervenir, au risque de mettre en péril la validité de tout le processus de recherche. Nous développerons davantage notre échantillonnage dans la partie concernant le recrutement des participants à l'entrevue semi-dirigée en groupe focus.

⁷³ Guba, Egon et Lincoln, Yvonna. «Competing Paradigms in Qualitative Research» in *Handbook of Qualitative Research* sous la dir. de Norman Denzin et Yvonna Lincoln. Thousand Oaks: Sage Publications, 1994, p. 107.

⁷⁴ Watzlawick, Paul. *L'invention de la réalité*. Paris : Seuil, 1988, p. 92.

⁷⁵ Beaud, Jean-Pierre. «L'échantillonnage » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 257.

4.3 Méthode choisie

4.3.1 La documentation

Tout au long de notre recherche, nous voulions ménager une vision d'ensemble et vérifier la fiabilité et la pertinence des sources envisagées. La documentation consultée à cette fin provient des études et des ouvrages relatifs à la mémoire cambodgienne, des articles de journaux étrangers, des archives et des activités du Centre Bophana. Nous avons également eu recours aux documents audiovisuels traitant du Cambodge, notamment les images de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et les enregistrements sonores, disponibles en ligne, d'un programme de France Culture, « *Cambodge, le pays des tigres disparus* »⁷⁶. Nous sommes reconnaissant de cette émission spéciale de la radio française, consacrée à l'histoire et à la mémoire du Cambodge, qui fournit à l'auditeur de véritables outils de réflexion. Car elle s'articule autour de trois axes. Elle commence par une plongée dans l'histoire du Cambodge à travers les archives sonores, de la période coloniale française des années 1930 à l'indépendance (1953), puis de la prise de pouvoir par les Khmers rouges en 1975 à l'occupation vietnamienne, jusqu'à la mort de Pol Pot, en avril 1998. À l'opposé de ces regards sur le passé, le deuxième volet de l'émission est consacré à des reportages et des documentaires, réalisés au Cambodge en 2007. L'émission se termine par un débat autour de la guerre civile, de la question du traumatisme et de la justice, réunissant des rescapés du génocide, des journalistes, des universitaires et des spécialistes français qui travaillent sur le Cambodge.

Nous avons ensuite demandé à Rithy Panh, cinéaste franco-cambodgien et créateur du Centre Bophana, l'autorisation de procéder à la collecte des données dans l'enceinte même de cet établissement où nous avons un stage à effectuer. Au préalable, nous étions parvenu sur ce point à une entente avec notre directeur de recherche. La réponse positive de Rithy Panh nous a permis d'entreprendre les démarches administratives auprès de la direction du Centre. Nous entretiendrons par la suite une correspondance régulière avec la responsable du « pôle archives » Sabine Didier pour la sélection des documents dans le cadre de l'animation du groupe focus. Nous avons également pris contact avec l'administratrice des questions

⁷⁶ C'est une émission du réalisateur Mehdi El Hadj et de la productrice Laure de Vulpian, et les archives ont été cherchées, choisies et agencées par Ariane Mathieu.

logistiques. Un bureau équipé de matériel nous a été prêté sur place, ce qui nous a largement facilité la tâche. Ainsi, nous avons pu élaborer notre guide d'entrevue, communiquer sans difficulté avec les associations locales afin de recruter des participants, et rester en liaison avec notre directeur de recherche à Montréal. Le Centre a aussi mis à notre disposition une salle de projection pour organiser les entrevues de groupe. Nous décrirons davantage ces outils dans la partie consacrée à la méthode de recherche de l'information, semi-dirigée en groupe focus.

4.3.2 L'observation directe

Dans notre démarche méthodologique, nous avons adopté l'observation directe. Tout d'abord, il s'agissait d'identifier le réseau des candidats potentiels intéressés par le principe de discuter en groupe sur le sujet donné; ensuite, cela nous a aidé à décrire le comportement et l'expression des participants au cours de l'atelier de discussion. Historiquement, la méthode de l'observation directe dans l'étude des situations sociales a été développée par l'anthropologie afin de déchiffrer la culture et les pratiques sociales de communautés peu connues ou sur lesquelles il n'existait pas d'études systématiques⁷⁷. Dans ces sens-là, elle a essentiellement servi d'instrument pour la collecte de données dans le processus inductif d'élaboration théorique d'une situation sociale peu connue.

L'observation directe était indispensable pour répondre aux exigences de la problématique de notre travail. Elle accorde une place centrale aux liens qui se tissent et se défont entre les participants à cette recherche, au cours des discussions en groupe. Cherchant à réunir l'information la plus complète possible sur une situation sociale particulière, la collecte des données par observation directe, explique Anne Laperrière, implique une démarche intensive de connaissance du réel⁷⁸.

⁷⁷ Laperrière, Anne. « L'observation directe » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 311.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 313.

Cette méthode a pour but de décrire les éléments objectifs d'une situation sociale (lieux, structures, objets, instruments, personnes, groupes, actes, événements, durées) pour ensuite en extraire des typologies. Ainsi, cette démarche à visée essentiellement descriptive, fonctionne-t-elle comme mode privilégié d'appréhension du réel par la distanciation⁷⁹. Aujourd'hui, elle est considérée comme partie intégrante de la conduite permanente du chercheur. Dans son ouvrage « L'École de Chicago » (PUF, 1992), le sociologue Alain Coulon la qualifie de « style de recherches qualitatives ». En fait, dès l'étape d'observation directe, l'analyse commence. Le fait de participer à une situation implique en lui-même une compréhension. Par exemple, en prenant des notes, le chercheur réalise déjà une sélection d'éléments qui lui semblent pertinents.

Dans le travail d'observation directe, nous nous en tenons toujours aux grandes lignes de la technique, à savoir : neutralité du chercheur ou de l'observateur en tant que témoin des faits, repérage des comportements, qu'ils soient verbaux ou non, tels qu'ils se produisent et au moment où ils se produisent. Il s'agit ainsi d'une observation systématique pratiquée dans le cadre défini d'une recherche, selon des règles précises et en vue de tester des hypothèses. Le choix de cette méthode pour observer les jeunes participants à notre atelier de discussion respecte, au mieux, le principe d'objectivité, car le phénomène étudié est spontané. Autrement dit, le chercheur n'est pas là pour le créer. De surcroît, c'est dans l'instant même où il apparaît que ce phénomène est examiné. On pourrait parler d'observation en direct comme on parle d'émission en direct. L'opération n'est jamais réalisée de manière rétrospective. D'ailleurs – et nous insistons sur ce point – cette technique d'observation directe cantonne le chercheur à un rôle de témoin : il doit noter, enregistrer ou filmer l'événement tel qu'il se produit, en adoptant une position de stricte neutralité.

Généralement, l'observation directe porte sur le comportement d'un sujet isolé, pris individuellement, sur deux sujets (relation duale) ou encore sur plusieurs personnes. Dans le cadre de notre recherche, nous avons cinq groupes à observer. Chacun était composé de six personnes, limite à ne pas dépasser si l'on veut appliquer cette technique dans des conditions

⁷⁹ *Ibid.*, p. 313.

optimales. Cette technique peut être appliquée avec le nombre de participants par groupe que nous avons recrutés. En effet, il devient difficile de la pratiquer dès qu'un groupe est numériquement important. La rigueur d'une observation directe est également liée à l'effectif du groupe étudié. Afin de mieux décoder le sens des comportements adoptés par les participants, nous avons eu recours à l'enregistrement vidéo. Lorsque l'observateur passe ainsi par l'intermédiaire d'un média, audio et/ou vidéo qui enregistre des informations ou des attitudes, on parle d'observation armée.

Encore fallait-il que ces personnes aient une compréhension claire du sujet de recherche et adhèrent à ses objectifs, conditions indispensables à notre étude. Un formulaire de consentement a été rédigé, traduit en cambodgien et soumis à tous les interlocuteurs, à charge pour eux d'y apposer ou non leur signature, en toute liberté. Formulé de façon claire, exhaustive et neutre, ce document exposait l'objet de notre recherche et ses objectifs, ses étapes, la durée prévue et la disponibilité exigée des participants⁸⁰. L'anonymat a été garanti pour établir dès le début une relation de confiance.

Nous avons l'avantage de connaître la langue et les valeurs de nos interlocuteurs, un atout pour mieux saisir la signification des termes utilisés par eux et la symbolique de leurs gestes et de leurs actes. Quand nous parlons de valeurs, nous entendons par là les caractères jugés les plus importants et partagés par les membres d'une même culture, la culture cambodgienne. Toutefois, nous sommes conscients de l'unicité de l'individu et des influences diverses qui peuvent s'exercer sur son système de valeurs.

La première étape sur le terrain a été de faire « le tour »⁸¹ de la situation générale, aujourd'hui, de la société cambodgienne ; l'état des lieux de l'enseignement de l'histoire dans le système éducatif, et celui du réseau associatif des jeunes cambodgiens, afin de recruter des participants à l'entrevue de groupe. Il convenait aussi d'établir des repères et des limites, étape suivie par une description large et exhaustive des grands traits observés, tout en regroupant les éléments selon des caractéristiques distinctes.

⁸⁰ Voir l'annexe 1 : Formulaire de consentement (version française).

⁸¹ Spradley, James. *Participant observation*. New York: Wadsworth Publishing Company, 1980, p. 73.

Une fois les caractéristiques relevées, nous avons commencé à explorer plus en profondeur les archives audiovisuelles, dans la base de données du Centre Bophana. C'est après y avoir sélectionné trois documents en cambodgien, pour animer l'entrevue en groupe focus, que nous nous sommes concentrés sur les relations entre les diverses dimensions de notre sujet de recherche. Comment l'histoire contemporaine du pays est-elle abordée à l'école, dans la société et par les médias du pays ? Comment cette période est-elle transmise au sein des familles ? Comment les jeunes l'appréhendent-ils et l'interprètent-ils ? Comment les archives audiovisuelles peuvent-elles susciter une réflexion et une discussion parmi les jeunes Cambodgiens qui avaient accepté de prendre part à l'entrevue de groupe ? Ayant une image plus concrète des facteurs de notre sujet, nous avons mieux défini les situations et les éléments spécifiques à observer, ce qu'Anne Laperrière appelle l'« observation sélective »⁸².

4.3.3 L'entrevue semi-dirigée en groupe focus

L'entrevue semi-dirigée sous forme de groupe focus fait partie des techniques de collecte de données qualitatives. Comme l'entretien de groupe, il s'agit de la technique la plus récente d'observation basée sur un questionnement. Les interactions ont lieu sur deux fronts : entre l'interviewer (l'animateur) et chaque membre du groupe et entre les membres du groupe eux-mêmes. Il existe essentiellement deux types d'entrevue de groupe : l'entretien *débat d'idées* et l'entretien *clarification* où l'animateur joue un rôle de médiateur. La présence d'un ou de plusieurs observateurs autres que l'animateur peut être utile sans être nécessaire. Dans notre travail de recherche, nous avons utilisé le premier type d'entretien, car le débat se concentrait sur un thème spécifique. Comme pour un questionnaire, une préparation est nécessaire. Elle donne naissance à un guide d'entretien, situant le thème, qui est communiqué à tous les participants. Le guide de l'entrevue semi-dirigée que nous avons mis en place a été construit suivant le principe général énoncé par Lorraine Savoie-Zajc à savoir : « la planification de l'entrevue de recherche s'effectue d'abord et avant tout à partir de la question de recherche »⁸³.

⁸² Laperrière, Anne. *Op.Cit.*, p. 327.

⁸³ Savoie-Zajc, Lorraine. « L'entrevue semi-dirigée » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 347.

Avant tout, il importe de mieux cerner les termes « *entrevue semi-dirigée* » et « *groupe focus* », qui seront définis ci-dessous.

Comme l'explique Lorraine Savoie-Zajc, l'entrevue semi-dirigée est une méthode qui consiste en une « interaction verbale animée de façon souple par le chercheur ; celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode similaire à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite aborder avec le participant à la recherche »⁸⁴. Cette interaction permet de construire, conjointement avec l'interviewé, une compréhension riche du phénomène à l'étude :

[...] Le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité [est privilégié et la recherche s'inscrit dans un dynamisme] de co-construction de sens s'établit donc entre les interlocuteurs : chercheur et participants, les uns apprenant des autres et stimule l'émergence d'un nouveau discours et d'une nouvelle compréhension, à propos du phénomène étudié.⁸⁵

Ceci correspond bien à la théorie de notre recherche qui est liée à la construction de sens. Nous opterons pour la perspective du constructivisme et de l'entrevue semi-dirigée comme échange verbal contribuant à la production d'un savoir socialement construit. Selon Lorraine Savoie-Zajc, l'entrevue semi-dirigée permet de recueillir les informations subjectives des répondants (descriptions d'un phénomène, d'une expérience personnelle, d'une réalité, etc.), et de rester très ouvert aux changements dans l'ordre des questions du guide d'entrevue, lorsque le chercheur veut incorporer les informations pertinentes et cerner finement le phénomène à l'étude. Les objectifs, multiples, de l'entrevue semi-dirigée peuvent prendre différentes formes : l'explication, la compréhension, l'apprentissage et l'émancipation. Le premier objectif est de *rendre explicite l'univers de l'autre*. De quelle façon ? Le participant à la recherche doit décrire, de manière détaillée et nuancée, son expérience, ses connaissances et son expertise. Il revient au chercheur de développer l'interaction, permettant ainsi à l'interviewé de dévoiler ce qui ne peut être observé : sentiments, intentions, motifs, craintes, espoirs. Le second est la *compréhension du monde de l'autre*. Si l'on se réfère aux ouvrages

⁸⁴ *Ibid.*, p. 340.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 337.

de Bronislaw Malinowski et de James Spradley, d'Andrea Fontana et de James Frey, l'entrevue donne accès à la compréhension des comportements complexes et à la trame culturelle des membres d'un groupe étudié. De plus, l'entrevue contribue à enrichir l'objet de l'étude. Quant au troisième objectif, il exige d'*apprendre*. Dans ce cas, il s'agit non seulement d'acquérir des connaissances sur l'univers de l'autre, mais aussi que les interlocuteurs organisent et structurent leur pensée. En ce sens, c'est grâce à l'interaction vécue que les participants sont en mesure de produire un savoir en situation, bref une co-construction. Quand les remarques de l'un influencent la compréhension de l'autre, un réel échange s'engage entre les participants car l'expression des idées de l'un fait réfléchir l'autre qui cherche à mieux le comprendre. L'objectif final de l'entrevue semi-dirigée renvoie à la *fonction émancipatrice*, car les questions abordées incitent le chercheur et le participant à approfondir certains thèmes, ouvrant ainsi la voie vers une réflexion accrue et une prise de conscience possible. Mode exigeant de collecte des données mais enrichissant pour tous les protagonistes, l'entrevue semi-dirigée, affirme la chercheuse, devrait constituer une expérience stimulante d'apprentissage autant pour le chercheur que pour le répondant.

Par ailleurs, qu'est-ce qu'un *groupe focus* ? Outil privilégié de la recherche qualitative, c'est un groupe de type spécial et de taille limitée, qui compte six à douze⁸⁶ participants ayant certaines caractéristiques en commun. Leur rôle est de prendre part, dans un environnement convivial, à une discussion qui a été soigneusement préparée et conçue pour obtenir des réactions sur un centre d'intérêt défini. Ouvert ou semi dirigé, cet échange de vues sur des thèmes à l'étude est confortable et souvent agréable pour les participants, car les membres du groupe partagent leurs idées et leurs perceptions et s'influencent mutuellement en répondant aux commentaires les uns des autres. Gisèle Simard considère le groupe focus comme une « méthodologie qui a servi principalement dans le domaine de la recherche en marketing »⁸⁷. Cependant, cette technique de recherche d'information, conçue dès les années 1930 par des chercheurs en sciences sociales, permet, de manière qualitative, d'approfondir les

⁸⁶ Maisonneuve, Danielle *et al.* *Les relations publiques dans une société en mouvance*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 71.

⁸⁷ Simard, Gisèle. *Animer, planifier et évaluer l'action : la méthode du groupe focus*. Laval: Mondia, 1989, p. 10-11.

thématiques étudiées, tout en privilégiant les interactions entre les participants. Dans son ouvrage intitulé « *Focus group : A practical guide for applied research* », Richard Krueger distingue six caractéristiques des entrevues en groupe focus : 1) les personnes ; 2) les groupes au sein desquels elles sont réunies ; 3) les particularités qu'elles ont en commun ; 4) les données qu'elles fournissent ; 5) le caractère qualitatif de ces informations ; 6) le fait que la discussion soit focalisée⁸⁸. Quant à David Morgan, il estime que le groupe focus, dont les participants proviennent de milieux semblables, est une technique de discussion guidée permettant d'obtenir une plus ample compréhension des expériences et des croyances formulées par les répondants. À ses yeux, ce que ces derniers expriment lors des échanges, ce sont les données essentielles⁸⁹. Il importe de rappeler ici que notre étude autour de la mémoire, de l'Histoire et les archives se focalise sur deux questions spécifiques. Est-ce que les archives audiovisuelles contribuent à la mémoire sociale et collective du Cambodge? Qu'est-ce que les jeunes Cambodgiens saisissent du passé à travers les archives? Ainsi, le groupe focus est adopté dans ce travail pour son double utilité : d'une part, la pertinence de sujets étudiés en lien avec la projection des archives audiovisuelles, et d'autre part, les interactions entre les sujets participants à notre recherche.

À la lumière des définitions présentées ci-dessus, il apparaît que l'entrevue sous forme de groupe focus se présente exactement comme une discussion semi-dirigée au sein de groupes composés d'un nombre représentatif de personnes répondant à des critères d'homogénéité au niveau de l'origine, des connaissances et des expériences sociales. Ces personnes sont réunies au sein de petites unités, afin de susciter un débat ouvert à partir d'une grille d'entrevue préalablement élaborée. Ainsi, la réussite de cette méthode repose-t-elle sur quatre facteurs principaux : le recrutement des participants, l'animation de groupe, l'élaboration de la grille de l'entrevue ainsi que l'analyse et la synthèse des résultats. Chacun d'eux correspond à une étape du processus.

⁸⁸ Krueger, Richard et Casey, Mary Anne. *Focus Group: A practical guide for applied research*. Thousand Oaks: Sage Publications, 2008, p. 6.

⁸⁹ Morgan, David. *The Focus Group Guidebook: Focus Group Kit Volume 1*. Thousand Oaks: Sage Publications, 1998, p. 32.

1) *Le recrutement des participants*

Dans le cadre de la collecte des données, il y a lieu de s'interroger avant tout sur le nombre de groupes nécessaires, car il en faut plusieurs pour utiliser la méthode de groupe focus. Elle n'est pas applicable avec un seul. Plus une communauté est hétérogène, plus il devient nécessaire d'établir des critères distinctifs entre les sous-groupes d'une population et, par conséquent, de former plusieurs groupes focus. Les sujets participant à notre étude – au total 30 personnes âgées de 18 à 27 ans, moitié filles, moitié garçons – ont été répartis en cinq groupes. Certains sont étudiants en Histoire, en Sciences de l'environnement ou en Lettres à l'Université Royale de Phnom Penh (URPP), d'autres en Droit à l'Université Royale de Droit et de Sciences économiques (URDS), et d'autres encore en Sciences de la forêt et du développement rural à l'Université Royale de l'Agriculture (URA). Enfin, il y a aussi des personnes qui suivent les cours du Centre Culturel français de Phnom Penh et de l'association Phare Ponleu Selpak de Battambang.

Pour approcher ces jeunes et leur expliquer notre projet de recherche, nous avons organisé une réunion par l'entremise d'associations et d'organisations à but non lucratif comme *Khmer Youth and Social Development Organization (KYSD)*, *Cambodian Art Scholarship Foundation (CASF)* et *Phare Ponleu Selpak* de la province de Battambang. Ici, la dimension stratégique du réseau que nous utilisons pour recruter les participants est centrale. Le politologue Ariel Colonomos définit ainsi le concept de réseau : « *une organisation sociale composée d'individus et de groupes dont la dynamique vise à la perpétuation, à la consolation et à la progression des activités de ses membres dans une ou plusieurs sphères socio-politiques* »⁹⁰. Dans notre démarche méthodologique pour ce recrutement, le réseau est alors perçu comme une structure sociale que les individus orientent en fonction de leurs intérêts ou du but qu'ils recherchent. Dans ce cas, les interactions sont guidées non seulement par des normes de comportement issues de la culture ou de la structure d'une société, mais aussi par la nature et l'environnement des relations entre les individus, ce qui enrichit encore les données de notre recherche.

⁹⁰ Colonomos, Ariel. *La sociologie des réseaux transnationaux*. Paris : L'Harmattan, 1995, p. 22.

Parmi les cinq groupes formés, nous en avons composé deux avec des garçons, deux avec des filles, et un dernier à caractère mixte, réunissant trois filles et trois garçons. Afin que ces échantillons soient, en tous points, représentatifs de l'hétérogénéité, nous avons sélectionné des participants issus des différentes provinces du Cambodge. La plupart de ces jeunes sont originaires de Kompong Cham, Battambang, Takéo, Svay Rieang, Kompong Speu, etc. D'autres ont vu le jour dans les camps de réfugiés, en Thaïlande. La majorité d'entre eux fait encore des études, mais certains, devenus aujourd'hui artistes indépendants, ont dû abandonner l'école pour cause de pauvreté. À Phnom Penh, ils séjournent chez des proches ou dans les centres d'hébergement des associations locales. Lors du recrutement des participants, nous avons intégré le facteur de dispersion, situationnelle et géographique, ce qui se justifie aisément : c'était la condition nécessaire pour respecter et illustrer l'hétérogénéité intergroupe. De plus, les opinions des individus varient considérablement selon leur culture, leur milieu, les situations particulières qu'ils vivent, etc. Il est donc intéressant d'obtenir ce genre de renseignements sectoriels.

Dans la mesure où il nous fallait, dans le même temps, maintenir une homogénéité intra groupe, nous avons limité à cinq le nombre des groupes, et à six les membres de chacun d'entre eux. À la lumière de la dernière étape, concentrée sur l'analyse qualitative, ce choix correspond au caractère de notre recherche, à son niveau de complexité, à la durée de notre séjour sur le terrain, de même qu'aux moyens investis. Il n'est pas souhaitable de multiplier outre mesure les groupes, à cause du travail qu'exige l'analyse de données recueillies. De même que pour la méthode d'entrevue semi-dirigée en groupe focus se basant sur les interactions entre les participants, mieux vaut contenir les effectifs au sein de chaque unité, afin de réduire le risque d'apparition de sous-groupes. La restriction que nous avons apportée au nombre des participants a permis à chacun d'exprimer et de partager ses opinions, au cours d'un échange intensif donnant lieu à une variété de perceptions du sujet discuté.

Parmi les participants, aucun n'était encore venu au Centre Bophana. Certains en connaissaient l'existence par le biais des médias locaux ou des affiches d'information collées sur les murs de leurs institutions. Au cours de notre atelier de discussion, les participants ont reçu chacun un stylo et un cahier de notes. À la pause café, une boisson et des fruits leur

étaient également offerts. Et ce, grâce à Madame Sophat et à Mademoiselle Sreiya qui ont bien voulu en assurer la préparation, ce dont nous les remercions. Sans elles, cette étape de notre programme n'aurait pu être réalisée.

Avant de procéder à la collecte de données, il nous fallait établir clairement avec nos interlocuteurs un engagement contractuel qui soit en tous points conforme aux droits de la personne humaine. À cette fin, nous avons sollicité le Comité d'éthique de la recherche de l'université du Québec à Montréal. Celui-ci nous a délivré officiellement un certificat d'éthique valide pour toute la durée de notre étude. Dans le respect des règles déontologiques en vigueur, aucun des participants n'a été recruté sans avoir, au préalable, donné son accord et signé le formulaire de déclaration de consentement. De notre côté, nous avons garanti la confidentialité des données, en nous engageant à ne les utiliser qu'aux fins de notre recherche, et l'anonymat de nos interlocuteurs lors du traitement des informations recueillies. En conséquence, nous avons remplacé les noms réels par des noms fictifs. L'analyse et l'interprétation des données reposeront sur les opinions exprimées à la fois par des individus et par des groupes.

2) L'élaboration de la grille d'entrevue

Pour mettre au point un guide d'entrevue semi-dirigée en groupe focus, nous avons opéré en trois phases : 1) prévoir ce que nous dirons pour sensibiliser des participants ; 2) prévoir des questions centrées sur les thèmes majeurs à aborder ; et enfin, 3) prévoir comment nous finirons l'entrevue. Ces étapes seront développées davantage dans la section portant sur l'instrument de la collecte de données.

3) L'animation de groupe

L'animation du groupe focus représente une étape essentielle dans la procédure de collecte des données. Ces groupes sont généralement menés par un animateur (ou modérateur) qui doit être sélectionné en fonction de sa capacité à créer et à maintenir une dynamique entre les membres. C'est en effet de celle-ci que va dépendre la qualité du groupe focus. De plus, selon Michèle-Isis Brouillet, professeure au Département des communications de l'Université du Québec à Montréal, l'animateur est le garant d'une discussion centrée et adéquate entre les

participants. Dans son article *Aide-mémoire pour l'animation des « groupes focus »* cité Danielle Maisonneuve, celui-ci doit également « se préoccuper du contenu des échanges afin qu'ils soient le plus pertinents possible par rapport aux objectifs de la recherche »⁹¹, qui reflètent en profondeur les opinions et les sentiments relatifs au contexte particulier de chacun des participants. L'animateur doit maîtriser les thématiques et la problématique de la discussion. Dans le cadre de notre étude, nous avons-nous-même pris en charge ce rôle car nous possédons une connaissance suffisante des techniques de l'animation de groupe, de même, à l'évidence, qu'une vision précise de l'approche et des objectifs de la recherche elle-même. Notre expérience professionnelle à titre d'interprète pour les focus groupes, ces dernières années, au Cambodge, nous a également apporté une aide. De plus, nous parlons la langue des participants, le cambodgien, et nous partageons avec eux des caractéristiques sociales et culturelles, ce qui constitue un atout indéniable.

L'environnement a toujours été une composante importante dans la planification et l'organisation d'un groupe. En ce qui nous concerne, nous avons réuni les participants dans un lieu neutre : la salle de cinéma située au rez-de-chaussée du Centre Bophana. Ce choix répondait à notre préoccupation de favoriser, chez les membres du groupe, l'expression la plus libre possible, sans crainte ni contrainte. La veille de chaque rencontre, nous avons préparé la salle, avec l'aide du personnel du centre. Les chaises ont été placées en cercle autour d'une table, disposition conforme à la technique du groupe focus, qui facilite les échanges de parole sur une base égalitaire. Quant à la logistique, elle se borne à installer les stylos et les cahiers de notes, les boissons et les fruits destinés aux participants. Précaution essentielle, nous vérifions à chaque fois le bon fonctionnement des équipements que nous allions utiliser, qu'il s'agisse de l'ordinateur, du vidéoprojecteur, du DVD contenant les archives à projeter ou encore de la caméra qui filmait la séance de groupe focus. Afin de faciliter le débat, le prénom de chaque participant était inscrit sur une feuille de papier pliée en deux.

⁹¹ Maisonneuve, Danielle *et al.* *Op.Cit.*, p. 72.

La rencontre se déroulait sur une période de deux heures divisée en deux parties, avec trois moments charnières : l'ouverture, le déroulement et la clôture. Une pause de quinze minutes était prévue entre les deux parties de la session. La rencontre commençait par une brève introduction, énonçant les consignes en vigueur de part et d'autre, et préparée à l'avance sous forme de PowerPoint. Cette présentation en cambodgien évoque les objectifs de la rencontre, la participation attendue, le temps alloué, le caractère anonyme des débats, les suites prévisibles du projet et la lettre de consentement. C'est dès ce moment que nous négocions le fait d'enregistrer la discussion, en expliquant, avec toutes les garanties nécessaires, pourquoi il est utile de procéder ainsi. Une fois le but du groupe focus et les modalités de la session annoncés, nous invitons les participants à se mettre à l'aise, et à s'exprimer sans appréhension. Nous leur rappelions également que toutes les idées étaient les bienvenues et qu'il est normal et possible que les individus aient des opinions contraires. Eu égard aux règles établies, les confrontations personnelles n'ont pas lieu d'être car notre objectif est de faire en sorte que cette rencontre-débat sur l'histoire et la mémoire du Cambodge soit vécue de façon positive, comme une activité certes sérieuse, mais aussi plaisante. Avant de poursuivre le déroulement de la session, nous incitions les participants à se présenter très brièvement, à tour de rôle, pour instaurer plus de convivialité avant d'entamer la première question.

Au cours de la discussion, nous avons vite remarqué que dans chaque groupe, certains des participants sont timides et d'autres très à l'aise à l'oral. Notre rôle, en tant qu'animateur, est de faire en sorte que tous aient le même temps de parole et puissent s'exprimer. Nous fûmes parfois obligés d'inviter les participants à prendre la parole à tour de rôle, quand nous voyions l'un d'entre eux monopoliser l'audience ou influencer les autres par son charisme. Nous encourageons chacun à donner son opinion et ses commentaires tant sur les archives visionnées que sur les avis énoncés par d'autres. Il nous fallait également recentrer le débat lorsqu'il s'éloignait des thèmes de la recherche. Pour orienter la discussion, nous avons eu recours à l'écoute active qui établit, dans l'animation du groupe focus, une base de communication efficace. Cette technique a plusieurs facettes : la *reformulation* par l'animateur, avec ses propres mots, de ce qui a été dit, d'une manière satisfaisante pour ses interlocuteurs ; la *synthèse*, qui consiste à résumer pour le groupe une partie de la discussion ;

la *relance* sur une partie du sujet négligée ; l'*appel à la participation* d'un individu oublié ou silencieux ; enfin, le *questionnement*, en éclaircissement, en écho à une intervention, en relais d'un participant à l'autre ou en miroir de l'un d'entre eux à tout le groupe. Ces outils dont dispose le chercheur nous ont permis d'assurer l'animation en facilitant la parole des participants, et d'approfondir ainsi leur pensée.

Au cours de notre séjour au Cambodge, nous avons également réalisé des entrevues individuelles avec des spécialistes de l'histoire du pays (Ros Chantrabot, Sorn Samnang, Vong Sotheara et Heng Samnang) et des enseignants du secondaire (Ngiem Sidara et Sok Chamroeun), et ce, pour avoir plus d'idées sur la problématique de notre étude. Cette démarche s'apparente à celle d'un journaliste qui effectuerait une enquête approfondie sur un tel sujet. Chaque entrevue apporte un nouvel éclairage, de nouveaux éléments. Petit à petit, le puzzle prend forme. L'ensemble de ces entrevues individuelles nous a permis de mieux appréhender le contexte de notre recherche. Avant d'entreprendre ces entretiens, comme pour toute autre méthode de recherche, nous avons d'abord défini l'objectif, le thème et préparé un questionnaire pouvant intégrer des questions ouvertes et fermées. Nous avons ensuite comparé les réponses obtenues.

4) L'analyse et la synthèse des résultats de groupe focus

Après chaque groupe focus, pour garder à l'esprit l'essentiel et ne rien oublier des impressions ressenties durant la session, nous procédons à la retranscription intégrale de l'enregistrement en langue cambodgienne. Ce travail assez long et astreignant a été fait en partie au cours de notre séjour à Phnom Penh. Nous traduisons ensuite les données brutes en français, avant de passer à la compilation et à l'organisation des résultats, ce qui nous a permis de dégager des tendances générales. Nous effectuons ainsi une analyse rigoureuse, groupe par groupe, de façon progressive, par catégorisation, codification et inférence. Cette procédure d'analyse des données sera développée davantage dans la partie consacrée à la description et à l'analyse des données qualitatives.

4.4 Instruments de la collecte des données

Dans le cadre de notre étude, un guide thématique destiné aux entrevues semi-dirigées sous forme de groupe focus a été utilisé. Toutefois, avant d'en parler, il nous convient d'aborder les archives audiovisuelles qui ont été d'ailleurs mise en œuvre dans le cadre de l'animation de groupe focus. Une chose importante est de préciser ici que les archives ne sont pas considérées comme un instrument de cueillette d'informations.

4.4.1 Les archives audiovisuelles

Dans un premier temps, à l'aide de la base de données *Hanuman* du Centre Bophana nous avons procédé à la sélection des films documentaires que nous souhaitons projeter au groupe focus, en misant sur leur contenu pour mieux centrer le débat. Dans l'entrevue en groupe, « souvent, un stimulus est utilisé (objet, dessin...) pour démarrer la discussion [...] L'animateur nourrit alors les commentaires des différents participants, les dirige sur les sujets dont ils se sont éloignés et obtient une information plus complète de la part des participants »⁹². En l'occurrence, nous avons privilégié les archives audiovisuelles comme instrument pour animer la session de groupe focus, en toute cohérence avec l'objet de notre recherche qui met l'accent sur les ressources du Centre Bophana. De plus, si l'on se réfère aux études neuropsychologiques par l'entremise de l'imagerie médicale, le support audiovisuel est considéré comme le meilleur choix pour une diffusion efficace des idées et une meilleure compréhension du message car il « intègre discours et visuel »⁹³. Celui-ci atteint le public par le biais de la vue et de l'ouïe. C'est ainsi que la télévision, le cinéma ou la vidéo sont devenus les plus influents des médias. Les psychologues estiment que 83% de la capacité d'apprentissage des individus se fait par la vue, 11% par l'ouïe, alors que les autres sens (odorat, toucher et goût) ne représentent que 6%⁹⁴.

Parmi les milliers d'archives audiovisuelles figurant dans la base de données mise à la disposition du public, nous avons sélectionné avec soin trois films en cambodgien. Il s'agit de

⁹² Gruning, James. *Excellence in Public Relations and Communication Management*. New Jersey : Lawrence Erlbaum Associates Publishers, 1992, p. 192 (traduction libre).

⁹³ Maisonneuve, Danielle *et al. Op.Cit.*, p. 28.

⁹⁴ Wilcox, Dennis *et al. Public Relations: Strategies and Tactics*. New York : Harper Collins Publisher Inc., 1992, p.191.

courts documentaires, dont la durée est comprise entre 7 et 9 minutes. Ils correspondent parfaitement au thème central de notre recherche car ils portent sur trois moments clés de l'histoire contemporaine du Cambodge (1953-1989) : le *Sangkum Reastr Niyum* de Norodom Sihanouk, le *Kampuchéa démocratique* de Pol Pot et *l'occupation vietnamienne* après le génocide commis par les Khmers rouges. Ce passé récent, rappelons-le, n'est pas enseigné dans les écoles, bien qu'il ait profondément marqué le devenir du pays. Une fois sélectionnés, ces trois documents ont joué un rôle majeur dans l'animation des groupes focus. Leur contenu a provoqué les réactions des jeunes participants, et diverses interprétations liées au contexte scolaire et familial de chacun. Ainsi avons-nous recueilli des données qualitatives qui nous ont permis de dégager les catégories d'analyse. Le synopsis des archives sélectionnées donnera un aperçu de ce qu'étaient ces instruments destinés à l'animation du groupe focus (voir l'annexe 3).

4.4.2 Le guide pour l'entrevue semi-dirigée en groupe focus

Dans le cas de notre collecte de données, il s'agit, bien entendu, non d'un questionnaire, mais d'une liste de thèmes et de sous-thèmes, ou encore d'interrogations qui se posent au chercheur lui-même, observe le sociologue français Daniel Bertaux, sur « le sujet d'étude, ses modes de fonctionnement, ses contextes d'action »⁹⁵. Lors des sessions de groupe focus, l'animation peut être enrichie lorsqu'elle est assurée à l'aide d'un guide d'entretien élaboré par le chercheur construit à partir du sujet de sa recherche. En effet, ce guide d'entrevue servant d'aide-mémoire constitue le support des discussions de groupe.

En l'occurrence, les aspects privilégiés qui ont orienté nos questions coïncident avec les indicateurs que nous avons identifiés, à la fois dans le cadre opératoire et dans le contenu des trois archives sélectionnées. Pour mieux répondre aux objectifs de la recherche, notre outil d'animation est centré sur les thèmes prioritaires à débattre. Ces derniers sont répartis dans le temps, selon une progression logique, en fonction des trois moments clés de l'histoire contemporaine du Cambodge (l'indépendance, le régime Khmer Rouge et l'après Pol Pot), sur lesquels porte notre étude. Pour assurer un enchaînement séquentiel dans la discussion,

⁹⁵ Bertaux, Daniel. *Les récits de vie, perspective ethnosociologique*. Paris : Nathan, 1997, p. 58.

nous avons réuni les sujets abordés en trois blocs thématiques, correspondant à chacune des périodes ciblées. Nous accordons, rappelons-le, une attention particulière aux archives audiovisuelles et à l'interprétation que suscite leur contenu, en lien avec l'apprentissage scolaire et familial relatif à la mémoire des moments historiques étudiés. Nous avons donc limité nos questions à cette problématique, en restant flexible, ouvert aux changements et aux ajustements, à mesure que le discours de nos interlocuteurs, d'un groupe à l'autre, venait enrichir notre recherche. Tout au long de notre enquête de terrain, nous avons adopté une écoute active, en effectuant une première synthèse « à chaud » des informations recueillies qui sont nécessaires au travail de reformulation et de relance. L'intégralité des questions a été construite autour des aspects suivants :

Objectivation et institutionnalisation de l'histoire contemporaine cambodgienne. Il s'agit ici d'interroger les moments historiques déjà cités grâce à une projection des documents d'archives, afin de saisir la perception qu'en ont les jeunes participants. Pour harmoniser l'enchaînement, nous avons développé des questions centrées sur trois dimensions : l'état de l'enseignement de l'histoire cambodgienne en milieu scolaire, la transmission en milieu familial et dans l'environnement social. Enfin, nous nous sommes intéressés à ce que les enseignants expliquent à leurs élèves, à ce que racontent les parents et, en général, les aînés. Bref, nous avons pris en compte le vécu de nos interlocuteurs, à leur propre expérience.

Légitimation. Ici, nous avons tenté de voir comment les participants définissent eux-mêmes certains aspects de l'histoire récente du Cambodge et comment ils cherchent à mieux comprendre le passé par l'entremise de la lecture. Nous leur avons demandé de quelle manière ils abordent le sujet avec leur entourage, face à l'état actuel de la démocratie cambodgienne et face à l'évolution socio-économique du pays dans cette première décennie du 21^{ème} siècle. Ces questions nous permis d'appréhender à quel niveau se situe, à l'échelle sociale, la légitimation de la connaissance relative à cette période de l'histoire du Cambodge. Fonctionnant par modes d'explication et de justification, la légitimation constitue une base essentielle pour assurer la transmission.

Reconstruction de la mémoire. Nous explorons ici le rapport entre images audiovisuelles et reconstruction de la mémoire concernant l'histoire contemporaine du Cambodge. Il nous faut discerner quelle est l'accoutumance de nos jeunes interlocuteurs à la culture de l'image et comment les films d'archives contribuent à la discussion sur les thèmes abordés au cours de la session de groupe focus. En résumé, l'objet des questions est de savoir si les images visionnées par les participants leur permettent d'avoir l'idée qu'ils ont du passé de leur pays, et dans quelle mesure. Quant au rôle du Centre Bophana, nous avons demandé à tour de rôle à nos interlocuteurs quelle était leur opinion à ce sujet et pourquoi ils pensaient cela.

Grâce à des communications régulières avec notre directeur de recherche, nous avons pris soin, tout au long de l'enquête de terrain, de ne pas diviser notre travail en étapes trop rigidement définies : thèmes, méthodes, analyse, interprétation. De cette façon, nous avons pu collecter des données à tous les niveaux : au cours de la première rencontre avec les participants à l'atelier de groupe focus, lors de la formulation des thèmes, durant les entrevues semi-dirigées, enfin lors du processus d'analyse. Ainsi, l'ensemble de notre étude a été réalisée de manière flexible et nous nous sommes adaptés aux changements qui en résultaient.

Lorsque nous avons effectué des entretiens individuels avec des enseignants en Histoire ou des chercheurs cambodgiens, nous avons choisi, en ce cas, d'élaborer un questionnaire axé sur des problèmes spécifiques qui les concernent et auxquels nous portons un vif intérêt. Nous avons mis l'accent sur l'aspect pratique de l'enseignement de cette discipline, en insistant sur l'autocensure des enseignants, la perspective de voir naître un jour une « vraie histoire contemporaine du Cambodge », l'état du corps enseignant, enfin sur la formation des historiens cambodgiens.

Dans toute recherche qualitative, le guide d'entretien est un instrument évolutif : il doit être modifié au fil des entrevues et des discussions, de manière à préciser certaines dimensions ou à éliminer des pistes peu fructueuses. Notre guide d'entretien n'a pas échappé à la règle : il nous a fallu, selon le cas, l'adapter et parfois le réévaluer.

DEUXIÈME PARTIE

**LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS
FACE AUX SOURCES DE BOPHANA**

CHAPITRE 5

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES

5.1 La construction du corpus et les critères de sélection des données

Notre recherche est de nature inductive, elle suppose une production de sources et de données. Pour les ethnologues, les sources n'existent pas⁹⁶. Au début de notre étude de terrain, nous avons cherché à inventorier les documents disponibles consacrés à la mémoire du passé récent du Cambodge – des livres, pour l'essentiel, écrits en français par des spécialistes du pays ou des survivants cambodgiens du régime khmer rouge ; des articles publiés par des journaux francophones, tels *Cambodge Soir*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Monde Diplomatique*, etc. Les données obtenues nous ont aidé à mieux cerner notre sujet d'étude, en soulignant ses différents aspects. Le terrain a été notre outil privilégié pour recueillir un maximum de données auprès des sujets participants à notre recherche.

En ce qui concerne la sélection des personnes, nous avons utilisé la méthode d'échantillonnage par « boule de neige ». Dans un article intitulé « La biographie et son usage en sociologie », le sociologue Yves Chevalier estime que le sujet est choisi parce que, « de par sa position sociale ou sa fonction il dispose précisément des informations recherchées »⁹⁷. D'emblée, notre étude a ciblé comme interlocuteurs les jeunes Cambodgiens nés après le génocide, et appartenant à la tranche d'âge des 18-27 ans. Ainsi, nous avons recherché les participants par le réseau des personnes-ressources notamment les leaders associatifs. Ceux-ci nous ont orientés vers des candidats potentiels, correspondant à nos critères, avec lesquels nous sommes entrés en relation afin de leur expliquer notre projet. Enfin, nous avons regroupé et classé les personnes acceptées pour former l'atelier des groupes focus.

⁹⁶ Fabre, Daniel. « L'ethnologue et ses sources ». *Revue : Terrain*, N° 7, Octobre, 1986, p. 3-13.

⁹⁷ Chevalier, Yves. « La biographie et son usage en sociologie ». *Revue française de science politique*, Vol. 29, No 1, 1979, p. 83-101.

Les critères de sélection fixés au départ n'ont pas pu être tous respectés, et ce, en raison des circonstances rencontrées sur le terrain. En effet, nous avions prévu de travailler avec des élèves issus des lycées situés autour du Centre Bophana. Mais la période estivale de notre séjour, en 2008, coïncidait avec les vacances scolaires et n'était donc pas favorable au recrutement de ce public-cible. Une redéfinition ultérieure de notre échantillon nous a également contraints à modifier nos critères de sélection. Nous avons dû le faire par respect des règles déontologiques de la recherche. En effet, le certificat d'éthique souligne la différence de procédure selon que l'on s'adresse à des adolescents ou à des adultes. Dans le premier cas, il s'agit de mineurs, et si nous souhaitons qu'ils prennent part à notre étude, il nous faut l'accord de leurs parents. Dans le second, la simple volonté de la personne concernée est suffisante. Faute de pouvoir prolonger la durée de notre présence au Cambodge, nous avons fait le choix de travailler avec des adultes. Nous nous sommes donc adaptés à cette nouvelle donne, de même qu'aux réalités du terrain. En fonction de nos observations, nous avons restreint les groupes (cinq groupes avec six personnes dans chacun d'eux) composés d'étudiants ou d'artistes indépendants. Cependant, l'un de nos regrets est de n'avoir eu ni le temps ni les moyens financiers de travailler avec d'autres publics-cibles, tels des chômeurs, de jeunes paysans, des ouvriers, etc.

Durant les entrevues, nous avons utilisé le cambodgien (ou khmer), notre langue maternelle et celle de nos interlocuteurs, pour mieux saisir toutes les subtilités de leurs paroles. La transcription des enregistrements a été réalisée dans la même langue. Le formulaire de consentement a été, lui aussi, rédigé et signé en khmer. Tous les répondants résident à Phnom Penh, capitale du Cambodge, mais la majorité d'entre eux est originaire des provinces. Les participants, nous avons pu le constater, s'intéressent à notre étude et se rendent disponibles pour les groupes focus. De plus, lors des entrevues individuelles que nous avons réalisées avec des enseignants en histoire et des chercheurs, à Phnom Penh et dans les provinces, ceux-ci se sont montrés très accessibles et ouverts à nos questions.

Au cours du mois de mars 2008, nous avons pris contact avec Rithy Panh, rappelons-le, pour lui demander l'autorisation de procéder à une collecte de données au Centre Bophana. Sa réponse positive, par lettre officielle, nous a permis ensuite de correspondre, par messagerie

électronique, avec Sabine Didier, la responsable du pôle « archives » du Centre. Notre arrivée à Phnom Penh, deux mois plus tard, nous a donné l'opportunité de présenter notre projet à l'ensemble du personnel, et de lui soumettre la liste de la logistique nécessaire à la réalisation des groupes focus. Ensuite, quand nous avons eu la confirmation des participants, nous avons planifié le calendrier des entrevues. Notre double statut d'étudiant et de Cambodgien issu de la deuxième génération des survivants au génocide khmer rouge nous a facilité la communication avec nos jeunes interlocuteurs. Au cours d'une première rencontre, après leur avoir expliqué, oralement, la trame de notre recherche, nous avons répondu à leurs questions.

5.2 La triangulation de données

En comparant les données obtenues par l'observation, la documentation et les groupes focus, nous avons opéré une triangulation dont l'intérêt, a souligné en substance Norman Denzin, est d'accroître la puissance de l'interprétation. La combinaison de mesures et d'observations différentes permet ainsi de réduire les biais inhérents à chacune des méthodes utilisées. En dépit des controverses dont elle a pu faire l'objet, cette stratégie méthodologique nous a paru la plus appropriée pour l'objectivation et la validation des données.

L'observation de l'ensemble des aspects de notre étude portant sur la mémoire du passé, les archives audiovisuelles du Centre Bophana et les jeunes cambodgiens s'est effectuée en plusieurs étapes. Ainsi, nous étions employé en tant que documentaliste au Centre Bophana pendant les six mois qui ont précédé notre départ au Canada. Là, l'intérêt que nous portions aux archives a acquis une véritable intensité, dès l'instant où nous avons découvert à quel point ces fonds audiovisuels sont liés à l'histoire du Cambodge. Notre correspondance régulière avec des survivants cambodgiens, vivant à l'étranger, qui recherchent des images et des informations sur les proches qu'ils ont perdus, a renforcé notre motivation de travailler sur le sujet. Notre vécu personnel nous en a également fourni maintes preuves de la situation : force est de constater que la société cambodgienne actuelle éprouve une forme d'amnésie par rapport à son passé récent. Les programmes des télévisions locales en témoignent, puisqu'ils sont utilisés exclusivement comme moyens de propagande au service des élites qui dirigent le pays. Aucune image, aucune émission ne tente d'élucider les pans occultés de l'histoire récente du Cambodge. Le miroir de ces médias, semble-t-il, ne reflète guère la réalité. Notre

expérience en tant qu'étudiant étranger en Amérique du Nord nous a permis de prendre nos distances à l'égard de la société cambodgienne. De loin, débarrassé de la propagande omniprésente du pouvoir cambodgien, nous avons une meilleure perspective sur notre pays natal, en particulier sur la situation des jeunes qui y vivent. Au cours de notre étude, nous avons consigné nos observations directes en plusieurs temps et sous diverses modalités :

Les notes descriptives – pour avoir une image générale, exhaustive et neutre de la situation (littérature existante, journaux, témoignages, groupes d'opinion). Tous les comptes-rendus descriptifs sont classés et identifiés par la date, l'énumération des acteurs et des faits.

Les notes analytiques – les intuitions, les réflexions au fur et à mesure qu'elles ont émergé dans notre esprit ; les interprétations théoriques (y compris deux démarches complémentaires : la découverte et la vérification des hypothèses et interprétations avancées).

Les notes méthodologiques – les observations, lectures, recherches, analyses, contacts et corrections à faire (notes de planification).

L'ensemble de ces notes nous ont aidé à mieux saisir le contexte des analyses, tout en renforçant l'interprétation donnée au discours de nos interlocuteurs qui ont pris part aux entrevues soit individuelles, soit au sein de groupes focus. Sur le terrain, nous avons relevé par écrit nombre d'indications, y compris sous forme de courtes notices descriptives au sujet de personnes, avec les noms, les lieux, les adresses. Durant toute la recherche nous avons développé l'habitude de transcrire les réflexions que nous inspirait notre travail.

Comme il est d'usage en recherche qualitative, nous avons employé une approche biographique pour appréhender le sujet d'étude dans sa globalité. Les groupes focus nous ont permis, via les archives audiovisuelles du Centre Bophana, de découvrir la réflexion de jeunes Cambodgiens face au passé de leur propre pays, et de saisir la réalité qui est la leur. De plus, grâce à l'entrevue semi-dirigée, nous avons pu aborder différents aspects, déterminés en fonction du contenu des documents choisis pour l'animation du groupe focus.

Comme nous l'avons déjà précisé, pendant toute la durée de la recherche, nous avons consigné dans un carnet plusieurs types d'annotations et de remarques, idées sur la théorie et la méthodologie, impressions, doutes et renseignements divers. L'ensemble de ces notes forme la première base écrite de notre travail. Nous avons, bien sûr, vérifié que les sources d'information étaient fiables et valides.

Toutes les entrevues, sous forme de groupe focus ou individuelles, ont été conçues de façon à s'apparenter à une conversation dynamique et continue, mobilisant une interaction permanente avec et entre les participants (ou interviewés). C'est pourquoi nous avons attaché une importance considérable à la transcription et à la traduction des propos recueillis. La saisie par écrit, dans leur intégralité, des témoignages des participants a été une opération décisive dans la construction des données. Le fait d'avoir filmé les sessions de groupes focus nous a facilité le passage du discours oral à la version texte, car nous avons pu y faire figurer les expressions non-verbales (rires, soupirs, interrogations des yeux, dénégations gestuelles).

5.3 Méthodes d'analyse et justification de la méthode choisie

La recherche de terrain est un travail solitaire et prolongé, avec des hauts et des bas, dont il faut assumer toutes les étapes. Son achèvement procure un moment de soulagement : nous avons réuni toutes les informations disponibles et nous disposons désormais de tous les matériaux nécessaires. Le répit est de courte durée. Il est impératif de se remettre à la tâche et de procéder au traitement des données.

Officiellement née aux États-Unis dans les années 20, l'analyse de contenu, dans ses grandes lignes, fut appliquée dès 1888, par un professeur de l'Université de Rennes, Benjamin Bourdon⁹⁸. Quel est l'objectif de cette méthode ? « Décrire de manière objective, systématique et quantitative le contenu manifeste » d'entrevues réalisées pour les interpréter. Dans cette perspective, les transcriptions ont été opérées à partir de catégories permettant le découpage et le classement des éléments de signification.

⁹⁸ Mucchielli, Roger. *L'analyse de contenu : des documents et des communications*. Paris : Éditions ESF, 1984, p. 11.

Comme mode de traitement des données, nous avons choisi l'analyse thématique, méthode « fondée sur la destruction de la structuration des discours singuliers. L'analyse des entrevues se limite au contenu des messages, aux seuls signifiés, et son principe consiste à repérer et isoler des thèmes afin de permettre leur comparaison »⁹⁹. Ainsi, plutôt que véritablement analysé, le discours produit est thématisé, les citations venant illustrer et argumenter l'interprétation comme pourrait faire une image.

Tout type d'analyse taxinomique utilise une grille d'analyse, instrument d'autant plus facile à utiliser qu'il fonctionne selon une logique simple : chaque entretien est passé par le filtre de la même grille. Cette démarche permet l'usage sélectif du contenu des récits : « des extraits sont sélectionnés pour alimenter un raisonnement, conforter une analyse, exemplifier une démonstration, voire simplement faire respirer le compte rendu de recherche. Les découpages du discours des enquêtés obéissent à des contraintes externes, aux besoins de l'argumentation savante »¹⁰⁰.

5.4 Traitement des données

Ayant rassemblé toutes nos informations, nous avons choisi nos procédés pour décrire, comprendre et expliquer notre problématique. Après la catégorisation des données suivant des critères de classement (origine, nature, thème), nous avons comparé les informations recueillies, exercice qui nous demande d'adopter une posture critique et d'élaborer nos premières interprétations. Les textes que nous avons inventoriés pendant la recherche (articles, témoignages) ont été soumis à un traitement répondant aux règles d'une double validation : la critique externe portant sur le lieu, la date et l'auteur ; la critique interne du contenu lui-même et de sa valeur. Quant aux données qualitatives recueillies au Cambodge, il a fallu deux étapes pour transférer les enregistrements vidéo des entrevues semi-dirigées en groupe focus sur un format plus facilement accessible à l'analyse. La première consistait à transcrire tout ce que les participants avaient exprimé oralement en cambodgien, leur langue maternelle ; la seconde, à traduire l'ensemble de ces propos en français, de manière à obtenir

⁹⁹ Demazière, Didier et Dubar, Claude. *Analyse les entretiens biographiques*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, p. 19.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 20.

des données brutes, prêtes à être exploitées. Dans le contexte de notre étude, l'analyse des données qualitatives dégagées de cet ensemble brut concerne le contenu manifeste parce que c'est précisément là, dans les réponses des interviewés, que se trouve le sens réel disponible recelant la totalité de l'information recueillie.

Comme la majorité des données provient des entrevues, il faut s'interroger sur l'exactitude des faits évoqués. Nous sommes aussi conscient du risque majeur lié aux entrevues : sous l'effet des questions posées par le chercheur, les participants, consciemment ou non, peuvent transformer les faits, les agrémenter d'événements imaginaires ou empruntés à d'autres situations. Même si l'entrevue se révèle en tous points véridique, dans sa nature et dans sa dimension humaine, elle doit être remise en cause et soumise à l'analyse. À la lumière de ces réflexions, nous avons tenté de porter une attention accrue aux données recueillies, à la construction du discours, aux contradictions dans la logique des témoignages, et à la gestualité de nos interlocuteurs tant dans les groupes focus que dans les entrevues individuelles.

Tout au long de l'analyse, nous nous sommes gardé du moindre jugement. Nous avons privilégié l'approche sémantique, en dissociant le fond de la forme. L'objet de notre étude concerne la portée de l'expression orale et du texte, c'est-à-dire les unités de sens utilisées pour décrire et expliquer. Afin d'y parvenir, nous avons repéré les composants significatifs, en « épurant » le texte de ses unités annexes (les sous-thèmes sans incidence sur notre problématique), puis nous avons sélectionné ceux qui nous ont paru pertinents. Pour recomposer les sous-ensembles, nous avons analysé la structure du discours, en recherchant comment ces éléments s'articulent les uns aux autres, comment ils s'associent, s'ordonnent, se juxtaposent, s'opposent.

En passant par la grille d'analyse, le discours a été découpé en fragments correspondant à des thèmes et à des sous-thèmes spécifiques. Chaque témoignage de groupe a été ainsi redistribué dans la grille, stable d'un groupe focus à l'autre, et les extraits de discours se rapportant au même thème ont été regroupés et traités transversalement. Ensuite, nous avons à déterminer la représentation de la structure thématique du récit et à en découper les fragments. Pour ce

faire, il a suffi de suivre deux étapes simples : d'abord retenir et inscrire les thèmes abordés puis identifier ceux qui entretiennent des relations d'opposition conceptuelle et ceux qui fonctionnent par emboîtement. Enfin, il a fallu discerner les sous-thèmes, ainsi que les thèmes isolés, c'est-à-dire sans aucun lien avec le reste des témoignages.

Dans le cadre de notre étude, nous avons restitué la parole de nos interlocuteurs en observant une démarche hypothético-déductive et « objectiviste »¹⁰¹. Les citations retenues sont celles qui entrent dans la problématique de notre recherche, les autres étant ignorées : la sélection des citations est donc le résultat d'un choix subjectif. D'après l'anthropologue Christian Ghasarian, « l'idée de la neutralité du chercheur est l'expression d'une naïveté car il s'agit d'un rôle construit »¹⁰². Tout en essayant de mieux connaître notre subjectivité, nous avons porté grande attention au processus de décodage des données et veillé à contrôler et à limiter les biais et les notions préconçues.

¹⁰¹ Demazière, Didier et Dubar, Claude. *Op.Cit.*, p. 20.

¹⁰² Ghasarian, Christian. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive : nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris: Armand Colin, 2002, p. 15.

CHAPITRE 6

PAROLES DES JEUNES

6.1 L'histoire contemporaine gommée en milieu scolaire

Comme les lycéens et les étudiants dans le reste du pays, les jeunes qui ont participé à nos entrevues de groupe témoignent d'une certaine perplexité : à l'inverse de la version officielle en vigueur dans les écoles, ils n'ont pas le sentiment que l'histoire du Cambodge se soit arrêtée en 1953. En effet, au-delà de cette date marquant l'indépendance du pays, ni la période du Sangkum Reastr Niyum (1955-1970), ni celle de la République khmère de Lon Nol (1970-1975), ni celle du Kampuchea démocratique des Khmers rouges (1975-1979), ni l'époque de l'occupation vietnamienne sous la République populaire du Kampuchéa (1979-1989), et encore moins l'histoire politique récente, ne figurent au programme scolaire. Nous l'avons constaté maintes fois, à l'occasion de chaque rentrée scolaire : depuis la chute du régime de Pol Pot en 1979, l'histoire du Cambodge souverain, après 90 ans de protectorat français, a déserté les salles de classe et il en est toujours ainsi aujourd'hui.

Au sein de notre groupe focus, la plupart de nos interlocuteurs ont été eux-mêmes frappés par l'absence de cours sur l'histoire récente du Cambodge. Ils en ignorent la raison et se demandent pourquoi cette période de l'Histoire ne mérite pas d'avoir sa place dans l'enseignement public. Tous confirment que l'ensemble des manuels scolaires, loin de présenter un commentaire équilibré, se contentent d'aligner faits et dates sans s'attarder, ni sur le contexte, ni sur l'explication des événements. À l'exception des membres du groupe 2 – composé d'étudiants en histoire –, les autres répondants ne comprennent pas pour quels motifs le ministère de l'Éducation nationale interdit d'enseigner plusieurs décennies capitales dans l'évolution récente du pays.

Quant à savoir à quel point il importe d'inscrire l'histoire contemporaine dans l'enseignement, la question suscite des avis partagés dans le groupe 4, composé d'étudiantes. Nous observons un réel dynamisme du débat, alimenté par des idées divergentes.

Rasmev : *Je ne comprends pas pourquoi cette période n'est pas intégrée au programme scolaire. On aurait dû l'y intégrer dès le niveau primaire.*

Chanthv : *Ce n'est pas nécessaire pour les classes primaires, on peut le faire au moins à la classe douzième (5^{ème} secondaire selon le système d'éducation québécois). Mais là, il n'y a rien... (Soupir) !*

Rachana : *À mon avis, les élèves ne sont pas encore matures pour apprendre ce genre d'histoire. On devrait l'intégrer au programme universitaire pour les étudiants qui se consacrent à la recherche.*

Face à ce mystère non-élucidé, une même stupéfaction provoque l'indignation de Sotheavy, une étudiante de 22 ans : « *Pourquoi interdit-on aux jeunes d'entendre et comprendre tout cela ? Est-ce qu'on a peur que les jeunes soient blessés par cette histoire ou qu'ils créent un groupe terroriste quelconque ?* ». Toujours à l'exception des participants du groupe 2 qui ont appris l'histoire contemporaine il y a quelques mois avec un professeur français, personne ne peut fournir de réponses sur ce sujet. La situation en face-à-face des répondants ne se limite pas à leurs dires : elle se repère aussi à travers de « symptômes » – les mimiques et les actes expressifs de nos interlocuteurs. Ils nous permettent de percevoir la subjectivité de certaines attitudes de l'individu à travers certains symptômes et indices, en l'occurrence, la colère de Sotheavy.

Dans le groupe 2, Piseth, 25 ans, se souvient qu'un véritable manuel destiné à la classe de 12^{ème} (5^{ème} secondaire selon le système d'éducation québécois) et relatant l'histoire du Cambodge du Sangkum à nos jours, avait été élaboré et distribué pour la première fois à la rentrée 2001-2002. Mais quelques mois, seulement, après sa diffusion, l'ouvrage était retiré des programmes. Pour éclaircir cette affaire, nous avons dû chercher des informations supplémentaires en amont, autrement dit à la source. Ainsi, nous nous sommes présenté au Département de recherche pédagogique et à la maison d'éditions du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports. Un fonctionnaire a finalement accepté de nous recevoir et nous a expliqué, sous couvert de l'anonymat, l'incident qui a poussé le Premier ministre Hun Sen à réclamer des corrections, alors que le manuel était déjà imprimé et distribué. Une controverse avait surgi à propos de certains passages du texte : il ne s'agissait non pas des quatre pages

consacrées au régime des Khmers rouges, mais du résumé succinct des dix ans de « réconciliation » à compter de 1991, jugé trop favorable au parti du Premier ministre Hun Sen. Cet extrait suscitait la colère et la contestation au sein de mouvements politiques rivaux, notamment le parti royaliste Funcinpec, partenaire du gouvernement de coalition. L'ouvrage a été suspendu en mai 2002. Depuis, il n'a jamais été remplacé. En guise de compensation, l'histoire du « reste du monde » durant la même période a été intégrée aux programmes.

Cette première tentative avortée du système éducatif pour s'attaquer à l'histoire récente du royaume illustre les interférences entre réalité historique et enjeux de politique intérieure. Parmi les passages incriminés, le dernier chapitre du livre, intitulé *La politique de réconciliation*, se conclut sur ces lignes :

Le 23 octobre 1991, les forces en présence signent un accord de paix à Paris et s'entendent sur la tenue d'un scrutin au suffrage universel sous le contrôle de l'Apronuc [Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge]. Malgré le boycott des Khmers rouges, le vote se déroule comme prévu. Il faut noter que le gouvernement était confronté au problème des régions autonomes occupées par les Khmers rouges. Les guerres chroniques qui ont ravagé le pays ont conduit à une situation de forte insécurité et d'instabilité politique. Mais en suivant la politique de réconciliation et de "*Chhneah Chhneah*" ['gagne-gagne', surnom de la stratégie menée à l'époque pour redresser le pays, et reprise ensuite à son compte par Hun Sen], toutes ces crises ont été résolues. Les deux élections au suffrage universel se sont déroulées le 26 juillet 1998, et le gouvernement dirigé par Hun Sen est entré en fonction le 30 novembre 1998. Le Cambodge est de nouveau uni, pour une politique stable dépourvue de tensions. Depuis, tous les habitants connaissent le bonheur et la paix.¹⁰³

¹⁰³ « A Delicate History », The Cambodia Daily (WEEKEND Saturday, 23-24 mars 2002), en ligne, http://www.camnet.com.kh/cambodia.daily/selected_features/textbook.htm, page consultée le 24 septembre 2008.

Les réalités de l'époque ainsi résumée entrent quelque peu en contradiction avec les propos lénifiants de ce manuel. Outre la dernière phrase, dont l'optimisme semble sujet à caution, le principal reproche fait à ce passage est qu'il occulte cinq années de la vie politique récente du Cambodge, des premières élections de 1993, remportées par le Funcinpec, jusqu'aux « événements sanglants » de 1997 qui ont conduit à l'éviction du Prince Norodom Ranariddh, alors co-Premier ministre. Quelques pages plus tôt, il est précisé que c'est « grâce à l'aide de l'armée vietnamienne » que les troupes du FUNSK [Front uni national pour le sauvetage du Cambodge, créé par des Khmers Rouges en rupture avec Pol Pot] ont libéré le pays en 1979. En revanche, il n'y a pas une ligne consacrée à l'occupation consécutive du royaume par son puissant voisin, qui s'est pourtant prolongée pendant une dizaine d'années.

La question de l'amnésie sélective peut sembler d'autant plus cruciale s'agissant du régime Khmer rouge, qui ne fait l'objet d'aucun cours d'histoire avant le baccalauréat. Il y a là un risque majeur, en particulier pour les jeunes Cambodgiens. Reprenant cette idée à son compte, le politologue belge Raoul-Marc Jennar, spécialiste en études cambodgiennes, lance souvent cet avertissement : « Les peuples qui ignorent leurs tragédies se condamnent à les répéter ». Ce danger récurrent, nous le sentons pointer au cours de conversations avec des jeunes, issus de Phnom Penh ou des provinces. Dans le groupe 4, Sophy, 22 ans, dont les parents ont exercé de petites responsabilités locales sous les Khmers rouges, juge positifs certains aspects du régime de Pol Pot. Certes, elle admet l'existence de massacres, mais, à ses yeux, c'est un phénomène marginal, et somme toute minime : *« À cette époque, mes parents ont été préservés des tueries. Ils n'ont pas connu de difficultés pour survivre et pour manger à leur faim. Ils étaient nourris correctement [...] et travaillaient de leur plein gré, autant que les autres. Les dirigeants de ce régime avaient de bonnes idées dans la mesure où ils voulaient retrouver la gloire de la nation khmère, celle de la grande civilisation angkorienne basée sur la riziculture. Donc, pour réaliser une pareille révolution, c'est normal qu'il y ait eu des pertes humaines »*.

Les propos de Sophy renvoient sans doute au récit familial, mais aussi aux notions inculquées par l'école. Traditionnellement, l'historiographie cambodgienne n'a que trop tendance à se tourner vers l'éclat d'un passé prestigieux mais lointain. Ce tropisme est accentué par les

tabous politiques actuels. Il se manifeste dans les programmes scolaires, où la période angkorienne occupe une place prépondérante. L'évocation insistante de sa grandeur et du caractère exceptionnel de ses réalisations ressemble fort à celle d'un âge d'or perdu, qui a acquis, au fil du temps, la puissance d'un mythe. La charge affective et culturelle qui s'y attache est certes indéniable, mais non exempte de dangers. Adeptes d'une idéologie totalitaire, les Khmers rouges s'étaient donné pour tâche de restaurer la « gloire de l'ère angkorienne »¹⁰⁴, slogan sans cesse martelé par la propagande. En basculant ainsi dans le mythe, Pol Pot et les siens ont provoqué un génocide. Eu égard à la gravité des événements qui se sont déroulés au Cambodge, est-il concevable que l'enseignement public passe sous silence un demi-siècle d'histoire ? Cette carence est non seulement une erreur, mais aussi une faute majeure qui pourrait expliquer nombre de comportements irrationnels observés chez les individus et les blocages qui affectent la société elle-même.

6.2 Le témoignage oral remplace l'analyse historique

Au cours de notre discussion avec les jeunes composant les cinq groupes, nous avons constaté que nombre d'entre eux ne sont pas conscients des limites du système éducatif. La culture orale est heureusement là pour assurer une base de transmission. De façon naturelle, ils se tournent vers leurs parents, dont les témoignages, certes précieux, mais parfois morcelés ou fragmentaires, leur fournissent malgré tout des indications sur les régimes qui se sont succédés, y compris celui des Khmers rouges. Faute d'avoir appris l'Histoire à l'école ou dans les livres, les participants à notre atelier sont informés, peu ou prou, grâce à l'histoire orale relatée par leurs parents, voire leurs grands parents s'ils ont la chance de les avoir encore à leurs côtés. Ils écoutent les aînés raconter ce qu'ils ont vécu sous tel ou tel pouvoir et les événements historiques les plus marquants ; ou encore, nommer les dirigeants qu'ils tiennent pour des bienfaiteurs ou des malfaiteurs de la nation. Parmi ces « conteurs », il en est qui évoquent leurs souvenirs sans réticence. D'autres gardent pour eux les heures les plus noires, de crainte de n'être pas crus, ou bien parce qu'ils cherchent à les enfouir au fond d'eux-mêmes.

¹⁰⁴ « Chant révolutionnaire », Centre de Documentation du Cambodge (DC-CAM), en ligne, http://www.dccam.org/Archives/Musics/Songs/Best_Wishes_to_People_in_Siem_Riep.mp3, page consultée le 20 octobre 2008.

Exprimés par les participants après le visionnage de chacun des trois films d'archives, les témoignages recueillis sont classés en fonction des trois périodes auxquelles nous nous intéressons. En l'occurrence, rappelons-le, il s'agit du *Sangkum Reastr Niyum* de Norodom Sihanouk (1955-1970), du *Kampuchéa démocratique* des Khmers rouges, dirigé par Pol Pot (1975-1979), et de *la République populaire du Kampuchéa* (1979-1989), singularisée par la présence des troupes vietnamiennes d'occupation. Faute de documents audiovisuels utilisables pour organiser le débat, nous avons fait l'économie de la République khmère de Lon Nol (1970-1975). La recherche du sens, fondée sur les témoignages des participants plutôt que sur le suivi strict de la chronologie linéaire des événements, s'inscrit ainsi au cœur de notre démarche.

6.2.1 Sangkum Reastr Niyum (1955-1970)

Lorsqu'ils évoquent la mémoire des années qui ont succédé à l'indépendance, les Cambodgiens contemporains de cette période la désignent le plus souvent par un ou deux termes, « Sangkum » (*société*) ou « Sangkum Chas » (*ancienne société*). Dérivée du nom du parti politique créé par Norodom Sihanouk, cette appellation sera étendue plus tard au régime lui-même. Littéralement, Sangkum Reastr Niyum signifie « *société bouddhiste populaire* ». Pour mieux souligner l'omniprésence du charismatique prince-dirigeant, la société du temps lui a attribué des surnoms, tels « époque de Samdach¹⁰⁵ Sihanouk » ou « époque de Samdach Euv »¹⁰⁶. Reprises par les jeunes générations, ces dénominations restent ancrées dans la mémoire des personnes d'une cinquantaine ou d'une soixantaine d'années.

Témoignages de leurs proches à l'appui, les participants nous affirment que « le Cambodge des années soixante [1960] était développé et prospère ». Durant cette période, selon leurs parents, la plupart des gens vivaient bien et la francophilie était très répandue. « *Pour nous, avance Rachana, 22 ans, Sangkum est synonyme de développement. C'est une époque glorieuse pour le Cambodge, où l'on a construit tant d'écoles, tant de bonnes routes, de*

¹⁰⁵ Samdach est un titre d'honneur pour les hautes personnalités politiques et les membres de la famille royale.

¹⁰⁶ Cette expression, souvent employée par Sihanouk et repris par le peuple, signifie le « Roi Papa ».

bâtiments sociaux, d'espaces publics ! » Cette appréciation positive fait l'unanimité dans l'assistance. « À l'époque, tout était facile, renchérit Nimole, 23 ans. Si on avait besoin de poissons, il suffisait de se baisser pour les attraper, alors qu'aujourd'hui, il faut tout acheter ».

Les images du premier documentaire projeté renforcent les convictions des participants. Ils y trouvent de nouveaux arguments pour attester le bien-être régnant dans la société cambodgienne d'après l'indépendance. Étudiant en écologie à l'Université royale de Phnom Penh (URPP), Sophat, 23 ans, se dit fier d'avoir vu ces archives du Sangkum : *« Voilà, c'est exactement ce que m'ont dit mes parents et mes grands parents, lance-t-il. Notre pays était développé ! Il y avait partout des usines textiles, des fabriques de pneus, des cimenteries, des scieries, des verreries, etc. »*

Le film de cette première projection, notons le au passage, correspond visiblement aux souvenirs transmis par les aînés. Il fonctionne à la manière d'une porte qui s'ouvre, permettant aux participants d'entrer de plain pied dans la discussion et d'exprimer aisément leur idée sur le sujet. Il se fournit d'autant plus comme un cadre pour ressaisir la mémoire des membres de l'atelier. En grossissant un peu le trait, nous observons qu'il faut un « prétexte » facilitant la communication avec eux et l'accès à un niveau de discussion plus élaboré. Chamrong, 22 ans, se remémore les récits de sa grand-mère : *« Elle parlait d'une sorte de bicyclette hybride, le Solex, qui combinait force musculaire et moteur électrique. Selon elle, le rêve des gens de l'époque était d'en posséder un pour se déplacer en ville »*. Les Cambodgiens de l'époque, soulignons le, gardent un bon souvenir de ce vélo hybride, que les Parisiens surnommaient alors « l'escargot noir ». D'après nos recherches, ce cyclomoteur avant-gardiste, créé en 1941 et commercialisé au lendemain de la Seconde guerre mondiale, donc bien avant l'apparition des vélos électriques, a très vite bénéficié d'une vaste popularité. Quant à Sokha, 24 ans, il se focalise, lui, sur le label « *Made in Cambodia* » apposé au temps du Sangkum sur toutes sortes de produits, estimant qu'il y avait là une source légitime de fierté nationale : *« Mon grand père, souligne ce jeune homme originaire de Takéo, ne cesse de répéter que le riz du Cambodge, très apprécié, était exporté à l'étranger. Le poivre de Kampot était mondialement connu. »* Maintes fois, les participants évoquent la vie paisible

qu'ils attribuent aux habitants des villes et des campagnes durant cette période où le Cambodge, leur a-t-on dit, était une oasis de paix. Comme s'ils avaient eux-mêmes vécu ces années-là, ils nous rapportent que les gens voyageaient alors en toute sécurité ; et que de bonnes infrastructures reliaient la capitale et les provinces, ajoutant à l'harmonie générale des conditions de vie.

Dans chaque groupe, la qualité du système éducatif de l'époque est signalée avec insistance. Cette appréciation concerne les règles strictes prévalant lors des examens et la compétence des professeurs. Le salaire de base, plus que conséquent, attribué au corps enseignant fait également partie de toute évocation de ces années 1960, inoubliables à plus d'un titre. Sophea, 22 ans, répète ce que lui ont confié des personnes âgées de son village, à Svay Reang : « (...) *S'il y a un ou une enseignante au sein d'une famille, tous les membres en tirent fierté. Car cela suffit à donner l'image d'une famille intellectuelle. Si un professeur célibataire tombe amoureux d'une jeune fille, les parents de celle-ci accepteront sa demande en mariage sans difficulté (...)* ». Dans le feu de la discussion, Chetra, 24 ans, originaire de Kompong Cham, se souvient du témoignage de l'un de ses enseignants : « *Tout le monde, à l'époque, voulait un poste à l'Éducation nationale, car c'était bien payé, assez pour nourrir l'ensemble d'une famille. C'est la raison pour laquelle les professeurs étaient qualifiés et exerçaient vraiment leur métier. Aujourd'hui, c'est le contraire. Un enseignant touche une vingtaine de dollars par mois. Comment pourrait-il subvenir aux besoins de sa famille ? Même s'il n'en a pas envie, poursuit Chetra, il n'a guère le choix. Soit il se contraint à nous vendre des friandises en classe ou des copies de leçon à chaque cours, soit il exerce d'autres métiers, tel chauffeur de moto taxi, durant les heures qu'il devrait passer à l'école !* ».

Ces affirmations illustrent l'état actuel du système éducatif cambodgien qui souffre d'un manque d'efficacité croissant. Les infrastructures sont déficientes et les familles ont de plus en plus de mal à financer la scolarisation de leurs enfants. Affectée par une vision pessimiste du présent et de l'avenir, la discussion sur l'éducation reflète exactement le décalage perçu entre le Cambodge des années 1960 et celui d'aujourd'hui. Certes, la construction de buildings est un symbole matériel de l'époque actuelle, mais la nostalgie que les gens éprouvent pour le Sangkum est liée à la vision, désormais abstraite, qu'ils ont des petits

bonheurs du passé. Un tel sentiment s'explique car le Sangkum marque le début de la modernisation du pays. Les changements qu'il apportait ont séduit davantage avec le temps, et suscité de plus en plus d'enthousiasme parmi les Cambodgiens de toutes classes sociales confondues. C'est ainsi que les années 1960 sont devenues légendaires dans la mémoire collective. Et chaque Cambodgien est un élément de la mémoire sociale du groupe, et les membres de ces groupes restreints partagent des réminiscences. Les souvenirs qui s'y rattachent sont soigneusement entretenus et transmis oralement d'une génération à l'autre, avec des variantes selon les familles. Ainsi, de multiples exemples nous le prouvent, s'est mise en place une version du Sangkum qui s'apparente à un « conte de fées ». Et ce, d'autant plus aisément que les périodes situées avant et après n'ont rien de très attractif.

Pour la plupart des Cambodgiens, dans les années précédant le Sangkum de Sihanouk, la principale caractéristique du pays est sa société paysanne ancestrale, qui perdure avec ses traditions et ses rigidités. Pendant le protectorat français (1863-1953), le Cambodge est resté longtemps en état de convalescence, épuisé par d'incessantes guerres, au cours des siècles précédents, avec ses voisins, le Vietnam et le Siam, qui cherchaient à s'en emparer. Si la France n'a rien fait pour développer ce petit royaume, elle y cependant apporté une structure administrative et un système d'éducation moderne – pour lequel peu de Cambodgiens, de prime abord, manifestent de l'intérêt. Quant aux années qui ont suivi le régime de Sihanouk, elles se résument à une succession d'épreuves et de tragédies. Coup sur coup, la population a subi les bombardements américains, la guerre civile, le génocide perpétré par les Khmers rouges, puis le communisme sous l'occupation vietnamienne. Aux yeux des survivants, la période du Sangkum est restée la seule référence positive. Le rappel de ce « passé glorieux » est donc enraciné dans la conscience de ceux qui l'ont vécu. Pour eux, le Cambodge actuel ne saurait soutenir la comparaison. Les conséquences, très lourdes, de 30 ans de conflits armés, sans oublier les séquelles du totalitarisme, sont à l'origine de nombreux problèmes sociaux (paupérisation, litiges fonciers, corruption, etc.) qui étaient sans doute moins répandus autrefois.

Au cours de la discussion avec les jeunes Cambodgiens, un constat s'impose : en dépit des carences relevées dans les programmes scolaires, les enseignants jouent également un rôle dans la transmission. Certes, il n'y a aucun cours d'histoire consacré aux années 1960, mais les professeurs appartenant à cette génération tentent, d'une manière ou d'une autre, d'en partager la mémoire avec leurs élèves. Étudiant en agriculture, Sambath, 24 ans, en témoigne : « *Par moments, mes profs introduisaient spontanément dans leurs cours certains événements historiques qui n'avaient pourtant rien à voir avec la matière enseignée. Ils évoquaient simplement pour nous des souvenirs, tantôt tristes, tantôt heureux* ». Comme nos participants l'attestent, ces réminiscences véhiculent bien entendu les convictions personnelles des enseignants et leur jugement, positif ou négatif, qu'ils portent sur le régime de Sihanouk. L'une et l'autre approche a ses partisans, et distingue « *les pro et les anti Sihanoukistes* ». À part les membres du groupe qui ont fait des études en Histoire, les autres participants savent qu'un coup d'État a mis fin au régime de Sihanouk mais ignorent les causes de ce changement brutal dans le système politique du Cambodge.

La plupart d'entre eux n'ont aucune connaissance des dysfonctionnements au sein du Sangkum, en particulier dans la gestion du pays par le prince, qui expliqueraient la dérive vers le chaos. Cependant, ils ont entendu les échos rapportés de différentes versions orales qui se propagent depuis des années. Originaire de Takéo, Vanna décrit l'attitude très critique de ses grands-parents à l'égard de Sihanouk : « *Ils traitent le prince de « play-boy » obsédé par ses liaisons extraconjugales¹⁰⁷. Selon eux, il était passionné avant tout par ses plaisirs personnels, poursuit-elle, et s'adonnait à une vie luxueuse* ». Durant ses années de pouvoir, le prince-dirigeant s'est « réincarné » en divers avatars, tels réalisateur de courts et longs métrages, compositeur et chanteur à la tête d'un groupe orchestral, etc. Il conviait des personnalités locales et étrangères à venir écouter ses chansons lors de banquets privés. Il y avait aussi l'image de propagande d'un Sihanouk « père du sport » et meilleur joueur de football et de volley-ball du royaume. Ces opinions défavorables à l'ancien chef de l'État

¹⁰⁷ Le magazine *Time* (30 juin 1956) rapport que Sihanouk, dans sa vie, s'est marié sept fois, tout en entretenant des liaisons extraconjugales avec de nombreuses concubines, qui lui ont donné au moins 14 enfants. Cf. Khmer Quorum, <http://khmerquorum.blogspot.com/2008/01/king-nrodom-sihanouks-profile.html>, page consultée le 26 septembre 2008.

rendent visiblement perplexes certains membres du groupe. Quand les critiques dégénèrent, Leakhéna, 25 ans, prend courage et va droit au but : « *Mes parents disent que Sihanouk a été impliqué dans de nombreuses choses malsaines (...) Ainsi a-t-il conclu une entente secrète avec les dirigeants de Hanoï, laissant les communistes vietnamiens pénétrer dans l'Est du Cambodge et y établir des "sanctuaires" (...) Pour les Cambodgiens, cette décision secrète du prince, et son mensonge à l'égard de sa propre politique de neutralité sont impardonnables. De plus, la présence permanente des Vietnamiens risquait de faire perdre au Cambodge une partie de son territoire (...) C'est pour cette raison qu'il y a eu un coup d'État* ». Les réactions des participants ne s'en tiennent pas là. Indignée, Sophy hausse le ton pour accuser à son tour le prince : « *Sihanouk a aussi collaboré avec les anciens dirigeants Khmers rouges !* ». Variant d'une famille à l'autre, les diverses interprétations du Sangkum et du rôle joué par son principal protagoniste, sont transmises de bouche à oreille aux jeunes générations. Au début de la discussion, les participants hésitent à aborder les points délicats, du fait que la Constitution en vigueur interdit aux Cambodgiens de critiquer le Roi¹⁰⁸ – statut recouvré avec le rétablissement de la monarchie en 1993 par Norodom Sihanouk. Bien qu'en 2003 il ait abdiqué en faveur de son fils Norodom Sihamoni, l'ascendant qu'exerce l'ancien souverain est resté pratiquement inchangé. Cependant, encouragés par l'anonymat que leur garantit la lettre de consentement, les membres de nos groupes ont peu à peu trouvé assez d'assurance pour s'exprimer, d'autant qu'ils ne manquaient pas de motivation. De plus, notre relation de face à face prolongée avec les jeunes nous permet de déchiffrer davantage la réalité. Ceci dit que dans le cas où les conversations en face-à-face perdurent et deviennent régulières, les typifications sont plus justes car l'idée que l'on a sur les individus peut être probablement plus précise et moins fausse.

La discussion avec les membres des groupes nous incite à une réflexion sur la perception du passé, via l'histoire orale des familles. Lorsque les contemporains des années 1960 décrivent cette époque à des jeunes, ils s'appuient sur leurs propres réminiscences, où les émotions, les sentiments se mêlent aux éléments du réel captés par leur mémoire. Cependant, mieux vaut

¹⁰⁸ L'article 7 du titre 2 stipule que « le Roi du Cambodge règne, mais ne gouverne pas. Le Roi est le chef de l'État à vie. La personne du Roi est inviolable ». Cf. Raoul M. Jennar, *Les Constitutions cambodgiennes (1953-1993)*. Paris : la documentation française, 1994, p. 17.

ne pas s'y tromper, il ne s'agit pas là de matériaux bruts. À quelque quarante ans de distance, ils ont été retravaillés de manière inconsciente par la personne qui les évoque : certains aspects ont pris du relief, d'autres se sont estompés. Ces témoignages qui alimentent le récit familial peuvent paraître fort éloignés des analyses faites par des chercheurs ou des historiens étrangers. Mais ils n'en restent pas moins précieux car les informations qu'ils apportent sont d'un autre ordre. Ils permettent d'évaluer comment la politique d'un régime se répercute dans la vie des individus et le regard que portent ceux-ci sur le comportement ou les décisions de leurs dirigeants. Par voie de conséquence, le rappel du passé engendre d'inévitables questions sur le présent.

Originaire de Kompong Cham et titulaire d'une licence (le baccalauréat pour le système de l'éducation québécois) en Histoire, Virak, 26 ans, nous livre ses observations : *« Nos parents nous racontent ce qu'ils ont vu, sans se préoccuper d'analyses profondes, car ils sont de simples citoyens. Comme tous ceux qui ont eu une belle vie, à une certaine période, ils ne cessent de rappeler ces moments privilégiés. Leurs récits nous incitent donc à penser que le Sangkum était une époque merveilleuse. En quatrième année d'université, nous avons acquis des connaissances qui correspondent, du moins en partie, à cette version. Sihanouk, en effet, a pu développer le pays. Mais il y a des points négatifs dans la gouvernance du prince, que nous découvrons à présent grâce à Henri Locard, un professeur français qui nous enseigne à titre bénévole. Nous avons pris conscience que Sihanouk a exercé un pouvoir absolu, n'hésitant pas à éliminer ses opposants. C'est lui, poursuit Virak, qui porte la responsabilité des maux cambodgiens. Sans sa politique de bras de fer, il n'y aurait pas eu de Khmers rouges ! »*.

Cette affirmation sans appel nous confirme qu'il reste un long chemin à parcourir avant d'ouvrir un débat public sur le sujet. Encore faudrait-il que les dirigeants et les politiciens cambodgiens aient un jour la volonté de lever la chape de plomb officielle qui pèse sur l'histoire contemporaine du pays, afin que les citoyens eux-mêmes puissent se la réapproprier. Parmi les jeunes, bien peu sont informés de l'existence de ces zones d'ombre dans un régime tant vanté par leurs proches, et la plupart en ignorent tout. Aujourd'hui, il n'y a pas encore au Cambodge un *espace public* qui leur permette, sur le mode réel ou virtuel, de

s'exprimer et de se rencontrer. Quant aux médias, ils sont également contrôlés par l'État. Les participants nous révèlent que, chaque année, lors de la commémoration de l'indépendance le 9 novembre, les télévisions diffusent les mêmes images de la « croisade royale » menée par Norodom Sihanouk en faveur de la souveraineté du Cambodge, assorties de commentaires à la gloire de ce héros qu'est l'ancien souverain. Les critiques sont bannies du paysage médiatique cambodgien.

6.2.2 Kampuchea démocratique (1975-1979)

Pour se référer à la dictature des Khmers rouges – page la plus sombre de l'histoire récente – les survivants utilisent une dénomination particulière : le régime ou l'époque de « A Pot ». Les membres de nos groupes en témoignent, ils tiennent cette expression de leurs parents. Dans la langue khmère, l'usage du diminutif « A » renvoie généralement soit à une appellation intime ou à un dépréciatif masculin. En langue khmère, le diminutif « A » s'applique en principe aux hommes ou aux garçons. Il indique soit une nuance d'intimité avec un proche du même âge ou plus jeune, soit une connotation fortement péjorative dès lors qu'il s'adresse à un aîné. Dans ce contexte, « A Pot » est clairement un « sobriquet dépréciatif et ironique »¹⁰⁹ qui stigmatise Saloth Sar, alias Pol Pot, alias « Frère n°1 », chef khmer rouge mort dans la jungle en 1998, à 73 ans. Il traduit sans ambiguïté le ressentiment des victimes et l'aversion qu'elles éprouvent à l'égard du personnage et des crimes commis par le régime qu'il dirigeait. Malgré l'occultation du Kampuchéa démocratique dans les cours d'histoire, les participants à notre atelier, tous nés après le génocide, sont cependant informés sur le régime de Pol Pot par le biais de l'institution familiale, voire même scolaire. Les conversations avec eux nous amènent à comprendre que les parents et les enseignants ayant jadis survécu aux massacres jouent, en tant que témoins, un rôle essentiel dans la transmission.

À l'école, nous rapportent-ils, les professeurs citent généralement leur cas personnel, et ce qu'ils ont enduré sous les Khmers rouges, dans le but de donner des conseils d'assiduité et d'application aux élèves. « *Tout ce que nos enseignants nous ont raconté*, souligne la jeune

¹⁰⁹ Guillou, Anne. « Noms personnels et termes d'adresse au Cambodge : l'individu et ses sphères d'appartenance » in *D'un nom à l'autre en Asie du Sud-Est. Approches ethnologiques* sous la dir. de Josiane Vincent-Massard et Simone Pauwels. Paris : Karthala, 1999, p. 259.

Daravy, n'est pas dans le cadre des programmes. C'est en fait une manière pour eux de réveiller notre conscience afin de nous guider vers la bonne voie. (...) L'un des profs, par exemple, nous a dit qu'il avait été déporté avec sa famille et envoyé dans une coopérative. (...) Il travaillait d'arrache-pied, des heures par jour (...) Il aurait voulu aller à l'école mais il n'y en avait pas à cette époque. (...) Le régime les avait fermées, comme les hôpitaux, les marchés, les pagodes. (...) Il a ajouté que les jeunes comme nous, aujourd'hui, ont la chance de pouvoir suivre des études. Et que nous devrions nous y consacrer davantage, au lieu de créer des ennuis dans la société ».

Les autres participants ont entendu le même discours et y ont réfléchi mais ils éprouvent des réticences à poser la moindre question à leurs enseignants. La communication est donc unidirectionnelle, autrement dit, seul l'enseignant est actif face à ses élèves. Il s'agit là d'un véritable problème culturel, lié à la conception de l'éducation au Cambodge qui place le maître, possesseur d'un savoir, en position de « guru ». Résultat de cette pédagogie traditionnelle, les élèves sont contraints d'écouter passivement ce qu'on leur explique, sans oser réagir. Nos interlocuteurs nous récitent ainsi, plus ou moins par cœur, ce qu'ils ont entendu. Durant la discussion en groupe, Vannaroath exprime soudain une interrogation personnelle, incitant ses amis à l'examiner : « *Je ne comprends pas pourquoi les Khmers rouges font autant travailler les gens sans leur permettre de manger à leur faim* ». Cette jeune fille de Kompong Cham nous explique qu'elle peine à trouver une réponse appropriée et que ses parents eux-mêmes refusent de l'y aider.

Confrontés aux incompréhensions de leurs enfants, la plupart des parents ne parviennent pas à entretenir avec ces derniers un véritable dialogue. Ils éprouvent une sorte de blocage dont ils se montrent incapables de sortir. L'origine de ce phénomène réside en fait dans la structure familiale du Cambodge et dans les valeurs traditionnelles qui régissent son fonctionnement. Transmises d'une génération à l'autre, elles conditionnent l'éducation au sein des familles : les enfants apprennent à accepter ce qui leur est imposé, sans pouvoir aller au-delà de certaines limites. Il leur faudra plus tard déployer beaucoup d'énergie pour développer une réflexion personnelle. Dans nos groupes, les participants nous répètent ce que leurs parents leur ont raconté mais bien peu sont capables de raisonner à partir des éléments

qui leur ont été transmis. C'est véritablement au cours de la socialisation primaire, rappelons la théorie la construction sociale de la réalité de Berger et Luckmann, que le rôle des parents s'imposent et que l'enfant s'intériorise les conduites socialement définies et le pourquoi de ces valeurs. Cette étape de la socialisation, expliquent les deux auteurs, est inévitable et permet à l'enfant de devenir un membre de la société.

Le récit parental de la vie sous les Khmers rouges apparaît selon diverses modalités, en particulier à l'occasion de critiques adressées aux enfants. Quand le comportement de ces derniers est jugé capricieux, négligent ou paresseux, il est souvent comparé aux souffrances que les parents ont eu à subir durant leur propre jeunesse. Lors d'un repas du soir pris en commun, Bopha évoque les reproches qui lui sont adressés à la maison : « *Parfois, à table, je me plains des plats que je n'aime pas. Aussitôt, mon père et ma mère me font la morale, en me citant ce qui se passait au temps des Khmers rouges. À les entendre, si j'avais vécu à ce moment là, j'aurais été accusée d'avoir le comportement capitaliste des citadins* ». Quant à Chamroeun, pour qu'il prenne conscience de la famine qui régnait alors, ses parents se réfèrent sans cesse à la maigre ration de riz qui leur était octroyée par le régime de Pol Pot. Il nous confie une anecdote de son enfance : « *Un jour, lors d'une pause-déjeuner après le labourage à la rizière, j'ai fait tomber mon bol de riz par terre. Mes parents étaient tellement exaspérés qu'ils m'ont flanqué des gifles (...) Ensuite, ils m'ont dit que si j'avais fait ça sous le régime de Pol Pot, j'aurais été exécuté pour gaspillage du riz. (...) À l'époque, les moindres choses coûtaient une vie humaine ! Donc, je suis obligé de vider mon assiette à chaque repas, même si je n'ai pas faim* ».

Ces menus récits en disent long sur les épreuves traversées par les parents et les difficultés qu'ils éprouvent à trouver les mots justes pour les expliquer à leurs descendants. Leurs peines sont indicibles. Lorsqu'ils réagissent de manière violente aux faits et gestes de leurs enfants, il est clair que c'est sous l'effet du traumatisme mais ils ne s'en rendent pas compte. Comment le pourraient-ils ? Après le génocide, les survivants n'ont bénéficié d'aucune assistance psychologique. Ils ont dû affronter seuls les souvenirs terribles qui les hantaient et dont la persistance, aujourd'hui encore, est source de comportements irrationnels. « *Chaque fois que mes parents s'expriment, soulignent Dara, c'est toujours avec colère. Je les trouve*

très frustrés ! Je ne comprends pas pourquoi ? ». Lorsque les jeunes observent les réactions de leurs parents, ils n'y voient la plupart du temps qu'un prétexte pour les inciter à travailler davantage ou à se comporter bien. À la maison, ils sont éduqués à être dynamiques, à se lever tôt pour étudier et faire le ménage, et à ne pas se plaindre de quoi que ce soit. Malgré la pauvreté et l'injustice sociale récurrente dans le Cambodge actuel, les aînés estiment que la vie d'aujourd'hui est de très loin préférable à celle qu'ils ont dû mener sous Pol Pot. À présent, au moins, ils ont droit à l'existence.

À travers les témoignages de nos participants, nous repérons deux constantes transmises par le récit familial. Les références à la famine sont fréquentes, de même que la formule « 3 ans, 8 mois et 20 jours », devenue synonyme du régime khmer rouge et correspondant à sa durée exacte. Ce décompte, que les survivants connaissent par cœur, est issu de la propagande mise en place par les « libérateurs » vietnamiens après l'invasion de 1979. Polen, 23 ans, a été marquée avant tout par le témoignage de ses parents sur la privation de nourriture : « *Nous avons beaucoup souffert, me disent-ils. Nous n'avions pas le droit de manger ce que nous avons planté. (...) On nous donnait quelques cuillerées de soupe de riz par repas, ce qui est à l'origine de décès en nombre, la sous-alimentation aggravant l'épuisement physique* ». Pour survivre, chaque victime avait sa méthode. L'essentiel était de déjouer la surveillance des gardiens pour tenter de grappiller ce qui pouvait tromper la faim.

Vanna, 22 ans, a retenu des anecdotes qui circulent dans sa famille, dont celle qui concerne son grand-père : « *Comme il était âgé, il voulait manger à sa faim avant de mourir. C'était son seul souhait. Il cueillait alors en cachette des feuilles de légumes ou d'arbres fruitiers afin de combler le vide de son estomac (...) Aux yeux des Khmers rouges, un tel acte était considéré comme un vol* ». Sans pouvoir cacher son émotion, Bopha intervient : « *Comment imaginer que nos parents ou nos grands-parents étaient traités de voleurs quand ils cherchaient simplement quelque chose à avaler. C'était juste une question de survie. Et cela me fait mal ! C'est comme si on m'accusait d'être issue d'une famille de voleurs* ».

Au cours des échanges, à l'instar de Vannaroath, beaucoup de jeunes admettent ne pas comprendre pourquoi les Khmers rouges rationnent à ce point le régime alimentaire de la population, tout en lui imposant des travaux de grande envergure, comme la construction de digues et de canaux, qui exigent de la force physique. À mains nues, des milliers de Cambodgiens participent alors à ces corvées. L'un des membres de notre atelier, Samphoas, avance une réponse, simple et sans appel : *« On m'a dit que des gens nourris correctement auraient renâclé à la tâche et protesté contre le régime. Des individus affamés sont plus faciles à contrôler »*.

Le développement de la discussion nous permet de repérer un autre trait commun, cité dans tous les groupes. Les parents mettent généralement l'accent sur l'exécution sommaire et l'élimination des Cambodgiens instruits, ou liés aux régimes précédents pour avoir exercé le métier d'enseignant, de médecin, d'ingénieur, etc. À ce propos, la jeune Sophy nous précise que les personnes simples et n'ayant pas fait d'études – tels ses propres parents établis à présent à la campagne – se montraient favorables au régime de Pol Pot ou du moins aux principes qu'il proclamait : une société égalitaire, une économie basée sur les coopératives (unités collectives où l'on travaillait et mangeait ensemble), une politique agraire exploitant les ressources naturelles du pays. Cependant, son père et sa mère ne s'expliquent toujours pas, à ce jour, pourquoi les Khmers rouges ont instauré la famine, laissé les malades mourir, faute de soins adéquats, et surtout éliminé systématiquement les gens instruits. *« Comment peut-on construire un pays sans ses ressources humaines ? se demande Sophy »*. D'intuition, Vannarith réagit sur le ton de l'évidence : *« Mais si on les avait gardés, ils se seraient insurgés contre les Khmers rouges. C'est plus commode de garder les ignorants. Ils obéissent facilement aux ordres. Les personnes sans instruction ne réfléchissent pas et ne savent guère distinguer le bien et le mal. Ils acceptent aussi de tuer les membres de leur famille ! »*. Approuvant la réponse de son ami, Socheat, 23 ans, ajoute, ce qu'il tient de sa mère : *« c'étaient des enfants qui tuaient les adultes. Ils étaient à ce point endoctrinés par le régime qu'ils osaient dénoncer leurs parents »*. Lors des séances de critique et d'autocritique, les responsables locaux de l'appareil khmer rouge ne cessent d'insister sur le rôle capital de l'Angkar (Organisation), maître suprême de l'ensemble de la population, y compris la mère de Socheat, qui ignorait alors ce qu'était cette entité mystérieuse, invoquée comme le nom

d'une déité. Elle dissimulait une poignée de dirigeants khmers rouges, avec Pol Pot à leur tête, qui détenaient les commandes du pouvoir.

Face à ce régime de terreur, il y eut des mutineries et des tentatives d'insurrection. En 1977, dans le district de Chikreng, au sud-est de Siem Reap, des centaines de villageois armés de piques, de fourches et de couteaux exécutent un commandant de prison et quatre cadres khmers rouges. « Le Centre procéda à une répression massive »¹¹⁰, note l'historien Ben Kirnan. Les troupes envoyées dans la zone procèdent à des massacres, égorgeant la totalité des habitants dans certaines localités. En 1978, une rébellion éclate dans la zone Est, en particulier dans la région de Prey Veng, proche du Vietnam. Pendant des semaines, elle donne lieu à des combats acharnés entre les forces régulières et les unités locales insurgées. Là encore, le régime riposte par des purges et des tueries, provoquant un véritable bain de sang dans la population. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les Cambodgiens ne soient pas parvenus à briser par eux-mêmes le joug de la dictature. Chamrong tranche la discussion en citant les propos de son père : « *Une fois les gens affamés, assoiffés et affaiblis, c'est très facile de les asservir. C'est vrai, mon père obéissait aux Khmers rouges, que ce soit des adultes ou des enfants qui n'étaient même pas capables de porter correctement leur kalachnikov. Le pouvoir illimité de ces jeunes et des milices locales a engendré la mort de millions de Cambodgiens* ».

Nous observons que les participants à notre atelier sont très motivés par le débat sur le régime des Khmers rouges. Certes, ils sont nés après coup, mais leur désir de s'exprimer est impressionnant. Les échanges avec eux nous aident à mieux comprendre les modalités de la transmission telle qu'elle s'opère, dans l'espace privé, de la génération des survivants à celle qui suit. Les parents s'en tiennent à leur vécu, sans chercher à expliciter les mécanismes ou l'économie du régime, ni le fonctionnement de ses institutions. Cela tient en partie au fait que cette période de l'histoire contemporaine est complexe et difficile à élucider. Certains moments, tels les repas pris en commun, les retrouvailles avec des proches survivants ou encore les rencontres avec des personnes âgées du village, sont propices au déclenchement

¹¹⁰ Kiernan, Ben. *Le génocide au Cambodge*. Paris : Gallimard, 1998, p. 409-410.

des réminiscences parentales. Pour terminer, deux facteurs permettent aux jeunes de se fier aux témoignages transmis dans le cercle familial et d'en mesurer la véracité à l'aune des preuves laissées par le régime de Pol Pot.

Il s'agit d'abord de la visite de lieux de mémoire tels le musée du génocide, des sites d'extermination ou les pagodes. Aux yeux des jeunes, les preuves sont évidentes car on trouve là les ossements et les crânes de victimes, exposés aux visiteurs locaux et étrangers ou rassemblés dans un stupa. À Phnom Penh, nos participants se sont rendus, pour la plupart, au musée du génocide de Toul Slèng. C'est un ancien lycée, situé au cœur de la capitale. Entre 1975 et 1979, il a été transformé par les Khmers rouges en centre de détention, de torture et d'exécution et désigné par eux, en nom de code, prison de Sécurité 21 ou S-21. D'autres établissements du même genre existaient dans les provinces mais seul Toul Slèng a été aménagé en musée.

Durant tout le régime khmer rouge, S-21 a été dirigé par Kaing Guek Iev, alias Duch, un ancien professeur de mathématiques devenu membre du Parti communiste du Kampuchéa (PCK) en 1970. Ce dernier rendait compte aux plus hautes instances du régime, en particulier à Son Sen, son supérieur direct, ministre de la Défense et chef du Santebal, la police secrète des Khmers rouges, qui avait été son directeur d'études à l'Institut pédagogique de Phnom Penh. Qualifié de « doctrinaire impatient et irascible » par un transfuge du PCK, Duch n'en était pas à son premier coup d'essai. Dès octobre 1971, il avait pris la direction de M-13, un centre de détention établi dans une « zone libérée », à l'ouest de Phnom Penh, où les prisonniers croupissaient dans des fosses de deux mètres de haut, sous prétexte de les protéger des bombardements américains, en réalité pour décourager toute velléité d'évasion. Duch y expérimente des techniques de torture destinées à extirper des aveux aux détenus. Captif trois mois de M-13 en 1971, l'ethnologue Français Bizot souligne que cette prison a servi de « banc d'essai » à S-21, et que Duch y faisait régner « une ambiance effrayante de peur et de mort ».

Après la chute du régime, le directeur de S-21 a pris la fuite, rejoignant un camp de réfugiés contrôlé par les Khmers rouges en Thaïlande. Plus tard, il change de nom et se met au service de diverses organisations humanitaires. Démasqué en 1999 par un photographe américain, Nick Dunlop, il est arrêté par les autorités cambodgiennes et transféré à la prison militaire de Phnom Penh. Ouvert en février 2009, son procès, le premier entrepris par le Tribunal mixte chargé de juger les anciens dirigeants khmers rouges, a pris fin le 28 novembre. Le verdict est attendu au début de 2010. Duch est le seul des cinq prévenus à reconnaître sa culpabilité. Il est aussi le seul qui ait présenté des excuses aux proches des victimes. Des témoins l'accusent d'avoir non seulement ordonné mais également participé à des tortures. Constamment, il s'est présenté comme l'exécutant des ordres qui lui venaient d'en haut, cherchant à rejeter la responsabilité ultime sur Pol Pot. Tout au plus a-t-il concédé avoir fait preuve de « lâcheté » en appliquant strictement à la « politique d'écrasement des ennemis » du régime – parce qu'il voulait lui-même survivre. Reste que S-21 était directement intégré à la structure politico-militaire du PCK, à son plus haut niveau, nommé selon le cas, a confié l'accusé, « Angkar », « Centre du Parti », « Comité central » ou « Comité permanent ».

Le régime enfermait à Toul Slèng ses opposants supposés, et ce, pour n'importe quel motif. Les détenus, hommes et femmes, étaient de tous âges, des enfants aux personnes âgées. On incarcérait parfois des familles entières, bébés compris. Parmi les prisonniers, il y avait aussi bien des ouvriers que des intellectuels, certains tout juste rentrés au pays, des cadres de région, des ministres, des diplomates cambodgiens ou encore des ressortissants étrangers (Indiens, Pakistanais, Anglais, Américains, Canadiens, Australiens, etc.). On y envoya aussi des paysans pauvres issus des zones qui avaient connu des révoltes, et toute leur progéniture. Le simple fait de porter des lunettes (y compris pour les enfants) était suffisant pour être considéré comme intellectuel et donc de devenir un ennemi « à exterminer ».

Au sein du personnel de S-21, des gardiens étaient chargés de photographier les détenus à leur arrivée, ainsi qu'avant ou au moment de leur mort, quelquefois avec la gorge déjà tranchée, alors que leurs corps étaient mutilés par les tortures et si décharnés par la faim qu'ils en devenaient presque méconnaissables : ces portraits faisaient partie d'un système destiné à prouver que les ennemis de l'État avaient bien été tués. L'administration de la

prison tenait également des registres d'entrée et de sortie des prisonniers, morts ou voués à l'exécution. Ces livres de main courante et les photos elles-mêmes ont révélé que, sur un total d'« au moins 14 000 prisonniers »¹¹¹, selon le chercheur David Chandler, voire de 20 000 selon d'autres sources, quelque 10 500 sont restés en moyenne trois mois à S-21 avant d'être achevés. Environ 2.000 enfants y ont été tués. Seul sept pensionnaires sont sortis de là vivants lorsque les soldats vietnamiens ont investi Phnom Penh.

Les jeunes Cambodgiens sont curieux de découvrir Toul Slèng. La visite de ce lieu s'inscrit dans une démarche personnelle qui les aide à prendre conscience du drame passé. Ils croient à l'existence du génocide dès lors que le musée donne à voir, pratiquement inchangés, les bâtiments d'enfermement et de torture, avec la panoplie des instruments utilisés pour supplicier les victimes et les contraindre à avouer des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Il est possible, par ailleurs, de consulter les archives et de visionner des documentaires portant sur la prison. Pour les jeunes venus des provinces, ce lieu de mémoire est l'un des premiers sites qu'ils souhaitent visiter.

Avant son départ pour Phnom Penh, Rachana avait appris l'existence de ce musée par des voisins plus âgés. Ils lui avaient conseillé de s'y rendre au moins une fois. Avec des amies, originaires du même village, qui suivent un cursus universitaire dans la capitale, la jeune fille est allée à plusieurs reprises à Toul Slèng. Les objets de torture et les cellules les plus exigües l'ont profondément marquée. Il lui a suffi de les avoir sous les yeux pour se convaincre de la barbarie du régime de Pol Pot. Elle ne parvient pas à imaginer comment les Khmers rouges en sont venus à exterminer leur propre peuple. Quant à Vanna, avant de quitter son village, près de Takeo, elle a été investie d'une mission – faire la lumière sur le sort de ses proches disparus. Sa mère la lui a demandée, il y a deux ans : « *Elle m'a demandé de chercher ce qu'il est advenu de mon grand père car la famille ignore où il a été déporté et exécuté au temps des Khmers rouges. Elle m'a donné une photo de lui, afin que je puisse vérifier s'il figurait parmi les prisonniers de Toul Slèng. Sur place, j'ai pris mon temps pour examiner l'ensemble des portraits exposés, mais en vain – je n'ai pas retrouvé mon grand-père* ».

¹¹¹ Chandler, David. *S-21 ou le crime impuni des Khmers rouges*. Paris : Édition Autrement, 2002, p. 14.

Le régime khmer rouge a été renversé il y a tout juste 30 ans, mais pour les Cambodgiens de l'intérieur et de l'extérieur, la recherche de leurs proches est encore un phénomène récurrent. Entre 1975 et 1979, chaque famille du pays a perdu au moins un membre. Lorsque les Khmers rouges ont pris le pouvoir, ils ont divisé la population en deux classes : l'ancien peuple ou peuple de base et le peuple nouveau. Le premier désigne les habitants des « zones libérées », essentiellement rurales ou perdues dans la jungle, qui ont subi plusieurs années d'endoctrinement avant la victoire finale de 1975. Le second renvoie aux citoyens, résidents de la capitale et dans des chefs-lieux de provinces. Aux yeux des Khmers rouges, ces derniers sont le symbole et l'incarnation de l'élite capitaliste, corrompue et féodale qui dirigeait le Cambodge, que ce soit au temps du Sangkum de Sihanouk ou sous la République de Lon Nol. En tant que tels, ils devaient donc être déportés vers les campagnes pour y vivre aux côtés du peuple de base, mais le plus souvent dans un habitat séparé, des huttes de fortune où ils ne recevaient qu'une maigre ration de riz. Mieux lotis, les villageois étaient chargés de les surveiller et de les rééduquer afin qu'ils deviennent d'authentiques paysans dévoués à l'Angkar.

Jusqu'ici, les chercheurs étrangers ont tenté d'expliquer pourquoi le génocide au Cambodge a atteint une magnitude sans précédent dans le monde. Ils ont avancé de multiples raisons fondées soit sur l'étude systémique du régime, soit sur la complexité de l'évolution politique et sociale du pays avant la prise de pouvoir des Khmers rouges. D'un point de vue personnel, en tant qu'observateur, nous soupçonnons que le désir de vengeance du peuple ancien, attisé par l'endoctrinement, fait partie des circonstances aggravantes. À l'occasion d'entretiens avec des survivants, à Phnom Penh et à Montréal, nous avons pu constater qu'il suffisait d'une dénonciation émanant d'un villageois de base à l'encontre de représentants du peuple nouveau pour que ces derniers soient voués à l'extermination. Bien entendu, il y a eu des exceptions, comme dans toutes les tragédies du même ordre, et des cas d'entraide et de dévouement. Reste que les laissés pour compte des régimes précédents, qui avaient subi de plein fouet l'injustice sociale, n'ont bien souvent pas résisté à l'envie de prendre leur revanche sur ceux qui les avaient asservis ou méprisés. Dans les années soixante, l'écart entre la vie des riches de la ville et des pauvres à la campagne était considérable. Les nombreux

litiges fonciers étaient l'un des facteurs contribuant à l'hostilité des villageois à l'égard des citadins.

Dans la mentalité cambodgienne, le ressentiment peut être générationnel. Sauver la face pour l'honneur de soi ou de sa famille fait partie d'un *devoir* qui se transmet des parents aux enfants. De ce fait, les fonctionnaires des anciens régimes, mal accueillis dans zones rurales, ont fréquemment été dénoncés. Quant aux milices locales du régime, elles étaient constituées d'enfants de villageois classés dans la première catégorie de l'ancien peuple, autrement dit, rappelle l'historien Ben Kiernan, les « citoyens de pleins droits », faisant preuve d'une « bonne conscience politique », sans liens familiaux avec le peuple nouveau et travaillant avec ardeur¹¹². Ces jeunes disposent d'un pouvoir illimité qui leur permet d'arrêter et d'exécuter sur la seule base d'une dénonciation. D'ordinaire, mains liées, chevilles enchaînées, un bandeau sur les yeux, les victimes étaient conduites à l'écart, dans une zone isolée, où les miliciens leur fracassaient le crâne à coups de pelle ou de matraque, jetant ensuite leur corps dans des fosses communes. Avec le temps et les pluies, des fragments d'ossements remontent peu à peu à la surface du sol. C'est ainsi que de nombreux charniers, disséminés sur tout le territoire, ont été mis à jour. Les enquêtes de terrain entreprises par le Centre de documentation du Cambodge, ONG associée à l'Université de Yale aux États-Unis, en recensaient en 2005 plus de 19 000, répartis sur 380 zones de génocide¹¹³.

Non loin de Phnom Penh, le site d'extermination de Choeung Ek, dénommé *Killing Fields*¹¹⁴, est un lieu de mémoire à l'égal de celui du musée de Toul Slèng. Situé à 17 kilomètres au sud de la capitale, sur l'emplacement d'un ancien cimetière chinois, c'est le plus connu des lieux de massacre répertoriés jusqu'ici au Cambodge. Environ 17 000 personnes y ont été exécutées. Peu après la chute du régime khmer rouge, des charniers contenant 8 895 corps ont été découverts à Choeung Ek. Bon nombre de ces morts étaient d'anciens détenus de S-21. Certains de nos participants se sont rendus sur place. Parmi eux, Rasmey y est allée l'an

¹¹² Kiernan, Ben. *Op.Cit.*, p. 210.

¹¹³ « Description des données géographiques », Documentation Center of Cambodia (DC-CAM), en ligne, <http://www.dccam.org/DataBase/Geographic/Index.htm>, page consultée le 25 août 2009.

¹¹⁴ Un film éponyme du réalisateur britannique Roland Joffé sur le génocide cambodgien (1984).

dernier avec ses amies. De sa visite, elle retient surtout le mémorial marqué par un stupa aux parois de verre, qui contient des milliers de restes humains. Construit en juin 1988, ce monument renferme en effet les reliques des victimes – crânes, ossements, vêtements – soigneusement classés, numérotés et posés sur une série d'étagères.

Un an après l'invasion vietnamienne de 1979 qui a provoqué la chute du régime de Pol Pot, on a peu à peu exhumé ces vestiges anonymes qui forment désormais une macabre installation. Les fosses communes d'où ils proviennent sont exposées béantes et bien visibles. L'ouverture de ce site était un support essentiel à la propagande des autorités vietnamiennes qui cherchaient à légitimer l'occupation et la mise en place d'un gouvernement cambodgien pro-Hanoï. Concepteur de la carte de crânes qui a figuré jusqu'en 2002 à Toul Slèng, le général vietnamien Mai Lam a justifié l'exposition des restes humains au musée du génocide comme à Choeung Ek, en expliquant qu'ils représentent « une preuve pour le peuple cambodgien »¹¹⁵. Pourtant, des voix s'élèvent périodiquement pour réclamer l'incinération de ces ossements, rite indispensable, selon la tradition, pour permettre aux morts de poursuivre le cycle des réincarnations. L'ancien roi Norodom Sihanouk y est favorable mais le Premier ministre Hun Sen, reprenant à son compte l'argument de Mai Lam, s'y oppose. En 2005, moyennant finances, la municipalité de Phnom Penh a cédé pour 30 ans la gestion de Choeung Ek à une société japonaise, JC Royal, censée procéder à des aménagements qui tardent à venir. L'affaire a suscité de violentes critiques, non seulement au Cambodge mais aussi à l'étranger.

Quoiqu'il en soit, la propagation de la mémoire du génocide ne se limite pas aux sites de Phnom Penh. À défaut d'être les seuls rouages de l'appareil d'épuration khmer rouge, Toul Slèng et Choeung Ek restent les plus spectaculaires. Dans toutes les provinces, les Khmers rouges ont transformé nombre de pagodes en prison. Les fosses communes se trouvent le plus souvent à l'intérieur de l'enceinte. Rendus aujourd'hui à leur rôle religieux et spirituel, ces édifices anciens du culte bouddhiste ont désormais acquis une fonction de lieu de

¹¹⁵ « Choeung Ek Genocide Memorial Stupa », Forum de discussion sur Google Earth Community, en ligne, <http://bbs.keyhole.com/ubb/ubbthreads.php?ubb=showflat&Number=574990>, page consultée le 08 mars 2009.

mémoire. Parmi les participants à notre discussion, ceux qui sont originaires des provinces se rendent au moins une fois l'an avec leur famille à la pagode de leur village natal pour y célébrer la fête des morts. C'est aussi l'occasion pour eux de rendre hommage aux victimes du génocide en visitant le stupa qui contient leurs ossements. Les lieux cités plus haut – tel le musée de Toul Slèng et le site de Choeung Èk – constituent à notre sens les lieux de mémoire dans la société cambodgienne. L'individu, explique Halbwachs, a besoin de ces cadres sociaux pour reconstituer des souvenirs oubliés. Le processus de la mémorisation se base donc sur les cadres constitués par tout ce qu'une société peut construire.

Un second facteur place les jeunes Cambodgiens face à une résurgence tangible du passé. Il s'agit des commémorations marquant le 7 janvier (chute du régime khmer rouge) et le 20 mai, dit « Journée de la haine ». Chaque année, le gouvernement et le Parti du peuple cambodgien (PPC), au pouvoir depuis 30 ans, célèbrent avec éclat le 7 janvier 1979, présenté officiellement comme la « libération » du joug khmer rouge ou « la deuxième naissance » du peuple cambodgien. Cette date donne toujours lieu à une polémique au sein de la population et de la classe politique du pays, signifiant pour les uns la délivrance de l'enfer khmer rouge, pour les autres le début de l'occupation vietnamienne.

L'anniversaire du 7 janvier est aussi marqué par la diffusion, sur les chaînes de télévision locales, de films documentaires et de fictions consacrées exclusivement au régime des Khmers rouges. On y trouve le célèbre film du réalisateur britannique Roland Joffé, *The Killing Fields* (1984) et quelques longs métrages cambodgiens, tels *L'Ombre des ténèbres*, *Le Septième sceau de l'enfer*, *Un cœur qui se souvient*, etc. Chacun interprète selon ses convictions politiques le fait que ces films soient programmés ce jour là sur le petit écran. Partisans du PPC, certains y voient la légitime dénonciation du génocide. Proches de l'opposition, d'autres estiment au contraire que le parti dominant instrumentalise ces œuvres pour les besoins de sa propre propagande.

Certes, l'opposition peut s'exprimer dans quelques journaux et stations de radio mais elle n'a pas droit de cité dans l'espace audiovisuel. Aucune des onze chaînes de télévision du Cambodge n'est véritablement indépendante. Le gouvernement les contrôle de façon directe

ou indirecte, c'est-à-dire par l'intermédiaire de ses alliés dans le business. Le groupe Apsara, qui possède une télévision et une radio, appartient au PPC. Bayon Télévision est sous la coupe de l'une des filles du Premier ministre. TV3 et TV5 sont respectivement aux mains de la municipalité de Phnom Penh et des forces armées. Kith Meng, un magnat des affaires proche du PPC détient une participation majoritaire dans Cambodian Television Network (CTN), joint venture avec un groupe suédois. Cette chaîne est cependant la seule à donner parfois la parole à des personnalités de l'opposition.

Quant à la « Journée de la haine », elle se réfère, précise Solomon Kane dans son *Dictionnaire des Khmers rouges*, à la directive du 20 mai 1976 qui lançait « la politique de collectivisation planifiée par Pol Pot »¹¹⁶. En rappel de ce jour sombre, la commémoration annuelle a lieu désormais au mémorial de Choeung Ek et se déroule en deux temps : elle commence par une cérémonie religieuse et se poursuit par une mise en scène des brutalités commises par les Khmers rouges, interprétées par des élèves des Beaux-arts. Les membres de notre atelier ont participé au moins une fois à cette manifestation, soit à Phnom Penh, soit dans leur région d'origine. Dans les provinces, les autorités locales organisent la journée dans les pagodes où des charniers ont été découverts, et qui sont devenues, de ce fait, des lieux de mémoire.

Cependant, d'année en année, cette célébration perd sa popularité. Nos jeunes participants en témoignent : ils reconnaissent ne plus vraiment faire d'efforts pour se sentir concernés. Contrairement aux survivants qui versaient des larmes à cette occasion dans les années 1980, il ne leur viendrait pas à l'idée, aujourd'hui, d'en faire autant lorsqu'ils assistent à la représentation théâtrale de la tragédie. En ce qui nous concerne, nous avons gardé un vif souvenir de cet événement dont nous avons été spectateur en classe primaire. C'était quelques années après l'effondrement du régime de Pol Pot. Les élèves étaient invités à se rassembler pour prendre part à cette Journée, et voyaient les adultes, bouleversés, insulter avec haine ces Khmers rouges qui avaient pris la vie de tant d'êtres chers. À cette époque, les enseignants de notre école nous conduisaient au musée du génocide de Toul Slèng qui se

¹¹⁶ Kane, Solomon. *Dictionnaire des Khmers rouges*. Paris : Aux Lieux d'être, 2007, p. 176.

trouve dans le quartier de notre enfance. Au cœur de ce décor et de l'ambiance sinistre qui s'en dégage, il est difficile de ne pas céder à l'émotion, même si l'on ignore tout du génocide. Les écoliers que nous étions tapaient alors de toutes leurs forces sur trois grandes marionnettes de taille humaine, fabriquées à base de paille et de chaume, qu'ils brûlaient ensuite. Ces épouvantails représentaient, de façon symbolique, trois figures majeures parmi les dirigeants khmers rouges, en l'occurrence Pol Pot, Ieng Sary et Khieu Samphan – réputés les pires et sans cesse dénoncés durant les années d'occupation. La « Journée de la haine » a, en fait, été inaugurée en 1984. Et ce, sous l'impulsion d'un nouveau gouvernement, communiste et provietnamien, qui était en quête de légitimité sur la scène internationale. Elle fut interdite officiellement au lendemain des Accords de Paris en 1991, règle plus ou moins appliquée dans les provinces, note Solomon Kane, cité plus haut. Prohibée à Phnom Penh durant huit ans, cette manifestation, remise au goût du jour, y est de nouveau célébrée depuis 1999.

6.2.3 République populaire du Kampuchéa (1979-1989)

Au Cambodge, cette période clé de l'histoire contemporaine est un sujet sensible, voire tabou. Le simple fait de l'évoquer provoque aussitôt la controverse. Nous tentons de la décrire en toute objectivité, en nous appuyant sur la discussion avec nos jeunes invités. Ces derniers savent que la République populaire du Kampuchéa (RPK) a été créée sur les ruines sanglantes du régime khmer rouge, peu après l'entrée des chars du corps expéditionnaire vietnamien, le 7 janvier 1979, dans une ville Phnom Penh quasiment déserte. Cependant, nos répondants, à quelques exceptions près, ignorent les événements qui ont suivi cette date.

En février 1979, rappelons-le, Hanoï et Phnom Penh signent un « Traité de paix, d'amitié et de coopération », conclu pour vingt-cinq ans, qui met l'accent sur « l'entraide » en matière de défense et de développement – et qui légitime à posteriori la présence des troupes d'occupation. Pendant ce temps, les Khmers rouges prennent le maquis et mènent une guérilla, de même que deux composantes non communistes de la résistance cambodgienne. Et ce, grâce à l'aide fournie par la Chine et plusieurs pays occidentaux. Sur le plan international, en novembre 1979, à l'instigation des États-Unis, de la Chine et des États membres de l'ASEAN, l'Assemblée générale de l'ONU confirme la condamnation par le

Conseil de Sécurité de l'intervention vietnamienne. Deux décisions sont adoptées qui resteront en vigueur pendant dix ans : les Khmers rouges sont les seuls représentants légitimes du Cambodge aux Nations Unies et dans l'ensemble des institutions onusiennes ; un embargo interdit toute aide au développement vers le Cambodge. La même alliance va reconstituer l'armée des Khmers rouges pour combattre la présence vietnamienne. Sous la pression de leurs sponsors, les trois factions de la résistance cambodgienne forment en 1982 un gouvernement de coalition en exil, antivietnamien. Présidée par Norodom Sihanouk qui réside à Pékin, et reconnue par l'ONU, cette structure regroupe les sihanoukistes, les républicains et les Khmers rouges.

Nos participants ne savent pas non plus comment ni pourquoi ce régime communiste provietnamien a pris fin. Sous l'effet de la pression internationale, combinée, rappelons-le, au déclin de l'URSS qui n'est plus en mesure de financer ses alliés, Hanoï se résout, non sans peine, à retirer ses troupes. Ce changement inattendu facilite l'ouverture de pourparlers entre les parties en présence au Cambodge, d'un côté les composantes de la guérilla, de l'autre le gouvernement de Phnom Penh. Plusieurs années de négociations aboutissent, le 23 octobre 1991, aux Accords de Paris, signés par les factions cambodgiennes, le secrétaire général des Nations Unies et 18 pays garants. Ces accords de paix placent le Cambodge sous la tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation d'élections libres en 1993. Depuis lors, des législatives ont lieu tous les cinq ans mais ces consultations sont loin de satisfaire les normes internationales en vigueur.

L'histoire des décennies récentes explique très largement l'état actuel du pays et les problèmes endémiques qui l'affectent. Pourtant, nous l'avons vu, elle n'a pas droit de cité dans l'enseignement scolaire. Au sein des familles, les membres de notre atelier l'attestent, les parents évoquent les années noires de Pol Pot mais restent fort discrets sur la période d'occupation vietnamienne. Sans doute parce qu'elle ne vaut pas, à leurs yeux, d'être inscrite dans la mémoire au même titre que les souffrances qu'ils ont endurées sous les Khmers rouges. De surcroît, le fait de l'aborder suscite un sentiment de malaise. Le sujet touche, certes, à l'Histoire mais aussi à la politique. De ce fait, il est pratiquement tabou car nombre de dirigeants actuels, ex-Khmers rouges, ont été impliqués dans la République populaire du

Kampuchéa, régime inféodé à une puissance étrangère qui contrôlait alors le Cambodge. Quant au PPC, parti au pouvoir depuis des lustres, il est l'héritier direct du Parti révolutionnaire du peuple du Kampuchéa, « formation créée dans le sillage de l'invasion vietnamienne de 1979 »¹¹⁷, précise Solomon Kane, et dont l'existence n'a été révélée que deux ans plus tard. Elle restera la seule autorisée jusqu'à la fin des années 1980. En changeant de nom en 1991, le PPC a officiellement abandonné l'idéologie communiste ; pourtant ses leaders sont restés les mêmes.

Au sortir d'une longue période de conflits et d'oppression, de violence totalitaire et d'atteintes massives aux droits de l'homme, d'autres pays ont sans doute connu des situations comparables, mais il demeure néanmoins rare que le passé et le présent soient aussi enchevêtrés qu'au Cambodge, que bourreaux et survivants cohabitent d'aussi près au sein d'une même société, les seconds sachant parfaitement qui sont les premiers, et les croisant parfois chaque jour dans les localités où ils résident. « La lutte pour la justice et le droit, contre le cynisme de la force, du mensonge et de la raison d'État se développent aujourd'hui dans le monde »¹¹⁸, rappelle un collectif de juristes. En témoigne la création, dans les années 1990, du tribunal pénal international (TPI) *ad hoc* sur l'ex-Yougoslavie, puis de celui sur le Rwanda et sur le Sierra Leone en 2002, et enfin le moment où la Cour pénale internationale devenait enfin une réalité.

Au Cambodge, nous l'avons dit, il a fallu attendre juillet 2006, soit plus de 30 ans après les faits, pour que soient mises en place les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), juridiction hybride chargée de juger les dirigeants khmers rouges encore en vie. Au total cinq accusés, et pas un de plus. L'action de cette instance, où les magistrats internationaux ne sont qu'une minorité face à leurs collègues nationaux, est strictement limitée par le pouvoir politique. Malgré l'obstruction de Chea Lang, son homologue cambodgienne, le procureur canadien, Robert Petit, a voulu, sur la foi « d'enquêtes et d'éléments de preuves », engager des poursuites à l'encontre de nouveaux suspects. Le Premier ministre Hun Sen a aussitôt riposté publiquement qu'il n'en était pas

¹¹⁷ Kane, Solomon. *Op.Cit.*, p. 280.

¹¹⁸ Joinet, Louis. *Lutter contre l'impunité*. Paris: La Découverte, 2002, p. 5.

question car le Cambodge risquait, selon lui, de replonger dans la guerre civile : « Je préfère voir cette Cour échouer [plutôt que] laisser la guerre se reproduire »¹¹⁹. À la fin de juin dernier, Robert Petit a présenté sa démission, effective depuis septembre dernier, et officiellement imputée à des « raisons personnelles et familiales ». Mais personne n'a été dupe. Cet automne, s'attirant à son tour les foudres des autorités cambodgiennes, l'Australien William Smith, successeur et ancien adjoint de Robert Petit, a réclamé cinq inculpations supplémentaires. Sans illusions sur ces passes d'armes, la plupart des Cambodgiens soutiennent le tribunal. Cependant, il semble que le temps soit encore bien éloigné avant que prenne fin la culture d'impunité qui sévit depuis des décennies.

Quoi qu'il arrive, chacun doit vivre avec sa conscience et l'amnésie ne saurait perdurer au Cambodge. « Comme la vengeance, elle engendre le pire », soulignent les juristes cités plus haut »¹²⁰. « Connaître la vérité sur le sort des victimes et sur l'histoire de son pays est un droit pour les citoyens et un devoir pour l'État »¹²¹. Une fois les verdicts prononcés contre les cinq accusés – à condition que tous soient encore en vie à ce moment là – si rien n'est fait pour accompagner et poursuivre l'œuvre accomplie par ce processus judiciaire, le Cambodge risque fort de se retrouver aux prises avec les mêmes blocages. Il serait vain de croire que l'existence des CETC et les procès qui s'y déroulent suffisent à rendre indépendante la justice cambodgienne, jusqu'ici soumise au pouvoir et sans cesse entachée de corruption.

La chape de l'occultation qui pesait sur l'enseignement de l'Histoire sera sans doute en partie levée, au moins concernant le régime Khmer rouge, mais qu'en sera-t-il des périodes qui précèdent et qui suivent ? Quant à instaurer une véritable démocratie, est-il possible de le faire avec ceux qui ont servi une dictature sanglante puis le régime communiste, sous domination extérieure, qui lui a succédé ? Un jour viendra où les nouvelles générations n'hésiteront plus à élever la voix pour poser des questions sur leurs ancêtres, sur la guerre

¹¹⁹ « Hun Sen : Qui sera responsable si la guerre revient au Cambodge? », Les carnets de Phnom Penh, en ligne, <http://cambodge.blogs.liberation.fr/2009/2009/09/la-r%C3%A9ponse-na-pas-tard%C3%A9-moins-dune-semaine-apr%C3%A8s-la-d%C3%A9cision-douvrir-de-nouvelles-enqu%C3%AAtes-contre-danciens-khmers-rouge.html>, page consultée le 08 septembre 2009.

¹²⁰ Joinet, Louis. *Op. Cit.*, p. 6.

¹²¹ *Ibid.*, p. 21.

civile, sur les survivants et sur la présence étrangère dans l'administration du pays. Pour s'en prémunir, les élites cambodgiennes ont fort à faire pour harmoniser, à la lumière des faits, les interprétations divergentes de l'Histoire.

-Libération ou Occupation?

À ce jour, la légitimation de l'intervention vietnamienne qui renversa le régime des Khmers rouges est loin de faire l'unanimité au Cambodge, en particulier dans la classe politique. Cet événement reste l'un des plus importants et des plus controversés de l'histoire récente. Il y a 30 ans, il s'est d'abord traduit par un soulagement général au sein de la population, ainsi délivrée d'un régime sanguinaire par les troupes vietnamiennes et un contingent, fort modeste, d'anciens Khmers rouges en rupture avec Pol Pot. Cette campagne ne s'apparentait guère à une promenade militaire car le Vietnam a perdu près de 10 000 hommes dans les combats, et l'adversaire beaucoup plus. Après avoir acclamé l'intervention du pays voisin, les Cambodgiens, au fil du temps, commenceront à nourrir de l'hostilité envers l'occupant qui ne quittera le territoire que dix ans plus tard.

Au sortir du génocide, ils n'aspiraient qu'à vivre, qu'à recouvrer leur liberté et rejoindre les membres de leur famille qui avaient survécu. Ils voulaient renouer avec les coutumes traditionnelles et leur vie d'antan. Au vu du sort que leur réservait le nouveau régime communiste, l'euphorie initiale s'est rapidement évanouie. Même si le 7 janvier (7 *makara*) marque la sortie de l'enfer khmer rouge, nombre de Cambodgiens s'agacent aujourd'hui de la récupération politique qui en est faite. Entre le clan gouvernemental qui célèbre l'événement comme une libération, et l'opposition qui s'en saisit pour stigmatiser la période d'occupation, le débat semble sans fin, et les positions des deux camps irréconciliables. Beaucoup souhaiteraient que l'on s'en tienne à la vérité historique, sans résonance politique.

Les jeunes participants à notre atelier ne s'encombrent guère de ces considérations. À leurs yeux, il s'agit avant tout d'une libération car leurs parents respectifs ont enfin retrouvé la vie. Bref, c'est le début d'une renaissance. Kunthea se souvient de ce que les siens lui ont confié : *« Pour eux, c'était le plaisir de pouvoir manger des aliments solides, de se déplacer de nouveau librement, les retrouvailles ou la recherche des proches, etc. »*. Pour les survivants

du génocide, estiment nos interlocuteurs, ce jour n'est pas comme les autres. Samnang nous rapporte qu'après une longue désertion, l'espoir est alors revenu à ses parents, un espoir fragile, encore incertain. Lorsque l'intervention vietnamienne s'est produite, ils y ont vu une chance pour eux d'être délivrés des Khmers rouges. Ils ne comprenaient pas très bien ce qui se passait au moment où les soldats du pays voisin sont apparus. Même si les Vietnamiens sont nos ennemis héréditaires, ont-ils expliqué à Samnang, ces hommes se sont montrés gentils avec eux. C'est plus tard que les histoires de pillages, de viols, de crimes commis par les troupes d'occupation ont commencé à circuler. De ce fait, les survivants au régime de Pol Pot gardaient une certaine méfiance à leur égard.

Que les Vietnamiens aient sauvé le pays d'une désagrégation définitive, personne ou presque n'en doute au Cambodge. Néanmoins, ce qui a suivi a rapidement détourné d'eux les faveurs de la population et des élites rescapées. Native de Svay Rieang, région frontalière avec le Vietnam, Rachana reconnaît que les Cambodgiens ont été « libérés » par cette offensive militaire, qu'elle interprète comme un geste humain. Car, ajoute-t-elle, ce sont les dirigeants actuels du Cambodge qui ont cherché le secours du voisin. Rappelons, au passage, qu'il s'agit là de l'une des versions invoquées par Hanoï pour justifier son intervention. Tout en adoptant ce point de vue, la jeune fille montre cependant qu'elle est restée sur ses gardes : *« Réfléchissons ! Combien de soldats le Vietnam a-t-il perdu sur les champs de bataille et combien a-t-il dépensé dans cette opération ? Il est donc logique qu'il ait voulu en tirer des avantages. C'est pour cette raison qu'il a pillé le matériel et les ressources naturelles du Cambodge pendant l'occupation. Dans ma province, les Vietnamiens ont réquisitionné des tonnes de riz et des objets de ménage entreposés sous les Khmers rouges. D'après mes parents, le rêve de Hanoï est de contrôler l'Indochine. Alors, libérer le Cambodge de l'emprise des Khmers rouges n'était qu'un beau prétexte ».*

Plus ou moins sur la même longueur d'onde, les autres participants abondent en ce sens. Ils voient cette libération comme un double avantage pour le Vietnam. Sothy, étudiant en Histoire, se montre également sceptique : *« La mise sous tutelle du Cambodge et du Laos au sein d'une Fédération indochinoise a toujours été l'ambition secrète de Ho Chi Minh et de ses successeurs ! Voyons les conséquences de cette intervention : l'une d'entre elles est que*

le Vietnam a imposé au Cambodge d'accepter sur son territoire des milliers d'immigrants vietnamiens. Aujourd'hui, ils sont partout dans le pays. Et il n'y a aucune loi pour les encadrer ».

À partir du printemps 1983, des journaux du Sud-Est asiatique et quelques titres de la presse internationale font état de cette colonisation démographique. À l'automne, la Thaïlande soulève la question lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Marie-Alexandrine Martin, anthropologue et spécialiste du Cambodge note :

Dans certains quartiers de Phnom Penh, les colons prédominent [...] Devant les réticences de la population et de hauts fonctionnaires, les convois arrivent secrètement, la nuit [dans la capitale]. Les Vietnamiens peuplent en partie les villes, les berges du Mékong et autres rivières d'importance [...] Le paysan khmer, le citadin de couche modeste ne se sent plus chez lui, la vie de village ou de quartier devient impossible quand il faut la partager avec des colons ennemis qui, de plus, possèdent une culture très différente de [celle] du Cambodge.¹²²

Lorsqu'il s'agit de l'immigration et de la souveraineté du Cambodge, nous observons que les membres de notre atelier sont motivés pour s'exprimer. Dans l'espace public, le sujet reste sensible, à tel point que les Cambodgiens manifestent une certaine réticence à l'aborder et que les enseignants évitent d'en expliquer les différents aspects à leurs élèves. À titre d'exemple, Tieng Narith, professeur de droit et de science politique à l'Université bouddhiste Sihanouk Raj de Phnom Penh, a été arrêté, placé en détention le 4 septembre 2006, et inculpé de « désinformation ». Pour quel motif ? Un manuscrit, intitulé *Philosophie politique*, où il analyse l'histoire du Cambodge et la relation des hauts dirigeants du pays avec le Vietnam. Condamné à deux ans et demi d'emprisonnement, l'enseignant purge actuellement sa peine. Pourtant, dans la cellule familiale, la critique du pays voisin reste ouverte. Les enfants posent souvent des questions aux aînés. Legs du passé, les Cambodgiens gardent généralement une animosité – qualifiée de « haine héréditaire » par nombre d'auteurs étrangers – à l'égard du Vietnam ou de la Thaïlande. Car des souvenirs amers s'attachent à ces deux voisins depuis le 17^{ème} siècle. De multiples conflits de succession au trône ont agité le royaume khmer,

¹²² Martin, Marie-Alexandrine. *Le Mal Cambodgien : histoire d'une société traditionnelle face à ses leaders politiques 1946-1987*. Paris : Hachette, 1989, p. 217-218.

contribuant à son affaiblissement. Ils ont amené les prétendants rivaux à nouer des alliances, tantôt avec le Siam (Thaïlande), tantôt avec l'Annam (Vietnam), qui réclament, en contrepartie de leur soutien, des transferts de territoire. C'est ainsi que le royaume khmer a subi amputation sur amputation.

Au début du 20^{ème} siècle, le protectorat français a eu au moins un effet positif. Après une entente entre Paris et Londres pour un partage de leurs zones d'influence respectives dans cette partie du monde, le Siam ne bénéficiait plus d'un soutien britannique inconditionnel. Après un blocus militaire français, il rétrocéda au Cambodge les provinces de Battambang, de Sisophon, de Siem Reap qu'il occupait depuis la fin du 18^{ème} siècle. Mais les agissements de la puissance coloniale ont provoqué plus tard une grande déception parmi les Cambodgiens et alimenté le ressentiment qu'ils éprouvaient déjà à l'encontre du Vietnam. Il s'agit, en l'occurrence, de la cession du Kampuchéa Krom (expression cambodgienne signifiant « Bas-Cambodge », qui désigne la Cochinchine au Vietnam) en 1949, décision unilatérale de la France au profit du Vietnam. Depuis des siècles, les provinces de cette région étaient toutes peuplées, en très large majorité, par des Khmers. Aujourd'hui encore, les Cambodgiens s'accommodent mal de ce qu'ils ressentent comme une injustice. Et ce, d'autant que Hanoï n'hésite pas à réprimer par la force les tentatives d'affirmation identitaire au sein de la communauté Khmer Krom, en dépit de leur caractère pacifique. De ce fait, la méfiance à l'égard du Vietnam reste d'actualité.

En politique, l'opposition cambodgienne utilise cette base pour attaquer les dignitaires du gouvernement actuel, qui ont un lien étroit avec le Vietnam depuis 1979 et la chute du régime khmer rouge. Quant aux jeunes, ils sont divisés dans leurs opinions et politisés. Issus de l'élite ou de la classe moyenne, certains sont obsédés par le discours du Parti du peuple cambodgien (PPC) au pouvoir ; d'autres, appartenant en général à des familles modestes, reprennent le message de l'opposition, dont ils tirent des arguments de discussion. Soulignons-le, il existe une lacune flagrante dans cette approche cambodgienne de l'Histoire et de la politique. On cherche en vain une idée, une vision commune qui pourrait réconcilier les positions antagonistes. Il n'y a guère en effet que deux tendances politiques, qui défendent leurs valeurs respectives, sur un mode à la fois radical et manipulateur. Pour justifier leur

raison d'être, l'une et l'autre se réfèrent à des événements historiques qu'ils interprètent de façon diamétralement opposée. Si un pôle centriste parvenait à émerger, ce serait sans doute l'idéal pour que la société cambodgienne ne soit pas aussi divisée et pour que le rapport à l'Histoire soit libéré des versions partisans.

La journée du 7 janvier a une portée historique et c'est uniquement sous cet angle qu'il convient de la considérer. Le fait qu'elle soit l'enjeu de querelles politiques et que son souvenir soit détourné pour servir les intérêts des partis ne peut qu'obscurcir davantage sa perception. Faut-il la commémorer ? Certes, mais avec la plus stricte neutralité. Cet anniversaire annuel prendrait tout son sens s'il rappelait que la division poussée à l'extrême engendre des désastres. Au lieu d'instrumentaliser l'Histoire, mieux vaudrait en tirer la leçon et comprendre, à la lumière des erreurs passées, que l'important est le respect mutuel dont les Cambodgiens, quelles que soient leurs orientations politiques, doivent faire preuve les uns envers les autres. Apprendre à vivre ensemble, malgré les différences, exige sans doute une culture du dialogue et du compromis, fort peu développée jusqu'ici au Cambodge.

Le 7 janvier pourrait être l'occasion de créer un consensus, car ce jour là, des millions de Cambodgiens sont sortis de l'horreur khmère rouge. C'est une réalité à ne pas méconnaître et la seule qui vaille. Alors, libération ou invasion ? La question relève de l'interprétation. Auteur de « *Cambodge, la répétition de l'Histoire (de 1991 aux élections de juillet 1998)* »¹²³, Ros Chantrabot partage ce point de vue. Lors de notre rencontre à l'Académie royale du Cambodge (ARC), le chercheur nous a expliqué qu'il a refusé de prendre position et qu'il choisit avec soin ses mots pour aborder cet événement : « *Ainsi, je parle de l'intervention des troupes vietnamiennes au Cambodge en 1979. C'est neutre ! Le problème, c'est le prolongement du séjour des troupes vietnamiennes sur notre territoire* ». À ses yeux, il faut éviter de tout ramener à la politique. Il importe d'éclairer la nouvelle génération sur cette période de l'Histoire, mais en s'en tenant aux faits, à la vérité qui s'en dégage. Les Cambodgiens, souligne le chercheur « *ont vécu cette journée comme une sortie du régime de*

¹²³ Cf. Chantrabot, Ros. *Cambodge, la répétition de l'histoire (de 1991 aux élections de juillet 1998)*. Paris : You Feng, 2000, 561 p.

Pol Pot, tandis que ceux qui vivaient alors à l'étranger ont tendance à penser qu'elle consacre le début de l'occupation vietnamienne ».

-Le pouvoir vietnamien dans l'administration cambodgienne

Certes, le pays était occupé, mais le sort des Cambodgiens s'améliorait un peu, comparé aux souffrances qu'ils avaient subies sous le régime précédent. La priorité était mise sur la reconstruction du pays. Lorsqu'ils mettent en place le gouvernement de la République populaire du Kampuchéa, en janvier 1979, les Vietnamiens font appel à des personnalités issues des deux branches du communisme khmer, qui s'étaient opposées depuis 1960, parfois de manière sanglante : les « Khmers vietminh », et les Khmers rouges – en l'occurrence ceux qui avaient fui le régime de Pol Pot. Pour compléter le dispositif, ils sollicitent également quelques Cambodgiens non-communistes, reconnus pour leurs compétences.

À l'exception des membres du groupe 2 qui ont étudié cette partie de l'histoire avec un professeur français, les autres participants ignorent l'implication vietnamienne dans la nouvelle administration cambodgienne. Piseth, qui sait visiblement de quoi il retourne, estime qu'il faut se souvenir de cette période, afin qu'elle serve de leçon pour le futur. Ses cours d'Histoire à l'université lui ont permis de connaître les dignitaires cambodgiens du régime apparu en 1979 : « Parmi les Khmers vietminh, on trouve Pen Sovann, Kang Sarin, Chea Soth, Bou Thang et Say Phou Thang. Ils occupaient, au début, des postes clés dans l'appareil d'État. Quant aux responsables issus de la mouvance khmère rouge, qui avaient rompu avec Pol Pot vers 1977 ou plus tard, on note la présence de Heng Samrin, Hun Sen et Chea Sim, etc. (...) Peu à peu, en particulier depuis 1984, il semblerait qu'on assiste à un transfert de responsabilités ministérielles au profit de la tendance khmère rouge ».

Soulignons qu'en décembre 1981, une figure de proue de cette équipe dirigeante, Pen Sovann, qui a occupé d'abord les postes de vice-président et ministre de la Défense, ensuite de Premier ministre, fut brutalement limogé et emprisonné à Hanoï pendant plusieurs années. À ce jour, aucune explication n'a jamais été donnée. Sur cette affaire, Sothy a son idée, que les autres participants accueillent favorablement : « Sans doute s'est-il opposé à la politique d'immigration vietnamienne et a-t-il manifesté des velléités d'indépendance en voulant

traiter directement avec Moscou, sans passer par Hanoï ». Son ami Virak est d'un autre avis. Il attribue la mésaventure de Pen Sovann à l'émergence d'un nouveau type de pouvoir khmer rouge : « *À l'époque, on retrouve à la tête du pays toute la hiérarchie khmère rouge de la zone Est du Cambodge, qui était entrée en dissidence à partir de 1977* ». Dans cette perspective, on comprend mieux certaines analogies entre le vocabulaire et les pratiques du Kampuchéa sous occupation, et celui des Khmers rouge, notamment dans les travaux de défense de la patrie.

À part les gouvernants cambodgiens, l'armée vietnamienne a également mis en place une administration sous tutelle. Sokha cite ses parents : « *Dans chaque village, dans chaque ville, dans chaque province, les cadres vietnamiens installent des interprètes (...) On forme aussi des comités dont les membres, soi-disant "élus", sont en réalité nommés* ». En plus des Khmers rouges réfugiés au Vietnam qu'ils avaient ramenés au Cambodge dans le sillage de leurs troupes, les « libérateurs » incluent dans leur administration les petits chefs khmers rouges qu'ils trouvent encore sur place. Le grand père de Nimole lui a décrit sa stupéfaction face au traitement réservé à ces individus : « *Les autorités vietnamiennes sauvent de nombreux cadres khmers rouges de la vindicte populaire. Après un bref stage de rééducation, ceux-ci se voient confier d'importantes responsabilités* ». Comme les autres participants, la jeune fille ne comprend pas comment les tortionnaires d'hier pouvaient ainsi bénéficier des faveurs du nouveau régime, sans même avoir été jugés. Dans son village, les bourreaux cohabitent à présent avec les victimes, et aucune justice n'a été rendue. Par ailleurs, les occupants ont cherché à recruter d'anciens responsables des régimes de Sihanouk et de Lon Nol, et des intellectuels qui avaient survécu au génocide. Échaudés par de semblables propositions à l'époque de Pol Pot, beaucoup refusent leur concours. Certains, en revanche, acceptent de collaborer, poussés par le désir sincère de reconstruire la patrie.

Une autre priorité des autorités vietnamiennes était d'assurer la création d'un Parti communiste « frère » qui pourrait, à l'avenir, encadrer la société et maintenir le pays dans l'orbite de Hanoï. Pour en savoir plus sur cette structure, nous sommes allés à la rencontre de Vong Sotheara, professeur d'histoire à l'université royale de Phnom Penh. Rescapé du régime de Pol Pot, il a vécu ses années d'adolescence au temps de la présence vietnamienne.

Reprenant la description citée dans l'ouvrage « Le Mur de bambou », il nous explique les mécanismes internes de cet appareil communiste : « *Chaque service administratif, chaque groupe professionnel, chaque association est alors dirigée par un "Snaul" (noyau), c'est-à-dire une petite équipe dont les membres sont en quelque sorte l'antichambre du Parti. Chacun doit s'efforcer d'intégrer ce "noyau", mais c'est le Parti qui choisit les candidats aptes, selon lui, à y entrer. Nul ne peut se récuser s'il est désigné. Après une formation idéologique de plusieurs années, les membres du "Snaul" deviennent membres du Parti (Pakkachun)* ».

Pour garantir la bonne marche du pays dans un sens qui soit définitivement acquis, Hanoï a implanté au Cambodge un nombre considérable de ses propres cadres, qui doublent tous les rouages de l'administration, de la police et de l'armée. Sur la base de ses propres recherches, Vong Sotheara estime qu'environ « douze mille "experts" vietnamiens sont envoyés. Du ministre au chef de commune, tous les officiels khmers doivent en référer à leurs homologues vietnamiens qui, dans l'ombre, détiennent la réalité du pouvoir et prennent l'ensemble des décisions ». La marge de manœuvre des ministres cambodgiens est si réduite que même leurs résidences privées sont gardées par des soldats appartenant aux forces d'occupation.

Citée plus haut, Marie Alexandrine Martin souligne que ces « experts » importés « dépendent des services spéciaux [vietnamiens] installés à Phnom Penh, A 50 et A 68, selon qu'ils supervisent des services civils ou militaires »¹²⁴. Le contrôle qu'ils exercent s'étend jusqu'à l'éducation, la culture et les Beaux Arts. « En charge du ballet classique, Peou You Leng, note l'anthropologue, n'acceptait pas le port des chaussures et autres transformations » que les nouveaux maîtres voulaient imposer :

Le gouvernement annula la tournée qu'il devait conduire au Vietnam. Il s'y rendit seul et en parfaite santé : il revint dans un cercueil [...] L'ensemble des pratiques culturelles est remis en cause [...] Le modèle n'est pas seulement politique, il est aussi ethnique. Il s'agit d'une dékhmèrisation, d'une dilution des caractéristiques khmères dans le moule vietnamien.¹²⁵

¹²⁴ Martin, Marie-Alexandrine. *Op.Cit.*, p. 208.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 224-228.

-Le mur de bambou ou la politique K-5

La décision de construire ce qui serait bientôt appelé le « Mur de bambou » ne fut jamais annoncée publiquement. Dès 1979, l'armée vietnamienne a pris l'habitude de réquisitionner des civils cambodgiens pour l'exécution de tâches en tout genre. Dans un premier temps, la population a dû participer au «travail socialiste»: consistant à édifier des digues, des routes, des terrassements, il se déroulait plus ou moins à proximité du domicile et s'avérait utile pour les habitants. Très vite, cependant, les ouvrages planifiés ont pris un caractère militaire : les paysans ont reçu l'ordre de défricher les forêts avoisinantes et de construire des barrières de protection autour des centres d'habitations les plus importants, puis autour des villages, et des voies ferrées. Le pire restait à venir.

Aux yeux de Vong Sotheara, il est essentiel que les Cambodgiens gardent en mémoire cet épisode de leur histoire récente car il se caractérise par une nouvelle tragédie : « *Les Cambodgiens en bonne forme devaient participer à la construction du mur de bambou* ». Médecin, Esméralda Lucioli comptait alors parmi les rares Occidentaux tolérés au Cambodge par les autorités vietnamiennes. Sous l'égide de la Croix Rouge française, elle travaillait alors à l'Institut national antituberculeux à Phnom Penh. Son livre, « Le Mur de bambou » apporte un éclairage précieux, en juillet 1984, souligne-t-elle :

Des rumeurs mystérieuses se propagèrent parmi les Cambodgiens. Chacun devait désormais se rendre sur la frontière, plusieurs mois par an, dans des régions minées et fortement impaludées, pour construire une sorte de nouvelle muraille de Chine entre le Cambodge et la Thaïlande. L'idée paraissait folle [...] Au bout de quelques semaines, il a fallu pourtant se rendre à l'évidence : les départs commençaient et ces travaux allaient bientôt devenir la hantise de [la population].¹²⁶

Pendant ce temps, Marie-Alexandrine Martin effectue deux enquêtes de terrain parmi les réfugiés cambodgiens qui affluent dans les camps de Thaïlande. Sur la foi des témoignages convergents qu'elle y recueille dès 1984, elle tire la sonnette d'alarme, dénonçant avec insistance la politique de l'occupant et ses méthodes. Intitulé « Le Progrès de la

¹²⁶ Lucioli, Esméralda. *Le mur de bambou : le Cambodge après Pol Pot*. Paris : Régine Deforges, 1988, p. 105.

vietnamisation du Cambodge », son article publié en février 1986 par la revue *Études* démontre que les forces vietnamiennes astreignent les Cambodgiens à de véritables travaux forcés, d'ordre stratégique. Depuis septembre 1984, toute la population a en effet été mobilisée pour réaliser un ouvrage gigantesque, répondant à l'appellation officielle de « travaux de défense de la patrie ».

C'est à Hanoï, au début de cette année-là, que le Comité central du Parti communiste vietnamien a décidé d'ériger cette « ligne de défense » de 800 kilomètres de long, adossée à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. L'édification de ce « mur » asiatique devait s'opérer en trois étapes : d'abord le défrichage, dans la jungle et les montagnes, d'une bande de terrain de trois à quatre kilomètres de large ; puis le percement de tranchées, l'élévation de digues et la construction de hautes palissades de bambou, doublées de barbelés et de champ de mines ; enfin l'ouverture d'une route stratégique longeant le « mur », destinée à acheminer troupes et munitions et à faciliter ainsi la surveillance de la frontière. Les autorités cambodgiennes ont été chargées d'exécuter le projet.

Vong Sotheara se souvient encore d'une émission de radio Phnom Penh, consacrée à ces « travaux de la défense de la patrie », qui répercutait la propagande du régime : « *Tout porte à croire que ces travaux devaient être réalisés le plus rapidement possible, quels qu'en soient le coût en vies humaines et les conséquences économiques* ». En effet, les dirigeants vietnamiens sont déterminés à boucler la frontière khméro-thaïlandaise, poreuse aux incursions et aux attaques, qui représente pour eux un front majeur de vulnérabilité. Lors de l'offensive de la saison sèche 1984-1985, leurs troupes parviennent à détruire les principales bases de la résistance situées dans la région. Pour consolider cette victoire, Hanoï veut fermer hermétiquement le territoire cambodgien aux infiltrations de la guérilla et empêcher la population de fuir vers la Thaïlande.

Ce dessein, le général Le Duc Anh, vice-ministre vietnamien de la Défense et membre du Comité central du Parti, le confirme sans ambiguïté dès le mois de décembre 1984. Transformé, à huis clos, par les Khmers rouges en camp de la mort, le Cambodge aux mains de ses nouveaux maîtres est désormais converti en bagne meurtrier. La population ne s'y

trompe pas, rapporte Esméralda Luciolli : « *On est passé d'un mal à l'autre, répétaient entre eux les Cambodgiens* »¹²⁷. Ce leitmotiv s'exprimait aussi sous forme de blague grinçante : « *Pol Pot nous a amenés au bord du gouffre, les Vietnamiens nous ont fait faire un grand bond en avant !* »¹²⁸. Le plan stratégique appliqué par l'occupant est désigné par un sigle mystérieux, « K-5 » (Ke Hoach 5, le chiffre se référant aux divers points qu'il comporte), dont les habitants ignorent la signification. Happés par les « travaux de défense de la patrie », ils les évoquent en khmer par le terme « défricher », qui décrit à lui seul le caractère pénible de la corvée imposée.

Lorsque nous abordons la discussion sur la mise en œuvre de ce dispositif et de ses conséquences pour les Cambodgiens, Leakhana se porte volontaire pour faire partager l'expérience de sa famille. Sans doute connaît-elle mal l'histoire politique des années 1980, mais son père et ses oncles figuraient dans la liste des « réquisitionnés ». Les faits restent très présents à sa mémoire : « *Le gens de mon village parlaient souvent du départ au défrichage comme d'un nouveau "17 avril" (...) Les soldats sont venus chercher mon père et mes oncles, chez nous, en pleine nuit. Ils ne leur ont pas dit où ils allaient. Comme nous vivions à la campagne et que nous n'étions pas riches, les hommes de la famille ne pouvaient se soustraire à l'enrôlement. Pour ce faire, il fallait corrompre les autorités locales (...) En échange de grosses sommes d'argent, les responsables du recrutement "ferment les yeux" et envoient quelqu'un d'autre à la place du "volontaire" désigné. Certains appelés s'arrangent directement avec un remplaçant* ».

Les fonctionnaires, eux aussi, sont mobilisés au profit de ces travaux d'ordre stratégique. Les plus instruits sont utilisés à des tâches d'intendance et de supervision, tandis que le personnel non qualifié rejoint les brigades de travailleurs. Les cadres haut placés ou protégés, en revanche, n'ont pas à partir. Il arrive parfois que des bureaucrates privilégiés y soient contraints, mais seulement pour de courtes périodes, trois à quatre semaines, au lieu des cycles habituels de trois à six mois. Ils sont également affectés à des fonctions moins

¹²⁷ Entretien avec Eurasie.net réalisé par Emmanuel Deslouris, le 6 mai 2007, en ligne, <http://www.eurasie.net/webzine/spip.php?article840&lang=fr>, page consultée le 20 septembre 2009.

¹²⁸ *Idem*

dangereuses que la plupart de leurs collègues. Quoi qu'il en soit, pendant plusieurs années, chaque ministère, chaque département, chaque service public se voit en permanence privé d'une partie de ses effectifs. En poste à la direction de l'Agriculture de la province de Kompong Cham, le père de Chetra était astreint à la corvée du « mur » : *« De peur qu'il n'en revienne plus, notre famille a décidé de vendre la récolte de riz, raconte le jeunes homme, pour "payer" les autorités. Peu de temps après, c'était le tour de mon frère. Nous n'avons cessé de nous appauvrir à cause de ces convocations absurdes ! »*.

Pour être exemptés, d'autres portent atteinte à leur intégrité physique, espérant ainsi obtenir une dispense médicale. Dans la région de Battambang, l'un des oncles de Polen refusait de quitter son village : *« Il s'est tiré délibérément une balle dans le bras. Comme ça, il a pu rester avec sa famille. S'il était parti, la mort l'attendait, c'est sûr ! »*. Des récits alarmants, transmis de bouche à oreille, circulaient alors partout dans le pays. *« On a entendu dire, reprend Polen, que sur le chantier, les victimes des mines avaient peu de chance de survivre. Les blessures graves sont fatales. Des dommages plus légers, par exemple aux membres inférieurs, donnent lieu le plus souvent à des amputations »*. Sophea renchérit, citant l'un de ses voisins qui a lui-même été atteint par l'explosion d'une mine : *« Pour le moindre dégât, on coupe ! (...) Le sort des ces milliers d'invalides est tragique. Ils sont dépourvus de toute ressource (...) Voyez le sort de mon voisin : on a interdit de l'employer à nouveau comme fonctionnaire parce que si des amputés occupaient des postes dans les services publics, cela diminuerait d'autant le personnel susceptible d'aller au défrichage »*.

Dans « Le Mur de Bambou », Esméralda Luciulli précise qu'*« en principe, on ne réquisitionne que les hommes âgés de 17 à 45 ans, mais il arrive fréquemment que des femmes ou des adolescents soient désignés, faute d'autre personne disponible dans la famille. Pour l'ensemble du pays, chaque départ rassemble, en moyenne, 100 000 à 120 000 personnes, soit des milliers par province [...] Les chiffres sont parfois annoncés à la radio pour exalter les provinces ayant dépassé les quotas »*¹²⁹. Les mines, cependant, ne sont pas la cause majeure des pertes en vies humaines. Le paludisme tue bien davantage : les zones où se déroule la construction du dispositif sont connues pour être infestées par la malaria. Qui plus

¹²⁹ Luciulli, Esméralda. *Op.Cit.*, p. 108.

est, une fois malades, les « volontaires » sont contraints de continuer le travail jusqu'à la limite de leurs forces.

Quoi qu'il en soit, de tous les aspects de l'occupation, le plan K-5 reste le plus inquiétant. Il traduisait clairement l'obsession paranoïaque du contrôle territorial et humain qui hantait les dirigeants vietnamiens, peu différents en ce sens de leurs homologues soviétiques. Officiellement, la construction du mur était présentée comme une nécessité pour assurer la « sécurité » du pays, face aux attaques de la résistance basée à la frontière khméro-thaïlandaise. Elle n'a pas empêché les Khmers rouges et leurs alliés de poursuivre la guérilla. Stratégiquement absurde, le dispositif a eu des conséquences catastrophiques pour le peuple cambodgien. Ce dernier a payé un lourd tribut, estimé par l'anthropologue Marie-Alexandrine Martin, à « des dizaines de milliers de vie humaines », sans oublier la réapparition de famines ponctuelles, provoquées par les ponctions massives opérées sur la population des campagnes. Succédant à la tragédie khmère rouge, cet épisode a été qualifié de « nouveau génocide ».

-« *Vendez votre riz à l'État !* »

Parallèlement au contrôle politique, l'administration a progressivement pris en main la production agricole. En 1979, dans un premier temps, elle a laissé les paysans libres assurer leur propre subsistance. Ces derniers sont alors revenus spontanément à la pratique traditionnelle de l'exploitation privée et familiale. Dans leur village de la province de Svay Reang, les parents de Sotheavy ont dû redémarrer à zéro, avec des moyens dérisoires. Au moins avaient-ils l'espoir, grâce à leur travail, d'améliorer leurs conditions de vie. Mais peu après, les nouveaux détenteurs du pouvoir ont imposé la collectivisation à l'agriculture cambodgienne. La population a dû former des « groupes de solidarité », dénommés à l'époque *krom samaki*, et rassemblant chacun une dizaine de familles. Ces structures collectives de taille réduite sont conçues comme des unités de base, destinées à faciliter l'encadrement de la production. Les autorités leur distribuent des parcelles de terre, réparties ensuite entre les familles composant le *krom samaki*. Les chariots, les outils et les bêtes de trait sont mis en commun.

D'ascendance paysanne, Daravy n'oublie jamais les difficultés de ses parents – qui lui ont raconté les tourments infligés par le « communisme vietnamien » : *« Après la récolte, chaque famille dispose du riz qu'elle a produit, du moins en théorie, car elle est tenue d'en céder une grande partie à l'État, à très bas prix. Ceux qui ne se plient pas à cette directive sont suspectés de cacher du riz pour le vendre à la guérilla. Ils n'ont pas accès aux biens de consommation courante, vêtements, moustiquaires, savons, etc., que l'on peut se procurer dans les villages, à moindre coût, auprès des services du ministère du Commerce. Pour acheter ces produits, les paysans doivent exhiber les justificatifs de leurs ventes à l'État ».*

Une fois le quota de riz livré aux autorités, la famille conserve en principe ce qui lui est nécessaire pour couvrir ses besoins, et, avec un peu de chance, un surplus à écouler sur le marché libre. Cependant, précise le professeur Vong Sotheara, elle *« doit aussi fournir à l'État, gratuitement, deux contributions de cinq à dix kilos de riz par mois, selon les régions, l'une dite « patriotique » pour l'armée, l'autre qualifiée de "volontaire" pour les travaux de défense de la frontière »*. Accablée par cette stricte obligation qui la plongeait dans un dénuement insupportable, la famille de Kanitha a décidé de quitter le Cambodge en 1986. La jeune fille a passé son enfance dans un camp de réfugiés en Thaïlande. C'est en 1993 qu'elle a regagné le pays natal, dans le cadre du rapatriement des réfugiés cambodgiens organisé par l'ONU. *« Chez nous, souligne-t-elle, on cultive la terre en privé. Mais tous les ans, "ils" venaient nous prendre la récolte, en nous laissant seulement 150 kg par personne – le père, la mère et les trois enfants. Le reste allait à l'armée ».*

En effet, le pouvoir veut éviter que les paysans vendent leur surplus aux combattants de la guérilla, qui offrent un bien meilleur prix (et en particulier aux Khmers rouges). De ce fait, il a placé les régions infiltrées par la résistance sous haute surveillance. Vuthy vivait alors avec les siens dans la province de Battambang, à quelques kilomètres de la frontière thaïlandaise. Un jour, les autorités ont saisi le stock de riz appartenant à la maisonnée : *« Avant, se souvient-il, nous avions de quoi manger. De peur qu'on ravitaille les résistants, "ils" ont tout emporté pour l'État »*. La plupart du temps, les responsables locaux ne laissent aux familles que le strict minimum pour survivre pendant l'année.

Les archives audiovisuelles visionnées au Centre Bophana le montrent clairement : à cette époque, malgré quelque progrès depuis la chute de Pol Pot, le Cambodge ne produit pas assez pour nourrir ses habitants. Les responsables gouvernementaux imputent la responsabilité de cette situation à trois facteurs : l'héritage des Khmers rouges, les conditions climatiques et les attaques de la guérilla. Cependant, lorsque la récolte de riz est bonne, un pourcentage croissant est prélevé par les autorités, qui ne sont jamais en peine de prétextes pour justifier une telle mesure : les vivres à fournir aux travailleurs de la frontière, à l'armée khmère et au corps expéditionnaire vietnamien, qui compte environ 150 000 hommes ; et surtout le remboursement de prêts divers provenant de provinces vietnamiennes. C'est à ces créances que se réfèrent bon nombre de Cambodgiens lorsqu'ils dénoncent le « détournement » de centaines de tonnes de riz vers le pays « frère ».

-Jumelage de provinces entre le Cambodge et le Vietnam

Un autre point commun se dégage des échanges avec les participants des cinq groupes : ils font preuve de méfiance à l'égard de « l'amitié fraternelle et éternelle » entre le Cambodge et le Vietnam, que les élites cambodgiennes ne cessent de scander. Ils nous rapportent que leurs parents ne croient guère à une quelconque « solidarité » mutuelle, et certainement pas dans le domaine économique. Le Traité de paix, d'amitié et de coopération que Hanoï et Phnom Penh signent, le 18 février 1979, vise à renforcer « la solidarité militante, la coopération amicale et l'entraide à tous les égards entre les deux pays »¹³⁰. Il se traduit, entre autres, par le jumelage de provinces cambodgiennes et vietnamiennes. C'est l'aspect qui suscite généralement le plus de commentaires au Cambodge. D'autant que l'article 9 stipule que le traité est « valable pour une période de 25 ans et sera tacitement reconduit chaque fois pour dix ans si l'une des deux parties contractantes ne notifie pas par écrit à l'autre son désir de l'abroger un an avant son expiration »¹³¹. À l'égal des autres participants, Chamroeun ne voit pas l'intérêt de cette coopération tous azimuts, dont le Cambodge, estime-t-il, est le grand perdant. Il s'en est convaincu grâce aux documents qu'il a pu lire dans le cadre de son cours d'histoire contemporaine du Cambodge, assuré par un professeur français: « *la face cachée*

¹³⁰ « Traité de Paix, d'Amitié et de Coopération Vietnam-Kampuchéa », Comité des frontières du Cambodge, en ligne, www.cfcambodge.org/DocTraité/T1979F.doc, page consultée le 25 février 2009.

¹³¹ *Idem*

du traité, explique le jeune étudiant, c'est l'appropriation des ressources naturelles du Cambodge par le Vietnam. Autrement dit, nous leur donnons du bon riz et ils vendent ici le leur, qui est mauvais ! ». À ses côtés, Sothy ajoute en riant : « Nous leur donnons de l'hévéa en échange de leur ciment de basse qualité ! C'est ça la coopération bilatérale équitable ? Nous leur donnons les médicaments de l'aide internationale en échange de succédanés vietnamiens, qui n'ont pas efficacité ! ».

Originaire de Takeo, Sophat renchérit : son père, raconte-t-il, a vu des camions de riz cambodgien franchir la frontière et des bateaux chargés de caoutchouc se diriger vers Ho Chi Minh ville ; à l'époque fonctionnaire du ministère de la Santé, il a pu observer des Vietnamiens prélevant, directement dans les entrepôts, des colis de l'aide internationale destinée au Cambodge. En dehors même de la discussion avec les membres de notre atelier, nombre de témoignages et d'affirmations convergentes recueillis sur le terrain font état de ces transferts, dont l'existence n'est pas douteuse.

Pour avoir une idée plus précise de la nature des transactions qui se mettent en place entre les deux pays, nous avons demandé une entrevue au professeur Vong Sotheara. À la lumière de ses propres recherches, ce spécialiste d'Histoire constate qu'en effet, *« dans le cadre des jumelages entre provinces, des produits cambodgiens partent officiellement vers le Vietnam. Et ce, au titre de remboursements des prêts consentis en 1979, dans les premiers mois qui suivirent la chute des Khmers rouges. Le Cambodge était alors démuní de tout. Il peut aussi s'agir d'échanges prévus par des accords entre provinces – par exemple, du caoutchouc contre des matériaux de construction – dont les Cambodgiens disent qu'ils se font au bénéfice de la partie vietnamienne. Enfin, des prélèvements purs et simples sont effectués sur les denrées alimentaires, en particulier le riz et le poisson. Une partie nourrit les troupes d'occupation, le reste est acheminé vers le Vietnam ».*

Pour mieux décrire la logique interne des jumelages, l'universitaire s'appuie sur les caractéristiques respectives des régions concernées. Ainsi, la province de Battambang, « grenier à riz » du Cambodge, est-elle couplée avec celle de Quang Nam-Danang, l'une des plus peuplées et sous-alimentées du Vietnam. En échange de riz, cette dernière fournit à sa «

jumelle » des bicyclettes et du ciment. La province de Siem Reap, elle aussi, livre une aide alimentaire importante à sa « jumelle » Binh Tri Thien qui, en contrepartie, prête des ouvriers vietnamiens à l'usine de saumure locale. *« Cette pratique qui consiste à troquer des produits contre des ouvriers, précise Vong Sotheara, est plus ou moins imposée par l'occupant. L'économie vietnamienne en tire un double bénéfice. D'un côté, elle procure au Cambodge la seule chose qu'elle ait en trop, la force de travail ; de l'autre, elle obtient ainsi des produits qui lui font défaut. Par ailleurs, les migrants vietnamiens ont tout intérêt à travailler au Cambodge, car ils y jouissent d'un niveau de vie meilleur que dans leur propre pays ».*

À travers les témoignages et les analyses cités plus haut, les formations sociales de la mémoire cambodgienne s'établissent dans un monde rempli d'objets constitués de cadres, et sont ainsi transmissibles à la nouvelle génération. La conversation – prolongée et située dans un cadre – avec les jeunes participants nous permet de comprendre que l'interaction avec eux et la connaissance objective est un double processus d'extériorisation et d'objectivation ; et il est entretenu par l'entremise de l'institutionnalisation dans les sociétés. La langue cambodgienne – conçue comme une institution utilisée dans notre démarche – est déterminante pour décoder ce qui est intériorisé par nos interlocuteurs. Berger et Luckmann expliquent que l'intériorisation permet à l'individu de comprendre l'autre et de donner un sens au monde en tant que réalité sociale. En ce terme, ces trois processus (extériorisation, objectivation, intériorisation) constituent « le monde social ». Le stock de connaissances peut rendre possible un sens commun, à moins que nous procédions à l'interaction.

La légitimation de la mémoire cambodgienne – du Sangkum Reastr Niyum, de Pol Pot et de l'occupation vietnamienne est, nous semble-t-il, plutôt réellement transmise oralement à travers des cellules familiales que grâce à la subjectivité des corps enseignants (sauf à de rares exception près, nous l'avons dit). Donc, le monde social de la souvenance de ces trois périodes se détache complètement de ce qui est légitimé à présent par l'appareil de la « propagande » du gouvernement cambodgien. C'est dans le processus de socialisation que les acteurs de groupe focus s'approprient, d'une manière ou une autre, l'Histoire récente du Cambodge. Certains jeunes – qui rapportent ce qu'ils ont entendu – ont dû évidemment faire abstraction dans leur conscience, des exhortations de leurs parents et de leurs enseignants. En

l'occurrence, les témoignages sur le régime khmer rouge nous l'attestent bien. Cette abstraction établit une symétrie entre la réalité objective de la société et la réalité subjective de nos interlocuteurs. C'est sans doute dans le stade de la socialisation primaire que les aînés attribuent des rôles aux jeunes, et qu'ils leurs inculquent à se comporter selon des attitudes spécifiques.

Quant aux jeunes du groupe 2 – composés d'étudiants en Histoire –, ils ont une connaissance en la matière supérieure à celle des autres adultes de groupe focus. Leurs réflexions sont plus poussées au cours de la discussion. Ils représentent, si nous nous rappelons de la théorie de la construction sociale de la réalité de Berger et Luckmann, les individus déjà socialisés qui se sont incorporés dans un nouveau secteur du monde objectif de la société. Ceci dit, leur formation académique est un « sous-monde » institutionnel orienté vers un métier. C'est dans la socialisation secondaire, expliquent les deux auteurs, que l'individu a besoin de techniques spécifiques ou de connaissances particulières pour renforcer son intériorisation.

Les deux étapes de la socialisation montrent que l'intériorisation de l'individu s'inscrit dans la structure sociale. De ce point de vue, la remémoration se traduit par un « acte social ». Reprenant la théorie de la sociologie de la mémoire d'Halbwachs, la construction de même que la transmission d'une mémoire est essentiellement effectuée à travers les institutions et les interactions entre les agents d'un groupe qui possèdent un certain nombre de « stock social de connaissance » ou de représentations mémorielles partagées par le collectif.

CHAPITRE 7

LA MÉMOIRE : ENTRE SOUVENIR ET EFFACEMENT

7.1 La société cambodgienne entre la mémoire et l'oubli

7.1.1 Le syndrome du silence

La discussion avec des jeunes appartenant à la génération née après le génocide permet de comprendre comment ils s'approprient, tant bien que mal, le passé de leur propre pays, via les récits de leurs parents et des personnes âgées qui les entourent. Nous ne prétendons aucunement écrire avec eux une histoire contemporaine du Cambodge. Nous tentons, en revanche, de reconstituer, de bric et de broc, une mémoire qui repose avant tout sur les souvenirs fragmentés des proches, et qui varie dès lors d'une famille à l'autre. Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, nous avons cherché de l'aide auprès de chercheurs cambodgiens¹³² dont les analyses objectives nous ont éclairés sur certains épisodes historiques. Toutefois, certains épisodes demeurent occultés, recouverts par le voile du déni ; et puis, force est de constater que l'analyse d'autres événements est encore imbriquée dans des interprétations politiques subjectives.

Dans tous les pays qui ont subi des tragédies, le travail de mémoire, indispensable à la recherche de la vérité, est un processus long et difficile. Il se trouve largement facilité si l'État lui-même y apporte son concours sous différentes formes, accorde une reconnaissance publique aux victimes et contribue, aux côtés de la société civile, à la lutte contre l'impunité. Or, pendant une trentaine d'années, rien de tel n'a eu lieu au Cambodge. Sur le terrain, nous avons maintes fois observé que les survivants du génocide se confient volontiers aux étrangers, leur décrivant ce qu'ils ont enduré, mais qu'ils éprouvent une certaine répugnance à en parler entre eux. Avec leurs enfants, ils évoquent parfois le passé, sans parvenir cependant à formuler les souffrances qu'ils ont vécues. Les propos de nos participants en témoignent. Dans le cadre familial, les aînés s'expriment sur le mode très réducteur de la doléance, à savoir : « *Tu critiques la nourriture, tu ne travailles pas à l'école, mais sous Pol*

¹³² Ros Chantrabot, Sorn Samnang, Vong Sotheara et Heng Samnang

Pot, il n'y avait rien à manger, on ne se reposait jamais, etc. ». De surcroît, en guise d'explication, la seule figure de Pol Pot est brandie, « comme un épouvantail ou un cataclysme incompréhensible », ce qui ne permet guère aux plus jeunes d'appréhender les faits qui ont précédé leur naissance.

Sans doute ne faut-il pas s'étonner qu'il en soit ainsi. Pour faire face aux exigences de la survie au quotidien, les rescapés du génocide ont cherché à enfouir dans les tréfonds de leur mémoire les souvenirs atroces qui les hantaient. Personne, aucune commission d'enquête n'était là pour les écouter. Pas plus au sortir du génocide qu'à la fin du régime communiste pro-vietnamien. Au lieu de chercher à établir la vérité sur les crimes commis, les autorités ont délibérément institutionnalisé l'amnésie et imposé aux victimes de vivre avec les bourreaux, au nom de la bien nommée « réconciliation nationale ». Les acteurs politiques de ces trente dernières années ont choisi de se taire. Certains, et non des moindres, ont eu, par le passé, des liens avec le régime de Pol Pot. Quant aux anciens tortionnaires, assurés de leur impunité, ils se sont enfermés dans le mutisme. Sur fond de traumatisme, le syndrome du silence s'est infiltré partout dans la société, et l'histoire récente, frappée de tabou politique, a disparu dans un trou noir. Absente de l'enseignement, elle ne subsiste guère qu'à travers les bribes de souvenirs transmis par les survivants à leur descendance.

Dans ce contexte, où le témoignage oral tient lieu d'analyse historique, plusieurs membres de notre atelier estiment que le rôle de l'école est de jeter des ponts entre le présent et le passé. Samphoas, originaire de la province de Kandal, s'en explique: « *J'attends des cours qu'ils m'informent sur l'histoire contemporaine, celle que je n'ai pas vécue, car je n'ai aucun moyen de savoir ce qui s'y passait* ». Les enseignants eux-mêmes reconnaissent la nécessité d'enseigner aux jeunes générations les faits et les événements qui ont précédé leur naissance. Mais nombre d'entre eux considèrent que l'état d'avancement démocratique du pays ne permet pas une analyse sereine. Ngiem Sidara, un enseignant au lycée Hun Sen Prey Nup (province de Preah Sihanouk) préfère se résigner à attendre et nous explique : « *Dans les conditions actuelles, souligne-t-il, il vaut mieux patienter et s'adapter à la circonstance. On enseigne ce qui est officiellement autorisé. Beaucoup de sujets restent problématiques*

concernant les événements nationaux de l'indépendance à nos jours. La démocratie cambodgienne est encore jeune ! ».

Pour ses cours à l'Université Royale de Phnom Penh, Vong Sotheara dit n'utiliser que des ouvrages écrits par des chercheurs étrangers – tel *Cambodian History* de David Chandler à propos de l'époque angkorienne, ou *Cambodge, année zéro* de François Ponchaud concernant le régime des Khmers rouges. Et s'il agit ainsi, c'est qu'il ne trouve pas d'études équivalentes en langue khmère : « *Si je fais une sélection, la plupart des ouvrages de référence sont étrangers, et il n'y a pratiquement pas de livres d'histoire à proprement parler en cambodgien* ». Par ailleurs, la discipline souffre d'un autre handicap. Au Cambodge, un nombre conséquent de professeurs d'Histoire n'ont pas de grades universitaires dans la matière. Afin de compenser la maigreur de leurs revenus, certains enseignants cumulent deux postes. Quand le professeur de français assure déjà les cours d'histoire dans un lycée de province, il arrive que le nouveau titulaire de la chaire, jeune historien diplômé, se trouve contraint d'enseigner les maths, la biologie ou l'anglais.

7.1.2 À chaque régime politique sa propre version de l'histoire

Au Cambodge, depuis un demi-siècle, les régimes qui se sont succédé ont tous manipulé l'histoire du pays, chacun d'eux fabriquant sa propre version. Aujourd'hui, la liberté d'expression reste très relative : les citoyens peuvent s'exprimer, dans un cadre strict et surveillé. Il y a des interdits et des tabous à ne pas transgresser. Pas question, par exemple, de mettre en cause publiquement certaines personnalités politiques pour leur implication dans le régime des Khmers rouges. Pour ne citer que les plus en vue, il s'agit de l'ancien roi Norodom Sihanouk, auquel il serait inconcevable de manquer de respect, de trois officiels qui occupent les plus hautes fonctions de l'État, Hun Sen (Premier ministre), Chea Sim (président du Sénat), et Heng Samrin (président de l'Assemblée nationale), sans oublier quelques ministres. Le Cambodge veut se donner une façade démocratique mais dans les faits, mieux vaut en avoir conscience, c'est un pays post-totalitaire ou post-communiste. Bien qu'il ait officiellement abandonné le communisme, le régime cambodgien est, à bien des égards, comparable à celui de la Chine actuelle – où un noyau dur persiste, au sein du pouvoir, alors que la croyance idéologique à disparu.

Au Cambodge, l'équipe dirigeante a désormais pour seule doctrine le monopole du pouvoir et la mainmise sur l'économie et les sources de profit. Depuis une quinzaine d'années, cette élite politico-économique s'est considérablement enrichie, phénomène analogue à ce qui s'est produit en Chine, avec des traits communs de corruption, d'opacité et de népotisme. À ceci près que périodiquement, fut-ce pour l'exemple, des officiels chinois haut placés sont arrêtés et condamnés pour détournement de fonds, ce qui n'a pratiquement jamais lieu au Cambodge. Par ailleurs, l'administration du royaume manifeste, le plus souvent, un remarquable désintérêt pour toute notion de service de l'État et de bien public. Dans ces conditions, comment le Cambodge parvient-il, malgré tout, à se développer ? La réponse est à chercher du côté de la société civile, dont l'émergence, facilitée par la présence de nombreuses ONG sur le territoire cambodgien, est désormais un fait acquis. Encore peu organisée, elle manifeste cependant un véritable dynamisme, créant des îlots de liberté au sein d'un pays sous contrôle. En ce sens, la situation est très différente de celle que l'on peut observer en Chine ou au Vietnam.

Hormis des traits politico-économiques communs, les régimes non-démocratiques sont tous obnubilés par l'histoire, qu'ils manipulent, révisent et réinterprètent au gré de leurs intérêts. Les Khmers rouges, nous l'avons vu, ont instrumentalisé le prestige du royaume angkorien à des fins de propagande : « *Si notre peuple a pu bâtir Angkor, déclarait Pol Pot en 1977, il est capable de tout* »¹³³. Sous l'occupation vietnamienne, l'horizon historique disparaissait bien souvent sous les brumes doctrinales importées de Hanoï. À cette époque, quand les écoles rouvrent leurs portes avec l'aide d'experts vietnamiens, nous rappelle Iv Chan, ancien directeur du département d'histoire à l'Université royale de Phnom Penh (URPP), il ne s'agit plus officiellement d'enseigner l'histoire mais la *morale politique* : « *l'objectif était d'abord de fortifier le front anti Pol Pot et la haine du régime génocidaire khmer rouge. Il n'y avait pas d'analyse. Et on ne parlait pas du tout de l'idéologie communiste du Kampuchéa démocratique, qui aurait pu être rapprochée de celle de Hanoï* ». Enseignant d'histoire au lycée de Ménot (province de Kompong Cham), Sok Chamroeun nous explique comment il contourne, avec ses élèves, les problèmes d'interprétation qui opposent aujourd'hui les

¹³³ Short, Philip. *Pol Pot, anatomie d'un cauchemar*. Paris : Denoël, 2007, p. 378.

groupes d'intérêts politiques : *« Il faut admettre que les Vietnamiens nous ont aidés. Pourquoi ? Parce que les dirigeants au pouvoir actuel le leur ont demandé, et qu'ils y trouvaient un intérêt. Le problème est qu'aucun manuel en cambodgien n'élucide en détail cette partie de l'histoire récente. Ce n'est pas évident de mettre en perspective les vérités profondes qui permettraient de comprendre notre histoire. Pendant mes cours, j'ai expliqué aux élèves ce que je savais, ce qui détourne complètement les cadres officiels du livre. Mais j'interdis formellement à mes élèves d'écrire ce que je leur dis le jour de l'examen ».*

La manipulation politique des événements se manifeste davantage dans ce qui n'est pas dit ou pas montré. Pour en revenir au manuel de 12^{ème} suspendu en 2002, trois photos, apparemment anodines, figurent à la page 230. Rapprochées les unes des autres, elles apportent la preuve visuelle d'une falsification témoignant de l'intrusion du politique dans l'histoire. Sur le cliché original, on voit trois des plus hauts personnages du Cambodge actuel, Chea Sim, Heng Samrin et Hun Sen, alors dirigeants du FUNSK et principaux cadres du PRPK (ancêtre du PPC), en compagnie de Pen Sovann, premier secrétaire de ce parti « révolutionnaire ». Sur la photo finale retouchée, Pen Sovann a disparu : incarcéré à Hanoï en 1981 et déclaré fou (voir p. 123). Il est réapparu à Phnom Penh en 1992, apparemment sain d'esprit, et a créé sa propre formation politique. À ce jour, exceptée une prétendue aliénation mentale invoquée après coup, aucune explication n'a jamais été donnée.

En l'espace d'un peu plus d'une génération, des dizaines de publications, des milliers de pages ont reconstitué les grandes phases de la tourmente qui s'est abattue sur le Cambodge et ont tenté – au moins partiellement – d'en explorer les mécanismes. Mais la majorité de ces livres, essais, analyses, récits journalistiques, autobiographies ne sont pas traduits en khmer et restent inaccessibles au peuple cambodgien. De plus, en dehors des témoignages émanant de rescapés, ces ouvrages en langue étrangère procèdent d'un regard extérieur aux faits dont ils traitent. *« Aujourd'hui, estime Sok Chamroeun, le Cambodge est encore jeune en terme de la paix issue de la réconciliation nationale. Pour écrire dignement la propre histoire de leur pays, les historiens cambodgiens doivent patienter encore des années car les événements de l'indépendance à nos jours sont très relatifs au présent ».* De ce point de vue, le principal obstacle reste évidemment, au regard de l'ampleur de la tragédie, la relative brièveté du

temps qui s'est écoulé depuis la chute du Kampuchéa démocratique des Khmers rouges en 1979. Même en l'absence de traumatisme majeur, le temps historique le plus malaisé à appréhender, estiment les hommes de l'art, est celui de la génération qui nous a immédiatement précédés. La démarche de l'historien s'inscrit dans la longue durée. Elle implique de la distance, et celle-ci est d'abord temporelle. En outre, quand la plupart des acteurs non seulement sont encore en vie, mais de surcroît occupent des positions de pouvoir, le risque d'autocensure politique s'ajoute au manque de recul. En France, si les premiers livres d'historiens sur la Guerre d'Algérie (1954-1962) sont parus dans les années 1980, la torture alors pratiquée par l'armée française n'a pu faire l'objet d'une thèse avant l'ultime fin du 20^{ème} siècle, en raison, entre autres, de l'inaccessibilité des archives.

À l'Académie royale du Cambodge (ARC), la formation des chercheurs en Histoire exige deux années d'études après le premier cycle universitaire. Vice-président de l'ARC, Ros Chantrabot se montre optimiste pour l'avenir : « *Dans cinquante ans, on pourra faire de l'histoire tranquillement !* ». Il nous rappelle, cependant, combien le noyau d'historiens cambodgiens reste fragile. La discipline, constate-t-il, a souffert, de manière chronique, du manque de tradition démocratique et ce, depuis le protectorat. De son côté, Sorn Samnang, directeur président de l'ARC, suggère l'ouverture d'un chantier pour réviser les travaux de recherche sur l'histoire du pays : « *Il faudrait réinterpréter toute l'histoire du Cambodge, à l'encontre de la vision qui a prévalu jusqu'ici, inspirée de l'historiographie française, et qui servait les intérêts de la colonisation : celle d'une longue décadence depuis l'apogée angkorienne, entre les 9^{ème} et 15^{ème} siècles* ». Car, souligne-t-il, les premières tentatives d'histoire analytique sont apparues dans les années 1960, autour de la revue *Études cambodgiennes*.

7.2 L'Histoire et la mémoire dans la pensée des jeunes

7.2.1 Qu'attendent les jeunes ? Une « vraie » version de l'Histoire?

Au cours des échanges, la réaction initiale des participants après le visionnage des archives nous paraît surprenante. D'emblée, en effet, ils veulent en savoir plus sur leur propre pays. Cependant, la remarque vaut pour chaque groupe, les premières questions que nous posent ces jeunes sont pratiquement identiques : comment l'empire angkorien a-t-il pu

exister, et pourquoi le Cambodge en est-il là aujourd'hui ? Ces interrogations en disent long sur le contraste qu'ils ressentent entre le passé lointain et le présent. Elles nous permettent de comprendre à quel point les Cambodgiens, de tous âges, que nous côtoyons à Phnom Penh ou à Montréal, sont hantés par le même spectre : la supposée déchéance du peuple khmer.

Dans le groupe 3, Samnang est visiblement tourmenté par des réflexions semblables depuis son retour au Cambodge, à la suite du rapatriement de sa famille aux côtés de quelques cent mille réfugiés en 1992. Il se demandait alors ce qui l'avait amené à en être un lui-même, et à vivre dans un camp pendant plusieurs années. Les siens se sont installés dans la province de Battambang, à l'ouest du pays, et ont repris une vie normale grâce au programme de réinsertion sociale et professionnelle, mis en œuvre conjointement, à l'époque, par le gouvernement cambodgien et l'ONU. Le jour de la rentrée, en classe de 9^{ème}, Samnang s'attendait à avoir des cours sur les origines des conflits et la décadence du Cambodge.

Autour de lui, dans la salle où se déroule l'atelier, les participants du groupe 3 soulignent qu'eux aussi cherchent des explications sur des sujets qui les préoccupent. Un consensus se forme assez vite sur le problème de la réduction du territoire cambodgien. « *Je pense que le Cambodge va un jour disparaître, lance Kanitha, et que les Khmers deviendront minoritaires dans leur propre pays. Je veux comprendre pourquoi* ». Les rares disputes, liées à l'histoire, que ces jeunes avouent avoir avec leurs amis tournent régulièrement autour du même thème : « *Des Vietnamiens et des Thaïlandais sont les envahisseurs* ». Kunthea, l'une des autres filles, intervient : « *Moi, j'aimerais surtout savoir comment les Khmers rouges ont pu exister. Au collège, il n'y a aucune explication. À mon avis, c'est pour des raisons de politique intérieure* ».

Ces impressions qu'ils expriment, et le sentiment qu'ils ont de se heurter à des énigmes, traduit un état de fait : les parents ou les enseignants évoquent, certes, les événements du passé mais ne font que répéter ce qui se dit le plus souvent dans la société, sans jamais en expliciter la genèse et les causes, ni donner les clés pour les comprendre, bien souvent parce qu'ils ne les possèdent pas eux-mêmes.

7.2.2 Parler de l'Histoire est une affaire politique

Au Cambodge, l'information est contrôlée par les cadres locaux et les médias inféodés au pouvoir central. Au lieu d'être sur la voie de la démocratie, comme le préoyaient les Accords de Paris, le régime actuel semble sur le point de redevenir une « dictature ». Aux violences multiples enregistrées au cours des quinze dernières années, s'ajoute depuis 2003, une série de mesures ouvertement anticonstitutionnelles qui restreignent les libertés civiles – le droit de s'associer, de se réunir et de manifester. Les autorités ont brutalement dispersé des rassemblements pacifiques, l'usage disproportionné de la force provoquant des morts et des blessés. L'idée de s'exprimer panique donc les Cambodgiens.

Bon nombre de syndicalistes, journalistes, militants politiques, défenseurs des droits de l'homme, l'ont payé de leur vie. Les responsables de ces meurtres, pour la plupart, n'ont jamais été retrouvés. Il en va du présent comme du passé. Les élites au pouvoir cherchent à enfouir les faits sous une chape d'oubli, considérant que le peuple et la mémoire nationale n'ont qu'à se conformer à la volonté du parti dominant. Dans l'espace public, Socheat évite le plus souvent d'échanger des opinions sur des sujets relatifs à l'histoire des décennies récentes. Si les dirigeants actuels sont impliqués, mieux vaut se taire, y compris entre amis. La loi du silence prévaut : *« C'est une affaire politique ! On risque de se quereller si on en parle, à cause des versions différentes et des tendances politiques de chaque famille »*.

« À travers l'histoire, on peut comprendre le présent à la lumière du passé, commente avec sobriété Heng Samnang, professeur d'histoire à l'Université royale de Phnom Penh, lors d'une entrevue qu'il nous a accordée. Parfois c'est l'inverse qui se produit (...). En principe, l'historien est considéré comme un doyen qui a une mission : rendre justice au passé. Malheureusement, ce n'est pas une chose facile dans le contexte cambodgien ; on risque de toucher la politique ». Le manque de conscience historique, estime l'un de ses collègues, sous couvert d'anonymat, est aujourd'hui l'une des causes majeures de bien des maux de la société cambodgienne : *« La flamme nationaliste des jeunes Cambodgiens est de pointer souvent les doigts vers les envahisseurs successifs, qu'ils soient la Thaïlande ou le Vietnam, dans le passé lointain. À mon avis, si le Cambodge a été attaqué maintes fois par les voisins, c'est peut-être en partie de notre faute car nos dirigeants d'autrefois étaient divisés »*.

Les ouvrages utilisés dans le cursus scolaire, observe Heng Samnang, se contentent d'ordinaire de désigner les bons et les méchants, les héros et les traîtres, et perpétuent les idées préconçues sans inciter à la réflexion. À titre d'exemple, poursuit-il, « *contrairement à ce qu'affirment les manuels, Angkor et sa civilisation ne sont pas le seul fait du génie des rois Sûryavarman II et Jayavarman VII. Il faut peut-être expliquer que c'est le résultat 100 ans de paix et de la politique angkoriennne basée sur la maîtrise de l'eau et sur le développement de l'agriculture dans l'ensemble du royaume khmer* ».

Si nous revenons à l'histoire du mouvement des Khmers rouges, nous constatons qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas encore, au niveau national, de tentative sérieuse pour élucider le rôle qu'ont joué les uns et les autres dans la genèse du génocide. Ce qui est plutôt mauvais signe pour l'avenir. Néanmoins, plus d'un quart de siècle après les événements, et sous la pression internationale, un tribunal, parrainé par les Nations Unies, a été mis en place à Phnom Penh pour juger cinq anciens dirigeants khmers rouges. Depuis son entrée en fonction, cette juridiction hybride – où les juges cambodgiens dominent, face à leurs collègues étrangers – a affronté des soucis de financement, des allégations d'interférences politiques, de corruption concernant ses employés locaux, des dissensions ouvertes entre ses co-procureurs. La série des aléas est sans doute loin d'être close.

Attentifs au processus judiciaires, les participants à notre atelier ont déjà un avis arrêté. Ils estiment que ce tribunal n'est pas en mesure de « *rendre la justice à 100%* ». On peut les comprendre. D'abord, parce que les dirigeants cambodgiens n'en n'ont pas la volonté. Plusieurs d'entre eux ayant eux-mêmes été en partie liés avec le régime génocidaire, y compris l'ancien souverain, Norodom Sihanouk. Ensuite, parce que certains pays, dont la Chine et les États-Unis, ont les mains sales pour avoir soutenu les Khmers rouges. Mais il n'est pas question pour eux d'accepter que leurs agissements fassent l'objet d'une mise en cause directe.

Pour toutes ces raisons, relevant à la fois de la politique intérieure cambodgienne et des questions internationales, le tribunal dispose d'un champ d'action restreint, dans le cadre des strictes limites imposées à son mandat. Il ne peut juger que des individus, et non « *des pays* ».

ou des organisations », et ce, pour des crimes commis exclusivement sous le Kampuchéa Démocratique de Pol Pot. Le procès de Duch, ancien responsable de la prison S-21, en instance de verdict, pourrait donner espoir au peuple cambodgien. Les victimes qui s'étaient constituées parties civiles ont pu s'y exprimer. Sans doute pas autant qu'elles le souhaitent, mais au moins ont-elles été entendues lorsqu'elles ont réclamé des comptes à l'accusé pour la mort de leurs proches et lorsqu'elles ont pu raconter à la barre ce qu'elles avaient subi.

Au Cambodge, la conception de la justice reste cependant assez éloignée de celle qui prévaut dans les démocraties occidentales. Dans la mentalité traditionnelle, toujours vivace, faire justice pour un meurtre consiste à rechercher en priorité les bourreaux, c'est-à-dire les individus qui ont eux-mêmes commis le crime. Les commanditaires sont en général perçus comme secondaires, ce qui n'empêche pas de les poursuivre. Si l'on se réfère aux lois cambodgiennes du 17^{ème} siècle, on constate, sur le plan pénal, qu'elles ne sont pas très éloignées du talion, qui imposait la réciprocité du crime et du châtement : *« œil pour œil, dent pour dent »*. Ce système a laissé des traces, malgré le recours à la justice pénale agissant comme tiers impartial et désintéressé entre plaignants et accusés. Nombre de Cambodgiens savent qui a assassiné leurs proches au temps des Khmers rouges. *« Mon oncle et ma tante, chez qui j'habite à Phnom Penh, ont beaucoup souffert à cette époque, du fait de leur statut de citoyens, raconte Chetra qui est originaire de Kompong Cham. Au Nouvel An, ils retournent dans le village où ils ont été déportés et où vivent encore des membres de notre famille. C'est là que les cousins et les cousines ont été tués. Mon oncle et ma tante connaissent l'identité des meurtriers et chaque fois, ils en parlent »*.

En janvier 1979, à l'arrivée des Vietnamiens, certains survivants ont vengé leurs morts. Dans un village proche de Kompong Cham, le fils cadet d'une famille déportée a emprunté une kalachnikov aux soldats du FUNSK, supplétifs de l'armée d'invasion. Il a rattrapé les miliciens khmers rouges en fuite qui avaient exécuté son frère aîné et les a abattus sur le champ. Personnellement, nous avons recueilli plus d'une fois le récit d'épisodes de ce genre. Aujourd'hui, nos participants, dans leur ensemble, pensent que le procès de cinq dirigeants du régime Khmer rouge est « suffisant » pour apporter « symboliquement » la justice aux victimes et à leurs familles. À leurs yeux, juger les vrais bourreaux, qui se comptent par

milliers, risque de faire voler la paix en éclats. Le Premier ministre joue sur cette peur, lorsqu'il s'oppose à des inculpations supplémentaires – il est question tout au plus de cinq nouveaux suspects – au motif qu'elles provoqueraient le retour de la guerre civile. Des pronostics similaires ont accompagné les débuts du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, créé par les Nations Unies en 1993. Or, rien de tel ne s'est produit. À ce jour, cette juridiction onusienne a mis en accusation un total de 161 personnes. Les procédures sont closes pour 121 d'entre elles, et restent en cours pour 40 accusés, dont deux n'ont pas encore été appréhendés. Mais le tribunal chargé à Phnom Penh de juger les anciens acolytes de Pol Pot ne saurait se comparer au TPIY, et le Cambodge actuel ne peut se comparer non plus à des États qui ont à présent vocation à entrer dans l'Union Européenne.

Le passé et l'avenir du royaume restent inextricablement mêlés. Si le jugement des dirigeants Khmers rouges favorise le déblocage de la mémoire nationale, jusqu'ici verrouillée, une première étape sera franchie. À condition qu'il existe au Cambodge une volonté réelle d'en finir avec les tabous liés à l'histoire autant qu'à la politique. À condition aussi que certains engrenages ne soient pas devenus irréversibles. Une fois de plus, le sort de millions de Cambodgiens est entre les mains d'une élite au pouvoir qui se préoccupe avant tout de ses propres intérêts.

7.2.3 « L'histoire n'est pas mon gagne-pain ! »

Au Cambodge, dans les classes secondaires, l'histoire est enseignée à raison d'une heure par semaine, avec un faible coefficient aux examens. Malgré l'intérêt qu'elle suscite, les élèves avouent consacrer peu de temps à son étude ou à la lecture de textes qui s'y rapportent. « *De toute façon, lance Sambath, le contenu des cours ne suffit pas. Il faudrait faire des recherches en dehors. Et malheureusement, je n'ai pas le temps* ». Pour la même raison, Vannarith partage l'avis de son ami : « *C'est vrai, nous n'avons pas cherché d'autres livres pour combler nos lacunes. L'histoire n'est pas mon gagne-pain ! Nous nous consacrons plutôt à notre domaine d'études spécialisées. Si quelqu'un veut en savoir davantage sur le pays, il faudrait qu'il s'inscrive à la faculté d'histoire !* ». Quant à Socheat, il se contente de lire quand il y est contraint, c'est-à-dire les ouvrages au programme. Prétextant le manque de

disponibilité et d'utilité pour sa future vie professionnelle, il n'a guère le désir d'approfondir ses connaissances.

Par ailleurs, les difficultés relatives à la formation du corps enseignant ne semblent pas prêtes de se résorber. Membre de l'Académie royale et de la Commission nationale sur l'histoire et la culture, le professeur Iv Chan déplore une situation devenue préoccupante : « *Il y a un vrai problème de développement des sciences humaines dans l'enseignement supérieur* ». En 1992, il y avait 100 étudiants au département d'histoire de l'Université royale de Phnom Penh. Cette année, ils ne sont plus que 40. Parallèlement, les effectifs et les moyens alloués aux sciences exactes ne cessent d'augmenter. Supposons qu'un jeune Cambodgien saisi par la passion de l'histoire, obtienne son diplôme au terme de brillantes études universitaires. S'il s'oriente vers l'enseignement, il découvrira très vite la dure réalité de sa condition. Dès lors, la plupart des diplômés en histoire cèdent aux sirènes des ONG ou d'autres professions, moins contraignantes et mieux rémunérées. Privé de ses « avocats », le passé est pour l'heure réduit au silence dans les classes et relégué en marge de la société.

7.3 L'envie de mieux connaître le pays à travers les archives audiovisuelles

7.3.1 Changement de la perception des jeunes après le visionnage

La culture de l'image, au Cambodge, est quasi-inexistante. Dès lors, nos participants ont tendance à se fier, sans réserve, au message visuel des documentaires projetés. Trop enclins à supposer vrai tout ce qui est dit et montré, ils ne peuvent distinguer entre la partie réelle et immatérielle de l'image. De surcroît, faute d'esprit critique, ils ont des difficultés à trouver un référent (l'indice et le réel de la chose). Dans le cas du troisième documentaire, consacré au régime des Khmers rouges, leurs réactions montrent qu'ils accordent facilement du crédit à son contenu et surtout à la propagande qu'il diffuse.

Au sein du groupe, Leakhana, en pleine confusion, se débat entre ce qu'elle vient de voir et ce à quoi elle croyait auparavant : « *D'après ce film, je pense que les gens étaient alors solidaires (...) le pays était développé car on y fabriquait des médicaments à l'aide d'ingrédients naturels khmers. (...). L'éducation aussi fonctionnait bien sous les Khmers Rouges. Mais c'est vraiment étonnant pour moi car j'ai appris le contraire : ce régime*

massacrait les gens instruits (...) Il n'y avait ni pagodes, ni écoles, ni hôpitaux. Là, je ne comprends plus ! Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? ».

Grâce à la discussion, conçue pour leur permettre d'analyser le contenu des archives, tant au niveau des images que des énoncés, les participants parviendront à déchiffrer le message implicite. Ils n'ont guère la possibilité d'avoir sous les yeux des documents visuels ayant trait au passé du Cambodge. La télévision en diffuse fort peu, si ce n'est quelques séquences, nous l'avons dit, à l'occasion de la journée de l'indépendance, le 9 novembre, et de l'anniversaire du 7 janvier, marquant la chute des Khmers Rouges, consécutive à l'intervention vietnamienne. Le visionnage des archives et le débat qui suit leur donnent les moyens de prendre de la distance par rapport à leurs propres perceptions et, éventuellement, de les modifier.

Au cours de la projection des trois documentaires, Socheat s'est surtout intéressée aux personnalités politiques marquantes qui sont apparues à l'écran. D'ordinaire, il entend seulement prononcer leurs noms. C'est la première fois qu'il voit des images du roi Suramarith et de la reine Kossamak, les parents de Norodom Sihanouk. Il en reste impressionné comme si ces figures s'étaient incarnées devant lui. Quant à Dara, il concentre davantage son attention sur le décor, sur la configuration spatiale des lieux : *« C'est comme si je vivais à ces époques ! Je vois la ville telle qu'elle était autrefois, la coiffure des habitants, les costumes qu'ils portent. C'est très réaliste ! ».*

De la même façon, Vuthy se focalise sur certains éléments visuels du régime khmer rouge : *« Dans la classe, je remarque maintenant que les gens étaient habillés de noir, avec un krama¹³⁴. Ils avaient tous aux pieds des sandales Hôchiminh. J'ai remarqué aussi un slogan en khmer – Vive le Grand Bond en avant¹³⁵ du Kampuchéa démocratique ! ».* L'occupation vietnamienne, qui était pour lui une donnée abstraite, acquiert du relief et de la substance

¹³⁴ Le krama est l'écharpe traditionnelle à petits carreaux portée par les Khmers. Une humble pièce d'étoffe aux couleurs joyeuses, tels le rouge et le blanc, mais il existe bien d'autres variations.

¹³⁵ C'est une référence à la politique industrielle du même nom lancée par Mao Zedong entre 1958 et 1960, à l'origine d'une sévère famine et de dizaines de millions de morts.

avec la projection du dernier documentaire. Né en 1986 dans un camp de réfugiés en Thaïlande, il n'a jamais réussi à se représenter vraiment le visage des occupants. Dans son imagination, ils prenaient les traits de démons mythiques. Le jeune homme cherche ses mots pour exprimer sa première expérience avec le support de communication que sont les archives audiovisuelles. Soudain, une maxime cambodgienne lui vient à l'esprit : « *Entendre cent fois ne vaut pas regarder une fois* ».

Au début, comme ses amis présents, il a cru à la véracité des images et des messages véhiculés par ces trois documentaires, dont la réalisation est l'œuvre de l'organe de propagande des régimes respectifs. A la faveur de la discussion, la réflexion liée au contexte historique de chaque film le conduit à plus de prudence à l'égard de leur contenu : « *C'est une lame à double facette. D'un côté, les images servent à assurer la promotion d'un régime dont on nous montre les usines, les bonnes routes, de même que la joie de la population. De l'autre, elles peuvent aussi se retourner contre le pouvoir qui les a fait fabriquer et apparaître comme des mensonges qui favoriseront ses adversaires !* ».

Le court documentaire datant de la période des Khmers rouges est celui qui suscite le plus de réactions parmi les jeunes. Au fil de la discussion, ils perçoivent peu à peu qu'il s'agit d'une simple mise en scène. Le message affirmant que les habitants vivaient dans le bonheur, qu'ils avaient accès, eux et leurs enfants, aux soins médicaux prodigués par le régime ne leur convient plus. Ils le mettent en doute, et finissent par le rejeter. Les participants s'accordent sur le fait qu'ils sont en présence d'un instrument de manipulation au service de l'idéologie du régime. Comment les films de ce genre étaient-ils utilisés ? Chanthy pense que les dignitaires Khmers rouges les montraient aux délégations étrangères en visite officielle au Kampuchéa démocratique ; ou qu'ils les projetaient dans les pays où ils effectuaient des déplacements. Ces produits de propagande, elle en est convaincue, servaient aussi à inciter des étudiants et des intellectuels cambodgiens, qui se trouvaient à l'étranger, à regagner Phnom Penh. Soulignons qu'en effet, des milliers d'entre eux ont répondu à l'appel lancé par les Khmers rouges, réclamant leur aide pour reconstruire la nation. À peine arrivés, ils étaient emprisonnés ou envoyés dans des camps de rééducation politique, avant d'être pour la plupart éliminés un à un.

7.3.2 Les archives audiovisuelles suscitent le débat

Au terme de la discussion, les participants estiment qu'avoir vu ces documentaires était pour eux d'un grand intérêt. Ils en viennent alors souhaiter que les archives audiovisuelles aient un rôle à jouer dans le programme scolaire. Vanaroath estime, pour sa part, qu'elles permettraient de revenir visuellement aux faits historiques. À ses yeux, les éléments non-verbaux, riches et intenses, comportent de multiples connotations culturelles et sociales, précieuses pour la mémoire cambodgienne. Le visionnage des archives audiovisuelles pourrait aussi l'aider, dit-elle, à développer sa créativité. Cependant, elle n'oublie pas la lecture, qu'elle voit comme un complément indispensable à l'approfondissement des idées.

Quant à Leakhana, le fait d'être entourée par d'autres jeunes durant la projection et le débat lui-même lui offre l'occasion de dialoguer dans un environnement rassurant. La lettre de consentement garantit sa sécurité, ce qui n'est pas inutile car s'exprimer sur des faits historiques reste encore, pour elle, un défi. Elle a pu voir comment chacun contribue, par son avis, au partage de la connaissance. Elle regarde cette pratique comme le mode d'échanges à suivre pour implanter la culture de débat parmi les jeunes cambodgiens : *« Il y a des choses que je connais mais j'ai beaucoup appris, ici, à travers la discussion. Ce qui est intéressant, c'est que tout le monde se respecte et qu'on peut ne pas être d'accord sans se quereller. À l'extérieur, je suis sur la réserve, j'ai de la réticence à aborder un sujet politico-historique. (...) C'est bien de se réunir pour regarder des archives et en parler ensemble. Si j'avais à les consulter seule, ce serait beaucoup moins passionnant ».*

Grâce à la réflexion commune sur le contenu et le message des trois documentaires, les participants prennent conscience à la fois du double rôle de l'image et de l'influence qu'elle exerce sur le public. L'élargissement de l'analyse leur permet de voir la domination actuelle de la propagande politique dans l'espace audiovisuel cambodgien. Au titre de « l'information », les images diffusées par les chaînes de télévision assurent, pour l'essentiel, la promotion des élites au pouvoir. La moindre inauguration, la moindre cérémonie officielle est scrupuleusement filmée et retransmise. En revanche, le passé lui-même n'apparaît que très rarement sur le petit écran, du fait de la censure qui pèse sur certains épisodes de l'histoire. S'ils souhaitent y avoir accès, se replonger dans l'atmosphère et la réalité de ces

époques, les Cambodgiens n'ont qu'une possibilité : se rendre au Centre Bophana, ouvert à tous, et y visionner les documentaires archivés. Le patrimoine audiovisuel, que les visiteurs locaux peuvent y consulter librement, est capital pour assurer la reconstitution et la sauvegarde de la mémoire nationale.

7.3.3 Le Centre Bophana devient un lieu de rencontre

En l'absence d'un espace public assurant une telle mission, nombre de Cambodgiens savent désormais pouvoir compter sur le Centre Bophana. La première expérience des participants dans ce lieu semble leur avoir apporté une grande motivation et le goût d'explorer plus avant l'histoire de leur pays, ses traditions culturelles et sociales. Ils s'accordent sur le fait que la plupart des jeunes, y compris eux-mêmes, les connaissent mal. Le centre joue à leurs yeux un rôle incontestable, à la fois contre l'occultation et face aux effets de la mondialisation culturelle qui commencent à se manifester au Cambodge.

Les membres de notre atelier perçoivent désormais l'importance des archives audiovisuelles et souhaiteraient qu'elles soient utilisées dans le cursus scolaire, pratique en usage dans de nombreux pays. À défaut, Samphoas estime que le Centre Bophana est à présent la seule alternative permettant de combler les lacunes de l'enseignement public. À titre d'exemple de ce dont les élèves sont privés, elle cite en priorité l'histoire du Cambodge, postérieure à l'indépendance de 1953. La position stratégique qu'occupe le Centre au cœur de Phnom Penh lui paraît propice à une large fréquentation. L'affluence des élèves issus d'établissements situés aux alentours de la capitale lui donne raison. Ces jeunes témoignent ainsi d'une réelle volonté de savoir et de comprendre des faits qui ne leur sont jamais vraiment explicités. Ils viennent là, car il est difficile de trouver dans cette ville de deux millions d'habitants un endroit où consulter des pièces d'archives ou même des livres. Certes, la capitale abrite la Bibliothèque nationale, construite en 1924, mais sa capacité d'accueil se limite, tout au plus, à 50 personnes. En dehors de cette institution, il n'y a guère que l'Université royale de Phnom Penh et l'Institut bouddhique qui possèdent des collections d'ouvrages mais leur accès est restreint. Le Centre Bophana – qui a le statut d'association culturelle – est ouvert à tous. En attendant qu'elles puissent être un jour exploitées et diffusées à la télévision, ses archives audiovisuelles ouvrent un accès direct à la mémoire.

CONCLUSION

Nous avons essayé dans ce mémoire de faire une étude descriptive en cernant la connaissance réelle de l'histoire contemporaine du Cambodge que des groupes de jeunes appartenant à la tranche d'âge 18-27 ans possèdent à ce jour. Nos réflexions sont ancrées sur l'interprétation que ces derniers ont des faits qui ont marqué l'histoire contemporaine de leur propre pays. Rappelons-le, la période retenue est celle qui s'étend de l'indépendance, en 1953, à la fin de l'occupation vietnamienne en 1989. Nous nous sommes aussi concentré sur le vécu personnel des personnes cibles et sur celui de leur famille en lien avec les événements historiques de la période contemporaine étudiée. Nous nous sommes également servi des archives audiovisuelles du Centre Bophana pour susciter la réaction de nos interlocuteurs. Ce médium de communication est central dans cette étude pour comprendre plus généralement son utilité dans le cadre de la transmission de la mémoire cambodgienne aux jeunes de la nouvelle génération.

À travers les données obtenues lors de notre travail d'observation complété par les 5 groupes focus, nous pouvons confirmer les hypothèses proposées : *les images audiovisuelles libèrent la parole et suscitent la réflexion, et ne prennent leur sens qu'au contact du public. C'est un outil pédagogique qui pourrait animer la discussion, le débat et l'enseignement de l'histoire. C'est surtout le cas des archives audiovisuelles collectées et numérisées par le Centre Bophana. Celles-ci contiennent plusieurs éléments de communication non-verbale – décor, vêtement, coiffure, mimiques, ton de la voix, rue, ville, etc. – et pourraient influencer les réflexions des jeunes Cambodgiens.*

Il importe de considérer que l'histoire contemporaine du Cambodge (1953-1989) ne se limite pas à la version institutionnalisée, notamment par les pouvoirs successifs à la tête de l'État khmer. En revanche, elle s'est éparpillée dans la mémoire des survivants du génocide khmer rouge. Les aînés continuent, d'une manière ou d'une autre, à transmettre par voie orale leurs vécus aux nouvelles générations. Cette mémoire subjective est plus ou moins en contraste avec la légitimation objective préconçue par l'instance des élites cambodgiennes au pouvoir.

Notre travail montre une fois de plus que suivant la théorie de Berger et Luckmann, la réalité est plus subjective qu'objective. D'ailleurs, la communication en face à face avec des jeunes participants à notre atelier de groupes focus s'inscrit dans le processus de la remémoration. Ceci représente donc un « acte social ». Rappelons la thèse de Maurice Halbwachs selon laquelle la construction, ainsi que la transmission d'une mémoire, se maintient dans le corps social à travers les institutions et les interactions entre les individus d'un groupe qui contribuent à entretenir un certain nombre de représentations mémorielles partagées par le collectif. Donc, nous avons besoin des autres pour nous souvenir. Et dans un cadre strict, la mémoire revit. À l'échelle des sciences humaines et précisément dans ce cas-là, l'Histoire du Cambodge pourrait être réaménagée suivant une perspective constructiviste, pour extraire, à terme, les réalités subjectives des Cambodgiens ou leurs « stocks de connaissances ». Le résultat de notre étude et sa validité scientifique repose avant tout sur notre réflexivité à travers les modalités concrètes de l'interaction avec nos interlocuteurs : en découlent les pages de ce mémoire. La voix de chacun des jeunes faces aux sources de Bophana contribue à construire une réalité. Reprenons un proverbe cambodgien « les jeunes pousses remplaceront les tiges de bambous », les nouvelles générations prendront le relais des aînés. Dans un pays bouddhique comme le Cambodge, elles pourraient se réincarner un jour en avatars de la résistance pour contrer l'oubli.

L'ensemble de notre démarche, nos échanges avec de jeunes Cambodgiens et divers interlocuteurs éclairés nous ont fait prendre conscience de l'inévitable surgissement de la mémoire malgré son occultation partielle ou totale imposée à la société cambodgienne. Les interactions nouées à la faveur des rencontres et des débats nous ont conduit à dégager du sens, en fonction de nos interprétations. À l'évocation de l'époque de Sihanouk, dans les années 1960, nous sommes frappés par les souvenirs heureux qui s'y attachent à présent : pour la plupart des Cambodgiens, c'était le temps de la paix. La vie des campagnes était rythmée par les travaux de la riziculture traditionnelle, les cérémonies religieuses et les fêtes de village. Les contemporains de cette période se plaisent à souligner la prospérité que connaissait alors le pays. Les fonctionnaires, en particulier les enseignants, gagnaient bien leur vie. Il n'y avait pas d'insécurité sur les routes, chacun circulait librement. Certes, dans plusieurs régions, les paysans avaient un niveau de vie encore très bas mais, tant bien que

mal, l'économie se développait et la famine était pratiquement inconnue. Aujourd'hui, les adultes et les gens d'âge expriment leur nostalgie pour cette « belle époque » précédant la tourmente. Elle leur apparaît lumineuse, d'autant plus que la suite a été terrible. Elle est peu à peu devenue un référent, le seul qui soit positif au cours du demi-siècle passé. Tant critiqué avant que le Prince ne soit chassé du pouvoir, le régime de Sihanouk a désormais acquis une dimension quasi mythique.

La révolution des Khmers rouges (1975-1979) a été unique au monde par sa brutalité. Dans la conscience collective des Cambodgiens, elle symbolise à présent l'absolu du mal et de la souffrance. Pendant « 3 ans, 8 mois et 20 jours », les quelque 7,5 millions d'habitants du pays ont été asservis, physiquement et mentalement, et cette révolution a été jusqu'à provoquer la mort d'environ deux millions d'entre eux. Le régime khmer rouge se voulait le laboratoire d'une société cambodgienne « pure », c'est-à-dire débarrassée de ses traditions sociales et culturelles, de la religion, des livres et de toute influence extérieure. Au regard des survivants, elle a fait du Cambodge une immense prison à ciel ouvert, régie par la terreur. Aujourd'hui, face à un tribunal parrainé par les Nations Unies, une poignée de dirigeants khmers rouges vieillissants attendent à Phnom Penh le verdict de la justice. Parmi leurs anciens fidèles, il en est qui se sont réinsérés dans la vie ordinaire, acceptant la défaite de l'idéologie et des chefs qu'ils ont servis. Avec le retour à la paix, des désirs d'harmonie sociale sont nés mais la volonté ne suffit pas. Comme au Rwanda, bourreaux et victimes vivent côte à côte. Néanmoins, contrairement à ce qui s'est passé au Cambodge, dans ce pays d'Afrique centrale, des efforts de justice sont intervenus peu après les cent jours de génocide de 1994. Ils ont été le fait des Nations Unies (création du Tribunal pénal international pour le Rwanda en novembre 1994) et des autorités rwandaises elles-mêmes. Plus de 100 000 individus suspectés d'avoir pris part aux massacres ont été incarcérés, parfois, il est vrai, de façon arbitraire. Les juger représentait un défi quasi insurmontable. Après une dizaine d'années, quinze à vingt mille d'entre eux ont obtenu la liberté provisoire. Pour épauler les tribunaux conventionnels, le gouvernement a mis en place, à partir de 2001, des juridictions particulières où les victimes ont un rôle actif, les *Gacaca*, inspirées du système local traditionnel de règlement des conflits. Il en existe plus de 8 000 dans le pays. Leur mandat vient d'être prolongé jusqu'en février 2010. Certes, ces instances ont donné lieu à des

critiques. L'ONG Amnesty International a dénoncé, entre autres, la formation insuffisante de ceux qui y siègent en tant que magistrats. À leur manière, les *gacaca* ont cependant contribué à la manifestation de la vérité. Au Cambodge nous le disions, rien de comparable. Tortionnaires et survivants cohabitent. Le plus souvent, dans les petites localités, chacun sait qui est qui. Entre eux, ils s'ignorent, voire échangent des sourires lorsqu'ils se croisent. C'est une façon khmère de survivre. Ce passé douloureux, on n'en parle pas. Comment un peuple survit-il sans Histoire ? C'est une question sans réponse, un problème sans solution, car plus de 60 % de la population actuelle n'a pas connu le régime des Khmers rouges. L'étendue des ravages provoqués par cette période a été considérable. Mais ses conséquences à long terme, beaucoup plus profondes, se font toujours sentir. La destruction de l'Histoire, finalement, a bien eu lieu. Les Cambodgiens de plus de 35 ans n'oublieront jamais. Les jeunes quant à eux vivent dans l'ignorance partielle ou totale, qu'ils le veuillent ou non, tous sans exception.

Les témoignages des participants à notre atelier de discussion nous ont permis de repérer les blocages de la transmission. Lorsqu'ils abordent les années noires, les survivants, à commencer par les parents de ces jeunes, restent en deçà de l'analyse : ils ne se prononcent guère sur l'idéologie, la révolution paysanne et le contexte historique. Ils décrivent leur vie quotidienne, les violences subies, la perte des proches, la famine, les travaux forcés, etc. Cette attitude relève non pas d'un choix délibéré, mais plutôt des rapports que l'être humain entretient avec son monde environnant. Ces rapports sont avant tout tributaires des propres perceptions de l'individu. Par ailleurs, les aînés ne s'expriment pas dans le but de transmettre la mémoire proprement dite de ce passé terrible à leur descendance. Ils s'y réfèrent pour d'autres motifs – sermonner les enfants, leur faire comprendre qu'en d'autres temps, la moindre incartade était punie de mort. Ce faisant, ils les prennent en quelque sorte à témoins des épreuves qu'ils ont eux-mêmes endurées. Cela ne suffit pas, on s'en doute, pour les délivrer eux-mêmes des hantises qu'ils ont enfouies au tréfonds de leur conscience, sans jamais trouver les mots pour les dire. L'expérience de la déshumanisation appartient au champ de l'indicible. Car c'est bien de cela dont il s'agit. Le traumatisme est trop lourd. Insidieusement, il se répercute sur les nouvelles générations qui se heurtent à des non dits, à des sujets tabous, au silence institutionnel et à des réactions parentales imprévisibles, déclenchées par une simple vétille. Ils n'ont pas les clés qui leur rendraient ces phénomènes

intelligibles. Et pas davantage celles qui leur expliqueraient comment et pourquoi une telle tragédie s'est abattue sur le Cambodge. Mort depuis plus de dix ans, Pol Pot leur a été présenté comme l'incarnation de la cruauté et le responsable de tous les crimes. Aux yeux de ces jeunes, le leader du Kampuchéa démocratique est un monstre. Fils et filles de survivants, ils se construisent avec cette image sans savoir exactement d'où venait le radicalisme extrême des Khmers rouges, ni au nom de quelle prétendue cause ces derniers ont anéanti pratiquement un quart de la population, pulvérisant les sinistres records atteints en URSS par le stalinisme, ou en Chine par le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle.

Finis le temps des Khmers rouges, commence l'occupation vietnamienne. Pendant dix ans, le pays perd sa souveraineté. Il est administré par un gouvernement cambodgien de façade, flanqué à tous les étages de « conseillers » mandatés par Hanoï, qui exercent le pouvoir réel. Exsangue, épuisée, la population est embrigadée dans une nouvelle version du communisme, d'obéissance cette fois vietnamo-soviétique. Le prix de l'intervention de 1979, qui mit fin au régime khmer rouge, a été lourd à payer. À ce jour, le sujet reste source de polémiques. L'opinion est divisée. Dans la sphère politique, les leaders des partis exploitent l'événement dans leur lutte pour le pouvoir. Otages de ces joutes, les jeunes Cambodgiens tiennent les Vietnamiens à la fois pour des « libérateurs » et des « envahisseurs ». À l'égal de leurs aînés, ils entretiennent une méfiance tenace à l'égard de ce voisin qui s'est acquis, de longue date, la réputation d'ennemi héréditaire du Cambodge. Les survivants du génocide, quant à eux, voient leurs « libérateurs » comme des prédateurs qui ont pillé sans vergogne les équipements entreposés par les Khmers rouges et les ressources naturelles du pays, butin de guerre acheminé au Vietnam. Les parents ne cessent de revenir là-dessus, tout en s'indignant des concessions accordées aujourd'hui aux compagnies vietnamiennes. La logique de ces perceptions amène les Cambodgiens à adopter un comportement xénophobe, plus ou moins marqué, envers les immigrants vietnamiens implantés sur le territoire. Celui-ci alimente des tendances nationalistes au sein des nouvelles générations, plus promptes à s'enflammer que les anciennes. Cependant, à la différence de la Thaïlande, cible d'animosités ponctuelles, le Vietnam inspire toujours la crainte. Dans le cercle familial, l'occupation et ses corollaires donnent lieu à des discussions sans fins. Mais dans l'espace public, le sujet est frappé d'interdit. L'un des principaux tabous qui pèsent sur l'histoire – et sur la liberté

d'expression – concerne cette période de dix ans qui a succédé au génocide. On ne parle pas des gouvernants de l'époque parce qu'aujourd'hui encore ils sont au pouvoir, tels Hun Sen (Premier ministre), Heng Samrin (Président de l'Assemblée nationale) et Chea Sim (Président du Sénat). On n'évoque jamais non plus le Mur de bambou. Cette muraille de Chine version cambodgienne fut érigée dans les années 1980, le long de la frontière avec la Thaïlande. Sa construction a coûté la vie à des centaines de milliers de Cambodgiens, fauchés par le paludisme ou par des explosions de mines. C'est un autre crime contre l'humanité qui ne dit pas son nom.

Passé le labourage des Khmers rouges et la domination vietnamienne, le Cambodge actuel semble revenir à la situation précoloniale, c'est-à-dire à celle qui prévalait avant l'instauration du Protectorat français en 1863. Affaibli, sa capacité d'initiative largement entamée, le royaume était alors ballotté entre ses deux voisins, tour à tour vassal du Siam ou du Vietnam, appelant l'un à la rescousse quand la pression de l'autre devenait intolérable. À l'Est comme à l'Ouest, il n'en finissait plus de céder du territoire. Aujourd'hui, les méthodes ont sans doute changé mais les appétits demeurent. Politiquement, le Premier ministre est proche de Hanoï. Économiquement, les investissements thaïlandais et chinois dominent. Par ailleurs, malgré la croissance de ces dernières années, le pays vit sous perfusion. Depuis des lustres, la moitié du budget national est financé par les contributions annuelles de pays donateurs. Le gouvernement court après le développement, poussé par la montée en puissance des jeunes générations qui menace le statu quo politique. Depuis la fin du régime des Khmers rouges, des enfants sont nés par millions. En 35 ans, la population a doublé. Les jeunes atteignent l'âge de la majorité sans savoir, ou si peu, quelle a été l'histoire récente du pays et comment celle-ci agit sur leur propre existence. Il est difficile de dire si c'est une chance. À première vue, la société cambodgienne semble sourde et muette, aveugle à son passé qui, cependant, façonne le présent et s'y prolonge obstinément. À y regarder de près, la confiance brisée n'est pas restaurée. Les droits du citoyen sont bafoués. La loi est du côté du plus fort. On emprisonne pour des motifs politiques. Quand un dirigeant syndical se montre un peu trop remuant, on l'assassine sans vergogne. La corruption gangrène le pays. La richesse de certains phnompenhois s'étale avec insolence tandis que réapparaît un phénomène longtemps éclipsé par le spectre khmer rouge : le mépris des puissants et des nantis envers les pauvres.

Les paysans sans terre sont chaque jour plus nombreux. Des militaires, des officiels, des groupes d'intérêts leur volent les forêts et les champs qui leur fournissaient de quoi vivre. En ville, l'argent est roi. La société de consommation naissante met l'accent sur la valeur matérielle, qui prime désormais sur toute autre considération. Les voitures de luxe dernier cri écrasent impunément les cyclo-pousses. Les étudiants issus de milieux aisés achètent sans souci leurs diplômes. Pendant ce temps, les petits fonctionnaires exercent trois métiers au quotidien, afin d'assurer la subsistance de leur famille. En cas d'ennuis avec la justice, il suffit de payer pour obtenir un non-lieu ou une peine légère. Il faut aussi payer pour être admis à l'hôpital et payer encore pour en sortir avec une ordonnance. Aujourd'hui, le Cambodge est régi par l'arbitraire, la spéculation, le gain facile et rapide, la corruption, et ce, au détriment de la majorité de sa population.

Ni la Communauté internationale, ni le tribunal mis en place à Phnom Penh pour juger quelques ex-dirigeants khmers rouges n'ont encore reconnu le génocide commis au Cambodge, mais le mot circule dans le pays depuis près de 30 ans. Les « libérateurs » vietnamiens l'ont en quelque sorte officialisé pour les besoins de leur propagande, en organisant, en août 1979, un « tribunal populaire révolutionnaire » qui a jugé « la clique Pol Pot - Ieng Sary », le chef du mouvement et son ministre des Affaires étrangères, coupables de crime de génocide, les condamnant à mort par contumace. Marqué par la haine et la violence, le Cambodge actuel est un pays socialement blessé et traumatisé, qui panse lentement des plaies encore béantes. Il a subi quatre décennies de guerre, le totalitarisme dans sa forme la plus extrême et l'oppression communiste. Parmi ses habitants, les plus âgés ont vu leurs proches mourir, parfois exécutés sous leurs yeux. D'autres ont tué leurs propres compatriotes, traités en ennemis. Le Cambodge a-t-il été victime sur le tard d'une idéologie qui avait pris naissance ailleurs et fait des ravages auparavant sur le continent européen, puis en Chine, et déclenché des années de combats au Vietnam ? Faut-il qu'il cherche en lui-même les facteurs aggravants de sa propre vulnérabilité ? Jusqu'ici, la complexité des contextes historiques et surtout l'implication de personnalités politiques encore vivantes et influentes bloquent toute tentative de faire en sorte que l'histoire récente soit enseignée et analysée à l'école. Plus ou moins vive au sein de la cellule familiale, la transmission de la mémoire reste fragmentaire et confuse. Orchestrée d'en haut, une amnésie sélective pèse sur la société, dès lors que

l'histoire est prisonnière de la politique. La liberté d'expression est limitée, surtout lorsqu'on parle d'un événement dont l'écho résonne dans le présent. Politiquement, l'opposition est tout juste tolérée, sous réserve qu'elle soit contenue à un rôle marginal. Le pays lui-même est aux mains d'un gouvernement népotique qui tient en otage son propre peuple.

D'un point de vue personnel, nous souhaitons que les élites cambodgiennes aient le courage de faire face à l'histoire de leur propre pays, et d'admettre, pour certains, le rôle qu'ils ont jadis assumé. L'occultation, partielle ou totale, de faits qui sont ainsi retranchés de l'espace public n'est pas un phénomène réservé au Cambodge. On peut l'observer dans plusieurs États post-totalitaires où les représentants de l'ancien système ont gardé le pouvoir ou l'ont repris, à la faveur d'un contrôle systématique des médias et d'élections peu ou prou manipulées. Dans ces pays, y compris au Cambodge, la mémoire est jugulée, captive des dirigeants. Or, « sans passé, il n'y a pas d'avenir », soulignait en 2007 le grand cinéaste Andrzej Wajda. Espérons que le procès en cours des dirigeants khmers rouges fasse reculer la chape de l'amnésie. Il entre dans une phase cruciale qui concerne les dignitaires les plus hauts placés du Kampuchéa démocratique. Il serait temps que ces personnages parlent enfin avant de disparaître et qu'ils s'expliquent – afin que les morts retrouvent le chemin qu'ils doivent emprunter et que leurs esprits redeviennent bienveillants envers ce pays. Il serait temps aussi que les vraies questions soient posées : faut-il se réfugier dans l'oubli ou se souvenir ? Cultiver une mémoire, même paradoxale, ou décréter la fin de l'histoire et la proscrire à tout jamais de l'enseignement ? Faire le choix de la réconciliation ou s'enfoncer dans le cycle de la violence ? Le Cambodge n'est pas condamné à revivre son passé. Et pas davantage à s'enfermer dans une ancienne prédiction qui s'est révélée, un temps, prophétique. Un sage khmer avait jadis décrit l'avenir de son peuple, marqué dans sa chair depuis des siècles, comme une suite ininterrompue de guerres, de souffrance et de sang :

*« Il y aura des maisons, mais personne n'y habitera plus,
Il y aura des rues, mais personne n'y circulera,
Dans la plaine des quatre bras,
Le sang atteindra le ventre de l'éléphant.
Du peuple khmer ne restera qu'une poignée
Qui pourra s'abriter à l'ombre d'un banian. »*

Annexes

Annexe 1

Formulaire de consentement (version française)

Cette recherche est financée par : le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF)

Cette recherche s'effectue dans le cadre du : projet de maîtrise de Davith Bolin sous la direction de M. Gaby Hsab.

Les objectifs principaux de cette recherche sont :

1. Dresser le profil des élèves et étudiants qui viennent consulter des archives audiovisuelles au Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana, en identifiant quelques caractéristiques mesurables (âge ; éducation et formation ; langues parlées).
2. Décrire la perception et la connaissance des groupes des visiteurs au Centre Bophana après le visionnage de trois films documentaires courts dont les thèmes s'articulent autour de l'histoire récente du Cambodge (1953-1989).

La nature et les procédés de la recherche se définissent comme suit :

1. Vous allez participer à une recherche portant sur le rapport entre les archives audiovisuelles et la mémoire sociale au Cambodge.
2. L'étude prend la forme de cinq entrevues enregistrées en groupe d'environ deux heures.
3. Votre participation consiste essentiellement à agir en tant que collaborateur de la recherche en partageant votre vécu et vos expériences sur des thèmes qui correspondent aux objectifs mentionnés.
4. Chaque participante(e) pourra se retirer de cette recherche en tout temps, sans avoir à fournir de raison ni subir de préjudice.
5. La participation à l'étude risque de susciter des émotions ou de faire ressurgir des souvenirs passés.
6. La confidentialité de vos propos sera respectée :
 - les noms des participant(es) ne paraîtront sur aucun rapport ;
 - les noms seront changés, seul le chercheur aura la liste des noms ;
 - les données incluant les enregistrements seront conservées pendant 2 ans et détruites par la suite ;
 - si les renseignements obtenus dans cette recherche sont soumis à des analyses ultérieures, les noms réels n'apparaîtront pas sur les divers documents ;
7. Un rapport global faisant état des résultats de la recherche sera compris dans le projet de mémoire et les résultats de la recherche seront diffusés à des groupes s'intéressant au problème de la mémoire sociale et des archives audiovisuelles ainsi qu'à diverses institutions et services.
8. Un rapport global sera également remis à l'organisme subventionnaire (PCBF).
9. La recherche fera l'objet de publications dans des revues scientifiques, sans qu'aucun participant ne puisse être identifié.
10. Un court résumé parviendra aux participant(es) qui en manifestent le désir

Toute question concernant le projet pourra être adressée au chercheur (Davith Bolin, 2247, Rue Larivière, app.2, H2K-1P6, Montréal, Québec, Canada, téléphone : 514-817-3381, courriel : bolindavith@yahoo.fr).

Je, soussigné(e) _____ consens librement à participer à la recherche intitulée : « (Re)construire la mémoire cambodgienne à travers les archives audiovisuelles du Centre Bophana ».

Signature du (de la) participante(e)

Date

Nom du (de la) participante(e) en lettres capitales

Signature du (de la) participante(e)

Date

Annexe 2

Formulaire de consentement (version cambodgienne)

ទំរង់បែបបទយល់ព្រម

(ភាសាខ្មែរ)

ការស្រាវជ្រាវនេះបានទទួលការឧបត្ថម្ភថវិការពិសោធន៍ កម្មវិធីអាហារូបករណ៍របស់ប្រទេសកាណាដាសំរាប់
ប្រទេសនីយាយភាសាបារាំង (Programme canadien de bourses de la Francophonie)។

ការស្រាវជ្រាវនេះធ្វើឡើងនៅក្នុងក្របខ័ណ្ឌនៃ គំរោងសារណាថ្នាក់បរិញ្ញាប័ត្រជាន់ខ្ពស់ (អនុបណ្ឌិត) របស់
នីសិត្យឈ្មោះ ហូលីន ដាវីដ ក្រោមការដឹកនាំរបស់លោកសាស្ត្រាចារ្យ ហ្គាប៊ី សាប (Gaby Hsab)។

គោលបំណងសំខាន់ៗនៃការស្រាវជ្រាវនេះគឺ ៖

១. ពិពណ៌នាអំពីទំរង់លក្ខណៈរបស់សិស្ស និងនីសិត្យដែលបានអញ្ជើញមកទស្សនាបណ្ណសារសោតទស្សន៍
នៅក្នុងទីតាំងរបស់មជ្ឈមណ្ឌលធនធានសោតទស្សន៍ បុប្ផាណា ដោយធ្វើកំណត់សំគាល់នូវលក្ខណៈដែលអាច
ប្លែងប្រែបានមួយចំនួន (អាយុ, ការអប់រំ និងការបញ្ចុះបញ្ចាល, ភាសា)។
២. ពិពណ៌នាអំពីការទទួលបានការយល់ដឹង និងចំណេះដឹងរបស់ក្រុមអ្នកមកទស្សនាមជ្ឈមណ្ឌល បុប្ផាណា
បន្ទាប់ពីបានទស្សនាខ្សែតាមយន្តកសាងខ្មែរឌីជីថល ដែលមានប្រធានបទទាក់ទងនឹងប្រវត្តិសាស្ត្រថ្មីៗនៃ
ប្រទេសកម្ពុជា(១៩៥៣ ដល់ ១៩៨៩)។

ប្រភេទ និងវិធីនៃការស្រាវជ្រាវនេះត្រូវបានកំណត់ដូចខាងក្រោមនេះ ៖

១. លោកអ្នកនឹងចូលរួមក្នុងការស្រាវជ្រាវស្តីអំពីទំនាក់ទំនងគ្នារវាងបណ្ណសារសោតទស្សន៍ និងការ
ចងចាំសង្គមនៅប្រទេសកម្ពុជា។
២. ការសិក្សាស្រាវជ្រាវនេះធ្វើឡើងក្នុងទំរង់ជាការជួបសំនាសន៍ថែមទៀតជាមួយចំនួន ៥ ក្រុម សំរាប់រយៈ
ពេលប្រហែលពីរម៉ោង។
៣. ការចូលរួមរបស់លោកអ្នកប្រព្រឹត្តទៅក្នុងនាមជាអ្នកចូលរួមសហការក្នុងការស្រាវជ្រាវនេះ ដោយ

ជួយថែរក្សាបែកបាក់ការរស់នៅក្នុងជីវិត និងបទពិសោធន៍របស់លោកអ្នកជុំវិញប្រធានបទដែលមាន
ទំនាក់ទំនងគ្នាទៅវិញទៅមកបំផុតរវាងប្រជាជនជាដើម។

៤. អ្នកចូលរួមម្នាក់ៗមានសិទ្ធិអាចដកខ្លួនចេញពីការស្រាវជ្រាវនេះបាន គ្រប់ពេលវេលា ដោយពុំ
ចាំបាច់ត្រូវធ្វើការពន្យល់អំពីមូលហេតុ រឺ ត្រូវបង់ការខូចខាតអ្វីឡើយ។

៥. ការចូលរួមសហការក្នុងការសិក្សាស្រាវជ្រាវនេះអាចបង្កអោយមានការប៉ះពាល់ដល់អារម្មណ៍ រឺ
ជំងឺរាងកាយណាមួយដែលមិនស្របច្បាប់នៃការពិគ្រោះយោបល់ជាមុន។

៦. ការរក្សាការសំងាត់ចំពោះពាក្យសុំដើម្បីអ្នកនឹងត្រូវបានគោរព ៖

- ឈ្មោះរបស់អ្នកចូលរួមទាំងអស់មិនត្រូវបានបង្ហាញអោយដឹងនៅរាល់ក្នុងរបាយការណ៍
ណាមួយឡើយ។

- ឈ្មោះទាំងនោះនឹងត្រូវប្តូរ ហើយមានតែអ្នកស្រាវជ្រាវម្នាក់ប៉ុណ្ណោះដែលមានបញ្ជីឈ្មោះ
អ្នកចូលរួម។

- រាល់ទិន្នន័យដោយរាប់បញ្ចូលទាំងខ្សែអាត់សំឡេងនឹងត្រូវរក្សាទុករយៈពេលពីរឆ្នាំ ហើយ
បន្ទាប់មកត្រូវកំចាត់ចោល។

- ប្រសិនបើព័ត៌មានដែលទទួលបាននៅក្នុងការស្រាវជ្រាវនេះត្រូវយកទៅប្រើប្រាស់នៅក្នុង
កិច្ចការក្រោយៗទៀត ឈ្មោះពិតប្រាកដរបស់អ្នកចូលរួមនឹងមិនលេចចេញនៅលើឯកសារណាមួយ
ឡើយ។

៧. របាយការណ៍សរុបស្តីអំពី លទ្ធផលនៃការស្រាវជ្រាវនឹងត្រូវដាក់បញ្ចូលទៅក្នុងការតាក់តែង
សារណា ហើយ លទ្ធផលនៃការស្រាវជ្រាវនឹងត្រូវផ្សព្វផ្សាយទៅដល់ក្រុមមនុស្សដែលចាប់អារម្មណ៍
អំពីបញ្ហាជុំវិញប្រធានបទការចងចាំក្នុងសង្គម និងបញ្ហាសារសោតសម្បជ័យ ក៏ដូចជាទៅដល់ស្ថាប័ន
និងផ្នែកការងារផ្សេងៗ។

៨. របាយការណ៍សរុបនឹងត្រូវផ្ញើជូនដល់ដៃ ដល់ស្ថាប័នដែលបានឧបត្ថម្ភការស្រាវជ្រាវនេះ
(PCBF) ។

៩. ការស្រាវជ្រាវនេះនឹងជាកម្មវត្ថុនៃការបោះពុម្ពផ្សាយនៅក្នុងព្រឹត្តិប័ត្រវិទ្យាសាស្ត្រ ដោយមិនបញ្ចេញឈ្មោះអ្នកចូលរួមឡើយ។
១០. សេចក្តីសង្ខេបខ្លីមួយនឹងត្រូវផ្ញើជូនអ្នកចូលរួមណាដែលមានចំណងចង់បាន។

រាល់សំណួរណាមួយដែលទាក់ទងនឹងគំរោងការស្រាវជ្រាវនេះ លោកអ្នកអាចផ្ញើមកកាន់អ្នកស្រាវជ្រាវ (ឈ្មោះ បូលីន ដាវីដ អាស័យដ្ឋាន អគារលេខ ២២៤៧ ផ្លូវ Larivière ផ្ទះលេខ ២ លេខកូដប្រៃសណីយ៍ H2K-1P6 ទីក្រុងម៉ុងអេអាបេ ខេត្តកេបិច ប្រទេសកាណាដា ទូរស័ព្ទលេខ ៥១៤ ៨១៧ ៣៣៨១ សារអេឡិចត្រូនិច bolindavith@yahoo.fr)។

ខ្ញុំបាទ (នាងខ្ញុំ) ឈ្មោះ _____ យល់ព្រមសហការដោយស្មោះត្រង់ក្នុងកិច្ចការស្រាវជ្រាវនេះ ដែលមានចំណងជើងថា « ស្ថាបនា(ឡើងវិញ)ការចងចាំរបស់ប្រទេសកម្ពុជា តាមរយៈ បញ្ញាសារសោតសូន្យនៅមជ្ឈមណ្ឌលធនធានសោតសូន្យ បុប្ផាណា » ។

ហត្ថលេខាអ្នកចូលរួម

កាលបរិច្ឆេទ

ឈ្មោះអ្នកចូលរួម

ហត្ថលេខាអ្នកស្រាវជ្រាវ

កាលបរិច្ឆេទ

Annexe 3

Archives 1 : l'indépendance du Cambodge

Les soldats Viet Minh (Ligue pour l'indépendance du Viet Nam) se retirent du Cambodge après la guerre d'Indochine. Le roi Norodom Sihanouk cède le trône à son père Norodom Suramarit. En vue des élections générales de 1955, il crée un parti politique baptisé Sangkum Reastr Niyum, dont le nom est devenu synonyme de l'époque où Sihanouk gouvernait. De nombreuses réalisations ont été faites à travers le royaume.

Figure 9.1: Archives sur le Cambodge des années 1960



Source : Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana

Mots clés : Conférence de Genève, Viet Minh, Norodom Sihanouk, Norodom Suramarit, la reine Kosamak, Sangkum Reastr Niyum, Élections législatives.

Thèmes : Politique, Histoire

Contexte historique :

-7 mai 1954: fin de la bataille de Dien Bien Phu.

-8 mai 1954: ouverture de la conférence de Genève.

-20 juillet 1954: signature des Accords de Genève : l'indépendance du Cambodge est reconnue. Mais, à la différence de ce qui est décidé concernant le Vietnam, les nationalistes khmers du Front Uni Issarak n'obtiennent aucune partie du territoire. Ils doivent déposer les armes. Leurs alliés du Viet Minh (Ligue pour l'indépendance du Viet Nam) qui avaient infiltré des forces au Cambodge les retirent.

-2 mars 1955 : Norodom Sihanouk abdique en faveur de son père

-23 mars 1955 : Norodom Sihanouk crée son parti politique Sangkum Reastr Niyum (communauté socialiste et populaire). Les partis de droite s'y rallient. Sim Var, un des fondateurs du parti démocrate, devient le secrétaire général du Sangkum. Le parti démocrate et le Pracheachon (peuple) refusent de se fondre dans le Sangkum. Ils vont être victimes d'intimidations et de violences en tous genres.

-11 septembre 1955 : élections législatives : le Sangkum remporte la totalité des sièges.

-5 mars 1956 : Couronnement du roi Norodom Suramarit.

-3 avril 1960 : Décès du roi Suramarit

-26 mai 1961 : Arrêt de la Cour Internationale de justice qui se déclare compétente dans le différend qui oppose Le Cambodge à la Thaïlande à propos du temple de Preah Vihear. L'armée thaïlandaise se retire du site.

Contenu d'images :

-Éléments sociaux : le palais royal de Phnom Penh, le Wat Phnom, le temple de Preah Vihear, l'aéroport de Pochentong, le port de Sihanouk ville, la faculté des droits et des sciences économiques, le stade Olympique, le Conseil des ministres, le monument de l'Indépendance.

-Personnalités : Norodom Sihanouk, Norodom Suramarit, la reine Kosamak.

Repères historiques :

-Sangkum Reastr Niyum (1955-1970) : régime paternaliste et autoritaire mis en place par Sihanouk peu après l'indépendance. Malgré tout, le Cambodge se développe graduellement. Les Cambodgiens de l'époque semblent vivre bien et en gardent toujours un bon souvenir.

Archives 2 : le système scolaire scientifique sous les Khmers rouges

Un documentaire de propagande sur la mise en place du système scolaire révolutionnaire dans le domaine scientifique sous le régime de Pol Pot. Images en couleur de l'école d'électriciens de Teuk Thla, d'un laboratoire pharmaceutique, de l'hôpital révolutionnaire, des cours et des travaux pratiques des étudiants en médecine. Le régime scande la réussite du changement social, en se prévalant de donner aux enfants des paysans révolutionnaires la chance de suivre une formation scientifique.

Figure 9.2: Archives sur le Cambodge sous les Khmers rouges



Source : Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana

Mots clés : Khmers rouges, électricité, santé, sciences et techniques, éducation, médecine, révolution.

Thèmes : Propagande, Éducation, Santé, Développement

Contexte historique :

-17 avril 1975 : prise de pouvoir par les Khmers Rouges.

- Propagande du Kampuchéa démocratique qui célèbre l'excellence de ses réalisations (formation d'électriciens, de médecins, de techniciens). Critique de l'ancien régime jugé par la révolution.

Contenu d'images :

-**Éléments sociaux :** école d'électricité de Teuk Thla, laboratoire pharmaceutique, hôpital révolutionnaire, dispensaire de la région de Siem Reap, chemin de fer, vêtements noirs, sandale Hô Chi Minh, casquette maoïste.

-**Personnalités :** néant

Repères historiques :

-Kampuchea démocratique (1975-1979) : Quelque deux millions de Cambodgiens ont perdu la vie, victimes des exécutions sommaires, des massacres, des travaux forcés, de la faim et de la maladie. Le total de la population avant le régime de Pol Pot est estimé à 7,89 millions en 1975¹³⁶. Les habitants des villes ont été déportés dans les campagnes où la haine de classe, attisée par la propagande, s'est installée entre eux et les paysans. Chute du régime, provoquée par l'entrée au Cambodge des troupes vietnamiennes, en compagnie des transfuges khmers rouges réfugiés au Vietnam.

¹³⁶ Chiffre avancé par les Nations Unies, corroboré par un statisticien occidental indépendant qui travaillait alors avec le gouvernement cambodgien, et cité par Ben Kirnan dans *Le génocide au Cambodge, 1975-1979, race, idéologie et pouvoir*. Paris : Gallimard, 1996, p. 535.

Archives 3 : le Cambodge après Pol Pot

Documentaire tourné sous l'occupation vietnamienne soulignant la nouvelle vie des Cambodgiens et les efforts entrepris pour reconstruire le pays au sortir du régime Khmer Rouge. Des personnalités cambodgiennes rendent visite aux blessés de guerre vietnamiens hospitalisés. Séquences sur des dignitaires du parti inaugurant des chantiers ou des usines, et remettant des diplômes. Les fêtes sont de nouveau célébrées au Cambodge.

Figure 9.3: Archives sur le Cambodge sous l'occupation vietnamienne



Source : Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana

Mots clés : vie quotidienne, société, usine, infrastructure, soldat, révolution, Vietnam, libération du Cambodge par les soldats vietnamiens, art, Heng Samrin, Chea Sim.

Thèmes : Politique, Propagande, Société

Contexte historique :

- **7 janvier 1979** : Entrée dans Phnom Penh de l'armée vietnamienne et des forces du FUNK (Front uni national pour le salut du Kampuchéa, créé à Hanoï en décembre 1978). Le régime des Khmers rouges aura duré 3 ans, 8 mois et 20 jours.
- Mise en relation du Cambodge avec les pays du bloc socialiste.
- Assemblée générale du parti entre 1979 et 1983
- Lutte contre la résistance des Khmers rouges et des pro-sihanoukistes

Contenu d'images :

- **Éléments sociaux** : esplanade du monument de l'Indépendance, pont Monivong, usine (tissus, pneu, tabac), salle de théâtre de Tonlé Bassac, hôpitaux, stade Olympique.
- **Personnalités** : Heng Samrin, Chea Sim.

Repères historiques :

- La République populaire du Kampuchéa (1979-1989) : régime communiste mis en place, à Phnom Penh en 1979, par le Vietnam et les ex-Khmers rouges à sa solde. Pour qu'il soit aboli, le Cambodge – otage des rivalités de la Guerre Froide – devra attendre que l'URSS, affaiblie, cherche à normaliser ses relations avec la Chine. Or, l'un des préalables exigés par Pékin était que Moscou obtienne de son allié vietnamien la fin de l'occupation du Cambodge. En 1987, Mikhaïl Gorbatchev, dernier dirigeant de l'URSS, assure que la seule façon de résoudre la crise au Cambodge passe par « l'unification de toutes les forces patriotiques nationales ». En septembre 1989, après dix ans de présence militaire au Cambodge, Hanoï retire ses troupes. À la suite des Accords de Paris (1991) signés par les quatre factions cambodgiennes, des élections législatives sont organisées en 1993 sous l'égide des Nations Unies.

Annexe 4

Chronologie du Cambodge

1 ^{er} -6 ^{ème} siècle	Royaume du Funan (Brahmanisme).
6-7 ^{ème} siècle	Royaumes du Chenla (Ces deux royaumes semblent fusionner pour former l'Empire Khmer).
802	Le roi Jayavarman II se proclame souverain universel.
1150	Le roi Sûryarman II construit Angkor Vat.
1181-1201	Règne de Jayavarman VII. Extension des limites de l'Empire khmer. Édification de la ville fortifiée d'Angkor Thom et du temple-montagne du Bayon, situé en son centre.
1287	Développement du bouddhisme du Petit Véhicule.
1353	Les Thaïs occupent Angkor pour la première fois.
1432	La capitale Angkor est abandonnée suite à des agressions à plusieurs reprises par des souverains Thaïs.
1863	Le roi Norodom accepte le protectorat français.
1953	Norodom Sihanouk obtient l'indépendance du Cambodge.
1955	Sihanouk redevient prince en abdiquant en faveur de son père (Suramarit). Il fonde son parti politique le Sangkum Reastr Niyum , (la société socialiste populaire) qui deviendra plus tard le nom de son régime. Quelques mois plus tard, il est élu Premier ministre du pays par la population, avec 82% des votes en sa faveur.
1960	À la mort de son père, Sihanouk est nommé chef d'État par les membres du Parlement cambodgien. Vers la fin de l'année, Pol Pot crée clandestinement le Parti communiste khmer.
1965	Fin des relations diplomatiques entre les États-Unis et le Cambodge suite à un article paru dans le quotidien américain <i>Newsweek</i> dénonçant vivement le roi. Sihanouk accorde aux Viêt-Cong (communistes nord-vietnamiens) le droit d'établir des « sanctuaires

à l'intérieur des frontières cambodgiennes, à l'abri des frappes américaines.

1969

Début des bombardements américains sur le royaume (alors que les deux pays ne sont pourtant pas officiellement en conflit).

18 mars 1970

Un coup d'État du général Lon Nol destitue Sihanouk. La monarchie est abolie. **La République khmère** est proclamée et reconnue officiellement par les Etats-Unis. La prince Sihanouk s'allie avec ses ennemis d'hier depuis la Chine : avec les Khmers rouges, il forme un gouvernement de coalition et une armée. Cet événement transforme la guerre du Viêtnam en guerre d'Indochine : sur le territoire Cambodgien se déroule une guerre civile cambodgienne et s'étend la guerre du Vietnam.

17 avril 1975

Les Khmers rouges, dirigés notamment par Pol Pot et Khieu Samphan, prennent le contrôle de la capitale Phnom Penh. Ils instaurent **la République démocratique du Kampuchéa** et organisent un génocide qui fera près de 2 millions de victimes sur une population totale de près 8 millions d'habitants. Sihanouk est mis de côté, enfermés dans son palais.

7 janvier 1979

Les Vietnamiens libèrent pour les uns, et envahissent le Cambodge pour les autres. Ils installent **la République populaire du Kampuchea**. Les Khmers rouges prennent le maquis.

1982

Formation d'un gouvernement de résistance nationale en exil, avant tout antivietnamien, sous la présidence de Norodom Sihanouk. Ce gouvernement est reconnu par l'ONU et est composé de sihanoukistes, de républicains et de Khmers rouges.

1985

Hun Sen est nommé Premier ministre à Phnom Penh.

1989

Fin du retrait officiel de l'armée vietnamienne.

1991

Les Accords de Paix de Paris placent le Cambodge sous la tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation libre. Création de l'Autorité provisoire des Nations-Unies au Cambodge (APRONUC).

- 1993** Rétablissement du **Royaume du Cambodge**. Promulgation de la Constitution permettant ainsi Norodom Sihanouk de remonter sur le trône. Les résultats des premières élections législatives donnent une majorité relative de 47% au FUNICINPEC royaliste au détriment du Parti du peuple cambodgien de Hun Sen (PPC). Les résultats sont contestés par le PPC. Un gouvernement de coalition rassemblant les deux partis est formé et dirigés par deux Premiers ministres : le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen.
- 1997** Un conflit, ayant un caractère de coup d'état, éclate à Phnom Penh et permet à Hun Sen d'évincer Norodom Ranariddh du pouvoir.
- 1998** Pol Pot meurt d'une crise cardiaque dans le maquis : un an plutôt, il avait été écarté des instances dirigeantes Khmers rouges par une faction dissidente, qui l'avait « jugé » pour des raisons de « politiques internes ». Le Premier ministre Hun Sen maintient toujours son pouvoir après avoir remporté des nouvelles élections législatives. Deux dirigeants Khmers rouges (Khieu Samphan et Noun Chea) se rallient au gouvernement de Hun Sen.
- 1999** Capture de Ta Mok surnommé le « boucher », ancien chef militaire Khmer rouge. Kaing Guek Eav est arrêté dans l'ouest du pays. Plus connu sous le nom de Duch, il est l'ancien chef de la prison *S-21*, centre de torture principal du régime.
- 2001** La création d'un tribunal spécial mixte composé de magistrats cambodgiens et étrangers pour juger les anciens plus hauts responsables Khmers rouges est adoptée par l'Assemblée nationale du Cambodge.
- 2003** Une centaine de jeunes « ultranationalistes » mettent à sac l'ambassade de Thaïlande et une dizaine de sociétés du même pays à Phnom Penh, pour répondre aux propos méprisants et anti-cambodgiens formulés par une actrice thaïlandaise. Le PPC du Premier ministre Hun Sen garde le pouvoir suite à des élections législatives très controversées.

- 2004** Soucieux de la longévité de la monarchie, Norodom Sihanouk abdique en faveur de son fils cadet Norodom Sihamoni.
- 2006** -Inauguration du tribunal spécial en vue de juger les anciens dirigeants Khmers rouges. Cette chambre extraordinaire réunit 30 magistrats, 17 Cambodgiens et 13 juges internationaux.
-Mort de Ta Mok, ancien chef militaire Khmer rouge, qui devrait comparaître devant le tribunal spécial.
- 2007** -Après des mois de négociations compliquées causant le retard du processus, les juges internationaux acceptent les conditions proposées par la justice cambodgienne permettant au tribunal spécial Khmers rouges (TKR) d'adopter son règlement de procédure interne.
-Ouverture du procès des Khmers rouges par la première inculpation de Kaing Guek Eav alias « Duch », ancien responsable du centre de détention Toul Slèng (S-21).
-Série d'arrestations : Noun Chea (ex numéro deux des Khmers rouges), Ieng Sary et son épouse Ieng Thirith (respectivement ancien ministre des affaires étrangères et des affaires sociales Khmers rouges) et Khieu Samphan (ancien chef d'État du Kampuchéa démocratique).
- 2008** -Le Premier ministre Hun Sen est réélu pour un troisième mandat suite à des élections législatives.
-L'armée thaïlandaise envoie les troupes pour occuper une zone frontalière litigieuse près du temple cambodgien Preah Vihear, inscrit en juillet 2008 au patrimoine mondial de l'Unesco. Le Cambodge accuse les hommes politiques thaïlandais (soutenus par les ultranationalistes chemises jaunes) d'exploiter cette crise frontalière comme prétexte pour s'emparer du pouvoir tenu par les partisans de l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra (soutenus par la masse populaire issue des milieux ruraux connus sous le nom des chemises rouges), renversé par un coup d'État en septembre

2006. Des échanges de tirs entre les soldats de deux pays laissent des morts et des blessés.

2009

-Kaing Guek Eav dit « Duch » comparaît pour une audience préliminaire devant la chambre de première instance des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC) pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

-Après soixante-dix sept jours d'audience marqués de nombreux incidents, d'accusations de corruption et des pressions du pouvoir cambodgien, le procès de « Duch » s'est terminé par le réquisitoire du procureur et les plaidoiries des avocats de la défense et de la partie civile. L'accusé reconnaît sa culpabilité, soit d'être responsable de 12.000 morts lorsqu'il était à la direction de *S-21* et demande pourtant à la chambre son acquittement. Le verdict est prévu pour début 2010.

-La dispute frontalière dégénère vers la crise diplomatique entre le Cambodge et la Thaïlande suite à la nomination de Thaksin Shinawatra en tant que conseiller économique auprès du gouvernement et du Premier ministre cambodgien.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages théoriques, méthodologiques et généraux

Alfonso, Denise. *La digue des veuves*. Paris : Presses de la Renaissance, 2005, 260 p.

Bachelard, Gaston. *La poétique de l'espace*. Paris : Presses Universitaires de France, 2004, 214 p.

Beaud, Jean-Pierre. « L'échantillonnage » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 251-283.

Beaud, Michel. *L'art de la thèse : Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*. Paris : La Découverte, 2006, 202 p.

Berger, Peter et Thomas Luckmann. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin, 2006, 357 p.

Bertaux, Daniel. *Les récits de vie, perspective ethnosociologique*. Paris : Nathan, 1997, 128 p.

Bit, Seanglim. *The Warrior Heritage : A Psychological Perspective of Cambodia Trauma*. Publisher: Seanglim Bit, 1995, 250 p.

Bizot, François. *Le portail : prisonnier des Khmers rouges*. Paris : Table ronde, 2000, 397 p.

Boisselier, Jean. « Khmer (Art) » in *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 13. Paris: Encyclopaedia Universalis, 2002, pp. 159-164.

Bouthat, Chantal. *Guide de présentation des mémoires et thèses*. Montréal : Université du Québec à Montréal, 1993, 110 p.

Chandler, David. *S-21 ou le crime impuni des Khmers rouges*. Paris : Édition Autrement, 2002, 202 p.

_____. *Pol Pot : frère numéro un*. Paris : Plon, 1992, 342 p.

Chevalier, Yves. « La biographie et son usage en sociologie ». *Revue française de science politique*, Vol. 29, N° 1, 1979, pp. 83-101.

Choun, Nath. *Le dictionnaire électronique khmer*. Phnom Penh : Institut Bouddhique, 2008.

- Colonomos, Ariel. *La sociologie des réseaux transnationaux*. Paris : L'Harmattan, 1995, 300 p.
- Corcuff, Philippe. *Les nouvelles sociologies*. Paris : Nathan, 1995, 128 p.
- Corfield, Justin. *Historical Dictionary of Cambodia*. Lanham : The Scarecrow Press, 2003, 560 p.
- Coulon, Alain. *L'École de Chicago*. Paris : Presses Universitaires de France, 1992, pp. 241-262
- Dauphin-Meunier, Achille. *Histoire du Cambodge*. Coll. « Que sais-je ? ». Paris : Presse universitaire de France, 1961, 126 p.
- Delvert, Jean. *Le Cambodge*. Paris : Presses universitaires de France, 1983, 128 p.
- _____. « Cambodge/ Cadre géographique » in *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 4. Paris: Encyclopaedia Universalis, 2002, pp. 776-780.
- Demazière, Didier et Claude Dubar. *Analyse les entretiens biographiques*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, 350 p.
- Devillers, Philippe. « Cambodge/ Histoire » in *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 4. Paris: Encyclopaedia Universalis, 2002, pp. 783-791.
- Fabre, Daniel. « L'ethnologue et ses sources ». *Revue : Terrain*, N° 7, Octobre, 1986, pp. 3-13.
- Fidelin, Benoît. *Prêtre au Cambodge : François Ponchaud, l'homme qui révéla au monde le génocide*. Paris : Albin Michel, 1999, 264 p.
- Ferro, Marc et Jean Planchais. *Les Médias et l'Histoire*. Paris : Éditions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1997, 166 p.
- Fuchs, Paul. *Fêtes et cérémonies royales au Cambodge d'hier*. Paris : L'Harmattan, 1991, 153 p.
- Ghasarian, Christian. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive : nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris : Armand Colin, 2002, 248 p.
- Glaserfeld, Ernst Von. « Introduction à un constructivisme radical » in *L'invention de la réalité* sous la dir. de Paul Watzlawick. Paris : Seuil, 1988, pp. 19-43.
- Gruning, James. *Excellence in Public Relations and Communication Management*. New Jersey : Lawrence Erlbaum Associates Publishers, 1992, 680 p.

Guba, Egon et Lincoln, Yvonna. « *Competing Paradigms in Qualitative Research* » in *Handbook of Qualitative Research* sous la dir. de Norman Denzin et Yvonna Lincoln. Thousand Oaks : Sage Publications, 1994, pp. 105-117.

Guillou, Anne. « Noms personnels et termes d'adresse au Cambodge : l'individu et ses sphères d'appartenance » in *D'un nom à l'autre en Asie du Sud-Est. Approches ethnologiques* sous la dir. de Josiane Vincent-Massard et Simone Pauwels. Paris : Karthala, 1999, pp. 245-274.

Hacking, Ian. *Entre Science et réalité. La construction sociale de quoi?* Paris : La Découverte, 2001, 240 p.

Halbwachs, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel, 1994, 367 p.

Im, Monychenda. « La naissance de l'administration communale cambodgienne ». Siksacark, N° 4, 2001, pp. 17-18.

Jarvis, Helen, Christiane Lalonde et Nhean Lakhéna. *Regard sur l'édition au Cambodge*. Phnom Penh : Centre d'Études Khmères, 2006, 72 p.

Jennar, Raoul. *Les Constitutions cambodgiennes (1953-1993)*. Paris : la documentation française, 1994, 118 p.

_____. *Les clés du Cambodge*. Paris : Maisonneuve et Larose, 1995, 328 p.

Joinet, Louis. *Lutter contre l'impunité*. Paris : La Découverte, 2002, 142 p.

Kane, Solomon. *Dictionnaire des Khmers rouges*. Paris : Aux Lieux d'être, 2007, 460 p.

Keucheyan, Razmig. *Le constructivisme : des origines à nos jours*. Paris : Hermann, 2007, 256 p.

Khieu, Samphan. *L'histoire récente du Cambodge et mes prises de position*. Paris : L'Harmattan, 2004, 172 p.

Kiernan, Ben. *Le génocide au Cambodge*. Paris : Gallimard, 1998, 730 p.

Krueger, Richard et Mary Anne Casey. *Focus Group: A practical guide for applied research*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2008, 182 p.

Laperrière, Anne. « L'observation directe » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, pp. 311-336.

Laplatine, François. *La description ethnographique*. Paris : Armand Colin, 2005, 127 p.

Leclerc, Gérard. *La société de communication : une approche sociologique et critique*. Paris : Presses Universitaires de France, 1999, 223 p.

Lessard-Hébert, Michelle, Gabriel Goyette et Gérald Boutin. *La recherche qualitative : fondements et pratiques*. Montréal : Éditions Nouvelles, 1995, 124 p.

Luco, Fabienne. *Entre le tigre et le crocodile : approche anthropologique sur les pratiques nouvelles de traitement des conflits au Cambodge*. Phnom Penh : Unesco, 2000, 206 p.

Lucioli, Esmeralda. *Le mûr de bambou : le Cambodge après Pol Pot*. Paris : Régine Deforges, 1988, 312 p.

Luken-Roze, Dominique. *Cambodge : Vers de nouvelles tragédies? Actualité du génocide*. Paris : L'Harmattan, 2005, 252 p.

Ly, Claire. *Retour au Cambodge, le chemin de liberté d'une survivante des Khmers rouges*. Paris : Les Éditions de l'atelier, 2007, p. 221.

Maisonneuve, Danielle, Jean-François Lamarche et Yves St-Amand. *Les relations publiques dans une société en mouvance*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 405 p.

Mallen-Juneau, Chantal. *L'arbre et la pagode : récit d'une coopérante au Cambodge*. Montréal : Boréal, 1995, 264 p.

Martin, Marie-Alexandrine. *Le Mal Cambodgien : histoire d'une société traditionnelle face à ses leaders politiques 1946-1987*. Paris : Hachette, 1989, 304 p.

Mathieu, Ariane. *Images, représentations, histoire : la tragédie cambodgienne des années soixante-dix*. Université de Paris X- Nanterre, 2005, 187 p.

_____ et Juliette Rigondet. « Pol Pot, le tyran caché ». *Revue : L'Histoire*, N° 324, 2007, pp. 68-75.

Mehta, Haris. *Warrior Prince : Norodom Ranariddh, Son of King of Cambodia*. Singapore: Graham Brash, 2001, 222 p.

_____ et Julie Mehta. *Hun Sen : Strongman of Cambodia*. Singapore : Graham Brash, 1999, 287 p.

Morgan, David. *The Focus Group Guidebook: Focus Group Kit Volume 1*. Thousand Oaks : Sage Publications, 1998, 120 p.

Mucchielli, Alex. *Dictionnaires des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 2004, 303 p.

Mucchielli, Roger. *L'analyse de contenu : des documents et des communications*. Paris : Éditions ESF, 1984, 223 p.

Namer, Gérard. «Postface» in *Les cadres sociaux de la mémoire*, Maurice Halbwachs. Paris : Albin Michel, 1994, pp. 299-367.

Ong, Thong Hoeung. *J'ai cru aux Khmers rouges*. Paris : Buchet-Chastel, 2003, 300 p.

Panh, Rithy et Christine Chaumeau. *La machine khmère rouge*. Paris : Flammarion, 2003, 307 p.

Pépin, Yvon. « Savoirs pratiques et savoirs scolaires : une représentation constructiviste de l'éducation ». *Revue des sciences de l'éducation*, Vol. 20, N°1, 1994, pp. 63-85.

Phcar, Malay et Yves Guiheneuf. *L'enfer khmer rouge : une enfance au Cambodge*. Paris : L'Harmattan, 1997, 238 p.

Picq, Laurence. *Au-delà du ciel : cinq ans chez les Khmers rouges*. Paris : Barraud, 1984, 212 p.

Pin, Yathai. *L'utopie meurtrière : un rescapé du génocide cambodgien témoigne*. Paris : Robert Laffont, 1980, 415 p.

Ponchaud, François. *Une brève histoire du Cambodge*. Phnom Penh : Centre Culturel Catholique du Cambodge (CCCC), 2006, 86 p.

Ros, Chantrabot. *Cambodge, la répétition de l'histoire (de 1991 aux élections de juillet 1998)*. Paris : You Feng, 2000, 561 p.

_____. *La République khmère (1970-1975)*. Paris : L'Harmattan, 1993, 216 p.

Rainsy, Sam. *Des racines dans la pierre : mon combat pour la renaissance du Cambodge*. Paris : Calmann-Lévy, 2008, 301 p.

Ricoeur, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil, 2000, 675 p.

Sabourin, Paul. « Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs ». *Sociologie et Sociétés*, Vol. XXIX, n° 2 (automne 1997), pp. 139-161.

Savoie-Zajc, Lorraine. « L'entrevue semi-dirigée » in *Recherche en sciences sociales : de la problématique à la collecte des données* sous la dir. de Benoît Gauthier. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, pp. 337-360.

Schwandt, Thomas. « Three epistemological stances for qualitative inquiry » in *Handbook of qualitative research* sous la dir. de Norman Denzin et Yvonna Lincoln. Thousand Oaks : Sage Publications, 2000, pp. 189-214.

Shawcross, William. *Sideshow : Kissinger, Nixon, and the Destruction of Cambodia*. New York : Simon and Schuster, 1979, 467 p.

Short, Philip. *Pol Pot, anatomie d'un cauchemar*. Paris : Denoël, 2007, 604 p.

Simard, Gisèle. *Animer, planifier et évaluer l'action : la méthode du groupe focus*. Laval : Mondia, 1989, 102 p.

Spradley, James. *Participant observation*. New York : Wadsworth Publishing Company, 1980, pp. 73-130.

Watzlawick, Paul. *L'invention de la réalité*. Paris : Seuil, 1988, 374 p.

Wilcox, Dennis, Phillip Ault et Warren Agee. *Public Relations: Strategies and Tactics*. New York : Harper Collins Publisher Inc., 1992, 708 p.

Winn, Colette. « Sens et enjeux de la mémoire dans la société moderne : de la Renaissance au seuil du siècle classique ». *Tangence*, Numéro 87 (été 2008), 120 p.

Wolton, Dominique. *Penser la communication*. Paris : Flammarion, 1997, 416 p.

Articles périodiques sur le Centre Bophana:

« Audiovisuel : une mémoire à recomposer, un patrimoine à faire revivre ». *Cambodge Soir* supplément, le 14 juillet, 2006, 28 p.

Caillet, Geoffroy. « Retrouver la mémoire pour préparer l'avenir ». *Enfants du Mékong*, novembre-décembre, 2006, p. 8-9.

Deron, Francis. « Le Cambodge recherche sa mémoire ». *Le Monde*, 18 décembre, 2006, p. 27.

Eloy, David. « Bophana ou la mémoire du XX^e siècle ». *Altermondes*, 15 décembre, 2006, p. 44-45.

Gascuel, Alain. « Bophana, Centre de Ressources Audio-visuelles ». *Cambodge Nouveau*, octobre, 2006, p. 12-13.

Héliot, Armelle. « L'INA, une exception française ». *La Figaro*, 19 décembre, 2006

Lequeret, Elisabeth. « Archivage de la mémoire khmère ». *Le Journal des Cahiers du Cinéma*, avril, 2006.

Meynadier, Pascal. « La mémoire en urgence ». *Match du Monde*, mai, 2006, p. 72.

Panh, Rithy. « Reconnaître le droit chacun à sa mémoire ». *Les Nouveaux Dossiers de l'Audiovisuel*, septembre/octobre, 2005.

Pedroletti, Brice. « Rithy Panh, on mission to rebuild Cambodia's visual memory ». *Asia Movie Week*, février, 2006, p. 3.

« Rithy Panh, mémoire visuelle du Cambodge ». *Le Film Français*, mai, 2006.

Porée, Anne-Laure. « Le centre de ressources audiovisuelles, un lieu de mémoire ». *Cambodge Soir*, 12 janvier, 2006.

_____. « Le centre Bophana, un tremplin pour la mémoire et la création ». *Cambodge Soir*, 1-2-3 décembre, 2006, p. 10-11.

_____. « Les passeurs de mémoire ». *Cambodge Soir*, 1-2-3 décembre, 2006, p. 10-12

_____. « Une réhabilitation en osmose avec le projet ». *Cambodge Soir*, 1-2-3 décembre, 2006, p. 13.

_____. « Des classiques aux inédits, un surprenant parcours photographique ». *Cambodge Soir*, 5 décembre, 2006, p. 12.

_____. « Le centre Bophana ouvre ses portes ». *Cambodge Soir*, 5 décembre, 2006, p. 9

_____. « 1899 : Les plus anciens films sur le Cambodge, de Gabriel Veyre ». *Cambodge Soir*, 11 janvier, 2007, p. 12

_____. « 1957 : La pêche miraculeuse du Tonlé Sap ». *Cambodge Soir*, 8 février, 2007, p. 12

Poyton, Dan. « Famed filmmaker founds audiovisual archive ». *Phnom Penh Post*, 15-28 décembre, 2006

Robert, C. « Rithy Panh : Pas de mémoire sans travail de mémoire ». *Les Nouveaux Dossiers de l'Audiovisuel*, septembre/octobre, 2005, p. 10.

Rosenberg, Scott. « Exclusive interview: Cambodian film director Rithy Panh : Angelina Jolie, come visit the Audiovisual Center Bophana ». *Movies Features*, 17 décembre, 2006.

Samnang, Soun. « Draft law for public sector administrative management approved », *The Mekong Time*, N° 41, 2008, p. 4.

Trannin, Sabine. « Un centre de ressource audiovisuelles au Cambodge ». *Les Nouveaux Dossiers de l'Audiovisuel*, septembre/octobre, 2005.

Ung, Chansopheha. « Cambodge : un cinéma à reconstruire ». *Les Cahiers du Cinéma*, mai, 2006, p. 41-42 .

Vachon, Michelle., Naren, Kuch. « A History in Images ». *The Cambodia Daily*, 18 février, 2006, p. 8-9.

Vulser, Nicole. « Une aide au cinéma du Cambodge ». *Le Monde*, 08 juin, 2006.

Ressources Internet:

« A Delicate History », *The Cambodia Daily* (WEEKEND Saturday, 23-24 mars 2002), en ligne, http://www.camnet.com.kh/cambodia.daily/selected_features/textbook.htm, page consultée le 24 septembre 2008.

« Cambodia Socio-Economic Survey (2004) », Institut National de la Statistique, en ligne, <http://statsnis.org/SURVEYS/CSSES2003-04/summary.htm>, page consultée le 24 avril 2008.

« Chant révolutionnaire », Centre de Documentation du Cambodge (DC-CAM), en ligne, http://www.dccam.org/Archives/Musics/Songs/Best_Wishes_to_People_in_Siem_Riep.mp3, page consultée le 20 octobre 2008.

« Choeung Ek Genocide Memorial Stupa », Forum de discussion sur Google Earth Community, en ligne, <http://bbs.kcyhole.com/ubb/ubbthreads.php?ubb=showflat&Number=574990>, page consultée le 08 mars 2009.

« Description des données géographiques », Documentation Center of Cambodia (DC-CAM), en ligne, <http://www.dccam.org/Database/Geographic/Index.htm>, page consulté le 25 août 2009.

« Entretien avec Eurasie.net réalisé par Emmanuel Deslouris, le 6 mai 2007 », en ligne, <http://www.eurasie.net/webzine/spip.php?article840&lang=fr>, page consultée le 20 septembre 2009.

« Faire vivre les archives », Centre de Ressources Audiovisuelles Bophana, en ligne, http://www.bophana.org/site/index.php?option=com_content&task=view&id=22&Itemid=66, page consultée le 30 avril 2008.

« Hun Sen : Qui sera responsable si la guerre revient au Cambodge? », Les carnets de Phnom Penh, en ligne, <http://cambodge.blogs.liberation.fr/2009/2009/09/la-r%C3%A9ponse-na-pas-tard%C3%A9-moins-dune-semaine-apr%C3%A8s-la-d%C3%A9cision-douvrir-de-nouvelles-enqu%C3%AAtes-contre-danciens-khmers-rouge.html>, page consultée le 08 septembre 2009.

« L'administration territoriale du Cambodge », Gouvernement Royal du Cambodge, en ligne, <http://www.cambodia.gov.kh/unisql/egov/english/organ.admin.html>, page consultée le 24 avril 2008.

« La carte du Cambodge », Forum Khmer Network, en ligne, <http://www.khmer-network.com/forum/viewthread.php?tid=3568>, page consultée le 15 avril 2008.

« Le lac fait vivre des millions d'habitants », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en ligne, http://www.fao.org/newsroom/fr/field/2005/107684/article_107721fr.html, page consultée le 24 avril 2008.

« La vie privée et les liaisons extraconjugaux de Norodom Sihanouk », Khmer Quorum, en ligne, <http://khmerquorum.blogspot.com/2008/01/king-nrodom-sihanouks-profile.html>, page consultée le 26 septembre 2008.

« Rapport annuel sur la condition de la presse au Cambodge (2003) », Reporters sans frontières (RSF), en ligne, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=6337, page consultée le 27 avril 2008.

« Subjectivité comme auto-organisation. Une étude du constructivisme radical au départ de Husserl » [Dissertation doctorale d'Edmund M. Mutelesi à l'Institut Supérieur de Philosophie, Université catholique de Louvain (Belgique)], mise en ligne par l'Université de Vienne, <http://www.univie.ac.at/constructivism/pub/mutelesi/3.html>, page consultée le 20 septembre 2009.

« Traité de Paix, d'Amitié et de Coopération Vietnam-Kampuchéa », Comité des frontières du Cambodge, en ligne, www.cfcambodge.org/DocTraité/T1979F.doc, page consultée le 25 février 2009.

Sources audiovisuelles

« *Cambodge, le pays des tigres disparus* » diffusée du 20 au 24 août 2007, France Culture.

« *La marche du monde* » diffusée le 01 décembre 2006, Radio France Internationale (RFI).

« *Le premier centre d'archives audiovisuelles du Cambodge* » diffusée le 04 décembre 2006, Radio France Internationale (RFI).

« *Bophana, une tragédie cambodgienne* ». Rithy Panh. DVD (1996)

« *Deacon of Death (Le Doyen de la Mort)* ». J. van den Berg et W. Van de Put. DVD (2004)

« *Dogora ouvrons les yeux* ». Patrice Leconte. DVD (2004)

« *Kampuchéa, Chroniques rouge amer* ». Bruno Carette et Dominique Thiel (1999)

« *La terre des âmes errantes* ». Rithy Panh. DVD (1999)

« *Le papier ne peut pas envelopper la braise* ». DVD (2007)

« *Les artistes du théâtre brûlé* ». Rithy Panh. DVD (2004)

« *Les gens de la rizières* ». Rithy Panh. DVD (1994)

« *S-2, la Machine de Mort Khmère rouge* ». Rithy Panh. DVD (2003)

« *Un barrage contre le pacifique* ». Rithy Panh. DVD (2009)

« *Un soir après la guerre* ». Rithy Panh. DVD (1998)